

EXERCICE **2023**

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE

ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE

DU 25 AVRIL 2024



SAVENCIA
FROMAGE & DAIRY

SOMMAIRE

1

RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

3

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2023

Activité du Groupe

4

Société-mère

8

2

DÉCLARATION DE PERFORMANCE EXTRA-FINANCIÈRE

15

Introduction

18

Notre démarche

18

Un plaisir sain et responsable

23

Des filières agricoles durables

27

L'empreinte environnementale

31

Le bien-être de nos collaborateurs

36

Éthique et conformité

43

Application de la Taxonomie européenne

45

Synthèse des indicateurs clés - SAVENCIA Fromage & Dairy

49

Modalités de reporting

51

Annexes

52

Tableaux réglementaires Taxonomie européenne

52

Note méthodologique Taxonomie européenne

56

Rapport de l'un des commissaires aux comptes sur la vérification de la déclaration consolidée de performance extra-financière

57

Table de correspondance GRI - GRENELLE II - Déclaration de Performance Extra-Financière

61

3

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

65

AU 31 DÉCEMBRE 2023

Comptes consolidés au 31 décembre 2023

66

Comptes sociaux exercice 2023

134

4

GOVERNEMENT D'ENTREPRISE

153

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

154

Organisation du contrôle interne et de la gestion des risques

184

Plan de vigilance

187

Annexes

224

5

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 25 AVRIL 2024

225

Rapport du Conseil d'Administration sur les projets de résolutions

226

Rapport du Conseil d'Administration sur les actions de performance

229

Rapports des commissaires aux comptes

230

Texte des projets de résolutions

235



RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2023



1.	Activité du Groupe	4
2.	Société-mère	8

1. Activité du Groupe

Faits marquants

Suivi de l'inondation Corman SA

Une inondation a eu lieu chez Corman SA en juillet 2021. Les travaux de réhabilitation du site sont désormais finalisés et les lignes de production ont redémarré progressivement depuis 2022. La société a reçu notification de l'arrêté du gouvernement Wallon accordant une aide à la réparation en avril 2023. Au vu des dispositions de cet arrêté, l'aide de la Région Wallonne remplit les critères d'une subvention d'investissement.

La reconnaissance de la créance de subvention naît au moment de la réalisation des obligations d'investissement, c'est-à-dire au fur et à mesure de la comptabilisation des investissements réalisés.

Effet de la crise Ukraine Russie

La situation géopolitique internationale s'est tendue à partir de février 2022 avec l'invasion de l'Ukraine par la Russie. La guerre entre les deux pays se poursuit affectant les marchés financiers et la situation économique mondiale, exacerbant l'inflation et perturbant les chaînes d'approvisionnement mondiales. Des sanctions économiques ont été prononcées envers la Russie.

L'exposition financière du Groupe est limitée dans ces deux pays. Les contributions cumulées de ces deux pays sont non significatives à l'échelle du Groupe.

Environnement économique

Sur les huit premiers mois de l'année, le marché mondial des produits laitiers a évolué dans un contexte de baisse des cours des produits industriels justifiée par une demande ralentie dans un contexte économique dégradé par l'inflation. Une légère inflexion à la hausse des prix des produits industriels initiée en août s'est poursuivie sur le reste de l'année et fait écho à une croissance modérée de la production laitière dans les grands bassins exportateurs mondiaux.

Le prix du lait en Europe sur les deux premiers quadrimestres a été mis sous pression par la baisse de la valorisation des produits industriels. Cette baisse faisait suite aux très fortes hausses de 2022. La tendance s'inverse à partir de septembre avec une progression dans la plupart des pays européens.

En revanche, en France, la collecte laitière évolue à contre-courant de la tendance globale dans l'Union Européenne. La production laitière est en baisse et le prix du lait reste plus élevé en moyenne annuelle que l'an dernier. Eu égard au poids de la France, le prix du lait au niveau du Groupe est globalement en hausse sur l'année.

L'année 2023 a été marquée par de fortes inflations dans l'ensemble des pays affectant l'ensemble des coûts de production.

L'Amérique du Sud reste confrontée à des économies excessivement instables et fortement inflationnistes notamment en Argentine.

En Asie, le ralentissement économique de la Chine s'est poursuivi tout au long de l'exercice 2023.

1.1. Périmètre de consolidation et normes comptables

Périmètre

Au cours de l'exercice 2023, le Groupe a réalisé les opérations suivantes :

- Acquisition de 100% de la société Sucesores de Alfredo Williner (SAW) le 3 avril 2023, un des acteurs majeurs des produits laitiers en Argentine. Savencia enrichit ainsi son portefeuille de marque avec Ilolay qui propose une large gamme de produits laitiers au travers d'un réseau de distribution implanté sur tout le territoire argentin. SAW est un acteur majeur du marché et l'un des principaux collecteurs de lait d'Argentine. Cette acquisition vient renforcer la présence de SAVENCIA Fromage & Dairy en Argentine et s'inscrit dans le déploiement de la stratégie de croissance du Groupe. Ce rapprochement est soumis à l'accord des autorités de la concurrence en application des règles locales.
- Le Groupe a exercé partiellement l'option d'achat à hauteur de 15% dans le capital de la société Bake Plus en Corée le 28 avril 2023, ceci conformément aux conditions du contrat.
- Le Groupe a pris une participation de 50% via une augmentation de capital dans la société Wiskerchen Cheese Inc le 30 juin 2023. Le descriptif de la gouvernance permet de conclure à la mise en place d'un co-entrepreneuriat. Cette entité est donc mise en équivalence dans les comptes consolidés.
- Le Groupe a exercé l'option d'achat à hauteur de 30% dans le capital de la société Palace Industries aux USA le 17 août 2023. Le Groupe détient ainsi 100% de cette entité.

Pour rappel, le 15 mars 2022, le Groupe avait racheté 51,04 % du capital de la société Poitou Chèvre SAS. Cette société étant déjà préalablement détenue à 48,96 % et consolidée selon la méthode de la mise en équivalence, ce rachat a permis la prise de contrôle exclusif de cette société. Cette opération permet d'adosser Poitou Chèvre SAS au savoir-faire de spécialités en fromages de chèvre de Savencia.

Normes

Le Groupe applique les nouveaux textes applicables de façon obligatoire à compter du 1er janvier 2023 et notamment IFRS 17, Contrats d'assurance et les différents amendements qui s'y rattachent, l'application de cette norme n'ayant pas d'incidence sur les opérations du Groupe, les amendements à IAS 1 et du Practice Statement 2 sur les informations à fournir sur les méthodes comptables, les amendements à IAS 8 sur la

définition des estimations comptables, les amendements à IAS 12 Impôts différés relatifs aux actifs et passifs résultant d'une transaction unique et les amendements à IAS 12 sur la réforme fiscale internationale - Modèle de règles du Pilier 2.

Ces amendements sont sans impact sur les comptes du 31 décembre 2023.

Le Groupe n'applique pas par anticipation les normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB d'application non obligatoire au 1er janvier 2023 au sein de l'Union Européenne.

Le Groupe, étant implanté en Argentine, applique la norme IAS 29 « Information financière dans les économies hyperinflationnistes ». Les principes et incidences sur les comptes consolidés sont résumés dans la note 13 des notes annexes aux États financiers consolidés.

1.2. Activité et résultat

Dans un contexte macro-économique agité et fortement inflationniste, SAVENCIA Fromage & Dairy (nom commercial de SAVENCIA SA) a démontré sa capacité de résistance. En effet, l'éclatement géographique de ses marchés ainsi que la diversité de ses métiers permettent de compenser au mieux les aléas conjoncturels pouvant affecter tant le niveau de consommation que les différentes composantes des prix de revient. La demande des consommateurs n'évolue en effet pas de la même façon sur les marchés matures et sur les zones en développement. Elle peut varier en fonction du type de produits de grande consommation et de l'intensité des actions commerciales entreprises. Les variations des cotations mondiales des produits industriels n'affectent normalement pas les activités « Produits Fromagers » et « Autres Produits Laitiers » aux mêmes moments, avec la même ampleur et dans le même sens. La répercussion des hausses de prix de revient s'appuie sur la force des marques et le caractère souvent innovant des offres faites aux consommateurs.

D'autres éléments relatifs aux risques figurent dans la partie « situation financière » du présent document, à la note 11.6 de l'annexe aux états financiers consolidés, dans l'extrait de la déclaration de performance extra-financière figurant à la fin de la partie 1 du présent rapport de gestion relatif à l'activité du Groupe et dans le rapport sur le contrôle interne, la gestion des risques et le plan de vigilance.

CHIFFRES CLÉS AU 31 DÉCEMBRE 2023

Données consolidées en M€					Variation en %			
	31/12/2023	% CA	31/12/2022	% CA	Total	Structure	Change	Organique
Chiffre d'affaires	6 790,7		6 551,2		+3,7 %	+2,1 %	-10,0 %	+11,6 %
•dont Produits Fromagers	4 078,8	60,1 %	3 820,5	58,3 %	+6,8 %	0,0 %	-1,2 %	+8,0 %
•dont Autres Produits Laitiers	2 922,7	43,0 %	2 928,5	44,7 %	-0,2 %	+5,1 %	-22,3 %	+17,0 %
•dont Autres (Intercos)	-210,8	-3,1 %	-197,8	-3,0 %	+6,6 %	+0,2 %	-14,4 %	+20,8 %
Résultat opérationnel courant	212,9		234,3		-9,1 %	+2,5 %	-11,3 %	-0,3 %
•dont Produits Fromagers	127,5	59,9 %	81,6	34,8 %	+56,3 %	+0,1 %	-0,2 %	+56,4 %
•dont Autres Produits Laitiers	120,6	56,6 %	180,0	76,9 %	-33,0 %	+3,2 %	-14,6 %	-21,6 %
•dont Autres	-35,2	-16,5 %	-27,3	-11,7 %	-28,4 %	+0,1 %	-0,3 %	-28,2 %
Taux de marge opérationnelle	3,1 %		3,6 %					
•dont Produits Fromagers	3,1 %		2,1 %					
•dont Autres Produits Laitiers	4,1 %		6,1 %					

Au 31 décembre 2023, **le chiffre d'affaires consolidé de SAVENCIA Fromage & Dairy s'établit à 6 790,7 millions d'euros** contre 6 551,2 millions d'euros pour la même période de l'année précédente, en progression de +3,7 %.

À périmètre⁽¹⁾ et taux de change constants⁽²⁾, la croissance est de +11,6 %. L'évolution du chiffre d'affaires est toutefois impactée par un effet de change négatif de -10,0 % provenant essentiellement de la dévaluation du peso argentin accentuée au quatrième trimestre, ainsi que l'évolution des monnaies chinoise, russe et nord-américaine. L'effet de structure de +2,1 % provient principalement de l'intégration des activités de SAW S.A. à compter du 3 avril 2023.

La part du chiffre d'affaires réalisée hors de France passe de 69,4 % en 2022 à 68,4 % en 2023.

Le résultat opérationnel courant est en baisse de -9,1 % par rapport à 2022. Il s'élève à 212,9 millions d'euros.

Il intègre un effet périmètre positif de +2,5 % et un effet de change négatif de -11,3 %.

À données constantes, le résultat opérationnel courant est en léger retrait de -0,3 % démontrant la résistance des activités de Savencia dans un contexte mouvementé.

La marge opérationnelle courante atteint 3,1 % contre 3,6 % en 2022.

1.2.1. Produits Fromagers

Le chiffre d'affaires des Activités fromagères est en progression de +6,8 % par rapport à 2022, à **4 078,8 millions**

d'euros, soit 60,1 % du chiffre d'affaires consolidé total de SAVENCIA Fromage & Dairy. Cette part relative était de 58,3 % en 2022. La variation de chiffre d'affaires se décompose en :

- une croissance organique de +8,0 % qui provient d'une part d'ajustements tarifaires déployés sur l'ensemble des marchés pour faire face aux fortes inflations mondiales. D'autre part, elle bénéficie de volumes restés solides malgré les tensions sur le pouvoir d'achat et la modification du comportement des consommateurs qui tendent à privilégier des offres plus accessibles face à l'inflation ;
- un effet de change défavorable de -1,2 % qui provient principalement de la dépréciation du rouble, du yuan et du dollar US.

Le résultat opérationnel courant des Activités fromagères ressort à 127,5 millions d'euros, en croissance de 45,9 millions d'euros par rapport à 2022 soit +56,3 %.

Le taux de marge opérationnelle de ce secteur d'activité progresse de 2,1 % en 2022 à 3,1 % en 2023. La résilience des volumes, les ajustements tarifaires, la maîtrise des coûts et les efforts de productivité permettent d'amortir l'inflation de l'ensemble des coûts de production.

1.2.2. Autres Produits Laitiers

Le chiffre d'affaires des « Autres Produits Laitiers » ressort à 2 922,7 millions d'euros, en légère baisse de -0,2 % par rapport à 2022. Il représente 43 % du chiffre d'affaires consolidé total de SAVENCIA Fromage & Dairy. Cette part relative était de 44,7 % en 2022.

⁽¹⁾ Le retraitement de périmètre des entités entrantes consiste :

- pour les entrées de périmètre de l'année en cours à déduire la contribution de l'acquisition des agrégats de l'année en cours ;
- pour les entrées de périmètre de l'année précédente, à déduire la contribution de l'acquisition du 1er janvier de l'année en cours jusqu'au dernier jour du mois de l'année en cours où a été réalisée l'acquisition l'année précédente.

Le retraitement des entités sortantes consiste :

- pour les sorties de périmètre de l'année en cours, à déduire les contributions de l'entité sortie aux agrégats de l'année précédente à compter du 1er jour du mois de cession ;
- pour les sorties de périmètre de l'année précédente, à déduire les contributions de l'entité sortie aux agrégats de l'année précédente.

⁽²⁾ Le retraitement de l'effet change consiste en un calcul des agrégats de l'année en cours aux taux de change de l'année précédente.

Cette variation de chiffre d'affaires se décompose en :

- un effet de croissance organique en progression de +17,0 % reposant sur la très bonne performance volume de certains pays et la reprise de la restauration hors domicile, ainsi que d'effets prix sur une partie du portefeuille qui compensent l'effet négatif lié à la chute des cotations des produits industriels (beurre, poudre et sérum) en 2023.
- un effet de change défavorable de -22,3 % provenant principalement de la dépréciation du peso argentin et du yuan par rapport à l'euro.
- un effet de structure de +5,1 % lié à l'acquisition de SAW S.A. le 3 avril 2023.

Le résultat opérationnel courant des « Autres Produits Laitiers » ressort à 120,6 millions d'euros contre 180 millions d'euros en 2022, soit une évolution de -33,0 %. **Le taux de marge opérationnelle** est en retrait passant de 6,1 % en 2022 à 4,1 % en 2023. Ceci s'explique essentiellement par une valorisation des activités Ingrédients moins favorable en lien avec la chute des cotations de produits industriels, mais partiellement compensée par la reprise des activités Food Service.

1.2.3. Éléments non affectés aux activités

Le résultat opérationnel courant des éléments non affectés s'élève à -35,2 millions d'euros contre -27,3 millions d'euros en 2022. Il représente principalement les charges des sociétés holdings et de services.

Les éléments non récurrents s'établissent à -43,6 millions d'euros, contre -71,4 millions d'euros en 2022. Ils comprennent des charges de réorganisation pour -7,6 millions d'euros, des dépréciations d'actifs et mises au rebut pour -26,2 millions d'euros et d'autres charges pour -9,8 millions d'euros dont -6,3 millions d'euros de litiges.

Le résultat opérationnel s'élève à 169,3 millions d'euros, en hausse de 3,9 % par rapport à 2022.

Les charges financières nettes de SAVENCIA Fromage & Dairy **ressortent à -18 millions d'euros** pour l'année 2023 à comparer à -24,4 millions d'euros en 2022, soit une amélioration de 26,2%, liée à un écart favorable sur le résultat de change et sur les couvertures de taux d'intérêt permettant de compenser l'impact négatif de la remontée des taux d'intérêt.

Le résultat sur situation monétaire de 3,1 millions d'euros pour l'année 2023 contre 2,7 millions d'euros en 2022, correspond à l'application de la norme IAS 29 relative aux pays en situation d'hyperinflation (Argentine).

La quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence net d'impôt ressort à 1,8 million d'euros contre 1,5 million d'euros en 2022.

L'impôt sur les résultats s'élève à -50,3 millions d'euros, en baisse de 7 millions d'euros par rapport à 2022 en lien avec la baisse de dépréciations d'actifs non déductibles et de la CVAE. Le taux effectif ressort à 32,2 % contre 40,1 % en 2022.

Le résultat net des activités poursuivies est en progression et s'établit à 105,9 millions d'euros, à comparer à 85,4 millions d'euros en 2022.

Le résultat de l'exercice revenant aux actionnaires de SAVENCIA Fromage & Dairy **s'établit à 96,5 millions d'euros**. Il était de 68 millions d'euros en 2022.

Le résultat de l'exercice revenant aux participations ne conférant pas le contrôle s'élève à 9,4 millions d'euros, à comparer à 17,4 millions d'euros en 2022. Cette évolution s'explique par de moins bonnes performances globales en 2023 des filiales non détenues à 100 % par le Groupe.

1.3. Investissements

Les investissements corporels & incorporels de SAVENCIA Fromage & Dairy sont en baisse de -5,0 % par rapport à 2022, le Groupe s'étant focalisé sur les projets prioritaires. Leur montant s'élève à 178,9 millions d'euros en 2023, par rapport à un montant de 188,4 millions d'euros en 2022.

Par secteur d'activité, les investissements se répartissent de la façon suivante :

- Produits Fromagers pour 70 % ;
- Autres Produits Laitiers pour 26,1 % ;
- Non affectés pour 3,9 %.

Concernant le développement externe, le Groupe a acquis 100 % de SAW S.A. en Argentine et pris une participation de 50 % dans Wiskerchen Cheese LLC aux Etats-Unis en 2023.

1.4. Recherche et développement

SAVENCIA Fromage & Dairy a de tout temps considéré ses dépenses de recherche et développement comme un atout fort permettant d'assurer l'innovation et par conséquent la croissance de ses différents métiers. En cohérence avec sa culture et ses principes généraux de fonctionnement, les opérations de développement sont regroupées par pôles technologiques afin de s'adapter aux besoins spécifiques de chaque métier.

Les dépenses de recherche et développement sont comptabilisées, pour leur totalité, dans les comptes de charges par nature concernés.

1.5. Effectifs

Les effectifs moyens totaux, y compris les intérimaires, des sociétés intégrées globalement représentent **22 329 collaboratrices et collaborateurs en 2023** contre 21 797 collaboratrices et collaborateurs en 2022, soit une hausse de 2,4 %. À périmètre constant, la baisse est de - 1,7 %.

Ils se répartissent entre :

- Produits Fromagers pour 69,6 % ;
- Autres Produits Laitiers pour 25,7 % et
- Effectifs non affectés pour 4,7 %.

1.6. Situation financière

Le bilan du Groupe reflète une situation financière toujours saine.

Les fonds propres, à 1 817,9 millions d'euros, varient de -9,3 millions d'euros par rapport aux comptes 2022, soit -0,5 %.

L'endettement net⁽¹⁾, à -439,1 millions d'euros, est en hausse de 28,5 millions d'euros. Il représente 24,2 % **des capitaux propres**, contre 22,5 % au 31 décembre 2022.

Les ratios financiers imposés par les contrats de financement sont respectés.

SAVENCIA Fromage & Dairy ne présente pas d'exposition significative aux risques des marchés financiers. Les risques de change sont, comme par le passé, limités par la politique d'implantation d'unités de production sur les marchés de commercialisation. Les risques de taux sont gérés dans le cadre d'une politique de couverture prudente.

1.7. Événements postérieurs à la clôture de l'exercice

A la connaissance de la Société, il n'existe pas, à la date d'arrêt des comptes consolidés annuels 2023, d'événements significatifs postérieurs à la clôture pouvant impacter les comptes.

1.8. Perspectives

- Les tensions inflationnistes, l'évolution de l'économie laitière et le niveau de pouvoir d'achat seront des sujets majeurs d'attention dans les différentes régions où opère Savencia. Dans cet environnement, le Groupe poursuivra ses efforts de compétitivité, le développement de ses marques à l'International et l'adaptation de ses offres produits à l'évolution de la consommation.
- Par ailleurs, le Groupe continuera à déployer ses initiatives en matière sociale et environnementale. A ce titre, en 2023, cet engagement lui a permis de réduire sa consommation d'eau et ses émissions de gaz à effet de serre. Savencia a obtenu la validation SBTi (Science Based Target initiatives) de sa trajectoire de décarbonation (well below 2°) de ses scopes 1,2,3.

2. Société-mère

En 2023, les comptes de votre société ont été établis en utilisant les mêmes principes et méthodes comptables qu'en 2022.

2.1. Activités et résultats

Les produits d'exploitation de l'exercice 2023 se sont élevés à 35,7 millions comprenant d'une part les redevances de propriété industrielle et incorporelle versées par vos filiales dont le montant est stable et d'autre part des reprises de provisions. Les produits d'exploitation s'élevaient à 33,2 millions d'euros en 2022.

Les charges d'exploitation de l'exercice 2023 impactées par la poursuite du développement de nouvelles solutions informatiques se sont élevées à 62,2 millions d'euros contre 56,0 millions d'euros en 2022.

Le résultat financier net est un bénéfice de 27,8 millions d'euros contre 37,7 millions d'euros en 2022.

Le résultat exceptionnel net est un gain de 0.6 million d'euros en lien avec une reprise d'amortissements dérogatoires contre une perte de 1 million d'euros en 2022.

Le poste impôts sur les bénéfices est stable et résulte du régime de l'intégration fiscale dont bénéficient vos filiales françaises détenues à 95 % ou plus. Ce régime permet de neutraliser les opérations réalisées au sein du Groupe intégré et de compenser les profits taxables avec les pertes fiscales.

Le résultat comptable net des amortissements et de l'effet des provisions représente un bénéfice de 13,9 millions d'euros contre un profit de 26,3 millions d'euros en 2022.

⁽¹⁾ L'endettement net est calculé hors montant des options d'achat et de vente contractées avec les détenteurs de participation minoritaires et hors obligations locatives relatives à la mise en application en 2019 de la norme IFRS 16 (confère note 27 de l'Annexe aux comptes consolidés).

Comptes de résultat en millions d'euros	Exercice 2023	Exercice 2022
Produits d'exploitation	35,7	33,2
Charges d'exploitation	-62,2	-56,0
Résultat d'exploitation	-26,5	-22,8
Résultat financier net	27,8	37,7
Résultat exceptionnel net	0,6	-1,0
Impôts sur les bénéfices	12,0	12,5
RÉSULTAT NET	13,9	26,3

Bilan synthétique en millions d'euros	Exercice 2023	Exercice 2022
Capitaux Propres	-805	-810
Endettement financier net (*)	-505	-496
Autres passifs	-28	-20
Autres actifs y compris les investissements	1 338	1 326

(*) La variation de l'endettement net est détaillée dans le tableau des flux de trésorerie ci-dessous :

Flux de trésorerie en millions d'euros	Exercice 2023	Exercice 2022
Flux net de trésorerie généré par l'activité	9	24
Flux net des investissements		-4
Dividendes versés	-18	-20
Flux net avant financement (*)	-9	0
Autres flux de trésorerie n'impactant pas l'endettement net	-31	46
FLUX NET DE TRÉSORERIE	-40	46

Au cours de l'exercice, les investissements incorporels composés principalement de logiciels se sont élevés à 1,7 millions d'euros contre 2,2 millions en 2022. Les immobilisations corporelles ont généré un décaissement de 1 million d'euros et un encaissement de 2,9 millions d'euros, ce dernier correspondant au dénouement du portage d'équipements industriels de 2022.

Les investissements financiers sont non significatifs en 2023 comme en 2022.

Le portefeuille de valeurs mobilières de placement d'un montant net de 112 millions d'euros contre 91 millions d'euros en 2022 est composé de placements de liquidité et des actions auto-détenues.

2.1.1. Prêts interentreprise

Conformément aux dispositions du code monétaire et financier et du décret d'application y afférent, les sociétés par actions doivent communiquer le montant des prêts à moins de trois (3) ans consentis aux entreprises avec lesquelles elles entretiennent des liens économiques le justifiant. Cette information fait l'objet d'une attestation du commissaire aux comptes de la Société, selon les modalités prévues par la Législation en vigueur. Au 31 décembre 2023, la Société n'a pas consenti de prêts interentreprises.

2.1.2. Délais de paiement

Afin de nous conformer aux dispositions de l'article L. 441-6-1 du code de commerce relatives à l'information concernant les délais de paiement, nous vous informons de la décomposition, à la clôture de l'exercice, des délais de paiements des fournisseurs et clients de la Société :

Article D. 441-4 du code de commerce :						
Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						
Dettes fournisseurs	0 jour (indicatif)	1 à 30 jrs	31 à 60 jrs	61 à 90 jrs	91 jrs et plus	total (1 jr et plus)
(A) Tranche de retard de paiement						
Nombre de factures concernées	81					17
Montant total factures concernées TTC <i>en milliers d'euros</i>	14 105	2 020			17	2 037
% du montant facturé de l'exercice TTC	9,64 %	1,38 %			0,01 %	1,39 %
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes litigieuses et non comptabilisées						
Néant						
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal – article L. 441-6 ou article L. 443-1 du code de commerce)						
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	20 jours fin de mois ou 30 jours nets ≤ délais contractuels ≤ 60 jours nets					

Article D. 441-4 du code de commerce :						
Factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						
Créances clients	0 jour (indicatif)	1 à 30 jrs	31 à 60 jrs	61 à 90 jrs	91 jrs et plus	total (1 jr et plus)
(A) Tranche de retard de paiement						
Nombre de factures concernées	102					15
Montant total factures concernées TTC <i>en milliers d'euros</i>	12 666	454	1 561		6	2 021
% CA de l'exercice TTC	10,63 %	0,38 %	1,31 %		0,01 %	1,70 %
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes litigieuses et non comptabilisées						
Néant						
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal – article L. 441-6 ou article L. 443-1 du code de commerce)						
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	Délais contractuels : 30 jours net ou 20 jours fin de mois					

2.1.3. Revue des conventions autorisées au cours d'un exercice précédent et poursuivies en 2023

Le Conseil d'Administration a examiné les conventions suivantes conclues au cours d'un exercice antérieur et dont l'exécution a été poursuivie en 2023 :

- financement de la société de droit belge S.B.M.S. S.A. :

En vertu d'une autorisation du Conseil d'Administration du 6 septembre 2018, un prêt d'un montant de 200 millions d'euros a été consenti à la société S.B.M.S. D'une durée de 5 ans, ce prêt porte intérêt au taux EURIBOR à 6 mois majoré

de 0,875 %. Ce prêt a pris fin en 2023. Les intérêts dus au titre de l'exercice 2023 s'élèvent à 5 106 650 euros.

- régime complémentaire de retraite :

Un régime de retraite relevant de l'article 39 du code général des impôts a été mis en place en 2002 prévoyant le versement à certains cadres dirigeants d'une somme correspondant à 0,5 % du dernier salaire par année d'ancienneté, avec un plafond de 2,5 %, et ce, en complément du régime de base. Cette convention n'a pas donné lieu à exécution au cours de l'exercice 2023.

2.1.4. Résultat de l'exercice et proposition d'affectation

Nous vous demandons d'approuver les comptes sociaux et consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2023 tels qu'ils vous sont présentés et vous proposons d'affecter le bénéfice

de l'exercice clos le 31 décembre 2023 qui se monte à 13 957 673,78 euros, ce qui, augmenté du report à nouveau antérieur de 366 097 978,05 euros, constitue un montant disponible de 380 055 651,83 euros, ainsi qu'il suit :

En euros

Aux actionnaires, un dividende de 1,4 euro par action ^(*)	19 646 102,00
Au poste report à nouveau	360 409 549,83
TOTAL	380 055 651,83

(*) Incluant le montant du dividende correspondant aux actions auto-détenues non versé et affecté au compte report à nouveau.

Le dividende global brut revenant à chaque action serait fixé à 1,4 euro. Il serait payé le 15 mai, la date de détachement du coupon étant fixé au 13 mai.

Pour satisfaire aux prescriptions légales, il est rappelé que les dividendes versés aux actionnaires au titre des trois derniers exercices s'établissent comme suit :

Versé en	Au titre de l'exercice	Nombre d'actions composant le capital	Dividende total ⁽¹⁾	Dividende brut par action	Abattement
2021	2020	14 032 930	20 560 102 €	1,50 €	40 %
2022	2021	14 032 930	20 498 992 €	1,50 €	40 %
2023	2022	14 032 930	17 510 020 €	1,30 €	40 %

(1) Excluant les actions n'ouvrant pas droit à dividende.

Nous vous confirmons qu'il n'y a pas eu en 2023 de dépenses somptuaires au sens de l'article 223 quater du code général des impôts.

2.2. Informations sur le Capital

2.2.1. Répartition du capital au 31 décembre 2023

Au 31 décembre 2023	Capital %	Nb d'actions	Nb droits de vote bruts ⁽³⁾	Droits de vote bruts %	Nb droits de vote nets ⁽⁴⁾	Droits de vote nets %
SAVENCIA Holding	66,64 %	9 350 953	18 701 906	78,57 %	18 701 906	80,79 %
FCPE ⁽¹⁾	5,62 %	788 231	1 182 131	4,96 %	1 182 131	5,11 %
Auto-détention ⁽²⁾	4,69 %	658 209	658 209	2,76 %	0	0,00 %
Public	23,05 %	3 235 537	3 264 717	13,71 %	3 264 717	14,10 %
Total	100 %	14 032 930	23 806 963	100 %	23 148 754	100,00 %

(1) Personnels de SAVENCIA Fromage & Dairy et des sociétés qui lui sont liées au sens des articles L. 3344-1 et suivants du code du travail, détenant des actions SAVENCIA Fromage & Dairy, dans le cadre de Fonds Commun de Placement d'Entreprise.

(2) Y compris contrat de liquidité.

(3) Tenant compte des actions privées de droit de vote.

(4) Excluant les actions privées de droit de vote.

Depuis le 28 février 2013, le capital social se compose de 14 032 930 actions de 1 euro de nominal chacune.

2.2.2. Négociation en bourse par la société de ses propres actions

L'Assemblée Générale Ordinaire du 27 avril 2023, agissant dans le cadre des dispositions prévues à l'article L. 225-209 du code de commerce, a autorisé la Société à racheter en Bourse ses propres actions en vue de l'exercice de plans d'options d'achat et/ou de souscription d'actions, par les cadres dirigeants et/ou mandataires sociaux et/ou salariés de la Société ou des sociétés affiliées, ou l'attribution gratuite aux salariés et/ou mandataires sociaux de la Société ou des sociétés affiliées.

Prix maximum d'achat : 140 euros par action.

Nombre d'actions à acquérir : à concurrence de 10 % maximum du nombre d'actions composant le capital social.

À ce titre, et au cours de l'exercice :

1. S'agissant des programmes plans d'attribution gratuites d'actions ou d'options d'achat d'actions consenties aux cadres dirigeants et/ou aux mandataires sociaux et/ou aux salariés de la Société ou des sociétés affiliées :

- il n'y a eu ni acquisition ni cession.

2. S'agissant de l'animation du marché des titres de la Société, la Société a mis en place un contrat de liquidité. Dans le cadre de ce contrat de liquidité :

- 35 048 actions ont été achetées au cours moyen de 57,96 euros ;
- 33 458 actions ont été vendues au cours moyen de 56,20 euros ;
- le montant des frais de négociation s'est élevé à 25 000 euros.

3. S'agissant des actions destinées à la conservation pour remise ultérieure dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe :

- 95 807 actions ont été achetées au cours moyen de 54,08 euros ;
- le montant des frais de négociation pour l'année 2023 s'est élevé à 19 576 euros.

Au 31 décembre 2023, votre société détient 658 209 de ses propres actions représentant 4,69 % du capital, pour une valeur d'achat de 38 276 867 euros, ce qui représente un montant de capital total de 658 209 euros.

Néanmoins, et pour tenir compte des rachats d'actions exercés depuis le 1er janvier 2024 jusqu'au 7 février 2024, il est précisé que votre société détient 659 128 actions représentant 4,70 % du capital, pour une valeur d'achat de 38 323 849 euros, ce qui représente un montant de capital total de 659 128 euros.

2.3. Résultats des cinq derniers exercices

Art. R225-81, R225-83 et R225-102 du code du commerce.

En euros et unités	2019	2020	2021	2022	2023
Situation financière en fin d'exercice					
Capital social	14 032 930	14 032 930	14 032 930	14 032 930	14 032 930
Nombre d'actions émises	14 032 930	14 032 930	14 032 930	14 032 930	14 032 930
Nombre d'obligations convertibles en actions					
Opérations et résultats de l'exercice					
Chiffre d'affaires HT.	28 867 056	29 639 110	31 460 675	31 823 337	33 654 014
Bénéfice avant impôts, amortissements et provisions	9 021 250	-19 648 217	-2 304 472	19 530 040	4 215 894
Impôt sur les bénéfices	-10 353 177	-13 399 201	-12 672 743	-12 453 902	-12 047 517
Bénéfice après impôts, amortissements et provisions	14 647 712	-21 618 761	17 273 779	26 338 071	13 957 674
Montant des bénéfices distribués		20 560 102	20 498 992	17 510 020	
Résultat des opérations réduit à une seule action (1 € nominal)					
Bénéfice après impôts mais avant amortissements et provisions	1,38	-0,45	0,74	2,28	1,16
Bénéfice après impôts, amortissements et provisions	1,04	-1,54	1,23	1,88	0,99
Dividende versé à chaque action		1,50	1,50	1,30	
Personnel					
Nombre de salariés	2	2	2	2	2
Montant de la masse salariale	346 579	354 812	303 404	660 302	381 137
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales, etc.)	271 550	274 523	229 729	345 327	290 737



DÉCLARATION DE PERFORMANCE EXTRA-FINANCIÈRE

Introduction	18
Notre démarche	18
Un plaisir sain et responsable	23
Des filières agricoles durables	31
L'empreinte environnementale	31
Le bien-être de nos collaborateurs	36
Éthique et conformité	43
Application de la Taxonomie européenne	45
Synthèse des indicateurs clés - SAVENCIA Fromage & Dairy	49
Modalités de reporting	51
Annexes	52
<i>Tableaux réglementaires Taxonomie européenne</i>	52
<i>Note méthodologique Taxonomie européenne</i>	56
<i>Rapport de l'un des commissaires aux comptes sur la vérification de la déclaration consolidée de performance extra-financière</i>	57
<i>Table de correspondance GRI - GRENELLE II - Déclaration de Performance Extra-Financière</i>	61

NOTRE MISSION

Entreprendre pour bien nourrir l'Homme

Ressources

22 329 COLLABORATEURS

engagés autour de nos valeurs communes. 62,2% d'hommes / 37,8% de femmes.

Des **MARQUES FORTES ET UNIQUES**, dont des marques patrimoniales locales, des marques d'origine et AOP.

5,1 milliards de litres de lait transformés, collectés auprès d'**ÉLEVEURS LAITIERS** partenaires de Savencia Fromage & Dairy.

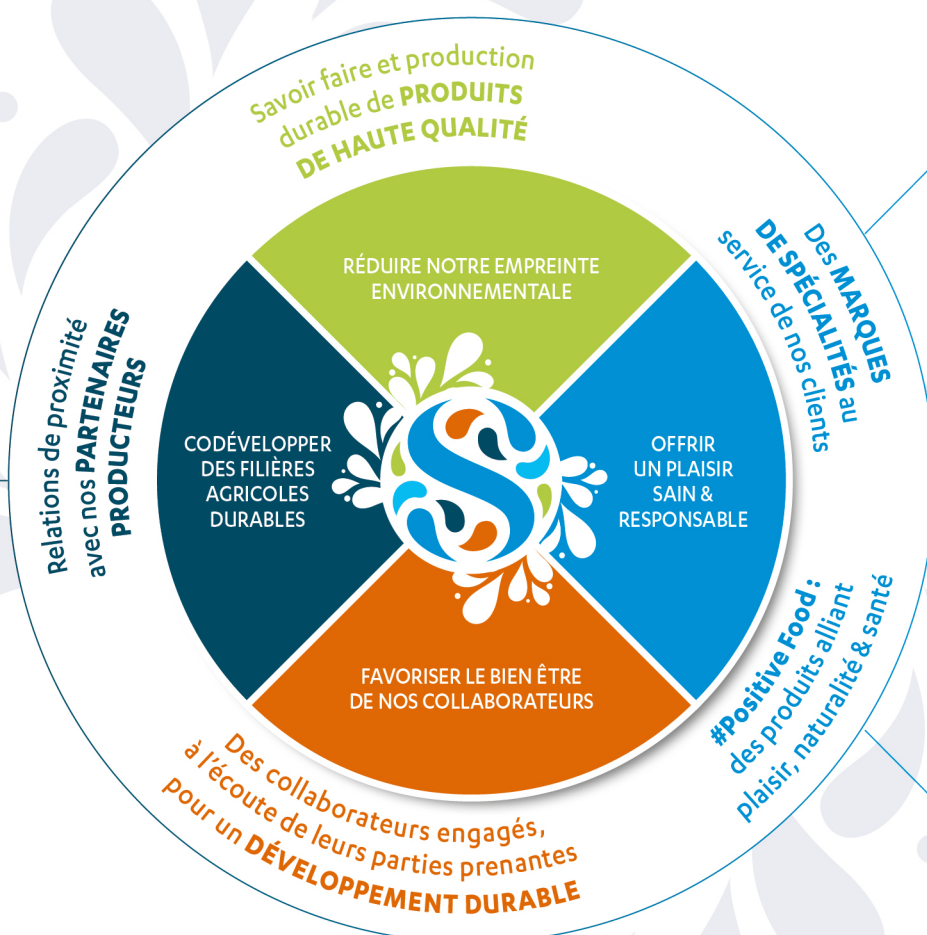
Des expertises qualité, R&D et métiers dans nos **SITES DE PRODUCTION** à travers le monde. Une amélioration continue de la gestion des ressources naturelles.

Une stratégie omnicanale, avec des **RÉSEAUX COMMERCIAUX** et clients partenaires dans le monde.

UN MODÈLE « GLOCAL » avec des expertises globales partagées et des filiales locales en forte proximité avec leurs marchés.

La stabilité d'**UN ACTIONNARIAT FAMILIAL** majoritaire.

Création de valeur



NOTRE CULTURE

Valeurs : tolérance, courage, honnêteté, loyauté

Principes d'action : subsidiarité, collégialité, autonomie

NOTRE STRATÉGIE

Créer de la valeur par la différenciation
de spécialité et l'innovation



Retail

Produits
fromagers

Beurre,
crème,
lait infantile



Food service

Fromages,
cheese sauces

Beurre,
crème



Industrie

Ingrédients laitiers
et solutions nutritionnelles

Beurres techniques



Valeur partagée

POUR LES COLLABORATEURS :

une politique RH reconnue avec 14 pays
certifiés Top Employer 2023-2024.
Engagement pour l'emploi des jeunes
avec 418 contrats d'apprentissage en 2023.
43% de femmes parmi les managers.

POUR LES PRODUCTEURS :

187 jeunes éleveurs laitiers accompagnés
avec notre Pack installation.

POUR LES CLIENTS :

Savencia, 2^{ème} force de vente du rayon
crèmerie en France en 2023.

POUR LES CONSOMMATEURS :

amélioration nutritionnelle et clean label
des produits, accompagnement à une
consommation responsable via notre
démarche #PositiveFood.

POUR L'ENVIRONNEMENT :

-341 345T Eq CO₂ entre 2010 et 2023 pour
notre collecte laitière. Réduction de 16%
de nos émissions de GES, scopes 1 & 2,
par tonne fabriquée entre 2015 et 2023.

POUR LA SOCIÉTÉ ET LES

COMMUNAUTÉS : nous contribuons au
développement des territoires locaux.
69 % de nos filiales soutiennent des actions
de solidarité.



Introduction

En matière de reporting extra-financier, cette année 2023 aura une saveur toute particulière. Une nouvelle page est en train de s'ouvrir : le nouveau cadre réglementaire européen CSRD (Corporate Sustainability Reporting Directive) qui rentre en vigueur fait de cette édition de la Déclaration de Performance Extra-Financière la version ultime. Dans un an, nous produirons le premier Rapport de Durabilité dont l'ambition en matière extra-financière exigera une montée en puissance de notre pilotage extra-financier. C'est une véritable opportunité dont nous nous emparons pour transformer notre modèle de performance en modèle de performance globale, juxtaposant la performance extra-financière à la performance financière.

Cette édition 2023 de la Déclaration de Performance Extra-Financière nous donne l'occasion de remercier chaleureusement l'ensemble des équipes tant globales que locales qui ont contribué à sa rédaction. Cet exercice démontre chaque année la force de notre modèle qui s'exprime par la richesse de nos initiatives extra-financières à l'échelle de nos territoires d'implantation. Chaque année nous progressons et c'est une grande fierté d'en être les témoins à travers la rédaction du présent document. Ces initiatives sont l'incarnation même de notre mission "Entreprendre pour bien nourrir l'Homme" et en écho avec l'une des finalités du Groupe qui nous est chère : "Servir le Bien Commun".

Ces initiatives dont nous rendons compte et que nous mettons en lumière sont le fruit du travail de nos collaborateurs et de nos partenaires qui rendent possible, sur l'ensemble de la chaîne de valeur, nos actions en faveur de la santé et du bien-être des équipes, en faveur de la préservation de la planète et de nos territoires, mais aussi en faveur de notre amont agricole exposé à des défis immenses de transition. Enfin, notre offre produits et solutions, véritable véhicule de nos engagements auprès de nos clients et nos consommateurs est au cœur de toutes les attentions pour la rendre toujours plus saine et responsable.

Si nous devons souligner un fait particulièrement marquant pour cette année 2023, ce serait indéniablement la validation de notre trajectoire de décarbonation avec le SBTi (Science Based Target initiative) en mars 2023. Cet engagement que nous avons pris en externe témoigne de notre volonté d'atténuer le changement climatique en limitant les émissions des Gaz à Effet de Serre (GES), et ce, à tous les niveaux de l'organisation puisque notre engagement concerne l'ensemble des scopes (scope 1, 2 et 3). Au-delà de l'engagement pris, c'est une dynamique nouvelle qui est insufflée : la culture de la sobriété et la culture de la valeur (plutôt que volume) cruciales pour affronter des défis qui vont au-delà de celui du carbone, comme celui de l'eau et de la biodiversité !



Notre démarche

1. Gouvernance

SAVENCIA Fromage & Dairy, Groupe alimentaire familial international et 5^{ème} groupe fromager mondial, est un acteur majeur de la transformation laitière.

SAVENCIA déploie une stratégie de création de valeur par la différenciation de ses produits et de ses marques de spécialités.

Le Groupe s'appuie sur des filiales autonomes, à taille humaine, en forte proximité avec leurs marchés ainsi que sur des expertises globales partagées. Ces filiales contribuent au développement local des régions dans lesquelles elles sont implantées et dialoguent régulièrement avec leurs parties prenantes.

La complémentarité des métiers du Groupe SAVENCIA (retail, food service et industrie) ainsi que la diversité de ses localisations géographiques lui assurent une résilience face aux différents aléas auxquels il est exposé.

SAVENCIA est un acteur engagé dans l'accompagnement des transitions qui s'imposent dans un contexte de mutations profondes de nos modèles tant économiques que sociétaux et technologiques :

- la transition alimentaire vers une alimentation plus saine et durable. SAVENCIA a l'ambition d'être un acteur majeur de la transition alimentaire avec une offre durable de qualité, répondant aux attentes des consommateurs et à sa vision #PositiveFood : une alimentation diversifiée associant plaisir et santé, avec des produits sains, naturels et peu transformés ;
- la transition écologique dans le contexte du dérèglement climatique et de ses impacts multiples. Le Groupe est engagé à réduire l'impact environnemental de ses activités et à accompagner ses partenaires producteurs dans leur transition agricole ;
- la transformation numérique qui impacte nos métiers et toute notre chaîne de valeur, de l'amont à la distribution ;
- la transition sociétale avec des consommateurs et des collaborateurs en attente d'entreprises plus engagées.

1.1. Gouvernance RSE

Afin d'accompagner le déploiement de la démarche Oxygen, le Groupe s'est doté d'une gouvernance structurée, associant tant les dirigeants au plus haut niveau de l'organisation que les équipes Corporate et les filiales.

1.1.1. Au niveau Groupe

Le Comité Ethique et Culture Groupe (CECG) est composé du Président du Groupe, du Secrétaire Général qui en assure la présidence, du Directeur Financier, du Directeur Juridique, du Directeur des Ressources Humaines et du Directeur de la Conformité. Ce comité est en charge du pilotage des politiques de conformité, notamment en matière de

vigilance. Il se réunit à minima deux fois par an et à chaque fois que nécessaire en fonction de l'actualité.

La Direction RSE du Groupe déploie la démarche Oxygen à travers le monde, élabore et met en œuvre la stratégie Développement Durable, évalue et gère les risques liés aux enjeux environnementaux et sociétaux. La Directrice RSE est membre du Comité Exécutif de SAVENCIA Fromage & Dairy.

Le Comité Oxygen, créé en 2019, et animé par la Direction RSE regroupe les fonctions transversales de **SAVENCIA** dont les Directions Ressources Humaines, Approvisionnements Laitiers, Achats, Nutrition, Qualité, Marketing, Conformité, Industriel. Il apporte son expertise et assure le suivi des plans d'action.

Le Conseil d'Administration SAVENCIA Fromage & Dairy détermine les orientations stratégiques de l'activité et veille à leur mise en œuvre. Le Conseil d'Administration est assisté de Comités spécialisés et met à leur disposition les moyens nécessaires à leur mission, leur assure le concours des différents services concernés et leur donne la faculté de prendre des avis extérieurs. Le Conseil d'Administration a souhaité s'appuyer sur le Comité de la Responsabilité Sociale et Environnementale (CRSE) pour l'examen et le suivi des sujets relatifs à la RSE.

Le Comité de la Responsabilité Sociale et Environnementale SAVENCIA Fromage & Dairy (CRSE), a pour mission d'assister le Conseil d'Administration dans l'appréciation des enjeux de la Responsabilité Sociétale d'Entreprise afin d'anticiper les opportunités, les enjeux et risques qui y sont associés. Il apprécie les politiques menées pour le Groupe ainsi que l'avancement des principaux plans d'actions correspondants pour les différents volets de la Responsabilité Sociétale d'Entreprise. Pour accomplir ses missions, le Comité de la Responsabilité Sociale et Environnementale peut entendre les Commissaires aux Comptes, les Dirigeants mandataires sociaux, les Directeurs de la RSE, de la Conformité, des Ressources Humaines, des Opérations, sans que cette liste soit limitative. Il se fait communiquer tous les documents nécessaires. Le Comité comprend au moins trois membres Administrateurs ou Censeurs, il est présidé par un Administrateur indépendant. Le Comité de la Responsabilité Sociale et Environnementale est composé de six administrateurs, l'un d'entre eux est également Président du Comité d'Audit et des Risques. La Directrice RSE du Groupe en est la secrétaire. En 2023 le Comité s'est réuni cinq fois. Dans le cadre de sa mission il a dressé le bilan du programme d'entreprise Oxygen et partagé les enjeux à venir compte tenu du contexte. Des points de partage ont eu lieu tout au long de l'année pour associer les membres du Comité aux différentes phases des réflexions stratégiques, notamment la phase de diagnostic (enjeux climatiques, enjeux limites planétaires, nouvelles attentes sociétales, nouveau cadre réglementaire) et la phase d'analyse des nouveaux défis à relever, que ce soit la réduction de l'empreinte environnementale (eau et carbone), la nature des offres de demain (dont packaging) ou encore

l'accompagnement de l'amont agricole, partenaire clé de la chaîne de valeurs.

Le Comité d'Audit et des Risques SAVENCIA Fromage & Dairy (CAR) assiste le Conseil dans ses travaux d'arrêté des comptes et apprécie le processus d'élaboration de l'information financière. Il s'assure également de la pertinence et de l'efficacité des systèmes de contrôles internes et externes.

Le Comité de Management et des Rémunérations SAVENCIA Fromage & Dairy (CMR) assiste le Conseil d'Administration dans l'appréciation de la politique de Ressources Humaines du Groupe, formule des recommandations sur la nomination ou le renouvellement des administrateurs, des censeurs et des dirigeants mandataires sociaux.

1.1.2. Au niveau des filiales et des métiers

La Direction RSE a mis en place un réseau de coordinateurs RSE dont le rôle est, au sein de chaque filiale, de faire le lien entre les Comités de Direction filiales, les porteurs des actions RSE et le Comité Oxygen. Ils soutiennent le déploiement des engagements de la démarche.

Dans chaque Direction métier, des porteurs opérationnels mettent en œuvre les actions RSE, pilotent l'avancement des feuilles de route afin de garantir l'atteinte des objectifs fixés.

Ce maillage, à tous les niveaux du Groupe, permet de mettre la RSE au cœur des activités des collaboratrices et collaborateurs du Groupe et de sécuriser l'atteinte des objectifs.

1.2. Gouvernance des risques et conformité

SAVENCIA est doté d'une Direction de la Gestion des risques et de la Conformité, agissant sous la responsabilité du Directeur de la Conformité. Cette équipe a pour objectif de concevoir, déployer, coordonner et contrôler les actions de mise en conformité à l'échelle du Groupe, dans une approche de maîtrise des risques identifiés.

La Direction de la Conformité s'appuie sur un réseau de Référents Conformité Filiales chargés de coordonner les mesures de conformité au niveau des sociétés locales. Une personne plus spécifiquement en charge du Devoir de Vigilance assure la coordination avec la Direction RSE. Des formations sur ces sujets sont dispensées aux collaborateurs et revêtent un caractère obligatoire.

3. Nos principaux enjeux

Contribution aux Objectifs de Développement Durable de l'ONU

Enjeux

Risques

Un plaisir sain et responsable

- Améliorer la qualité nutritionnelle et la conception de nos produits
 - Promouvoir une consommation responsable
- Risque potentiel d'impact sur la santé des consommateurs
 - Risque de surconsommation et de gaspillage alimentaire



Des filières agricoles durables

- Codévelopper avec nos fournisseurs de matières premières agricoles un approvisionnement plus durable
 - Promouvoir des achats responsables
- Risque de mauvaises pratiques d'élevage ou de culture
 - Risque d'atteinte aux droits sociaux et environnementaux via la chaîne d'approvisionnement



L'empreinte environnementale

- Réduire nos émissions de gaz à effet de serre
 - Maîtriser nos ressources en eau
 - Optimiser la gestion des déchets
 - Développer l'écoconception de nos emballages
- Risque d'impact des activités sur le changement climatique et d'adaptation aux conséquences du changement climatique
 - Risque de stress hydrique
 - Risque de pollution
 - Risque de surproduction de déchets



Le bien-être de nos collaborateurs

- Garantir la sécurité de nos collaborateurs
 - Améliorer la qualité de vie au travail
 - Développer les compétences
 - S'engager en faveur de la diversité et de l'inclusion
 - Favoriser l'engagement solidaire des collaborateurs
- Risque d'atteinte à l'intégrité physique et à la santé des collaborateurs
 - Risque de détérioration des conditions de vie au travail et d'impact sur le bien-être des collaborateurs
 - Risque d'inadéquation des compétences
 - Risque de discrimination
 - Risque de faible ancrage territorial



Éthique et conformité

- Respect des droits humains
 - Lutte contre la corruption
 - Lutte contre l'évasion fiscale
- Risque d'atteinte aux droits humains fondamentaux
 - Risque de pratiques non-éthiques
 - Risque d'atteinte à la réputation du Groupe



Un plaisir sain et responsable

1. Améliorer la qualité nutritionnelle et la conception de nos produits

1.1. Enjeu, risque et politique

En accord avec sa vocation « Entreprendre pour bien nourrir l'Homme », le Groupe SAVENCIA a la volonté de contribuer aux objectifs de santé publique en proposant des produits naturels de qualité, alliant plaisir et santé, contribuant ainsi à une alimentation diversifiée, saine et durable.

En réponse aux attentes croissantes des consommateurs en matière d'alimentation et face au risque potentiel d'impact sur leur santé, nous nous engageons à élaborer des produits de qualité peu transformés et les plus naturels possible.

Les équipes proposent et construisent des plans de progrès concrets et ciblés pour améliorer en permanence la qualité nutritionnelle et la conception des produits.

Le déploiement de la Charte de Conception Responsable SAVENCIA élaborée en 2019 s'est poursuivi en 2023.

Les objectifs de cette charte sont de :

- mettre à disposition de toutes les filiales des *guidelines* et des orientations volontaristes pour la conception et la reconception plus durable et responsable de nos produits ;
- fixer des objectifs transversaux à l'échelle du Groupe ;
- faciliter la phase de diagnostic et structurer les propositions de plans de progrès produits et emballages ;
- partager des méthodes et un vocabulaire communs dans les équipes.

Cette charte est composée de trois parties :

- Élaboration responsable des produits
 - assurer la meilleure composition nutritionnelle possible au regard de la qualité organoleptique et de l'usage du produit ;
 - aligner, au maximum possible, la composition nutritionnelle des produits ciblés enfants aux seuils du guide marketing de l'OMS pour les produits destinés aux enfants ;
 - conserver les propriétés nutritionnelles naturelles des matières premières (protéines, calcium et vitamines dans le lait).

● Écoconception des emballages

L'ambition du Groupe SAVENCIA est de concevoir des emballages conciliant les fonctionnalités incontournables (contenir et conserver les qualités du produit, protéger le produit des chocs, de la lumière ou des contaminants, stocker, regrouper et transporter le produit) et de s'adapter

aux nouveaux usages de consommation, avec un impact environnemental minimum.

● Communication et marketing responsables

Cette démarche s'applique à l'intégralité des communications de nos marques vers tous les types de cibles (clients, consommateurs, ...) et sur tous les supports (emballages, médias, supports imprimés et digitaux, publicité sur lieu de vente...).

Elle repose sur plusieurs principes : des engagements sincères, de la transparence dans les réponses apportées aux consommateurs, l'incitation à bien consommer et une vigilance sur l'impact sociétal et environnemental de la communication.

Notre engagement à l'horizon 2025 est de déployer une démarche Clean Label sur 100 % des nouveaux produits vendus sous nos marques. Il s'agit d'une démarche d'amélioration continue de la composition de nos produits basée sur l'amélioration de nos recettes via la suppression de certains additifs et substances controversées.

1.2. Actions mises en œuvre et résultats

- Le volet Clean Label de la Charte de Conception Responsable SAVENCIA qui avait été mis à jour en fin d'année dernière, a été déployé dans l'ensemble du Groupe en 2023. A ce titre, la Direction Nutrition Groupe a réalisé un accompagnement spécifique pour plusieurs de nos filiales afin de les aider dans la compréhension et l'application des différents niveaux de la démarche Clean Label du Groupe. Un accompagnement a également été effectué sur le diagnostic préalable nécessaire à l'innovation et la rénovation de leurs produits à marque.
- Le réseau mondial de collaborateurs relais, créé afin d'assurer le déploiement de notre démarche #PositiveFood, a mis en œuvre plusieurs actions au cours de l'année 2023. Ce réseau permet de partager les bonnes pratiques entre les filiales et les différents pays dans lesquels nous opérons. Cette démarche a pour objectif de promouvoir une alimentation flexitarienne et savoureuse, en défendant une transition alimentaire positive et un modèle alimentaire diversifié, avec des portions et fréquences de consommation adaptées à chaque catégorie d'aliment.
- Les réunions organisées par la Direction Nutrition du Groupe et réunissant le réseau des relais #PositiveFood, se sont poursuivies en 2023. Ces échanges permettent de partager les projets et de construire des plans de progrès concrets et ciblés afin d'améliorer en permanence la qualité nutritionnelle et la conception des produits. Les spécificités locales en termes de cultures alimentaires et pratiques culinaires sont prises en compte pour l'élaboration d'actions au niveau local afin d'accompagner le consommateur vers des comportements de consommation plus sains, raisonnés et responsables.

Afin d'optimiser le profil nutritionnel de leurs produits, des plans de progrès ont été mis en place par plusieurs marques en 2023.

Ces actions portent sur l'amélioration des bénéfices nutritionnels, par la réduction du sucre, des matières grasses ou bien encore par l'augmentation des teneurs en protéines, minéraux et vitamines.

● Réduction de sucre :

- dans les recettes de crème dessert chocolat commercialisées en France et à l'international ainsi que sur les crèmes dessert au caramel. Réduction également sur le Pribinaček, crème dessert fabriquée en République Tchèque.

● Réduction de matière grasse :

- En France, réduction des matières grasses sur la gamme P'tit louis, sur le Tartare Ail et Fines herbes et dans la gamme de desserts « Mon Grec » de la marque Elle & Vire ;
- A l'international, en Argentine : réduction des matières grasses sur la base du yogourt crémeux et sur le Crematto Classic dans la gamme Milkaut. Réduction également dans les yaourts, desserts et les crèmes anglaises de la marque Ilolay Kids, avec un enrichissement en vitamine B9 et en zinc. En Allemagne : sur les fromages fondus tartinables Milkana Shane et sur le Kräuter, ainsi que sur le Brunch Balance et sur le Bresso der Cremige, fromage à pâte fraîche.

De nouveaux produits proposant des bénéfices nutritionnels multiples ont été lancés :

- le Fol Epi Classic 5 mini tranches, source de protéines et riche en calcium et permettant une consommation raisonnée ;
- la Mozzarella & Scamorza riche en protéines par Ferrari ;
- En République Tchèque et en Slovaquie, lancement d'un produit sans lactose, riche en protéines et en calcium sous la marque Liptov ;
- En France, lancement du Uhaitza riche en protéines et calcium et sans lactose ;
- En Espagne, le Burgo Arias Proteines Plus sans additif.

● Plusieurs plans de progrès Clean Label ont également été mis en œuvre notamment :

- Elle & Vire : suppression des arômes artificiels et des colorants artificiels dans les Crèmes Dessert. Suppression des arômes artificiels et des colorants pour l'ensemble des gammes de desserts lactés Mon Grec et aux Fruits ;
- en Italie, lancement de Mozzarella & Scamorza Ferrari sans conservateur ;
- en Inde, la gamme Milkana est, sur certains produits, sans conservateur ;

1.3. Indicateurs clés de performance

- 88,1 % des nouveaux produits vendus sous nos marques en 2023 ont engagé une démarche Clean Label.

	2021	2022	2023	Objectif 2025
% de nouveaux produits vendus sous nos marques ayant engagé une démarche Clean Label	58,6 %	75,4 %	88,1 %	100 %

La progression de cet indicateur en 2023 est liée à une meilleure appropriation de la démarche Clean Label par les filiales et un accompagnement plus ciblé des équipes R&D et marketing.

2. Promouvoir une consommation responsable

2.1. Enjeu, risque et politique

L'accompagnement des consommateurs et de nos collaborateurs vers des comportements de consommation plus raisonnée, outre l'enjeu sociétal qu'il représente, est un objectif du Groupe.

En tant que leader dans le secteur alimentaire et conformément à notre engagement, nous apportons notre contribution aux objectifs de développement durable des Nations unies. Nous veillons à la sécurité alimentaire de nos produits ainsi qu'à leur valeur nutritive. Face aux risques de surconsommation pouvant entraîner surpoids, obésité et autres maladies chroniques, nous souhaitons faire évoluer positivement l'alimentation des populations en accompagnant les consommateurs et les collaborateurs vers des comportements de consommation plus responsables en phase avec les principes d'une alimentation saine et durable.

Un des leviers efficaces dans la construction d'une alimentation équilibrée et diversifiée repose sur la taille de la portion consommée. Le Groupe s'engage à ce que 100 % de ses produits à marque vendus en grande distribution comportent d'ici 2025 un étiquetage nutritionnel à la portion, allant ainsi au-delà des obligations réglementaires locales.

Les recommandations officielles dans différents pays sont basées sur les fréquences de consommation et les tailles de portion pour chaque catégorie d'aliments. Par l'ajout de l'étiquetage nutritionnel à la portion sur l'ensemble de ses marques vendues en grande distribution, le Groupe souhaite fournir une aide au consommateur pour une meilleure compréhension des apports nutritionnels de ses produits. Pour les produits préportionnés, comme les tranches de fromage, ou comportant un repère visuel de portion la taille réelle de l'unité (une ou plusieurs unités) figure sur l'étiquette afin que le consommateur puisse repérer la portion et adopter une consommation raisonnée et avertie.

Pour les produits non préportionnés, la taille de la portion s'approche de la portion recommandée (30 grammes de fromage) ou de la portion habituellement consommée dans le cadre d'un régime alimentaire équilibré.

Au-delà de l'étiquetage nutritionnel à la portion, nous utilisons la méthodologie Nudge depuis 2016 pour inciter à

une consommation plus saine et plus raisonnée de nos produits, notamment par l'ajout de repères visuels de portion sur le produit et/ou l'emballage.

Afin de limiter le gaspillage alimentaire et de contribuer à la lutte contre la précarité alimentaire, le Groupe SAVENCIA met en œuvre des actions telles que les dons aux Banques Alimentaires ou l'élaboration de formats adaptés aux besoins des consommateurs (portions, barquettes refermables, etc.).

2.2. Actions mises en œuvre et résultats

2.2.1. Accompagner les consommateurs et les collaborateurs vers des comportements de consommation plus raisonnés

SAVENCIA en tant qu'acteur engagé dans la transition alimentaire, accompagne les consommateurs vers des comportements de consommation plus sains et plus responsables. Afin d'assurer le déploiement de notre politique nutritionnelle, l'équipe de la Direction Nutrition assiste l'ensemble des marques du Groupe dans leurs démarches d'optimisation nutritionnelle et d'intégration de nos produits au sein d'une alimentation plaisir, saine et équilibrée.

Le déploiement de notre démarche #PositiveFood qui porte notre engagement pour une alimentation responsable, alliant plaisir et santé, avec des produits naturels ou le moins transformés possible, s'est poursuivi en 2023 et de nombreuses actions ont été mises en œuvre. Plus de 600 recettes #PositiveFood autour des marques majeures du Groupe sont disponibles sur nos plateformes digitales quiveutdufromage.com, j'aime-le-fromage.ch, ich-liebe-kaese.de et sur les pages web de nos marques. Il s'agit de recettes flexitariennes, permettant de réaliser des repas équilibrés et gourmands. Notre outil interne #PositiveFood, permettant à nos marques d'élaborer des recettes équilibrées, a intégré le nouvel algorithme utilisé pour le calcul du Nutriscore. Cette mise à jour a permis de ré-évaluer la notation de certaines recettes.

Des actions de partenariat ont également été mises en œuvre en 2023 parmi lesquelles nous pouvons citer :

- L'opération, initiée par la Direction Nutrition, et réalisée en partenariat avec l'application JOW, a pour objectif de promouvoir une alimentation gourmande, équilibrée et durable. Via cette application le consommateur a accès à des recettes #PositiveFood, riches en légumes de saison, où nos fromages contribuent à l'équilibre nutritionnel et gustatif de recettes végétariennes. L'application met à disposition des consommateurs ces recettes flexitariennes et génère la liste d'ingrédients nécessaires à leur réalisation. Cette liste vient ensuite s'ajouter automatiquement à leur panier de courses puis est transmise au drive du magasin choisi par l'utilisateur. Tartare, Elle & Vire, Chavroux, Saint Môret et St Agur ont participé à cette action.

L'impact de cette opération a été mesuré par une étude visant à analyser les comportements d'achats des utilisateurs de JOW exposés à la campagne #PositiveFood. Cette étude a montré un impact positif sur les comportements d'achat : augmentation des recettes

végétariennes achetées et des ventes de fruits et légumes frais.

Grâce à cette démarche collaborative innovante pour accompagner le consommateur vers une alimentation plaisir, saine et plus durable, SAVENCIA a remporté deux prix SIRIUS en 2023 :

- le PRIX SIRIUS de la Transition Alimentaire
- le PRIX SIRIUS des Consommateurs

Les SIRIUS de l'Institut du Commerce ont pour mission d'éclairer les trajectoires du commerce de demain en mettant en valeur les sociétés et les initiatives qui contribuent à sa transformation. L'objectif poursuivi est de disséminer les bonnes pratiques collaboratives créatrices de valeur et d'accélérer leur mise en œuvre. Ils mettent en avant la capacité des acteurs à travailler ensemble sur un projet et récompensent ainsi les meilleures pratiques collaboratives industrie-commerce qui répondent aux nouvelles attentes sociétales des consommateurs.

- Un autre exemple de partenariat est celui mené cette année avec le groupe Métro au sein de la plateforme collaborative de Consumer Goods Forum (CGF). Nous avons participé, avec d'autres acteurs du secteur, à une opération multimarques avec le groupe METRO à travers sa démarche "Mon restaurant passe au durable". Le but de cette initiative était d'accompagner ses clients, restaurateurs et acteurs de la restauration hors domicile, à intégrer dans leurs menus des recettes plus saines, plus durables et plus accessibles. Grâce à notre outil #PositiveFood, nous avons élaboré des recettes multimarques, saines, gourmandes et responsables, Nutri-Scorées A ou B, coûtant moins de 3 euros. Ces recettes ont été mises en avant dans leurs magasins pendant un mois et cette opération a eu un impact positif sur les volumes de ventes des produits plus sains.
- Toujours dans le cadre des partenariats, les actions collaboratives au sein du pacte de Transition Alimentaire Carrefour se sont poursuivies en 2023. L'opération « le meilleur du végétal » a été mise en place dans 22 hypermarchés Carrefour en France pour la promotion d'une alimentation flexitarienne avec la proposition de recettes Nutriscorées A ou B.
- Notre filiale serbe, Mlekoprodukt, a poursuivi le développement de son projet RSE « Biser Nutri Academy » afin de sensibiliser à l'importance d'une alimentation saine et équilibrée dans le développement de l'enfant. En 2023, une opération Fromages et Légumes, portant sur deux produits de la gamme Biser Perfetta a été mise en place à Belgrade, Novi Sad et Zrenjanin. La consommation de fruits et légumes est insuffisante en Serbie et cette opération avait pour objectif d'inciter à l'achat et à la consommation de plus de légumes. Au niveau local, notre filiale est pionnière dans la mise en place d'activations en points de ventes, notamment la mise en avant des légumes de saison associés à nos marques au sein de recettes gourmandes et équilibrées composées de fromages et légumes.
- L'Institut for a Positive Food, qui propose et défend une vision positive de l'alimentation saine et durable, alliant plaisir et santé, naturalité et responsabilité, a décerné en

2023 un prix Innovation Positive Food. Le jury, composé des membres du conseil scientifique et d'un membre du Conseil d'Administration de l'institut, a décerné les prix à deux lauréats :

- La Picorée pour son projet de collations gourmandes et naturelles pour prévenir les risques de dénutrition,
- Alim'Mater pour son projet « 9 mois à croquer » un programme de prévention en faveur d'une alimentation maternelle, nutritionnellement adéquate et durable.
- Le déploiement du programme ALISA (Alimentation Saine, durable et Accessible) lancé en collaboration avec le Centre de recherche LYFE (ex-institut Paul Bocuse) et le programme Vivons en Forme (VIF®) s'est poursuivi en 2023. Ces trois partenaires, en lien avec les collectivités locales mutualisent leurs expériences et moyens pour mettre en place le programme d'actions ALISA auprès des personnes de 55 ans et plus.

En 2023, des échanges ont eu lieu autour du programme avec les premiers bénéficiaires et les agents territoriaux à l'occasion d'un goûter de restitution du projet pilote mené dans la ville d'Ecully et réunissant plusieurs participants.

Cette année le programme a été étendu à trois nouvelles villes situées dans le Nord de la France : 40 ateliers ont été mis en place et ce sont ainsi 60 personnes qui ont pu bénéficier du parcours complet ALISA. Le programme a été présenté au salon de la 2^{ème} jeunesse à Nogent-sur-Oise en mai 2023. Ce salon dédié aux 50 ans et plus a pour objectif de leur permettre de découvrir les dernières tendances en matière de santé, de bien-être, loisirs, et de technologies adaptées à leur âge.

Les premiers résultats d'impact du programme ALISA ont été mis en avant sous la forme d'un e-poster lors des Journées Francophones de Nutrition (JFN), congrès annuel, interdisciplinaire et interprofessionnelle, consacré à la nutrition sous tous ses aspects. Les JFN réunissent des spécialistes de la nutrition médicale, de la physiologie de l'alimentation, de la biologie, des sciences de l'aliment et de la nutrition animale.

2.2.2. Lutter contre le gaspillage alimentaire

En tant qu'acteur responsable et conscient des enjeux mondiaux en matière d'accès à l'alimentation et de préservation des ressources, le Groupe SAVENCIA lutte contre le gaspillage alimentaire en mettant en œuvre plusieurs types d'actions afin de :

- sensibiliser les consommateurs :
 - SAVENCIA Fromage & Dairy est engagé dans la réduction du gaspillage alimentaire et est signataire du pacte sur les dates de consommation lancé en France par Too Good To Go et soutenu par les ministères de la Transition écologique et solidaire et de l'Agriculture et de l'Alimentation.
 - En Roumanie, notre filiale Delaco a réalisé une campagne de sensibilisation à la réduction du gaspillage alimentaire,

en proposant des recettes anti-gaspillage : "let's make pizza" et "let's make salade". Ces opérations avaient pour objectif de promouvoir la consommation de légumes en utilisant les "fonds de frigo" en proposant des recettes équilibrées et gourmandes.

- favoriser le don aux associations afin de lutter contre la précarité alimentaire :
 - Le Groupe SAVENCIA fait partie des Entreprises solidaires des Banques Alimentaires, et a confirmé son engagement à leurs côtés et sa volonté de lutter contre le gaspillage alimentaire tout en aidant les plus démunis à accéder à des produits de qualité. Plusieurs actions ont été à ce titre réalisées :
 - En France, de nombreux collaborateurs du Groupe se sont mobilisés aux côtés des Banques Alimentaires pour participer à la collecte nationale de novembre qui a eu lieu dans 8 000 magasins. Un moment d'échange et de solidarité particulièrement apprécié par nos collaborateurs ainsi que les bénévoles des Banques Alimentaires. Cette mobilisation a eu lieu dans le cadre du mécénat de compétences proposé par le Groupe ;
 - Pour la troisième année consécutive, nous nous sommes engagés, dans le cadre de l'opération Paniers solidaires à doubler les dons réalisés par les consommateurs. Il s'agit de dons effectués par des particuliers sur une plateforme de collecte virtuelle mise en place par les Banques Alimentaires : monpaniersolidaire.org. Le donateur sélectionne un type de panier (étudiant, bébé, famille, etc.) et sous forme d'un don financier l'offre aux bénéficiaires des Banques Alimentaires ;
 - les dons de produits se sont poursuivis et ont augmenté de 36 % versus 2022.
 - D'autres associations bénéficient de dons réguliers de nos filiales, et en 2023, 76,3% des dons réalisés par les sites de production étaient des dons de produits.

2.3. Indicateurs clés de performance

- 71,8 % de nos produits à marque vendus en grande distribution comportent en 2023 un étiquetage nutritionnel à la portion.

	2021	2022	2023	Objectif 2025
% de produits à marque vendus en grande distribution comportant un étiquetage nutritionnel à la portion	47,0 %	59,6 %	71,8 %	100 %

En 2023, l'accompagnement réalisé par les équipes marketing et nutrition auprès des filiales a contribué à la progression de cet indicateur.

Des filières agricoles durables

1. Codévelopper avec nos fournisseurs de matières premières agricoles un approvisionnement plus durable

1.1. Enjeu, risque et politique

SAVENCIA codéveloppe avec ses fournisseurs de matières premières agricoles un approvisionnement plus durable et créateur de valeur afin d'assurer la pérennité de la filière laitière et de répondre aux enjeux climatiques et sociétaux de l'écosystème dans lequel il évolue.

Le Groupe est centré sur des marques fortes et reconnues, qui nécessitent une matière première irréprochable. Il travaille sur le long terme en partenariat avec ses fournisseurs et veille à entretenir des relations commerciales justes et équilibrées.

Afin de satisfaire les attentes sociétales croissantes de nos consommateurs, les équipes en charge des approvisionnements laitiers s'attachent à développer des filières de qualité, valorisant le travail des producteurs, respectueuses des Hommes, du bien-être animal, et de l'environnement, afin d'éviter le risque que de mauvaises pratiques d'élevage ou de culture n'augmentent les impacts de ces activités.

Ces engagements s'appuient sur des relations de proximité avec les producteurs et les partenaires pour déployer ensemble des pratiques plus durables et responsables. Réduire les émissions de gaz à effet de serre, préserver les ressources naturelles et la biodiversité, garantir le bien-être des animaux, imaginer des solutions durables pour répondre aux enjeux de la transition écologique sont des priorités pour SAVENCIA.

Nos engagements portent sur notre principale matière première stratégique à savoir le lait avec :

- l'extension de la Charte des Bonnes Pratiques d'Élevage (ou de ses équivalents par pays ou par filière) à l'ensemble de notre collecte laitière dans le monde d'ici 2025 ;
- le déploiement de la démarche « Production Laitière Durable » auprès de 50 % de nos producteurs laitiers à fin 2025 et la réduction de l'empreinte carbone liée à l'amont laitier.

1.2. Actions mises en œuvre et résultats

En 2023, SAVENCIA Fromage & Dairy a acheté 5,1 milliards de litres de lait dans le monde auprès d'exploitations laitières bovines, ovines et caprines.

Dans le cadre du plan Oxygen, les équipes en charge des approvisionnements laitiers se sont fixées deux engagements

spécifiques pour des approvisionnements durables et responsables dans le cadre de leur démarche Terroirs de lait :

- codévelopper des approvisionnements laitiers responsables avec nos parties prenantes ;
- Construire l'avenir avec le programme "Terroirs de lait 2032" : sécuriser les approvisionnements laitiers, assurer le maintien et le renouvellement des générations d'éleveurs et améliorer significativement l'empreinte carbone avec les producteurs partenaires, en activant l'ensemble des leviers d'une production laitière durable et en prenant en compte le bien-être animal.

Codévelopper un approvisionnement laitier plus durable

La France représente la plus grande partie de nos approvisionnements laitiers mondiaux et tout le lait que nous transformons dans l'Hexagone est d'origine française.

Au cœur des engagements du Groupe se trouve la volonté de s'inscrire dans un dialogue ouvert avec les producteurs de lait et l'ensemble des partenaires pour continuer à progresser ensemble, collaborer et coconstruire dans la durée.

Le Groupe assure le juste équilibre (qualité, quantité, délais, coûts) entre les besoins et les ressources en matières laitières liquides. Il garantit un approvisionnement efficace de ses laiteries avec une logistique de qualité, réactive et compétitive.

Le Groupe SAVENCIA soutient une politique d'achat responsable du lait et incite les producteurs à adhérer à une structure collective, soit une coopérative, soit une organisation de producteurs.

En 2023, SAVENCIA Fromage & Dairy a poursuivi sa politique de valorisation de la filière laitière dans le cadre de la loi EGAlim en France.

Notre transformation privilégie la proximité et la collecte locale, autour de nos laiteries.

Nous contribuons ainsi à la création de valeur et au dynamisme de nos zones de collecte et de transformation en maintenant notamment des activités et des emplois dans des zones rurales en perte d'attractivité.

Sur le plan de la qualité des conditions de production et d'élevage, le respect de la Charte des Bonnes Pratiques d'Élevage est exigé contractuellement pour tous nos fournisseurs de lait de vache français. Cette exigence est progressivement étendue à l'ensemble de notre collecte laitière dans le monde. En 2023, 81,3 % (versus 86,8 % en 2022) de nos volumes mondiaux répondent déjà à cette charte ou à des standards reconnus comme équivalents par pays ou par filière. La variation de cet indicateur est liée à l'intégration dans le périmètre en 2023 de la société Williner en Argentine. Les équipes locales, en charge des approvisionnements laitiers, poursuivront en 2024 les actions initiées cette année afin de déployer nos engagements sur cette nouvelle zone de collecte.

Cette Charte des Bonnes Pratiques d'Élevage s'articule autour de sept chapitres : la traçabilité des animaux, la santé des animaux, l'alimentation des animaux, l'hygiène de la production du lait, la durabilité sociale, l'environnement et le bien-être animal. La charte a été mise à jour en 2022 pour devenir l'outil de déploiement en élevage de la démarche de responsabilité sociétale de la filière France Terre de Lait. Cette version intègre notamment une nouveauté : l'évaluation du bien-être animal des troupeaux laitiers via un diagnostic suivi d'un plan de progrès individuel défini avec le producteur.

Les animateurs Ressources Laitières sont en contact quotidien avec les producteurs pour les accompagner dans l'évolution de leurs pratiques. Ils visitent au moins une fois par an chacune des exploitations et apportent un appui technique en fonction des besoins, y compris sur la qualité du lait. De nombreuses actions sont mises en place : réunions, groupes de travail, site internet dédié aux producteurs, journal trimestriel, vidéos, mécénat d'événements, ...

Afin de participer à l'avenir de la filière et de partager son expertise, SAVENCIA Fromage & Dairy travaille avec tous les acteurs de la chaîne de valeur en France : la Fédération nationale des Industries laitières, l'Association de la Transformation laitière, l'Association nationale des Industries alimentaires. SAVENCIA Fromage & Dairy siège au sein des conseils d'administration du Centre national interprofessionnel de l'économie laitière (CNIEL - interprofession du lait de vache), de l'Association nationale interprofessionnelle caprine (ANICAP - interprofession du lait de chèvre), de France Brebis Laitière (FBL - interprofession du lait de brebis), et de leurs instances régionales.

A l'échelon international, SAVENCIA Fromage & Dairy est également signataire de la déclaration « Pathways to dairy net zero » et membre actif de la Fédération internationale du lait (FIL - IDF), de la Sustainable Agriculture Initiative (SAI) et du Dairy Sustainability Framework (DSF). Les engagements de SAVENCIA Fromage & Dairy couvrent notamment l'ensemble des critères et éléments fondamentaux du DSF : émissions de gaz à effet de serre, nutriments des sols, déchets, eau, qualité et capacité de rétention des sols, biodiversité, soin des animaux, conditions de travail, développement du marché, économies rurales, qualité et sécurité des produits, respect de la législation locale, droits humains et lutte contre la déforestation.

Programme Terroirs de lait 2032 : Sécuriser les volumes de lait autour des laiteries et améliorer l'empreinte environnementale

Le programme Terroirs de Lait vise à sécuriser les volumes de lait durable autour de nos laiteries et améliorer l'empreinte environnementale.

Afin de déployer cette démarche, nous avons développé un programme à destination des producteurs français, comprenant des mesures financières et d'accompagnements spécifiques et structuré autour de trois volets :

- accueillir de nouveaux producteurs : en France, 134 exploitations ont ainsi choisi de nous rejoindre en 2023 ;
- installer les jeunes producteurs en les aidant à démarrer leur activité. Pour assurer la maîtrise de leur projet, les jeunes

agriculteurs bénéficient d'un pack « Accompagnement à l'installation » qui leur permet, entre autres, de bénéficier d'une aide financière et d'un engagement contractuel sur la durée. Ce pack comprend également un accompagnement technique : réalisation d'un diagnostic individuel, et programme de formation de 10 jours (management d'exploitation, approche environnementale, ...). Cette année, 187 jeunes agriculteurs ont bénéficié d'au moins un accompagnement financier à l'installation ;

- fidéliser : au-delà d'assurer une juste rémunération du lait et de soutenir les investissements réalisés sur les exploitations, nous avons mis en place, avec différentes structures partenaires, des programmes d'accompagnement à l'investissement. Ce système permet le soutien de projets menés sur les exploitations, qu'il s'agisse d'investissements en matériels (équipements et cheptels liés à l'atelier laitier) ou immatériels (formations).

En 2023, SAVENCIA a notamment participé à plusieurs forums consacrés à l'installation des jeunes agriculteurs ainsi qu'à diverses interventions auprès d'écoles notamment lycée agricoles et écoles d'ingénieur agronomes.

Favoriser le bien-être animal

Afin de renforcer et de communiquer plus largement ses engagements à l'échelle mondiale, l'entreprise déploie depuis 2021 une Charte pour le Bien-être animal en s'appuyant sur l'expertise de l'ONG internationale Compassion In World Farming (CIWF), spécialiste du bien-être des animaux d'élevage. Quatre enjeux majeurs ont ainsi été définis :

- une alimentation de qualité, durable et locale : s'assurer de la quantité et de la qualité de la nourriture des animaux via les chartes de bonnes pratiques et les audits, recourir à une alimentation de qualité spécifique via les filières différenciées (biologique, sans OGM ou en provenance de zone AOP) ;
- un accès à l'extérieur garanti : favoriser la pratique du pâturage pour les vaches laitières, partout où les conditions climatiques le permettent, objectif d'atteindre 100 % pour les élevages de vaches et brebis dès 2025 ;
- un logement confortable : garantir pour 100 % des élevages de chèvres un couchage sur litière en 2025 et pour 100 % des vaches laitières une place en logette ou une surface minimale de 10 m² par vache en aire paillée intégrale d'ici 2030, éliminer la pratique des vaches à l'attache d'ici 2030, réduire la durée du logement des veaux en cases individuelles à huit semaines maximum ;
- une meilleure prise en compte de la santé : communiquer pour un usage raisonné des traitements antibiotiques, prendre en charge la douleur des jeunes bovins pendant l'ébourgeonnage, interdire l'écornage adulte d'ici 2030 sur l'ensemble de nos zones de collecte.

Ces indicateurs sont basés sur la méthode Welfare Quality® et portés en France par l'outil Filière Boviwell qui permet d'évaluer les cinq grandes libertés fondamentales de l'animal, à savoir : ne pas souffrir de faim ou de soif, ne pas souffrir d'inconfort, ne pas souffrir de douleurs, de blessures et de maladies, pouvoir exprimer les comportements naturels à l'espèce, et ne pas éprouver de peur ou de détresse.

En 2023, 69 % (versus 64,5 % en 2022) des collaborateurs Approvisionnements Laitiers des sites de SAVENCIA ont été formés sur le bien-être animal. Ils seront ensuite amenés à réaliser, au niveau mondial, les audits des élevages à partir de référentiels reconnus et à définir conjointement des plans d'action avec les éleveurs.

Des audits ont été initiés dès 2023, notamment en France, en Europe centrale et en Argentine et continueront à être déployés progressivement jusqu'en 2025. A fin 2023, 1 394 élevages ont été audités sur le bien-être animal dans le monde.

Améliorer l'empreinte environnementale de notre collecte laitière

La réduction des gaz à effet de serre est un sujet dont le Groupe SAVENCIA s'est emparé depuis plus de 10 ans et sur lequel il accompagne au quotidien ses producteurs.

Le Groupe s'engage à améliorer significativement l'empreinte carbone avec les producteurs partenaires en mettant en œuvre l'ensemble des leviers de production laitière durable : efficacité du troupeau, alimentation, traitement des effluents d'élevage, séquestration du carbone.

Nous avons en 2021 procédé au calcul des émissions liées à l'amont laitier produit sur nos zones de collecte en France et à l'international. Les émissions liées à l'amont laitier représentaient une part significative de l'empreinte carbone du « scope 3 » du Groupe, caractéristique commune à l'ensemble du secteur agroalimentaire.

Les dernières années ont représenté une accélération dans le déploiement des actions au sein des exploitations laitières. Nous avons d'ailleurs dépassé en 2023 l'objectif fixé avec une réduction de 341 345 Teq CO₂ versus un objectif de -300 000 Teq CO₂ à horizon 2025.

SAVENCIA Fromage & Dairy a mis en place une feuille de route de décarbonation qui s'articule autour de trois volets s'inscrivant dans un parcours de 5 ans chez les producteurs partenaires :

- accélérer le déploiement des mesures de l'empreinte carbone des exploitations, en s'appuyant notamment en France sur l'outil de diagnostic de la filière laitière, CAP2'ER ;
- définir avec les producteurs des plans d'actions ambitieux ;
- accompagner la transition et l'innovation au sein des exploitations agricoles par des moyens techniques et financiers.

Fin 2023, 25,6 % de nos volumes mondiaux proviennent d'exploitations ayant réalisé le diagnostic Production Laitière Durable (versus 23,8 % en 2022).

Depuis plus d'un an, SAVENCIA Fromage & Dairy a mis en place un programme multipartenarial pour tester des solutions qui permettraient de réduire les émissions de méthane des vaches. Une vingtaine d'exploitations volontaires sont impliquées sur nos zones de collecte en France et en Pologne. En France, ce test s'inscrit plus largement dans un programme d'accompagnement technique collectif autour du levier "alimentation" qui vise à réduire les émissions de méthane entériques des vaches.

Nous agissons également sur l'amélioration de l'empreinte carbone de notre collecte laitière en matière de transports :

- en France, en 2023, la filiale Savencia Ressources Laitières a obtenu le "Label CO₂ les transporteurs s'engagent", une première nationale pour une activité de collecte de lait traduisant l'engagement pris depuis plusieurs années dans cette démarche certifiée par l'Ademe. Notre flotte de transports inter-usines Normandie Bretagne Transports est également labellisée « Objectif CO₂ les transporteurs s'engagent », reconnaissance d'un niveau de performance énergétique et environnementale élevé ;
- des carburants alternatifs sont déployés sur notre flotte, notamment avec des camions alimentés en biocarburants comme le XTL, le B 100 et le BioGNV. En 2023, ces trois carburants ont été déployés sur l'ensemble des camions de collecte, ce qui a permis une réduction de l'empreinte carbone d'environ 3 800 Teq CO₂. Nous incitons activement les prestataires et coopératives partenaires à se tourner vers des carburants alternatifs, en leur faisant bénéficier d'une expertise technique sur le sujet, ainsi que de tarifs attractifs obtenus lors d'un appel d'offre auprès des fournisseurs.

1.3. Indicateurs clés de performance

	2021	2022	2023	Objectif 2025
Étendre la Charte des Bonnes Pratiques d'Élevage dans le monde (% volume lait collecté)	85,8 %	86,8 %	81,3 %	100 %
Déployer le Diagnostic Production Laitière Durable (% volume lait collecté *)	21,6 %	23,8 %	25,6 %	50 %

* Le volume de laits collectés avec déploiement du diagnostic est estimé sur la base d'un volume moyen de laits collectés par exploitation sur le périmètre concerné (avec approvisionnement en lait contractuel de la Compagnie des Fromages & RichesMonts – CF&R – à hauteur de 37 %).

L'évolution de l'indicateur "étendre la Charte des Bonnes Pratiques" est liée à l'intégration dans le périmètre en 2023 de la société Williner en Argentine. La Charte des Bonnes Pratiques d'Élevage et de Diagnostic Production Laitière Durable n'ont pas encore été déployés en 2023 sur cette nouvelle zone de collecte.

A périmètre comparable aux années antérieures, 88,3 % de nos volumes mondiaux répondent à cette charte ou à des standards reconnus comme équivalents en 2023.

	2021	2022	2023	Objectif 2025
% de collaborateurs Approvisionnements Laitiers des sites SAVENCIA formés sur le bien-être animal	Information non disponible*	61,5 %	69,0 %	100 %

*Indicateur créé en 2022.

	2021	2022	2023	Objectif 2025
Réduire l'empreinte carbone de notre collecte laitière (volume de laits collectés, en tonnes équiv. CO ₂ cumulées versus 2010 en France).	-282 000	-311 000	-341 345	-300 000

1.4. Agir en faveur de la biodiversité

La préservation de la biodiversité est une nécessité pour le développement d'un modèle agricole durable et respectueux de la planète. Dans le cadre de notre démarche de responsabilité sociétale d'entreprise et du développement de filières agricoles durables, nous nous attachons à préserver la biodiversité et à favoriser son développement.

La biodiversité est source de valeur ajoutée pour nos écosystèmes et les producteurs. Ces derniers jouent par leurs activités un rôle majeur pour la préserver.

Il s'agit d'un des leviers d'amélioration identifiés dans notre démarche de Production Laitière Durable, proposé à l'ensemble de nos fournisseurs de lait. Une fois le diagnostic réalisé, des solutions sont proposées aux producteurs pour :

- préserver la fertilité des sols ;
- sauvegarder le milieu naturel ;
- adopter des pratiques favorables sur les cultures.

Notre filiale Savencia Ressources Laitières (SRL) a adhéré à "Pour une Agriculture du Vivant", mouvement de coopération et d'innovation qui engage les acteurs de l'écosystème agricole et alimentaire, dans la transformation vers un modèle résilient et créateur de valeur grâce à l'agroécologie. A travers cette adhésion, SRL s'appuiera sur l'expertise scientifique et agronomique afin de déployer opérationnellement les pratiques agroécologiques sur plusieurs territoires pilotes, notamment grâce à l'Indice de Régénération.

Autre moyen d'agir en faveur de la biodiversité : régénérer les écosystèmes agro-forestiers via la plantation d'arbres ou de haies dont les bienfaits sont multiples. Les arbres permettent de filtrer, puiser et recycler de l'eau, capter et séquestrer le CO₂ mais également de lutter contre l'érosion, d'atténuer les amplitudes thermiques, de modérer la vitesse des vents ou bien encore d'offrir le gîte et le couvert aux auxiliaires que sont les oiseaux et les insectes. Ils jouent un rôle majeur dans la protection et la restauration de la biodiversité.

En 2023, des plantations d'arbres ont été réalisées sur plusieurs sites en France et à travers le monde.

- Un projet de restauration de la biodiversité a été initié par la Fromagerie Louis Tessier dans le Maine et Loire en partenariat avec le Syndicat Mixte du bassin de l'Authion et de ses affluents. L'objectif était double : favoriser le développement des écosystèmes et protéger la zone humide. L'ancienne peupleraie, arrivée à maturité, a ainsi été transformée en un boisement fluvial plus favorable à la

biodiversité. Plus de 1 850 arbres et arbustes d'une trentaine d'espèces différentes, plus adaptées à un sol humide, ont été plantées par des personnes en insertion accompagnées par une association locale et quatre mares ont également été créées. Cette zone humide protégée agit comme une éponge, en captant l'eau de pluie pour recharger les nappes phréatiques favorisant ainsi la préservation de la ressource en eau.

- Des collaborateurs d'Elvir ont participé à la plantation de haies au sein de l'exploitation d'un éleveur de Condé-sur-Vire, acteur du projet « Vaches de Races Normandes ». Ces haies, en plus de favoriser le développement d'un écosystème, protégeront ses vaches du soleil et du vent.
- En Argentine, le programme de plantation d'arbres mené par notre filiale Milkaut, en association avec ses producteurs de lait, s'est poursuivi cette année. Depuis 2022, 42 fermes laitières ont participé à ce programme et plus de 3 300 arbres ont été plantés par les agriculteurs et les collaborateurs bénévoles.
- L'éco-pâturage contribue également à la protection de la biodiversité. La mise en œuvre de ce type d'action permet une gestion plus écologique du paysage et plus respectueuse de l'environnement. L'éco-pâturage, qui a continué de se développer autour de nos sites en 2023, permet un désherbage plus doux, avec un aspect « prairie » conservé et tout un écosystème préservé, pour attirer à nouveau les insectes pollinisateurs. Aux Messageries laitières en Normandie, en partenariat avec la société Ecomouton, ce sont trente moutons d'Ouessant qui entretiennent la parcelle autour du site. Chez Fruisec, en Dordogne, ce sont trois chevaux « à la retraite » qui assurent maintenant l'entretien de l'espace herbeux autour du site.
- Des projets d'agroforesterie ayant un impact direct sur la protection de la biodiversité sont également soutenus par le Groupe.
A travers son Fonds de dotation Bien nourrir l'Homme, le Groupe soutient des projets d'agroforesterie comme celui de l'association des enfants et des arbres, qui permet à des écoliers ou des collégiens de planter des arbres aux côtés d'agriculteurs de leurs départements au sein de leurs exploitations. Des élèves des classes de CM1, CM2 et 6^{ème} vont ainsi aider des agriculteurs voisins de leurs établissements, en les accompagnant dans la plantation de haies bocagères et/ou des arbres champêtres. Les agriculteurs sont accompagnés techniquement par l'association et interviennent dans les classes pour présenter leur métier, les cultures qu'ils mettent en place. Les enseignants bénéficient d'une mallette pédagogique leur permettant d'appréhender les enjeux de la plantation agroforestière et les réalités du monde agricole. L'objectif de ce projet est de promouvoir le déploiement de l'agroforesterie et la régénération des haies bocagères en favorisant le lien inter générationnel.

Au Cambodge, l'Ecole du Bayon, soutenue par le Fonds depuis plusieurs années, a permis, en 2023, de former en agroécologie 20 jeunes issus des régions défavorisées du Nord du pays. Après une année de formation et un stage de 4 mois au cours duquel ils ont exploré différents domaines (cultures de poivres, maraichage, ...) ces jeunes diplômés

vont maintenant pouvoir effectuer leur entrée dans la vie professionnelle.

A Madagascar, le Fonds participe également au projet « graines de changement » de l'association Naturevolution qui vise à lutter contre l'insécurité alimentaire et ainsi à protéger la biodiversité unique des forêts du Makay.

SAVENCIA s'engage également à favoriser les actions collectives menées contre la déforestation liée à la production de soja en Amérique du Sud. Le Groupe est engagé dans la démarche Duralim et contribue ainsi à la mise en œuvre d'actions collectives pour atteindre un objectif de non-déforestation.

2. Promouvoir des achats responsables

2.1. Enjeu, risque et politique

Le Groupe, dans le cadre de l'adoption par le législateur des lois Sapin II et Devoir de Vigilance, a renforcé les dispositifs déjà mis en œuvre afin d'assurer le pilotage des achats dans le respect des obligations relatives à la lutte contre le travail dissimulé, à la transparence, à la prévention de la corruption et à la prévention des atteintes aux droits humains et environnementaux.

Le Groupe SAVENCIA développe ainsi des collaborations de long terme avec ses principaux fournisseurs, inscrivant ses relations dans une dynamique de progrès partagée afin de promouvoir des achats responsables, répondre aux différents enjeux sociétaux, et prévenir le risque d'atteinte aux droits sociaux et environnementaux causés par la chaîne d'approvisionnement.

Les fournisseurs du Groupe sont sélectionnés sur des critères de qualité, de sécurité, de service, de compétitivité et sur leur capacité d'accompagnement durable.

Depuis 2010, une Charte Achats Durables et Solidaires est soumise aux fournisseurs majeurs pour signature. Cette charte a été établie en cohérence avec la Charte Éthique du Groupe et selon la Charte des Bonnes Pratiques d'Achats établie sous la tutelle du ministère de l'Économie, des Finances, de l'Industrie, de la Concurrence et de la Médiation nationale, dont le Groupe est signataire depuis le 10 janvier 2012. Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Charte des Achats Durables et Solidaires, complétée par la Charte Groupe contre la Corruption et le Trafic d'influence nouvellement publiée, a été renommée Charte Achats Responsables.

L'évaluation des risques RSE fournisseurs est établie via le processus d'évaluation EcoVadis, engagé depuis 2010.

Les quatre domaines d'évaluation sont : environnement, social, éthique et corruption, relations fournisseurs et chaîne d'approvisionnement.

Le Groupe s'engage à développer des achats responsables auprès de ses fournisseurs, hors matières premières agricoles, via la Charte Groupe des Achats Responsables et les

évaluations EcoVadis. Leur déploiement s'opère par vagues successives avec un suivi du taux de couverture.

En 2025, 80 % des dépenses externes du Groupe pilotées par l'organisation Achats et réalisées avec les fournisseurs majeurs (dont la dépense annuelle du Groupe est supérieure à 1 million d'euros) seront couvertes (hors achats matières premières agricoles).

2.2. Actions mises en œuvre et résultats

En 2023, la Direction Achats Groupe a procédé à trois campagnes d'évaluation EcoVadis. Un rappel des objectifs de déploiement et un point à date sont réalisés et communiqués semestriellement aux acheteurs Groupe.

Plusieurs filiales ont fait l'objet d'une évaluation EcoVadis et ont été récompensées pour leurs performances RSE en 2023 ; Armor Protéines, Corman GmbH et Valrhona ont reçu la médaille d'Or.

2.3. Indicateurs clés de performance

	2021	2022	2023	Objectif 2025
% des dépenses externes du Groupe pilotées par l'organisation Achats et réalisées avec les fournisseurs majeurs ^(*) par la Charte Achats Responsables	68,6 %	66,8 %	73,0 %	80 %
% des dépenses externes du Groupe pilotées par l'organisation Achats et réalisées avec les fournisseurs majeurs ^(*) par les évaluations EcoVadis	71,5 %	75,7 %	80,8 %	80 %

^(*) Hors Japon, Inde, Ukraine, Serbie, Roumanie, Pologne et Russie dont les dépenses d'achats ne peuvent être consolidées automatiquement à date.

Au 31 décembre 2023, plus de 1 345 Chartes Achats Responsables ont été signées, couvrant 73,0 % des dépenses du Groupe pilotées par l'organisation Achats et réalisées avec les fournisseurs majeurs (dont la dépense annuelle avec le Groupe est supérieure à 1 million d'euros)* hors matières premières agricoles.

L'évaluation des risques RSE, via EcoVadis, a été réalisée pour 918 fournisseurs. Les évaluations EcoVadis couvrent 80,8 % des dépenses du Groupe pilotées par l'organisation Achats et réalisées avec les fournisseurs majeurs (dont la dépense annuelle avec le Groupe est supérieure à 1 million d'euros)* hors matières premières agricoles. La note moyenne obtenue est de 56/100 (versus 46/100 en moyenne sur le panel Food & Beverage EcoVadis).

L'empreinte environnementale

1. Réduire nos émissions de gaz à effet de serre

1.1. Enjeu, risque et politique

Conscient des enjeux mondiaux relatifs aux émissions de gaz à effet de serre, de la nécessité de lutter contre le changement climatique et ses conséquences pour la Société, le Groupe veille à réduire l'empreinte environnementale de ses activités afin de limiter le risque d'impact sur le changement climatique et de s'adapter à ses conséquences.

Les différents programmes engagés se poursuivent dans le cadre du plan Oxygen. Au niveau central, des équipes dédiées suivent et accompagnent les sites conformément à la politique globale mise en œuvre au travers de ce plan. Des référents environnement sont chargés de l'animation de la démarche et du pilotage des actions au niveau local.

De nombreux référentiels internes thématiques, appelés Guides des bonnes pratiques, viennent compléter le dispositif. Ils permettent aux sites de production d'optimiser les procédés et de rendre les installations de plus en plus performantes. Les expériences réussies sont partagées afin de les démultiplier au mieux sur l'ensemble des sites du Groupe.

Un référentiel interne spécifique, le Guide RSE volet industriel reprend l'ensemble des thématiques devant être traitées dans ce cadre et précise les domaines d'action. Ce document est mis à disposition par la Direction des Opérations à l'ensemble des acteurs concernés.

Afin de s'adapter aux conséquences du changement climatique sur ses activités, le Groupe a fait réaliser par un cabinet spécialisé une analyse des risques climatiques afin d'identifier ses principales zones de vulnérabilité.

Le Groupe SAVENCIA s'engage :

- à diminuer l'impact environnemental de ses activités avec une réduction, à la tonne produite, de 20 % d'ici 2025 (versus 2015) des émissions de gaz à effet de serre de production et de transport ;
- à réduire ses émissions de gaz à effet de serre selon ses objectifs Science Based Target Initiative (SBTi) ;
- à augmenter la part des énergies renouvelables.

1.2. Actions mises en œuvre et résultats

1.2.1. Réduction des consommations d'énergies et décarbonation

En 2023, le Science Based Target initiative a validé les objectifs de réduction "Well Below 2°" de SAVENCIA Fromage & Dairy qui s'engage à réduire d'ici 2030 par rapport à 2019 ses émissions de gaz à effet de serre de :

- 27,5% en valeur absolue sur les scopes 1 & 2 ;
- 22,5% par tonne de produits fabriqués sur le scope 3 (engagement pris sur quatre postes d'émissions contribuant à 96% du scope 3).

Cet engagement confirme la volonté de SAVENCIA Fromage & Dairy de lutter activement contre le changement climatique et s'inscrit dans la continuité des actions de réduction d'émissions de gaz à effet de serre déjà entreprises depuis plusieurs années.

Toutes nos équipes à travers le monde sont mobilisées afin d'atteindre cet objectif d'ici 2030.

Au sein de la Direction des Opérations, une équipe dédiée a pour mission d'assurer la mise en œuvre et le suivi de ce plan de décarbonation avec deux principaux leviers :

- des actions de sobriété telles que la mise en place de plans de mesure et de gestion numérique des énergies ou bien, à titre d'exemple, le remplacement de machines à laver obsolètes et énergivores ;
- des actions de conversion nécessitant des programmes d'investissements importants afin de remplacer les énergies fossiles par des énergies décarbonées, compétitives et résilientes. Des études sont ainsi réalisées sur l'installation de pompes à chaleur, les technologies émergentes et le déploiement de solutions innovantes.

Plusieurs chantiers de modernisation ont ainsi été lancés. Ils concernent des installations de production de froid, des dispositifs de récupération d'énergies ou bien encore des pompes à chaleur afin de récupérer la chaleur produite par les équipements froids afin de réduire les consommations d'énergie :

- La réglementation européenne relative à la puissance des installations imposait à notre site d'Elvir en Normandie de s'acquitter, depuis plusieurs années, d'une contribution financière conséquente en raison des émissions de CO₂ générées par son activité (quotas CO₂). Afin de réduire son impact, les équipes de Condé-sur-Vire ont réalisé tout au long de l'année dernière un travail important d'analyse des consommations d'énergies (répartitions, pics, etc..) et ont mis en œuvre des actions de sobriété qui ont abouti à la possibilité d'effectuer le bridage des puissances des chaudières pour passer sous la barre des 20MW de puissance installée. Ces travaux ont permis de réduire les consommations énergétiques, notamment en gaz (- 10 %), au point de passer sous le seuil réglementaire imposé. La demande de sortie de la réglementation relative aux quotas CO₂, a été validée par arrêté préfectoral. Il s'agit là d'une étape importante dans la stratégie de décarbonation conduite par Elvir qui récompense le travail réalisé par les équipes.
- Sur le site de la Compagnie des Fromages & RichesMonts, à Ducey, la pompe à chaleur et la machine à laver, principalement, ont contribué à réduire la consommation

de gaz de plus de 20 % et les émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) de 22 %. Par ailleurs, le système de production de froid a été renouvelé, les tours aéroréfrigérantes ont été remplacées par un système sans échange de chaleur, sans aucun produit chimique, ni gaz frigorigène. La pompe à chaleur a permis de récupérer la chaleur produite par les équipements froids, elle alimente la machine à laver (à la place du gaz), les nouveaux compresseurs consomment moins et sont plus performants. Sur l'ensemble du site, les différentes actions menées ont permis de diminuer la consommation totale d'énergie de 10 %.

- La Fromagerie des Chaumes, à Saint Antoine de Breuilh, a réalisé 12 % d'économies d'énergie avec le remplacement des tours aéroréfrigérantes et la mise en place d'une pompe à chaleur.
- En Espagne, à Burgos, chez Arias réduction de 4 % des consommations d'énergie avec l'installation d'un échangeur avec récupération de chaleur et le regroupement des productions. Le système de régulation de vapeur a également été remplacé par un système plus performant.
- En 2023, le Groupe a poursuivi le déploiement de l'atelier Fresque du Climat auprès de l'ensemble de ses collaborateurs. Depuis octobre 2022, 1 988 collaborateurs ont ainsi été sensibilisés dans plus de 27 filiales réparties en Europe majoritairement. Nous sommes accompagnés dans ce déploiement par des coachs externes mais également par des collaborateurs Savencia, formés à l'animation de cet atelier Fresque du Climat. Ils peuvent intervenir dans leur propre filiale mais également dans d'autres filiales du Groupe. Ce réseau interne d'animateurs Fresque du Climat est composé, à fin 2023, de 50 "Fresqueurs". Le déploiement de la Fresque du Climat se poursuivra en 2024 avec pour objectif de sensibiliser un grand nombre de nos collaborateurs dans l'ensemble de nos filiales.

En 2024, de nouveaux programmes seront lancés sur nos sites afin de poursuivre les engagements du Groupe en termes de réduction des énergies et des émissions de gaz à effet de serre associées.

1.2.2. Développement des énergies renouvelables

- En 2023, le déploiement de l'électricité avec garantie d'origine a été orienté en priorité dans les pays où l'électricité du réseau est la plus carbonée. En Chine et en Inde, 100 % de l'électricité est avec garantie d'origine.

SAVENCIA Fromage & Dairy est membre du Club des entrepreneurs pour le climat, lancé par l'institut Orygeen qui regroupe des entreprises familiales françaises voulant s'engager dans la lutte contre le changement climatique.

1.2.3. Réduction des gaz à effet de serre dans les transports

SAVENCIA est engagé dans un processus de décarbonation de ses activités de transport et de déplacements. Plusieurs actions ont été mises en œuvre :

- En France, notre plateforme logistique les Messageries Laitières a positionné des SAS d'étanchéité sur les portes de quai. Lorsque le camion recule et que les blocs-roues sont installés, le SAS pneumatique gonfle automatiquement et vient combler l'espace entre le quai et la remorque, limitant d'une part l'entrée de la chaleur sur les quais et d'autre part les déperditions de froid. Cette action vient s'ajouter aux efforts déjà engagés par notre filiale notamment au niveau de sa flotte de camions détenue en propre qui roule exclusivement à l'Oleo 100, huile 100 % végétale, 100 % biodégradable et made in France.
- En Espagne, Arias a reçu la 1^{ère} étoile Lean&Green pour avoir réduit de 20 % ses émissions de CO₂ dans son processus logistique. Pour obtenir ce résultat, Arias a contractualisé avec un partenaire logistique plus vertueux et a optimisé les tournées afin d'améliorer les chargements et de réduire les kilomètres parcourus.

Des actions auprès de nos collaborateurs sont également réalisées sur nos sites parmi lesquelles :

- les Messageries Laitières testent, en partenariat avec Zenride, la possibilité pour les collaborateurs volontaires d'utiliser un vélo en location avec option d'achat pour leurs déplacements domicile-travail et personnels. Ce projet a pour but de faciliter la mobilité douce de nos collaborateurs et de favoriser l'accès à un vélo pour tous, quelle que soit leur fonction. Les Messageries Laitières prennent en charge le coût global (location, entretien et assurance) à hauteur de 70 %. Le coût varie en fonction du type de vélo choisi : pliant, cargo, classique ou électrique.

En Allemagne, notre filiale de commercialisation propose également à ses collaborateurs le même type d'offre afin de promouvoir la mobilité douce.

- Pour la cinquième année consécutive le Groupe a organisé la Semaine de la Mobilité afin d'inciter le plus grand nombre de personnes à privilégier les déplacements doux et alternatifs à la voiture particulière. Plusieurs actions ont été proposées aux collaborateurs des sites engagés dans le challenge : défis pour encourager l'utilisation de transports durables, promotion du co-voiturage, prêts de vélos de différents types et atelier de réparation, etc. Résultat de cette mobilisation en 2023, plus de 122 833 km en voiture individuelle économisés.

1.3. Indicateurs clés de performance

En % d'évolution versus 2015

Réduction des GES Scopes 1 & 2	2021	2022	2023	Objectif 2025
Variation des GES				
Scopes 1 & 2 (tonnes équiv. CO ₂ /tonne fabriquée)	-6,5%*	-10%*	-16,5%	-20%

* Les valeurs 2021 et 2022 du site de Pontmain (Sofivo) ont été corrigées a posteriori afin de mettre à jour les facteurs d'émission. Les valeurs présentées dans le tableau ci-dessus ont donc été retraitées.

	2021	2022	2023
Émissions de CO ₂ de la flotte détenue en propre (en tonnes équiv. CO ₂)	2 010	1 144	1 235

En 2023, la flotte des Messageries Laitières s'est agrandie ce qui explique la légère augmentation des émissions de CO₂. L'ensemble de la flotte de camions détenue en propre par les Messageries Laitières est alimentée en l'Oleo 100, huile 100 % végétale, 100 % biodégradable et *made in France*.

Les émissions directes (scope 1) comprennent les émissions liées à la combustion des énergies fossiles utilisées, aux procédés hors énergie (dues aux traitements des eaux usées) et aux fuites de fluides frigorigènes.

Les émissions indirectes (scope 2) incluent les émissions liées à la production d'électricité, de vapeur, de chaleur, ou de froid achetée et consommée par les sites, ainsi que les pertes en ligne.

Le calcul des émissions 2022 du scope 3 (autres émissions indirectes) de SAVENCIA Fromage & Dairy a été réalisé selon la méthodologie du GHG Protocol.

*Bilan carbone de
SAVENCIA Fromage & Dairy
(en KT équiv. CO₂) **

	2022	2023
Total scope 1 & 2	499	481
Scope 1	364	354
Scope 2 - market based**	135	127
Total scope 3	8 100	/
Dont scope 3 amont	7 696	/
Dont scope 3 aval	404	/

* Bilan carbone établi selon les catégories du GHG Protocol. Les catégories 3.8, 3.11, 3.13 et 3.14 ne sont pas applicables aux activités du Groupe.

** Méthode de calcul décrite dans les documents du GHG Protocol (www.ghgprotocol.org).

SAVENCIA Fromage & Dairy a mis à jour en 2023 l'évaluation complète de son empreinte carbone de l'année 2022, lui permettant ainsi d'identifier plus précisément les leviers d'action prioritaires pour réduire ses impacts.

Le scope 3 amont du Groupe SAVENCIA Fromage & Dairy regroupe l'ensemble des émissions liées aux produits et services achetés, au transport de marchandises amont et distribution, aux émissions liées aux combustibles et à l'énergie, aux immobilisations, aux déchets générés et aux déplacements domicile-travail.

Le principal poste d'émission de SAVENCIA Fromage & Dairy est celui des produits et services achetés, notamment l'amont laitier (élevage, gestion des pâturages, alimentation des animaux ...). Des plans d'actions sont d'ores et déjà déployés afin d'améliorer l'empreinte environnementale de notre collecte laitière (cf. améliorer l'empreinte environnementale de notre collecte laitière).

Le scope 3 aval comprend les émissions liées au transport de marchandises aval et distribution, à la transformation des

produits vendus, la fin de vie des produits vendus et aux investissements de SAVENCIA Fromage & Dairy.

Afin de réduire les émissions liées au transport amont et aval qui représentent environ 363 KT eq. CO₂ en 2023, la Direction Supply Chain travaille conjointement avec les filiales et leurs prestataires de transports à l'élaboration et au déploiement de plans d'actions visant à réduire ces émissions.

Les travaux se sont poursuivis par ailleurs afin de renforcer la qualité de l'évaluation du scope 3 dans une logique d'amélioration continue. Ces travaux s'inscrivent dans une démarche itérative et ont consisté à remplacer la majorité des flux monétaires en flux physiques. A date, les facteurs utilisés proviennent de sources génériques, ils seront amenés à évoluer à mesure que les plans d'action seront implémentés avec les fournisseurs pour en améliorer la précision.

Les objectifs de réduction de SAVENCIA Fromage & Dairy ont été validés "Well-below 2°C" par le SBTi. Le périmètre d'engagement SBTi sur le scope 3 comprend les émissions provenant des biens et services achetés, des activités liées aux combustibles et à l'énergie, du transport et de la distribution en amont et du traitement en fin de vie des produits vendus. Ces émissions représentent 96% du bilan carbone de SAVENCIA Fromage & Dairy.

Sur le scope 1 & 2, les émissions en valeur absolue ont diminué, en 2023, de 10,7% versus 2019. Pour rappel, l'objectif de SAVENCIA Fromage & Dairy est une réduction des gaz à effet de serre scope 1 & 2 de 27,5% d'ici 2030.

Les émissions liées au scope 3 rapportées aux tonnages fabriqués ont quant à elles diminuées de 4,2 % versus 2019. L'objectif de SAVENCIA Fromage & Dairy est une réduction du scope 3 par tonnages fabriqués de 22,5% d'ici 2030.

2. Maîtriser nos ressources en eau

2.1. Enjeu, risque et politique

Le changement climatique, la croissance démographique et l'utilisation excessive de l'eau contribuent au stress hydrique qui progresse dans le monde. Dans ce contexte, et afin de contribuer positivement à la préservation des ressources en eau qui tendent à se raréfier, le Groupe met en œuvre des pratiques responsables dans le but de minimiser son impact sur la ressource en eau et réduire ainsi le risque de stress hydrique.

L'eau joue en effet un rôle important dans nos procédés, notamment pour assurer un haut niveau d'hygiène et de sécurité de nos produits, principalement lors des opérations de nettoyage. Mais elle peut aussi être utilisée comme auxiliaire technologique lors des fabrications, comme fluide caloporteur ou frigoporteur. Elle alimente également les installations de prévention et de lutte contre les incendies.

Face au changement climatique, il est probable que certaines situations de stress hydrique s'accroissent. Une attention particulière est portée sur ces phénomènes afin d'identifier et de prévenir tout risque, et de renforcer, si besoin, les moyens d'action pour limiter autant que possible les prélèvements dans le milieu naturel.

L'objectif est de réduire les prélèvements d'eau dans le milieu naturel, à la tonne produite, de 10 % d'ici 2025 (versus 2015).

2.2. Actions mises en œuvre et résultats

Plusieurs actions sont mises en œuvre sur nos sites à travers le monde afin de diminuer nos prélèvements d'eau :

- Sur un site de CF&R, de nouveaux tunnels de lavage des moules et des réhausses ont été mis en place en fin d'année dernière. Ce nouveau process, plus économe en eau a permis, en 2023, de réduire de 30 % les quantités de produits lessiviels utilisées mais également d'économiser l'équivalent d'un mois de consommation d'eau du site.
- L'usine de Sofivo, à Pontmain, a mis en place depuis trois ans un plan de réduction des prélèvements d'eau. De nombreuses actions de sobriété sont mises en place telles que l'optimisation des lavages, le suivi des consommations à la journée via l'utilisation d'un logiciel ou bien encore le passage de certains utilitaires en eau recyclée au lieu de l'eau potable. L'optimisation du procédé d'osmose inverse grâce à la réutilisation des eaux issues du process industriel a permis une diminution importante de la consommation d'eau de ville. En 2023, la mise en œuvre de ces différentes mesures a permis de réduire de 11 % la consommation d'eau du site.
- Sur un site des Fromageries Lescure, l'eau générée par le process industriel est réutilisée en totalité pour le lavage des installations de nettoyage en place et des circuits d'osmose inverse. Ce sont ainsi 10 % de la consommation d'eau qui ont été économisées.
- Dans notre usine du Tholy, les modifications réalisées en 2022 sur l'installation de froid ont permis de réduire les prélèvements dans le milieu naturel de plus de 8 %.
- Sur notre site de Cornillé-les-Caves, l'installation de nouveaux compteurs d'eau a permis de mieux prévenir les fuites éventuelles et de gérer au plus près les consommations d'eau. Ce projet a été réalisé en collaboration avec l'Agence de l'Eau.

Afin d'améliorer la qualité des rejets en eaux, des actions d'optimisation, sont réalisées sur plusieurs sites et ont déjà permis de réaliser des abattements significatifs sur la Demande Chimique en Oxygène, le phosphore et l'azote.

Les travaux menés par les équipes sur le potentiel de réutilisation des eaux issues du lait et des produits laitiers se sont poursuivis et devraient connaître une ouverture réglementaire dès 2024 notamment en France.

2.3. Indicateurs clés de performance

En % d'évolution versus 2015

Réduction des prélèvements d'eau	2021	2022	2023	Objectif 2025
Variation des prélèvements d'eau (en m ³ /tonne fabriquée)	2,2%	-1,2%	-6,5%	-10%

3. Optimiser la gestion des déchets

3.1. Enjeu, risque et politique

Les activités de transformation génèrent des déchets courants inhérents aux procédés de fabrication et de conditionnement. Il s'agit majoritairement de Déchets Industriels Non Dangereux (DIND), et la plupart d'entre eux, comme le carton, le papier, le verre, l'acier ou l'aluminium, sont retraités dans des filières de valorisation ou de recyclage. Les Déchets Industriels Dangereux (DID) sont peu présents. Ils proviennent des activités de maintenance (huiles usagées, déchets d'équipements électriques et électroniques) et font l'objet d'un tri à la source en vue d'un recyclage par des prestataires spécialisés.

Afin de lutter contre le gaspillage des ressources naturelles et de réduire les coûts liés au traitement de ces déchets, l'engagement du Groupe est de renforcer le tri et la valorisation des déchets industriels en contribuant à des solutions circulaires, dans le but de limiter les risques de pollution.

3.2. Actions mises en œuvre et résultats

Afin d'optimiser la gestion des déchets générés et de développer leur valorisation, plusieurs actions sont menées par nos filiales :

- Elvir, en Normandie, est devenu le premier industriel français à réaliser le recyclage des briques alimentaires usagées de son site de production. Les premiers essais de valorisation des déchets de briques issus de lignes de production ont été lancés en 2022. Le tri à la source des briques est effectué sur site. Elles sont ensuite prises en charge par Véolia qui assure le pressage, la mise en balles de briques, puis un papetier gère la séparation des fibres du papier et du mélange plastique/aluminium. Les fibres de papier sont ensuite utilisées pour la fabrication d'essuie tout, de mouchoirs ou de papier hygiénique. Le mélange plastique/aluminium sert à fabriquer des palettes ou du mobilier urbain. Ce projet, co-construit avec Véolia, a permis la création de nouvelles filières de valorisation plus responsables.
- Sur le site de Vigneulles, un travail important a été réalisé en 2023 sur la recherche de nouvelles filières de valorisation. Des solutions innovantes ont ainsi été mises en place. Le tri de la glassine, ces rouleaux de papiers siliconés sur lesquels les étiquettes sont apposées, a été mis en place en juillet 2023. Tous les équipements de protection individuelle à usage unique (charlottes et blouses à usage unique, cache-barbe, surchausses) sont recyclés. Il en est de même pour les néons, la moulure/plastique dur, les câbles et moteurs électriques, les conteneurs de produits chimiques ou bien encore les fins de rouleaux d'emballage. Les déchets dangereux sont eux aussi valorisés (filtres à huile, solvant, emballages souillés, ...) dans des filières dédiées. Entre 2019 et 2023, ce sont ainsi 70 Tonnes de déchets supplémentaires qui ont été recyclés.

- Aux Messageries Laitières, les chaussures de sécurité, portées par les collaborateurs dans les entrepôts sont recyclées par Takapas, une start-up proposant la première technologie de valorisation des chaussures de sécurité en France. Les chaussures sont triées, broyées, les métaux repartent dans le circuit de valorisation métaux et le reste de la chaussure est transformé en Combustible Solide de Récupération (CSR).

3.3. Indicateurs clés de performance

En 2023, 73,1 % des déchets courants de nos sites de production sont évacués en vue de valorisation^(*).

	2021	2022	2023
% de déchets courants évacués en vue de valorisation	68,3 %	68,2 %	73,1 %

* Les déchets peuvent être valorisés sous plusieurs formes : matière, biologique ou énergétique.

4. Développer l'écoconception de nos emballages

4.1. Enjeu, risque et politique

Le Groupe précise son ambition sur les emballages en s'engageant sur le développement de leur écoconception afin de réduire le risque de surproduction de déchets.

La Charte de Conception Responsable, élaborée en 2019, précise ainsi les *guidelines* et les orientations à suivre en matière d'écoconception des emballages. Elle intègre notamment des mesures de réduction à la source ou d'utilisation de matériaux recyclés, favorisant ainsi la transition vers une économie circulaire des emballages.

L'objectif du Groupe est de tendre vers 100 % d'emballages recyclables ou biodégradables pour ses produits à marque à l'horizon 2025.

4.2. Actions mises en œuvre et résultats

- Le comité de pilotage Oxygen, dédié à l'écoconception des emballages et en charge du suivi de la réalisation de l'objectif défini, s'est réuni à trois reprises cette année afin de travailler sur les axes prioritaires suivants :
 - réduire à la source l'usage de matériaux ;
 - bannir les matériaux controversés ;
 - tendre vers 100 % de recyclabilité ou biodégradabilité ;
 - intégrer un maximum de matériaux recyclés ;
 - privilégier l'utilisation de matériaux renouvelables ;
 - réduire l'empreinte carbone de nos emballages.

En 2023, les travaux du comité de pilotage ont porté plus spécifiquement sur le suivi des réglementations telles que la loi Anti-gaspillage pour une économie circulaire (AGEC) ou bien encore sur le projet européen de règlement sur les emballages et déchets d'emballages (Proposal Packaging and Packaging Waste - PPWR).

En 2023, le développement et le déploiement de projets d'écoconception restent difficile du fait de la pénurie de matières d'emballages. Les équipes SAVENCIA ont, malgré le contexte, été très actives et plusieurs améliorations ont été développées, par exemple :

- Roquefort Papillon : suite à un travail de reconception, la barquette devient 100 % recyclable ;
- Milkaut : changement de la composition des cartons de transport de la filiale en remplaçant les 70 % de fibres vierges par des fibres recyclées ;
- Polenghi : grâce à la standardisation de la structure des cartons de transport, réduction de la consommation de cartons de 25 % ;

4.3. Indicateurs clés de performance

Le taux d'emballages recyclables ou biodégradables est de 86,1 % en 2023.

	2021	2022	2023	Objectif 2025
Taux d'emballages recyclables ou biodégradables	86,6 %	84,8 %	86,1 %	Tendre vers 100 %

Le bien-être de nos collaborateurs

1. Garantir la sécurité de nos collaborateurs

1.1. Enjeu, risque et politique

Le Groupe SAVENCIA rassemble des entreprises à taille humaine unies par une culture forte qui guide leurs actions et les comportements de ses collaborateurs. Le bien-être, la préservation de l'intégrité physique et la santé des femmes et des hommes qui travaillent dans et pour le Groupe sont la priorité de tous et à tous les niveaux de l'organisation.

Afin de prévenir tout risque d'atteinte à l'intégrité physique et à la santé des personnes travaillant dans le Groupe, de nombreuses actions sont mises en œuvre par SAVENCIA.

Ainsi, il y a bientôt quinze ans, le Groupe a mis en œuvre une démarche fédérée autour du programme « La SÉCURITÉ, c'est NOTRE affaire ». Elle s'appuie sur une Charte de la Sécurité et de la Santé au Travail cosignée par le Président et le Vice-Président du Groupe, et qui soutient notre objectif de tendre vers le zéro accident de travail.

Au niveau du Groupe, la démarche est coanimée par les Directions des Ressources Humaines et des Opérations. Au niveau des filiales, le programme est porté par une organisation locale représentée par la Direction Générale et le Comité de Direction accompagnée par un préventeur sécurité désigné sur chaque site.

La démarche s'appuie sur le réseau des préventeurs sécurité des filiales à travers le monde, ainsi que sur différentes instances de partage et de décision, afin d'ajuster les priorités d'action. Des réunions présentielles et distancielles sont régulièrement organisées et permettent de structurer la démarche en partageant les meilleures pratiques déployées sur les sites.

Un ensemble de référentiels, d'outils et de méthodes est mis à disposition de toutes les filiales, notamment au travers d'outils digitaux régulièrement complétés et mis à jour.

Les résultats santé et sécurité sont consolidés chaque mois et diffusés à l'ensemble des filiales ; ils sont illustrés des principales nouvelles du mois, telles que bonnes pratiques, records, mais aussi d'incidents ou accidents dont les enseignements sont importants à partager.

Le Groupe s'attache à prévenir les risques sécurité aussi bien pour ses collaborateurs, que pour le personnel intérimaire et pour les entreprises externes travaillant au sein de ses sites. Aussi, la santé et la sécurité des travailleurs intérimaires sont suivies et prévenues, au même titre que celles des collaborateurs du Groupe. Les accidents de travail avec arrêt des effectifs intérimaires sont comptabilisés dans le taux de fréquence (TFi) de l'entreprise, de même que ceux des effectifs inscrits.

L'ambition du Groupe est de tendre vers le zéro accident de travail tant pour ses collaborateurs que pour les intérimaires.

1.2. Actions mises en œuvre et résultats

La politique générale, les résultats, et les décisions prises au travers des différentes instances de partage et de pilotage guident les actions mises en œuvre. En 2023, nous pouvons citer quelques actions importantes et mobilisatrices :

- La culture Sécurité est expliquée au travers de la Charte Sécurité et des actions de formations sont réalisées lors de l'intégration via notamment un module de formation en e-learning.
- Pour accompagner le déploiement de sa culture Sécurité et mesurer le niveau de maturité de ses sites, SAVENCIA s'appuie sur la méthodologie Dupont et notamment la courbe de Bradley. Cette courbe permet de positionner la maturité Sécurité d'une organisation au travers de quatre stades (réactif, dépendant, indépendant et interdépendant). Fin 2023, tous les sites de production dans le monde (après la France et l'Espagne en 2022) ont réalisé cette enquête Sécurité leur permettant de mesurer et connaître leur niveau de maturité.

Des actions sont définies afin d'amener les collaborateurs à être acteurs de la démarche et une nouvelle mesure sera réalisée en janvier 2026. Dans les plans d'action déclinés, des formations au leadership Sécurité sont mises en place pour les membres des Comités de Direction et les managers afin d'accompagner la transformation.

- Depuis 2021, un ensemble de règles opérationnelles a été progressivement déployé. Ces Essentiels visent à prévenir les accidents et les blessures, en particulier les plus graves ou à haut potentiel de gravité. Chaque Essentiel Sécurité cible un risque et se décline selon quatre règles applicables par tous et en toute circonstance. Un kit complet en accès digital et traduit dans toutes les langues du Groupe permet de mettre à disposition de l'ensemble des filiales de SAVENCIA les outils et méthodes pour soutenir leur déploiement. Des actions ciblées sont également mises en œuvre, comme par exemple un chantier de sécurisation des interventions sur les équipements et les énergies, appuyé par des prestataires spécialisés et par quelques sites pilotes. En 2023, une évaluation a été réalisée par l'ensemble des sites industriels et logistiques du Groupe, et permettra d'ajuster les actions prioritaires de prévention, aussi bien localement que transversalement.
- Comme chaque année, une semaine mondiale de la Santé et de la Sécurité est organisée dans l'ensemble des filiales. La 10^{ème} édition s'est déroulée en juin 2023. Les collaborateurs ont pu réaliser une vidéo impactante en illustrant un Essentiel Sécurité à travers leur quotidien. Le challenge a été relevé par de nombreux pays et sites.
- Plusieurs forums réunissant l'ensemble du réseau mondial des préventeurs sécurité du Groupe ont été organisés à distance. A chaque fois, un thème spécifique est choisi afin de partager de bonnes pratiques en matière de prévention sécurité via les retours d'expérience et témoignages des participants.

- La plateforme digitale Sécurité contenant des documents de référence, des bonnes pratiques, ainsi que du contenu sur la sécurité, a été enrichie et ajustée notamment avec des retours d'expériences filiales.
- Un plan spécifique a été mis en place depuis 2021 qui vise à réduire l'exposition des intérimaires aux risques d'accident du travail en France. Dans l'optique d'une amélioration continue, des revues trimestrielles sont organisées avec les Directions Nationales des quatre principales entreprises de travail temporaires françaises afin de suivre la mise en œuvre des actions décidées et l'évolution des indicateurs de performance associés.
- Depuis 2021, la formation en e-learning Accueil Sécurité et Santé au Travail (SST) SAVENCIA a été ajoutée au parcours obligatoire d'intégration des nouveaux collaborateurs. Ce dispositif spécifique sur les risques d'accident dans le Groupe est disponible en plusieurs langues. Il est constitué d'un module commun à tous les collaborateurs du Groupe intitulé « Objectif zéro accident » ainsi que d'un second module dédié aux managers. À l'issue de cette formation, un passeport Sécurité SAVENCIA est délivré dès lors que le salarié a obtenu 100 % de bonnes réponses au quiz.
- Des Visites de Sécurité Comportementale (VSC) sont également régulièrement effectuées sur site ou à distance. Ces visites réalisées en binôme ont pour objectif d'accompagner la politique sécurité du groupe en encourageant les bonnes pratiques au quotidien. En 2023, leur nombre est en hausse de 28,7% *versus* 2022.

1.3. Indicateurs clés de performance

	2021	2022	2023
% de filiales sans accident de travail avec arrêt (effectifs inscrits et intérimaires) dans l'année	42,9 %	46,9 %	49,5 %

2. Améliorer la qualité de vie au travail

2.1. Enjeu, risque et politique

La qualité de vie au travail est un facteur clé d'attractivité et de rétention des collaborateurs. Le Groupe attache une grande importance à la qualité de vie au travail et aux relations sociales, source d'épanouissement et de performance durable.

Pour cela, et afin de prévenir les risques de détérioration des conditions de vie au travail et leurs impacts sur le bien-être des collaborateurs, le Groupe s'attache à promouvoir et maintenir le dialogue social, la communication interne et l'écoute des collaborateurs. Dans cette démarche, SAVENCIA développe des solutions pour parfaire les conditions et la qualité de vie au travail, et mesure régulièrement leur efficacité dans une optique d'amélioration permanente.

Le dialogue social est placé au plus près du terrain pour s'adapter à chaque métier et aux spécificités des organisations selon le principe de subsidiarité prévalant dans le Groupe.

Dans ce cadre, il s'engage à réaliser des enquêtes d'opinion et à conduire des plans de progrès dans 100 % des filiales pour améliorer la qualité de vie au travail.

2.2. Actions mises en œuvre et résultats

- Une enquête d'opinion interne a été réalisée en juin 2022 dans la quasi-totalité des filiales de SAVENCIA de plus de 50 personnes selon la méthodologie de Great Place To Work (GPTW) avec le questionnaire Trust Index comprenant 60 questions et investiguant cinq grandes dimensions : la crédibilité, le respect, l'équité, la fierté et la convivialité. Au cours de l'année 2023, les filiales ont identifié des actions qui sont en cours de déploiement.
- Le Groupe a également souhaité accentuer ses actions autour de la Santé au travail et a mis en place depuis juin 2022 les Rendez-vous Santé SAVENCIA dans le cadre son programme Caring@SAVENCIA. Tous les mois, un rendez-vous connecté est proposé sur deux dates autour des thématiques santé physique, santé mentale et nutrition et santé mentale.
- Le Groupe a signé une convention avec Stimulus proposant différents dispositifs :
 - une cellule d'écoute anonyme ouverte 24h/24h pour toute personne rencontrant des difficultés ;
 - une application Stimulus « Caring » pour prendre soin de sa santé mentale et physique ;
 - des conférences sur la thématique « être bien au travail ».
- Depuis 2019, le télétravail à raison de 2 jours par semaine est proposé aux salariés sédentaires dont le poste le permet. A cet effet, les salariés sont équipés des outils nécessaires à ce travail mixte et différentes aides ont été proposées aux salariés pour adapter leur environnement personnel au télétravail comme le « Kit IT » comportant un double écran, le « Kit Confort » permettant la prise en charge des dépenses pour des équipements adaptés, ainsi que le « Kit Ergonomique » pour les salariés dont l'état de santé nécessite un aménagement spécifique de leur poste de travail. Des modules de formation en e-learning sont également disponibles pour accompagner les managers et les collaborateurs dans leur adaptation au télétravail.
- Chaque filiale met en place des animations spécifiques en fonction des besoins et des suggestions émises par les salariés, comme par exemple des crèches inter-entreprises.
- En 2023, de nombreuses filiales proposent des activités sportives sous différentes formes : balades à vélo ou à pied, rendez-vous hebdomadaire pour des Cafés form', sponsoring d'événements et d'associations sportifs, salle de sport à disposition, réveil musculaire, participation à des courses. Les filiales, Fromarsac, Grand'Ouche et Vihiers, ont organisé des « Challenge Mobilité », le nombre de kilomètre parcourus autrement qu'en voiture a donné lieu à

un don à deux associations partenaires œuvrant pour les mobilités douces (vélos).

- Pour permettre aux salariés des sociétés françaises du Groupe de bien appréhender la politique sociale et l'existence de tous les dispositifs en matière de prévoyance, retraite, épargne, un bilan social individualisé est remis en juin à chaque salarié présent sur toute l'année de référence en France (hors périmètre Compagnie des Fromages & RichesMonts) soit en 2023 à 6 187 collaborateurs.
- L'ancienneté moyenne du Groupe est stable en 2023 par rapport à 2022 et est de 13,0 ans.

2.3. Indicateurs clés de performance

	2019 - 2021	2020 - 2022	2021 - 2023	Objectif 2025
% de filiales ayant réalisé une enquête d'opinion interne dans les trois dernières années	99,0 %	90,5%*	94,5 %	100 %

* Sur la période 2020-2022, la baisse de cet indicateur est liée à un plus grand nombre de filiales ayant dépassé le seuil d'éligibilité de 20 salariés et qui n'ont pas encore organisé d'enquête.

3. Développer les compétences

3.1. Enjeu, risque et politique

Le maintien et le développement du savoir-faire sont au cœur des priorités de SAVENCIA.

Le Groupe s'applique depuis toujours à déployer une stratégie responsable et durable basée, entre autres, sur le développement et la promotion de ses collaborateurs, et sur une culture humaniste et entrepreneuriale favorisant l'évolution des compétences, la fidélisation des collaborateurs et le maintien de la compétitivité du Groupe.

Cette stratégie promeut l'épanouissement professionnel et social des femmes et des hommes qui travaillent dans le Groupe. Fort de sa culture, le Groupe accompagne ses collaborateurs pour leur permettre de se réaliser dans un environnement professionnel favorisant leur développement.

Leur formation et la gestion de leurs carrières jouent, à cet effet, un rôle primordial : elles permettent à chacun d'enrichir ses compétences pour se développer, contribuer à la réussite commune et maintenir son employabilité. Ces éléments contribuent à réduire le risque d'inadéquation entre le niveau de compétence des collaborateurs et les ambitions du Groupe.

La politique de formation des collaborateurs du Groupe s'appuie sur le soutien du pilotage de la performance, l'accompagnement des changements, la pérennisation des savoir-faire, pour donner à chacun la possibilité de progresser dans sa vie professionnelle et d'adopter des comportements en cohérence avec les valeurs du Groupe.

Pour encourager le développement de ses collaborateurs, le Groupe mène une politique de gestion des carrières qui

privilégie la mobilité interne et la promeut systématiquement à tous les niveaux de responsabilité. Pour les collaborateurs cadres dirigeants, cadres et agents de maîtrise évolutifs, il s'agit de disposer d'une visibilité sur leur parcours de carrière, d'identifier des opportunités attractives qui répondent à leurs attentes, et d'avoir la possibilité de développer leurs compétences.

Depuis de nombreuses années, une politique d'intégration des jeunes est menée avec le recrutement de stagiaires ou d'apprentis. Ces modalités sont les plus adaptées pour accompagner les premiers pas des jeunes futurs diplômés dans l'entreprise et leur proposer de poursuivre ensuite leur parcours au sein du Groupe SAVENCIA.

Dans ce cadre, le Groupe s'est engagé à développer les compétences et à doubler le nombre d'apprentis à horizon 2025 versus 2015.

3.2. Actions mises en œuvre et résultats

- 14 pays du Groupe sont certifiés comme "Top Employer". En Europe, l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne, la France, la Pologne, la République Tchèque et la Slovaquie sont certifiés. Cela permet d'obtenir le label Top Employer Europe pour la dixième année consécutive, puisque nous avons au moins cinq pays certifiés dans la région. Dans la région Asie-Pacifique, la certification Top Employer a été délivrée en Chine, en Corée du Sud, en Inde et au Japon. En Amériques la certification Top Employer a été donnée au Brésil, en Argentine et aux États-Unis.
- En 2023, un important catalogue de modules de formation en E-learning a été mis à disposition des salariés en libre-service. Cette offre très complète propose des contenus en différentes langues, intégrant les dernières innovations pédagogiques et des thématiques répondant aux nouveaux besoins. En matière de formations digitales, les modules conformité et sécurité ont été réassignés aux salariés et un parcours en ligne d'intégration a été créé.
- Dans le cadre de la démarche RSE du Groupe, le déploiement des ateliers Fresque du Climat a été lancé avec la formation de formateurs internes qui ont ensuite déployé le dispositif dans les filiales du Groupe. L'objectif de cette sensibilisation est de rendre acteur les équipes sur le sujet du climat en leur donnant des clés de compréhension sur le changement climatique.
- Les formations du Groupe dispensées en présentiel ont été complètement internationalisées. A titre d'exemple, la formation destinée aux nouveaux cadres du groupe, se sont déroulées en Chine pour les équipes basées en Asie et au Brésil pour les équipes d'Amérique du Sud. De nouveaux dispositifs ont été lancés notamment en ce qui concerne les méthodes de gestion de projet.
- La campagne Groupe « 500 Apprentis » visant à recruter 500 apprentis, témoigne l'engagement de SAVENCIA auprès des jeunes. Le déploiement de cette campagne s'appuie sur un réseau de référent « apprentissage ». Le Groupe a mobilisé les filiales en proposant une forte diversité de postes. Le réseau des référents permet d'avoir une vision élargie des offres à pourvoir et de nombreuses opportunités ont été pourvues au sein d'autres filiales.

- Afin d'attirer de nouveaux talents, les partenariats avec les écoles généralistes et spécialisées (écoles de commerce, ingénieurs et agroalimentaire) se sont développés.
- Le parcours des Graduate Programs continue de se développer avec la participation de filiales à l'international.
- Dans le cadre de notre feuille de route « Vers le socle sociétal », un accord sur la mobilité interne géographique volontaire a été signé en France à l'unanimité des organisations syndicales. Cet accord vise à préserver les compétences, les savoirs et la culture dans le Groupe, en accompagnant les collaborateurs volontaires à une mobilité inter-filiale. En cas de mobilité géographique, des mesures spécifiques de nature organisationnelles et financières, ainsi qu'un accompagnement de la mobilité du conjoint, sont proposées aux candidats à cette mobilité.

3.3. Indicateurs clés de performance

	2021	2022	2023
% de collaborateurs formés dans l'année (effectif inscrit)	63,2 %	76,5 %	82,6 %

	2021	2022	2023	Objectif 2025
Nombre de contrats d'alternance	439	471	418	458

4. S'engager en faveur de la diversité et de l'inclusion

4.1. Enjeu, risque et politique

En accord avec ses valeurs et conformément aux exigences réglementaires, le Groupe SAVENCIA promeut l'égalité des chances pour tous ses collaborateurs afin d'éviter tout risque de discrimination. La Charte Éthique du Groupe rappelle que « le respect des personnes » et « l'égalité des chances » sont des piliers de notre culture. Dans cet esprit, des accords sont signés et des démarches mises en œuvre afin de favoriser l'insertion des jeunes (voir chapitre 3 - Développer les compétences), l'emploi et le maintien de personnes en situation de handicap et l'égalité femme-homme.

Le Groupe s'attache à promouvoir l'égalité femme-homme, notamment en matière de qualification, de formation, de rémunération et d'évolution de carrière. Dans le cadre de son plan Oxygen, le Groupe SAVENCIA s'engage à atteindre la parité femme-homme managers (équivalent au statut cadre) en 2025.

Afin de changer le regard des collaborateurs sur le handicap, de maintenir dans l'emploi des personnes en situation de handicap et de promouvoir leur recrutement, le Groupe mène une politique Action Handicap en s'appuyant sur des référents handicap en filiale. L'engagement s'articule autour de quatre axes d'action :

- sensibiliser pour lutter contre les stéréotypes ;
- maintenir dans l'emploi ;

- recruter des personnes en situation de handicap ;
- développer des partenariats avec le secteur protégé et adapté.

4.2. Actions mises en œuvre et résultats

- En faveur de l'égalité femme-homme :
 - un groupe de travail, créé en 2022 pour développer le leadership féminin, s'est concentré sur la définition d'un plan d'action après avoir analysé de nombreuses données quantitatives internes et externes, mené des entretiens avec des employés (hommes et femmes) et assuré la liaison avec le comité de direction du Groupe. Au cours de l'année 2023, un plan d'action a été élaboré ainsi qu'un planning de mise en œuvre. Certaines initiatives au niveau Groupe seront déployées en 2024 ;
 - un groupe de travail composé de volontaires a été constitué au siège pour identifier des actions concrètes à mettre en œuvre afin de promouvoir l'équité entre les femmes et les hommes, comme par exemple des conférences, des déjeuners de partage d'expérience, des ateliers de sensibilisation à la "posture d'Allié(e)s" ;
 - l'index égalité femme-homme 2023 en France est 86/100 ;
 - 82,6% des femmes, tout statut socioprofessionnel confondu, ont bénéficié d'au moins une formation en 2023 ;
- En faveur du handicap :
 - le réseau des référents Handicap France grâce à un kit de communication, élaboré au niveau groupe, a sensibilisé sur les thèmes suivants en 2023 : handicap visuel, handicap mental, handicap psychique, les TSA, l'accessibilité numérique, le diabète, les troubles DYS et les aidants ;
 - en novembre, à l'occasion de la Semaine Européenne pour l'Emploi des Personnes Handicapées (SEEPH), le Groupe renforce la mobilisation de ses filiales pour sensibiliser les collaborateurs et lutter contre les stéréotypes sur le handicap à travers des conférences, des jeux digitaux, des réunions d'information ou encore des ateliers de sensibilisation. Lors de cette semaine, les filiales participent également au dispositif des DUO-DAY. Ainsi en 2023, 45 personnes en situation de handicap ont pu être accueillies afin de découvrir, en binôme avec un collaborateur, les métiers et activités industriels ou administratifs des filiales du Groupe ;
 - des filiales font appel à des entreprises employant des personnes en situation de handicap comme par exemple, des entreprises proposant des prestations de ménage et de jardinage. D'autres événements comme la vente de brioches réalisées par un atelier protégé aux salariés de la filiale CF&R. La filiale abonde le résultat de la vente ;
 - le taux d'emploi de personnes en situation de handicap est de 3,7% et concerne 793 collaborateurs.

4.3. Indicateurs clés de performance

	2021	2022	2023	Objectif 2025
% de femmes parmi les managers	42,4 %	43,0 %	43,0 %	50 %

5. Favoriser l'engagement solidaire des collaborateurs

5.1. Enjeu, risque et politique

Conscient de son impact économique et social sur les territoires dans lesquels il est implanté, et afin d'agir en tant qu'acteur responsable et solidaire, le Groupe SAVENCIA encourage les filiales et leurs collaborateurs à soutenir des initiatives locales. Les filiales, souvent implantées en milieu rural, jouent un rôle actif pour l'emploi et le développement économique et social de leur territoire, limitant ainsi le risque de faible ancrage territorial.

De nombreuses actions sont conduites en collaboration avec les instances locales et régionales, notamment dans les domaines de :

- l'emploi : partenariat avec les agences nationales pour l'emploi, accueil de stagiaires et apprentis, diffusion des postes à pourvoir dans les écoles ;
- la formation : coopération avec les écoles et universités, versement de la taxe professionnelle, parrainages, interventions de collaborateurs dans le milieu scolaire.

Le Groupe s'engage à ce que chaque filiale soutienne au moins une action de solidarité en 2025.

5.2. Actions mises en œuvre et résultats

- Depuis 2011, le programme de l'Arrondi sur salaire permet aux salariés volontaires de faire don des centimes de leur salaire net chaque mois. Le Groupe SAVENCIA abonde leur don du même montant. En 2023, des collaborateurs ayant adhéré au dispositif ont permis de récolter et de reverser 17 147 euros aux quatre associations partenaires.

Une conférence s'est tenue en avril pour fêter les dix ans de l'opération. Lors de cet événement, les associations partenaires sont intervenues pour réaliser un bilan et présenter leurs projets. Afin d'être plus en lien avec la vocation du Groupe " Entreprendre pour bien nourrir l'homme ", les quatre associations dans le dispositif sont: Vaincre Noma, Association pour le droit à l'initiative économique, Planète Urgence et la fédération des Banques Alimentaires (qui a rejoint le dispositif en juin 2023). Pour cette dernière, les dons réalisés serviront à ouvrir des épiceries solidaires. Du côté de Planète Urgence, le projet choisi concerne la mise en place de potagers écologiques au Bénin et à Madagascar.

- À l'échelle du Groupe, le Fonds de dotation Bien Nourrir l'Homme accompagne des collaborateurs engagés auprès d'associations, et finance, partout dans le monde, des initiatives qui apportent des solutions concrètes pour favoriser l'accès pérenne à une alimentation suffisante et de qualité, respectueuse des hommes et de la planète. En 2023, 18 projets ont été soutenus en France et à l'étranger. Le Fonds a soutenu des projets d'ateliers cuisine pour des personnes en situation de vulnérabilité, de développement d'unités de transformation de produits, de jardins potagers mais aussi de formation et sensibilisation à l'agroécologie.

- Afin de promouvoir le lien « Nation-Armée » et de soutenir l'engagement dans les réserves, plusieurs cadres du groupe SAVENCIA ont été recrutés au cours de ces dernières années dans un parcours « active » issus des différentes armées et bénéficient des dispositifs légaux. De nombreuses actions sont également menées, comme par exemple dans nos filiales Sofivo et Armor où des dons en faveur des casernes de pompiers proches des sites sont réalisés. Il existe également une convention de partenariat entre plusieurs de nos sites et les casernes de pompiers locales afin de faciliter la mise à disposition de nos collaborateurs pompiers volontaires.

- En partenariat avec les Banques Alimentaires, le Groupe continue la démarche du mécénat de compétences lors de la collecte nationale des Banques Alimentaires en France en novembre. En 2023, des collaborateurs en France ont participé à cette collecte nationale de denrées et produits dans différents magasins.

- Les équipes brésiliennes se sont mobilisées à l'occasion de différents événements : collecte et distribution de produits et de denrées alimentaires pour des personnes vulnérables.

- Depuis plusieurs années, le Groupe est en relation avec l'association « SAPERE Les Classes du Goût » et propose à ses collaborateurs volontaires d'animer, sur leur temps de travail, des ateliers dans les écoles primaires et/ou les centres de loisirs au niveau local. Après avoir suivi une formation à cette méthode d'éveil sensoriel, les animateurs, en binôme, organisent six séances auprès d'une douzaine d'enfants, autour de la découverte du goût et des cinq sens (jeux, dégustations, discussions...). L'objectif est d'aider les enfants et les jeunes générations à devenir des consommateurs aptes à faire des choix alimentaires équilibrés grâce à des activités pédagogiques simples et ludiques. En 2023, 68 collaborateurs ont été animateurs du goût.

- Plusieurs actions solidaires ont été menées autour du cancer : En Espagne, 66 personnes ont participé au « e-Health challenge », un challenge solidaire et sportif. Quatre associations ont reçu des dons suite à ce challenge dont une en lien avec le cancer du sein. En France, de nombreuses actions ont été réalisées dans le cadre d'Octobre Rose avec notamment le versement de 1 903 euros au centre de recherche François Baclesse de Caen et 1 500 euros reversés à Rose Up association. Au Japon, des chocolats ont été offerts à des femmes atteintes de cancer.

- De nombreuses filiales ont été partenaires d'événements en faveur des jeunes au cours de l'année 2023. A titre d'exemple, les filiales tchèque et slovaque ont organisé un événement sportif avec leurs collaborateurs. Chaque kilomètre parcouru permettait de verser une aide financière à la fondation Ronald Macdonald. La filiale Normandie Export Logistique (NEL) a organisé une collecte de produits d'hygiène pour les étudiants du Havre. En Chine, la filiale soutient une association donnant des cours de pâtisserie et boulangerie à des jeunes de 17 à 23 ans.
- En 2023, 34,0% des filiales ont accompagné des collaborateurs dans la réalisation d'actions de solidarité en lien avec notre mission « Entreprendre pour bien nourrir l'Homme » *versus* 33,7% en 2022.
- En 2023, 41,2% des filiales ont mis à disposition des collaborateurs afin de réaliser des actions ou événements solidaires *versus* 38,8% en 2022.

5.3. Indicateurs clés de performance

	2021	2022	2023	Objectif 2025
% de filiales soutenant au moins une action de solidarité	35,2 %	63,3 %	69,1 %	100 %

Éthique et conformité

Les enjeux, risques et politiques, ainsi que les résultats associés aux thématiques sociétales relatives au respect des droits humains, à la lutte contre la corruption et à la lutte contre l'évasion fiscale sont présentés ci-dessous. Compte tenu de leur caractère réglementaire, des objectifs et indicateurs clés de performance spécifiques ont été définis, néanmoins ceux-ci ne sont pas directement intégrés à notre démarche Oxygène.

1. Respect des droits humains

1.1. Enjeu, risque et politique

Le Groupe veille à s'assurer du bon respect des engagements en faveur des droits humains et libertés fondamentales, par le respect des conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT).

L'ensemble des politiques mises en œuvre par la Direction des Ressources Humaines Groupe, conformément à la culture et aux valeurs du Groupe, s'attache à promouvoir le respect des droits humains fondamentaux tout comme la santé et la sécurité au travail, le dialogue social et la libre expression de ses collaborateurs. Cela passe notamment par des actions de développement individuel des salariés et de cohésion collective, avec l'extension progressive du principe de l'entretien individuel annuel dans tous les pays du monde et la promotion du dialogue social au travers de la représentation des salariés.

SAVENCIA est membre du Pacte mondial des nations unies qui propose un cadre d'engagement volontaire s'articulant autour de 10 principes relatifs au respect des droits humains, aux normes internationales du travail, à l'environnement et à la lutte contre la corruption. Depuis plus de 20 ans, SAVENCIA renouvelle son adhésion et réaffirme ainsi ses engagements notamment en matière d'exigences sociales et de droits humains fondamentaux, dans tous les pays où il opère.

La Charte Éthique du Groupe « Le Groupe et sa culture » qui exprime ses valeurs et son identité, rappelle également les principes du pacte des Nations unies.

La Charte Achats Responsables intègre aussi les thématiques liées à la promotion et au respect des droits humains et au droit du travail. À travers le déploiement de cette charte auprès de ses fournisseurs, le Groupe veille au respect de ses engagements en matière de droits de l'homme pour éviter tout risque d'atteinte aux droits humains fondamentaux (voir chapitre « Promouvoir des achats responsables »).

1.2. Actions mises en œuvre et résultats

Conformément à la loi relative au devoir de vigilance des sociétés-mères et des entreprises donneuses d'ordres, un plan de vigilance est établi annuellement pour évaluer et ainsi prévenir les atteintes graves liées aux activités de l'entreprise et celles de ses sous-traitants et fournisseurs, que ce soit envers les droits humains, les libertés fondamentales, la santé, la sécurité des personnes ou encore l'environnement. Ce plan est disponible en ligne sur le site internet du Groupe.

- Le Comité Éthique et Culture Groupe (CECG) a pour mission de veiller au respect et à la pérennité de la culture du Groupe et s'assure notamment du respect d'un comportement éthique dans l'ensemble des activités au sein des filiales. Ce comité réunissant le Président du Groupe, le Secrétaire Général, le Directeur de la Conformité, le Directeur des Ressources Humaines Groupe, le Directeur Juridique et le Directeur Financier a tenu deux réunions en juin et décembre 2023. Au cours de ces réunions, les questions relatives à la conformité et à la culture sont traitées ainsi que les alertes le cas échéant. Des réunions ad hoc peuvent également se tenir dans le cas où des questions spécifiques doivent être traitées.
- Le devoir de vigilance fait l'objet d'une fonction dédiée au sein de la Direction de la Conformité. Le Groupe confirme ainsi sa volonté d'agir en faveur des droits humains et des libertés fondamentales auprès de l'ensemble des acteurs de la chaîne de valeur.
- Le Groupe encourage le développement du dialogue social notamment par la mise en place et l'animation d'instances collectives de représentation du personnel dans ses filiales, et ce dans le monde entier. Il est en effet important, en cohérence avec nos valeurs, de garantir l'expression d'un dialogue direct avec les collaborateurs dans une volonté de respect des droits fondamentaux. Un indicateur permet de mesurer le taux de représentation du personnel par ces instances collectives.
- À partir de l'évaluation des risques relative au Devoir de vigilance réalisée fin 2022, des travaux ont été menés pour identifier les risques saillants générés par les activités du Groupe sur les droits humains des tiers et sur l'environnement, et ainsi définir les actions de prévention et de remédiation mises en œuvre ou à mettre en place.
- En juin 2023, une présentation des enjeux de relations sociales dans le Groupe a été réalisée auprès des DRH coordinateurs, qui représentent les différentes zones d'implantation géographique de nos filiales.
- Un programme de formation obligatoire en e-learning a été défini en 2023 pour former ou reformer tous les collaborateurs connectés du Groupe aux enjeux de conformité. Traduit en 19 langues, il est composé d'un module sur le Devoir de vigilance, d'un module Anti-corruption, et d'un module sur le RGPD (pour le périmètre européen). Tous les nouveaux arrivants sont formés à ces sujets de Conformité.
- Le mécanisme d'alerte et de recueil des signalements relatif au devoir de vigilance est mis à disposition des collaborateurs comme des parties prenantes externes au Groupe par une ligne d'alerte unique nommée SARA – SAVENCIA Recueille vos Alertes - commune avec le dispositif d'alerte Corruption (voir chapitre Lutte contre la corruption).
- Des informations complémentaires sont données dans le chapitre « Devoir de vigilance ».

1.3. Indicateurs clés de performance

	2021	2022	2023	Objectif 2025
% de collaborateurs bénéficiant d'instances collectives de représentation du personnel **	Information non disponible*	80,0 %	80,8 %	85 %

*Indicateur créé en 2022

**pour les filiales de plus de 10 salariés

Dans les filiales de plus de 10 salariés (seuil français pour la mise en place de Comité Social et Économique), l'objectif est qu'en 2025, 85 % des collaborateurs bénéficient d'instances collectives de représentation du personnel de type Commission de travail, comité d'entreprise ou Comité Social et Économique.

D'autres indicateurs sont disponibles dans le plan de vigilance.

2. Lutte contre la corruption

2.1. Enjeu, risque et politique

Afin d'éviter les risques de pratiques non éthiques, la lutte contre toutes les formes de fraudes et de corruption n'est pas uniquement une exigence réglementaire mais une priorité, ancrée dans notre culture d'entreprise.

Nos principes d'action et de règles de conduite sont inscrits dans la Charte Éthique « Le Groupe et sa culture », remise à chaque collaborateur entrant dans le Groupe.

Cette charte et le dispositif de contrôle interne aident à la prévention et à la détection de toutes les formes de corruption. Certains pays font l'objet d'une attention toute particulière sur ces points essentiels.

L'honnêteté et la loyauté comptent parmi les quatre valeurs affichées du Groupe, et la confiance et l'intérêt mutuel font partie des fondements mêmes des relations que le Groupe souhaite construire avec ses partenaires. Pour cela, les fournisseurs sont sélectionnés notamment sur ces principes à travers des appels d'offres ouverts et concurrentiels.

Les filiales du Groupe s'engagent à :

- se conformer aux législations internationales contre le terrorisme et le blanchiment ;
- combattre la fraude et la corruption ;
- agir en se conformant aux principes d'une concurrence loyale, dans le respect des lois applicables ;
- promouvoir de façon honnête et loyale leurs produits et leurs services.

Dans le cadre de la loi Sapin II, le Groupe a établi une cartographie détaillant les risques de corruption et de trafic d'influence encourus par l'entreprise.

L'objectif est d'identifier, d'évaluer, de hiérarchiser les risques de corruption pour garantir un programme de conformité efficace et adapté. Cette cartographie a également pour mission d'informer la Direction et de lui apporter la visibilité nécessaire à la mise en œuvre de mesures de prévention et de détection adaptées.

La Direction Gestion des Risques & Conformité assure le suivi des mesures, l'évaluation de leur efficacité, et veille à ce que tous les collaborateurs exposés, au sens de la loi Sapin II, soient formés sur les notions d'éthique et de fraude.

2.2. Actions mises en œuvre et résultats

- Le Code de Conduite Anti-corruption a fait l'objet d'une mise à jour en 2023 afin de préciser les principes et règles à respecter en matière d'éthique et de lutte anti-corruption dans le Groupe. Il est traduit en 19 langues et s'applique à l'ensemble des collaborateurs du Groupe.
- la formation en e-learning Sensibilisation à l'Anti-corruption s'est poursuivie en 2023 selon le programme de formation obligatoire de Conformité. Ce module est intégré au parcours de formation de tous les nouveaux arrivants connectés.
- Un Code de Conduite Achats permet d'afficher les règles que les acheteurs appliquent avec les fournisseurs dans les quatre grands domaines : éthique et intégrité, communication et collaboration, performance et progrès, et enfin achats durables et responsabilité.
- Le dispositif d'alerte est opérationnel et comporte un numéro d'appel et une adresse e-mail spécifiques. Afin de garantir la confidentialité et la sécurisation des informations transmises, seuls quatre membres de la Direction Conformité, dont son Directeur, sont habilités à recevoir les appels et consulter les e-mails émanant de ce dispositif. Les alertes sont ensuite traitées si besoin afin d'apporter une réponse rapide et mesurée. En 2023, une nouvelle affiche a été réalisée pour informer tous les collaborateurs de l'existence du dispositif d'alerte Groupe qui a été nommé SARA – Savencia recueille vos alertes. Elle est traduite en 19 langues et diffusée sur l'ensemble de nos sites.
- Dans le cadre de la lutte Anti-corruption, les référents conformité assurent le suivi de la mise en œuvre des dispositifs de conformité dans l'ensemble des filiales.
- Conformément aux lois et réglementations en vigueur, le Délégué à la protection des données (DPO) est chargé de la mise en œuvre du Règlement général sur la protection des données (RGPD) et veille à son application dans le Groupe. Chacune des filiales de l'Union européenne a désigné un correspondant RGPD qui a été formé en ces deux dernières années par le DPO, tout comme les directeurs généraux. Par ailleurs, les collaborateurs susceptibles d'intervenir dans les traitements de données suivent une formation au format digital. En 2023, 75,0% de ces collaborateurs concernés ont été formés.

2.3. Indicateurs clés de performance

	2021	2022	2023	Objectif 2025
% des collaborateurs concernés ⁽¹⁾ , formés sur la notion d'éthique et de fraude	96,7 %	96,0 %	96,0 %	100 %

* Dans le cadre de la loi Sapin II.

La campagne de réassignation aux modules de formation Conformité a été déployée en 2023 sur la plateforme MySavencia. Ce déploiement a été retardé notamment pour la dernière phase relative à Sapin II. Cette dernière phase est en cours d'assignation.

3. Lutte contre l'évasion fiscale

3.1. Enjeu, risque et politique

Le Groupe, au regard de la diversité de ses implantations géographiques, pourrait être concerné par des risques liés à l'évasion fiscale. Cependant, son exposition est limitée compte tenu de la nature même de son activité.

L'évasion fiscale consiste à soustraire artificiellement à l'impôt des sommes ou des actifs en les localisant dans des pays non fiscalisés ou très faiblement fiscalisés (tels que les pays et territoires non coopératifs listés par le Conseil de l'Union européenne ou des pays très faiblement fiscalisés qui n'auraient pas signé la convention de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) d'assistance administrative mutuelle en matière fiscale).

En accord avec ses valeurs d'honnêteté et de loyauté, le Groupe SAVENCIA, met en œuvre des politiques fiscales et financières responsables, mesurées et maîtrisées.

Le Groupe s'assure du respect des législations locales par ses filiales et entretient des relations de long terme, basées sur la transparence, avec tous ses partenaires.

Le Groupe SAVENCIA veille, par son process interne, à ne pas investir dans un pays dit « non coopératif »⁽¹⁾. L'ensemble des départements fiscaux, juridiques et trésorerie s'assurent du respect de toutes les réglementations applicables.

3.2. Actions mises en œuvre et résultats

- La Direction Financière, via son département fiscal, assure par ailleurs le suivi et la mise à jour de la liste des pays non coopératifs éditée par le Conseil de l'Union européenne afin de veiller à la conformité des engagements du Groupe dans ce domaine.^{(2) (3)}
- Les équipes d'audit interne s'assurent également, lors de leurs revues menées en filiales, de l'application effective des procédures définies par le Groupe.
- Le Groupe n'a volontairement pas de base fiscale taxable dans des pays faiblement fiscalisés n'ayant pas signé la convention OCDE d'assistance administrative mutuelle en matière fiscale⁽⁴⁾.
- Le taux effectif d'impôt du Groupe est supérieur à la moyenne pondérée des taux d'imposition locaux dans lequel le Groupe est installé. En 2023, il ressort à 32,2%.

3.3. Indicateurs clés de performance

	2021	2022	2023
Nombre de pays et territoires non coopératifs ⁽¹⁾ dans lequel le Groupe est implanté	0	0	1

(1) Liste publiée au Journal officiel de l'Union européenne (C 413 I/3 du 12/10/2021).

Depuis le 21 février 2023, la Russie a été intégrée dans la liste des pays non coopératifs par l'Union Européenne. Le Groupe y est implanté depuis de nombreuses années et maintient son activité qui a pour but de nourrir la population locale.

(1) (2) (4) Jurisdictions participating in the convention on mutual administrative assistance in tax matters status – 13 september 2023
https://www.oecd.org/tax/exchange-of-tax-information/Status_of_convention.pdf

(2) <https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/eu-list-of-non-cooperative-jurisdictions/>

Application de la Taxonomie européenne

Application de la Taxonomie européenne aux activités de SAVENCIA Fromage & Dairy

1. Contexte

1.1. Rappel du contexte réglementaire

Le règlement européen 2020/852 du 18 juin 2020, dit « Taxonomie européenne », établit un cadre de référence visant à favoriser les investissements durables en imposant aux entreprises de publier les parts de leur chiffre d'affaires, de leurs dépenses d'investissements et de leurs dépenses d'exploitation qui contribuent de façon substantielle à un des six objectifs environnementaux suivants :

- Atténuation du changement climatique ;
- Adaptation au changement climatique ;
- Protection et utilisation durable de l'eau et des ressources marines ;
- Transition vers une économie circulaire ;
- Prévention et contrôle de la pollution ;
- Protection et restauration de la biodiversité et des écosystèmes.

Ainsi, la Commission européenne a défini des critères techniques permettant d'établir un langage commun sur la notion de durabilité et, par conséquent, d'orienter l'allocation de capitaux vers des activités contribuant substantiellement à l'atteinte d'un de ces six objectifs. Depuis juin 2023, la Commission européenne a étendu le champ d'application de la Taxonomie européenne aux quatre autres objectifs environnementaux, faisant ainsi entrés en vigueur les six objectifs environnementaux.

Dans ce cadre, les entreprises doivent communiquer en 2024 sur l'exercice 2023, la part de leur chiffre d'affaires, de leurs dépenses d'investissement et leurs dépenses d'exploitation associées à des activités économiques dites « éligibles », c'est-à-dire classifiées dans la Taxonomie européenne. Depuis l'exercice 2022, les entreprises sont tenues de publier leurs KPIs d'éligibilité, ainsi que la part alignée, c'est-à-dire respectant les critères de durabilité définis dans la Taxonomie pour les deux premiers objectifs d'atténuation et d'adaptation au changement climatique.

Pour les quatre nouveaux objectifs, seule l'éligibilité est requise en 2024 pour l'exercice fiscal 2023.

Pour répondre à ces obligations de reporting, une analyse détaillée de l'ensemble des activités de SAVENCIA Fromage & Dairy au sein des différentes entités consolidées a été menée conjointement par les Directions financière, RSE, industrielle, juridique, conformité, assurance et fiscale. L'identification des activités éligibles et la qualification de leur niveau d'alignement à la Taxonomie ont été réalisées conformément aux instructions et aux critères détaillés dans les actes délégués.

Une activité éligible sera considérée comme alignée si elle respecte le ou les critère(s) technique(s) de contribution substantielle, si elle ne porte pas de préjudice important aux autres objectifs environnementaux (critères dits Do Not Significantly Harm – DNSH définis par la taxonomie), et si elle respecte les garanties minimales relatives aux droits de l'homme, la corruption, la fiscalité et la concurrence.

2. Résultats

2.1. Résultats d'éligibilité et d'alignement pour l'exercice 2023

Résultats d'éligibilité et d'alignement pour l'exercice 2023 :

La Commission européenne a priorisé les secteurs d'activité ayant une contribution majeure aux émissions de gaz à effet de serre au niveau de l'UE. Le secteur de l'agroalimentaire n'étant, à ce jour, pas visé par le Règlement Taxonomie, SAVENCIA Fromage & Dairy a un niveau d'éligibilité à la taxonomie relativement faible.

SAVENCIA Fromage & Dairy veille à réduire l'empreinte environnementale de ses activités et de nombreux investissements sont réalisés en ce sens et le Groupe s'est engagé à réduire de 20 % ses émissions de gaz à effet de serre sur les scopes 1&2 à horizon 2025. De nombreuses actions sont menées en ce sens (cf chapitre « réduire nos émissions de GES »). En 2023, le Science Based Target initiative a validé les objectifs de réduction « well below 2° » de SAVENCIA Fromage & Dairy

Les données communiquées ci-dessous, en application de la réglementation taxonomie, ne sont donc pas totalement représentatives de l'effort engagé par le Groupe. En effet, le niveau de précision attendu par les textes réglementaires est très important et les outils de reporting ne sont pas encore totalement adaptés à ce stade.

L'analyse des activités éligibles pour l'exercice 2023 a modifié le référentiel d'éligibilité en y intégrant mieux l'objectif adaptation et en prenant en compte les quatre nouveaux objectifs. A noter, l'outil de reporting ne permettant pas à date de rattacher un investissement à un plan d'adaptation, aucune contribution à l'objectif adaptation n'a pu être identifié sur cet exercice.

Le rappel des indicateurs ainsi que des précisions sur la méthodologie d'évaluation et les définitions sont détaillés dans la note méthodologique relative à la taxonomie, présentée en annexe.

Indicateur Chiffre d'Affaires :

A l'instar de 2022, SAVENCIA Fromage & Dairy n'a identifié aucun chiffre d'affaires éligible car son activité n'est pas ciblée par les objectifs de la Taxonomie.

En effet, le secteur de l'agroalimentaire n'est pas considéré par la Taxonomie comme ayant une contribution substantielle au regard des six objectifs environnementaux.

De ce fait, le chiffre d'affaires SAVENCIA Fromage & Dairy n'est pas éligible.

Le tableau réglementaire figure en annexe de ce document (cf. Tableaux réglementaires taxonomie européenne).

Le total du Chiffre d'Affaires peut être rapproché des états financiers intégrés au rapport financier annuel 2023 (cf. état 1.1 des comptes consolidés).

Indicateur CapEx :

Au sein du Groupe, les investissements éligibles réalisés cette année couvrent trois objectifs environnementaux (Atténuation, Eau, Economie circulaire) sur les six objectifs.

Atténuation

- 4.15 Réseaux de chaleur/ froid
- 5.1 Construction, extension et exploitation de réseaux de captage, de traitement et de distribution
- 5.3 Construction, extension et exploitation de réseaux de collecte et de traitement des eaux usées
- 6.5 Transport par motos, voitures particulières et véhicules utilitaires légers
- 6.6 Transport routier de fret
- 7.1 Construction de bâtiments neufs
- 7.2 Rénovation de bâtiments existants
- 7.3 Installation, maintenance et réparation d'équipements favorisant l'efficacité énergétique
- 7.4 Installation, maintenance et réparation de stations de recharge pour véhicules électriques à l'intérieur de bâtiments (et dans des parcs de stationnement annexés à des bâtiments)
- 7.7 Acquisition et propriété de bâtiments
- 7.6 Installation, maintenance et réparation de technologies liées aux énergies renouvelables

Eau

- 2.1 Production et distribution d'eau

Économie circulaire

- 1.1 Fabrication d'emballages en matières plastiques
- 2.2 Production de nouvelles ressources en eau à des fins autres que la consommation humaine
- 3.1 Construction de bâtiments neufs
- 3.2 Rénovation de bâtiments existants

La part des investissements éligibles de SAVENCIA Fromage & Dairy pour l'année 2023 s'élève à 12,65 % sur un total de 294 millions d'euros (augmentation de CapEx brut sans retraitement des subventions).

Ces montants se réfèrent essentiellement à l'acquisition de bâtiment (7.7), à la construction (7.1) et la rénovation de bâtiments (7.2). La part alignée de ces dépenses d'investissement s'élève à 0,8% et concerne les investissements liés à l'activité 7.6 Installation, maintenance et réparation de technologies liées aux énergies renouvelables.

A périmètre égal, les données de l'exercice 2023 restent cohérentes par rapport à l'exercice 2022.

Le tableau réglementaire figure en annexe de ce document (cf. Tableaux réglementaires taxonomie européenne).

Le total des dépenses d'investissement peut être rapproché des états financiers intégrés au rapport financier annuel 2023 (cf. état 3 des comptes consolidés).

Le Groupe SAVENCIA prend en compte pour l'exercice 2023 l'ensemble de ses dépenses d'investissement, quelle que soit la source de leur financement, c'est-à-dire la valeur de ses immobilisations brutes. En 2023, face au contexte macro-économique agité et fortement inflationniste, le Groupe a priorisé les investissements les plus stratégiques.

Indicateur OpEx :

Le Règlement permet une exemption de publication si les OpEx visés par la Taxonomie ne sont pas matériels. De ce fait, il a été décidé de fixer un seuil raisonnable de matérialité à 5 % au regard des pratiques de place et de la compréhension du Règlement par SAVENCIA.

La démonstration de la non-matérialité a été calculée en comparant les OpEx ciblés par la Taxonomie aux OpEx totaux :

	2023
Total des OpEx au sens de la taxonomie	132 511 414 €
Total des OpEx Groupe	6 577 793 000 €
Matérialité des OpEx	2,0 %

Le tableau réglementaire figure en annexe de ce document (cf. Tableaux réglementaires taxonomie européenne).

Le total des dépenses d'investissement peut être rapproché des états financiers intégrés au rapport financier annuel 2023 (cf. état 3 des comptes consolidés).

2.2. Méthodologie d'évaluation des activités au regard des critères

Afin d'évaluer le niveau d'alignement actuel des activités identifiées comme éligibles, SAVENCIA Fromage & Dairy a procédé à une vérification du respect des critères d'examen technique de ces activités et des garanties minimales.

2.2.1. Contribution substantielle

Pour cette exercice, SAVENCIA Fromage & Dairy a ciblé les CapEx avec le potentiel d'éligibilité et d'alignement le plus élevé, tout en tenant compte de la matérialité des montants.

Concernant la méthodologie appliquée pour l'alignement de l'activité 7.6, SAVENCIA Fromage & Dairy a vérifié que les CAPEX éligibles sont bien décrits dans la liste des installations contenue dans la contribution substantielle.

2.2.2. DNSH générique - Adaptation au changement climatique

Pour répondre au critère DNSH relatif à l'objectif d'Adaptation au changement climatique visé par la Taxonomie, SAVENCIA Fromage & Dairy a sollicité son assureur afin de mener une étude sur les risques climatiques physiques couvrant la totalité des entités et des implantations géographiques. Cette analyse intègre différents scénarios climatiques et apporte une vision à moyen et long terme.

Le rapport détaille les différents risques par sites et par région, ainsi que les recommandations d'adaptation à mettre en place pour pallier ces risques. SAVENCIA Fromage & Dairy a lancé des travaux d'adaptation face aux risques identifiés.

Au vu de cette analyse, SAVENCIA Fromage & Dairy a estimé répondre au respect du DNSH adaptation pour cet exercice.

2.2.3. Garanties Minimales

SAVENCIA Fromage & Dairy a ainsi mené sa revue des garanties minimales en central via des ateliers conduits avec les directions concernées et a conclu au respect des garanties minimales, notamment grâce au respect des critères de 'non-alignement et à la mise en place de procédures et de diligences raisonnables.

D'autre part, SAVENCIA Fromage & Dairy met en œuvre les processus nécessaires pour valider le reste des critères de non-alignement, ces procédures étant résumées ci-après :

- Pour répondre aux garanties minimales en matière de **droits humains**, SAVENCIA Fromage & Dairy s'appuie sur un ensemble de politiques en lien avec les droits humains présenté dans ce document (cf. chapitre « respect des droits humains ») et dans son plan de vigilance.

- En matière de **corruption**, SAVENCIA Fromage & Dairy s'appuie sur un dispositif complet, conformément aux exigences de la loi Sapin II, d'identification des risques de corruption, de politiques de prévention et de processus d'alerte, déployé sur la totalité des activités en France et à l'international, et détaillé dans le chapitre du présent document « lutte contre la corruption ».

- En matière **fiscale**, SAVENCIA Fromage & Dairy s'engage au respect de la législation locale dans tous les pays où il opère et a choisi de ne pas investir dans tous les pays dits « non coopératifs » (cf. chapitre « lutte contre l'évasion fiscale »).

- Sur la thématique du **droit de la concurrence**, SAVENCIA Fromage & Dairy déploie plusieurs dispositifs : une formation liée aux enjeux du droit de la concurrence, et la mise à disposition d'une Charte Ethique à destination des collaborateurs (cf. chapitre « lutte contre la corruption »).

3. Perspectives

3.1. Axes d'amélioration

Au titre de l'exercice 2023, l'analyse de l'éligibilité et de l'alignement à la Taxonomie européenne a permis d'identifier des axes d'amélioration pour les prochains exercices de reporting Taxonomie. Ainsi SAVENCIA Fromage & Dairy a identifié des actions à mettre en place dans les prochains exercices :

- L'amélioration de la remontée des informations techniques afin de fluidifier la collecte des données spécifiques à la Taxonomie. Cela passera par des formations continues des équipes mises à contribution dans la collecte d'informations requise par la taxonomie verte européenne ;
- La valorisation des investissements réalisés dans le cadre des plans d'adaptation.

Synthèse des indicateurs clés - SAVENCIA Fromage & Dairy

ENJEUX SAVENCIA	KPI	2022	2023	Objectif 2025	Avancement
UN PLAISIR SAIN ET RESPONSABLE					
Déployer une démarche Clean Label sur 100 % des nouveaux produits vendus sous nos marques	% de nouveaux produits vendus sous nos marques ayant engagé une démarche Clean Label	75,4 %	88,1 %	100 %	↗
Mettre en place une information nutritionnelle claire pour 100 % de nos produits à marque	% de produits à marque vendus en grande distribution comportant un étiquetage nutritionnel à la portion	59,6 %	71,8 %	100 %	↗
DES FILIÈRES AGRICOLES DURABLES					
Étendre la Charte des Bonnes Pratiques d'élevage à l'ensemble de notre collecte laitière dans le monde	Étendre la Charte des Bonnes Pratiques d'Élevage dans le monde (% volume lait collecté)	86,8 %	81,3 %	100 %	↘
Déployer le diagnostic « Production Laitière Durable »	Déployer le Diagnostic Production Laitière Durable (% volume lait collecté)	23,8 %	25,6 %	50 %	↗
Déployer notre Charte pour le Bien-Être Animal	% de collaborateurs Approvisionnements Laitiers des sites SAVENCIA formés sur le bien-être animal	61,5 %	69,0 %	100 %	↗
Développer des achats responsables auprès de l'ensemble de nos fournisseurs hors matières premières agricoles	% des dépenses externes du Groupe pilotées par l'organisation Achats et réalisées avec les fournisseurs majeurs par la Charte Achats Responsables	66,8 %	73,0 %	80 %	↗
	% des dépenses externes du Groupe pilotées par l'organisation Achats et réalisées avec les fournisseurs majeurs par les évaluations EcoVadis	75,7 %	80,8 %	80 %	↗
L'EMPREINTE ENVIRONNEMENTALE					
Réduire nos émissions de gaz à effet de serre de production et de transport	Réduction des GES Scopes 1 & 2 (tonnes équiv. CO ₂ /tonne fabriquée)	-10%*	-16,5%	-20 %	↗
Réduire l'empreinte carbone de notre collecte laitière	Réduire l'empreinte carbone de notre collecte laitière (volume de laits collectés, en tonnes équiv. CO ₂ cumulées versus 2010 en France)	-311 000	-341 345	-300 000	↗
Réduire les prélèvements d'eau	Réduction des prélèvements d'eau (en m ³ /tonne fabriquée)	-1,2 %	-6,5 %	-10 %	↗
Renforcer le tri et la valorisation des déchets industriels en contribuant à des solutions circulaires	% de déchets courants évacués en vue de valorisation	68,2 %	73,1 %	-	↗
Développer l'écoconception de nos emballages	Taux d'emballages recyclables ou biodégradables	84,8 %	86,1 %	Tendre vers 100 %	↗

(*) voir chapitre correspondant

ENJEUX SAVENCIA	KPI	2022	2023	Objectif 2025	Avancement
LE BIEN-ÊTRE DE NOS COLLABORATEURS					
Garantir la sécurité de nos collaborateurs	% de filiales sans accident de travail avec arrêt (effectifs inscrits et intérimaires) dans l'année	46,9 %	49,5 %	Tendre vers le « zéro » accident de travail	↗
Améliorer la qualité de vie au travail	% de filiales ayant réalisé une enquête d'opinion interne dans les trois dernières années	90,5%*	94,5 %	100 %	↗
Développer les compétences	% de collaborateurs formés dans l'année (effectif inscrit)	76,5 %	82,6 %	-	↗
	Nombre de contrats d'alternance	471	418	458	↘
S'engager en faveur de la diversité et de l'inclusion	% de femmes parmi les managers	43,0 %	43,0 %	50 %	=
Favoriser l'engagement solidaire des collaborateurs	% de filiales soutenant au moins une action de solidarité	63,3 %	69,1 %	100 %	↗
ÉTHIQUE ET CONFORMITÉ					
Respect des droits humain	% de collaborateurs bénéficiant d'instances collectives de représentation du personnel **	80,0 %	80,8 %	85 %	↗
Lutter contre la corruption	% des collaborateurs concernés, formés sur la notion d'éthique et de fraude	96,0 %	96,0 %	100 %	=
Lutter contre l'évasion fiscale	Nombre de pays et territoires non coopératifs dans lequel le Groupe est implanté	0	1	0	↘

(*) (**) voir chapitre correspondant

Modalités de reporting

Les modalités de reporting ont été définies conformément aux référentiels et pratiques en vigueur. Les hypothèses méthodologiques retenues dans la définition des indicateurs sociaux, environnementaux et sociétaux pourront être revues et ajustées en fonction des évolutions de périmètre, de réglementation et d'interprétations de place.

SAVENCIA Fromage & Dairy publie volontairement une Déclaration de Performance Extra-Financière (DPEF), élaborée conformément à la directive européenne 2014/95/UE sur la publication d'informations non financières (NFRD), en respectant les dispositions des articles L. 225-102-1, R. 225-105 et R. 225-105-1 du code de commerce. Les données au format de la précédente réglementation « Grenelle II », utiles pour les agences de notation, sont disponibles dans un document spécifique consultable sur le site internet savencia-fromagedairy.com.

Organisation du reporting

La collecte des indicateurs Responsabilité Sociétale d'Entreprise (RSE) est pilotée par les Directions métiers, dans leurs domaines respectifs. Elles s'appuient sur leur réseau d'experts locaux qui sont les contributeurs des données.

La Direction RSE est l'interlocuteur privilégié des vérificateurs externes.

Périmètre

Les données présentées dans ce rapport sont consolidées sur l'année 2023, du 1er janvier au 31 décembre 2023.

- volet « Plaisir sain et responsable » : 100 % des filiales.
- volet « Bien-être de nos collaborateurs » : 100 % des effectifs inscrits fin de période.
- volet « Empreinte environnementale » : 100 % des sites de production.
- calcul du bilan carbone SAVENCIA Fromage & Dairy : 100% des sites.

Procédures et guides de reporting

Deux guides de reporting environnemental et social définissent les indicateurs de performance environnementaux et sociaux du Groupe. Une note méthodologique présente le processus de sélection des enjeux retenus par le Groupe.

Ces documents servent de référentiels pour la vérification externe des données, conformément au décret d'application de l'article L. 225-102-1 du code de commerce.

Outils de reporting

Les données sont remontées et consolidées au moyen d'un outil spécifique du Groupe pour l'ensemble des filiales.

Un questionnaire annuel est adressé et renseigné par toutes les filiales du périmètre RSE, tous types de sites confondus : production, logistique et commercial. Il permet de collecter l'ensemble des informations requises.

Consolidation et contrôle interne

Au niveau Groupe, les responsables du reporting RSE consolident les données collectées afin de générer les indicateurs Groupe présentés dans ce chapitre.

Ils assurent également le contrôle interne des données, en validant leur cohérence et leur vraisemblance. Pour ce faire, des tests de cohérence sont réalisés sur les indicateurs, les variations sont mises en évidence et justifiées.

Les écarts significatifs identifiés sont analysés avec le contributeur de la donnée.

Vérification externe

La nature des travaux réalisés par l'organisme tiers indépendant et ses conclusions sont présentées en annexe.

Annexes

1. Tableaux réglementaires Taxonomie européenne

Activités économiques ⁽¹⁾	Code(s) ⁽²⁾	Chiffre d'affaires absolu ⁽³⁾ en €	Part du chiffre d'affaires ⁽⁴⁾	
A. ACTIVITÉS ÉLIGIBLES A LA TAXONOMIE				
A.1. Activités durables sur le plan environnemental (alignées sur la Taxonomie)				
Chiffre d'affaires des activités durables sur le plan environnemental (alignées sur la Taxonomie) (A.1)		0	0%	
Dont habitantes	N/A	0	0%	
Dont transitoires	N/A	0	0%	
A.2 Activités éligibles à la Taxonomie mais non durables sur le plan environnemental (non alignées sur la Taxonomie) (g)				
Chiffre d'affaires des activités éligibles à la taxonomie mais non durables sur le plan environnemental (non alignées sur la taxonomie) (A.2.)		0	0%	
A.Chiffre d'affaires des activités éligibles à la taxonomie (A.1. + A.2.)		0	0%	
B. Activités non éligibles à la taxonomie				
Chiffre d'affaires des activités non éligibles à la taxonomie		6 790 712 721 €	100%	
Total (A. + B.)		6 790 712 721 €	100%	

Activités économiques ⁽¹⁾	Code(s) ⁽²⁾	CapEx ⁽³⁾ en €	Part des CapEx ⁽⁴⁾	
A. ACTIVITÉS ÉLIGIBLES A LA TAXONOMIE				
A.1. Activités durables sur le plan environnemental (alignées sur la Taxonomie)				
Installation, maintenance et réparation de technologies liées aux énergies renouvelables	CCM 7.6	2 129 180	0,8%	
Transport par motos, voitures particulières et véhicules utilitaires légers	CCM 6.5	0	0,0%	
CapEx durables sur le plan environnemental (alignés sur la Taxonomie) (A.1.)		2 129 180	0,8%	
Dont habitantes		2 129 180	0,8%	
Dont transitoires		0	0,0%	
A.2 Activités éligibles à la Taxonomie mais non durables sur le plan environnemental (non alignés sur la Taxonomie) (g)				
Fabrication d'emballages en matières plastiques	CE 1.1	156 491	0,05%	
Production et distribution d'eau	WTR 2.1	160 820	0,05%	
Production de nouvelles ressources en eau à des fin autres que la consommation humaine	CE 2.2	123 710	0,04%	
Réseaux de chaleur/ froid	CCM 4.15	137 970	0,05%	
Construction, extension et exploitation de réseaux de captage, de traitement et de distribution	CCM 5.1	1 319 954	0,45%	
Construction, extension et exploitation de réseaux de collecte et de traitement des eaux usées	CCM 5.3	335 717	0,11%	
Transport par motos, voitures particulières et véhicules utilitaires légers	CCM 6.5	9 264 394	3,15%	
Transport routier de fret	CCM 6.6	239 869	0,08%	
Construction de bâtiments neufs	CCM 7.1 / CE 3.1	8 049 524	2,74%	
Rénovation de bâtiments existants	CCM 7.2 / CE 3.2	5 988 350	2,04%	
Installation, maintenance et réparation d'équipements favorisant l'efficacité énergétique	CCM 7.3	2 344 147	0,80%	
Installation, maintenance et réparation de stations de recharge pour véhicules électriques à l'intérieur de bâtiments (et dans des parcs de stationnement annexés à des bâtiments)	CCM 7.4	79 920	0,03%	
Installation, maintenance et réparation de technologies liées aux énergies renouvelables	CCM 7.6	1 547 000	0,53%	
Acquisition et propriété de bâtiments	CCM 7.7	5 257 479	1,79%	
CapEx éligibles à la taxonomie mais non durables sur le plan environnemental (non alignés) (A.2.)		35 005 344	11,90%	
A.CapEx des activités éligibles à la taxonomie (A.1. + A.2.)		37 224 524	12,65%	
B. Activités non éligibles à la taxonomie				
CapEx non éligibles à la taxonomie		256 938 381	87%	
Total (A. + B.)		294 162 906	100%	

	0,0%	0%	0%	0%	0%	0%	NON	NON	NON	NON	NON	NON	NON	NON	0 %			
	0,0%	0%	0%	0%	0%	0%	NON	NON	NON	NON	NON	NON	NON	NON	0 %	H		
	0,0%						NON	NON	NON	NON	NON	NON	NON	NON	0 %		T	
	0,0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %									0 %			
	0,0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %									0 %			

Garanties minimales (17)	Part des CapEx alignées sur la taxonomie (A.1.) ou éligibles (A.2.) à la taxonomie, FY 2022 ⁽¹⁸⁾	Catégorie activité habilitante (19)	Catégorie activité transitoire (20)
Biodiversité et écosystèmes (16)			
Economie circulaire (15)			
Pollution (14)			
Eau (13)			
Adaptation au changement climatique (12)			
Atténuation au changement climatique (11)			
Biodiversité (10)			
Economie circulaire (9)			
Pollution (8)			
Eau (7)			
Adaptation au changement climatique (6)			
Atténuation au changement climatique (5)			

Activités économiques ⁽¹⁾	Code(s) ⁽²⁾	OpEx ⁽³⁾ en €	Part des OpEx ⁽⁴⁾	
A. Activités éligibles à la Taxonomie				
A.1. Activités durables sur le plan environnemental (alignés sur la Taxonomie)				
OpEx durables sur le plan environnemental (alignés sur la Taxonomie) (A.1.)		0	0%	
Dont habilitantes		0	0%	
Dont transitoires		0	0%	
A.2 Activités éligibles à la Taxonomie mais non durables sur le plan environnemental (non alignés sur la Taxonomie) (g)				
OpEx éligibles à la taxonomie mais non durables sur le plan environnemental (non alignés) (A.2.)		0	0%	
A.OpEx des activités éligibles à la taxonomie (A.1. + A.2.)		0	0%	
B. Activités non éligibles à la taxonomie				
OpEx non éligibles à la taxonomie		132 511 414	100%	
Total (A + B)		132 511 414	100%	

	Part du Chiffre d'affaires/ chiffre d'affaires total		Part des CapEx/Total des CapEx		Part des OpEx/Total des OpEx	
	Alignée sur la taxonomie par objectif	Éligible à la taxonomie par objectif	Alignée sur la taxonomie par objectif	Éligible à la taxonomie par objectif	Alignée sur la taxonomie par objectif	Éligible à la taxonomie par objectif
CCM	0,0 %	0,0 %	0,8 %	12,50 %	0,0 %	0,0 %
CCA	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
WTR	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,05 %	0,0 %	0,0 %
CE	0,0 %	0,0 %	0,0 %	4,87 %	0,0 %	0,0 %
PPC	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
BIO	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %

Ligne	Activités liées à l'énergie nucléaire	
1.	L'entreprise exerce, finance ou est exposée à des activités de recherche, de développement, de démonstration et de déploiement d'installations innovantes de production d'électricité à partir de processus nucléaires avec un minimum de déchets issus du cycles du combustible.	Non
2.	L'entreprise exerce, finance ou est exposée à des activités de construction et d'exploitation sûre de nouvelles installations nucléaires de production d'électricité ou de chaleur industrielle, notamment à des fins de chauffage urbain ou aux fins de procédés industriels tels que la production d'hydrogène, y compris leurs lises à niveau de sûreté, utilisant les meilleures technologies disponibles.	Non
3.	L'entreprise exerce, finance ou est exposée à des activités de construction et d'exploitation sûre d'installations nucléaires existantes de production d'électricité ou de chaleur industrielle, notamment à des fins de chauffage urbain ou aux fins de procédés industriels tels que la production d'hydrogène, à partir d'énergie nucléaire, y compris leurs mises à niveau de sûreté.	Non
Activités liées au gaz fossile		
4.	L'entreprise exerce, finance ou est exposée à des activités de construction ou d'exploitation d'installations de production d'électricité à partir de combustibles fossiles gazeux.	Non
5.	L'entreprise exerce, finance ou est exposée à des activités de construction, de remise en état et d'exploitation d'installations de production combinée de chaleur/froid et d'électricité à partir de combustibles fossiles gazeux.	Non
6.	L'entreprise exerce, finance ou est exposée à des activités de construction, de remise en état ou d'exploitation d'installations de production de chaleur qui produisent de la chaleur/du froid à partir de combustibles fossiles gazeux.	Non

	Critères de contribution substantielle						Critères d'absence de préjudice important («critères DNSH») (h)							Garanties minimales (17)	Part des OpEx alignées sur la taxonomie (A.1.) ou éligibles à la taxonomie (A.2.), FY 2022 (18)	Catégorie activité habitante (19)	Catégorie activité transitoire (20)
	Adaptation au changement climatique (5)	Adaptation au changement climatique (6)	Eau (7)	Pollution (8)	Economie circulaire (9)	Biodiversité (10)	Atténuation au changement climatique (11)	Atténuation au changement climatique (12)	Eau (13)	Pollution (14)	Economie circulaire (15)	Biodiversité et écosystèmes (16)					
	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	%			
	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	%	H		
	0 %						N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	%		T	
	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %								0 %			
	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %								0 %			

2. Note méthodologique Taxonomie européenne

2.1. Rappel des indicateurs et réconciliation avec les états financiers

2.1.1 Chiffre d'affaires

Dans le cadre de l'actualisation du référentiel d'éligibilité de 2023, il est à noter les éléments suivants :

- Conformément au Règlement européen 2020/852 du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables au sein de l'Union européenne (UE), SAVENCIA Fromage & Dairy, de par son statut d'entité d'intérêt public, est tenu de publier, au titre de l'exercice 2021, la part de son chiffre d'affaires, de ses investissements et dépenses d'exploitation éligibles résultant de produits et/ou services associés à des activités économiques considérées comme durables au sens de la classification et des critères définis dans la Taxonomie. SAVENCIA Holding, n'est pas, à date, dans le champ d'application de ce Règlement. L'analyse et les éléments chiffrés présentés concerne par conséquent les activités du périmètre SAVENCIA Fromage & Dairy (ci-après le Groupe).
- Les données financières sont issues des comptes consolidés au 31 décembre 2023 ; les dénominateurs Taxonomie des KPI chiffre d'affaires et des dépenses d'investissement peuvent donc être réconciliés avec les états financiers comme requis par le règlement.

Définition

La part du chiffre d'affaires visée à l'article 8 du règlement (UE) 2020/852 est obtenue en divisant la partie du chiffre d'affaires net tirée de produits ou de services, y compris d'actifs incorporels, associés à des activités économiques éligibles et alignées sur la Taxonomie (numérateur) par le chiffre d'affaires net (dénominateur) tel que défini à l'article 2, point 5), de la directive 2013/34/UE. Le chiffre d'affaires inclut les produits comptabilisés selon la norme comptable internationale 1, paragraphe 82, point a), telle qu'adoptée par le règlement (CE) n° 1126/2008 de la Commission.

2.1.2. CapEx

Définition

A noter, la FAQ publiée par la Commission Européenne le 19 décembre 2022 portant sur l'Article 8 a précisé que la source de financement des dépenses d'investissement n'est pas pertinente aux fins de l'évaluation de l'alignement de ces dépenses à la Taxonomie.

Les investissements éligibles et alignés remplissent l'une des conditions suivantes :

- Ces dépenses sont liées à des actifs ou processus associés à des activités économiques éligibles et alignées à la Taxonomie ;
- Ces dépenses font partie d'un plan visant l'expansion d'activités économiques alignées à la Taxonomie ou visant à permettre à des activités économiques éligibles à la Taxonomie de s'aligner sur celle-ci (« plan de CapEx ») ;
- Ces dépenses sont liées à l'achat de production d'activités économiques éligibles et alignées à la Taxonomie et à des mesures individuelles permettant aux activités ciblées de devenir sobres en carbone ou d'aboutir à des réductions d'émissions de gaz à effet de serre (notamment les activités répertoriées aux points 7.3 à 7.6 de l'annexe I de l'acte délégué sur le climat, ou d'autres activités économiques répertoriées dans les actes délégués).

Les montants concernés comprennent les entrées d'actifs corporels et incorporels de l'exercice considéré, avant amortissement et avant toute remesure, y compris les remesures résultant de réévaluations et de dépréciations, pour l'exercice concerné, à l'exclusion des variations de la juste valeur. Il comprend aussi les entrées d'actifs corporels et incorporels résultant de regroupements d'entreprises, ainsi que les entrées de contrats, les réévaluations de contrats et les entrées de périmètre relatifs à l'application de l'IFRS16.

2.1.3. OpEx

Définition

Les dépenses d'exploitation retenues par SAVENCIA Fromage & Dairy en application des dispositions de la Taxonomie, telles que prévue en 2023, concernent les catégories suivantes :

- Les dépenses de recherche et développement non-capitalisées, incluant notamment les frais de personnel associés, retraitées des crédits d'impôt reçus sur la période ;
- Les contrats de location à court terme tels que déterminés conformément à la norme IFRS 16 et comprennent les dépenses relatives aux contrats de location à court terme et aux contrats de location de faible valeur ;
- Les dépenses d'entretien, de réparation, de maintenance et les autres dépenses directes liées à l'entretien quotidien des actifs des immobilisations corporelles.

Rapport de l'un des commissaires aux comptes sur la vérification de la déclaration consolidée de performance extra-financière

Exercice clos le 31 décembre 2023

A l'attention de la direction générale de la société Savencia S.A.,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société (ci-après « entité »), nous avons mené des travaux visant à formuler un avis motivé exprimant une conclusion d'assurance modérée sur les informations historiques (constatées ou extrapolées) de la déclaration consolidée de performance extra-financière, préparées selon les procédures de l'entité (ci-après le « Référentiel »), pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 (ci-après respectivement les « Informations » et la « Déclaration »), établie de manière volontaire dans le rapport de gestion de la société Savencia S.A. dans le respect des dispositions des articles L. 225-102-1, R. 225-105 et R. 225-105-1 du code de commerce.

Conclusion

Sur la base des procédures que nous avons mises en œuvre, telles que décrites dans la partie « Nature et étendue des travaux », et des éléments que nous avons collectés, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause le fait que la déclaration consolidée de performance extra-financière respecte les dispositions des articles L. 225-102-1, R. 225-105 et R. 225-105-1 du code de commerce, et que les Informations, prises dans leur ensemble, sont présentées, de manière sincère, conformément au Référentiel.

Préparation de la déclaration de performance extra-financière

L'absence de cadre de référence généralement accepté et communément utilisé ou de pratiques établies sur lesquels s'appuyer pour évaluer et mesurer les Informations permet d'utiliser des techniques de mesure différentes, mais acceptables, pouvant affecter la comparabilité entre les entités et dans le temps.

Par conséquent, les Informations doivent être lues et comprises en se référant au Référentiel dont les éléments significatifs sont présentés dans la Déclaration (ou disponibles sur demande au siège de l'entité).

Limites inhérentes à la préparation des Informations

Comme indiqué dans la Déclaration, les Informations peuvent être sujettes à une incertitude inhérente à l'état des connaissances scientifiques ou économiques et à la qualité des données externes utilisées. Certaines informations sont sensibles aux choix méthodologiques, hypothèses et/ou estimations retenues pour leur établissement et présentées dans la Déclaration.

Responsabilité de la Société

Il appartient au Conseil d'administration de :

- sélectionner ou établir des critères appropriés pour la préparation des Informations ;
- préparer une Déclaration conforme aux dispositions légales et réglementaires, incluant une présentation du modèle d'affaires, une description des principaux risques extra-financiers, une présentation des politiques appliquées au regard de ces risques ainsi que les résultats de ces politiques, incluant des indicateurs clés de performance et par ailleurs les informations prévues par l'article 8 du règlement (UE) 2020/852 (taxonomie verte) ;
- préparer la Déclaration en appliquant le Référentiel de l'entité tel que mentionné ci-avant ; ainsi que
- mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement des Informations ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

La Déclaration a été établie par le Conseil d'administration.

Responsabilité du commissaire aux comptes

Il nous appartient, sur la base de nos travaux, de formuler un avis motivé exprimant une conclusion d'assurance modérée sur :

- la conformité de la Déclaration aux dispositions prévues à l'article R. 225-105 du code de commerce ;
- la sincérité des informations historiques (constatées ou extrapolées) fournies en application du 3° du I et du II de l'article R. 225-105 du code de commerce, à savoir les résultats des politiques, incluant des indicateurs clés de performance, et les actions, relatifs aux principaux risques.

Comme il nous appartient de formuler une conclusion indépendante sur les Informations telles que préparées par la direction, nous ne sommes pas autorisés à être impliqués dans la préparation desdites Informations, car cela pourrait compromettre notre indépendance.

Il ne nous appartient pas de nous prononcer sur :

- le respect par l'entité des autres dispositions légales et réglementaires applicables (notamment en matière d'informations prévues par l'article 8 du règlement (UE) 2020/852 (taxonomie verte), de plan de vigilance et de lutte contre la corruption et l'évasion fiscale) ;
- la sincérité des informations prévues par l'article 8 du règlement (UE) 2020/852 (taxonomie verte) ;
- la conformité des produits et services aux réglementations applicables.

Doctrines professionnelle applicable

Nos travaux décrits ci-après ont été effectués conformément à la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette intervention, notamment l'avis technique de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes, Intervention du commissaire aux comptes, intervention de l'OTI – Déclaration de performance extra-financière, et à la norme internationale ISAE 3000 (révisée)¹.

Indépendance et contrôle qualité

Notre indépendance est définie par les dispositions prévues à l'article L. 822-11 du code de commerce et le code de déontologie de la profession. Par ailleurs, nous avons mis en place un système de contrôle qualité qui comprend des politiques et des procédures documentées visant à assurer le respect des textes légaux et réglementaires applicables, des règles déontologiques et de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette intervention.

Moyens et ressources

Nos travaux ont mobilisé les compétences de sept personnes et se sont déroulés entre décembre 2023 et mars 2024 sur une durée totale d'intervention de douze semaines.

Nous avons fait appel, pour nous assister dans la réalisation de nos travaux, à nos spécialistes en matière de développement durable et de responsabilité sociétale. Nous avons mené une dizaine d'entretiens avec les personnes responsables de la préparation de la Déclaration, représentant notamment les directions RSE, ressources humaines, sécurité et environnement, approvisionnements laitiers, achats, nutrition, risques et conformité.

Nature et étendue des travaux

Nous avons planifié et effectué nos travaux en prenant en compte le risque d'anomalies significatives sur les Informations.

Nous estimons que les procédures que nous avons menées en exerçant notre jugement professionnel nous permettent de formuler une conclusion d'assurance modérée :

- Nous avons pris connaissance de l'activité de l'ensemble des entités incluses dans le périmètre de consolidation et de l'exposé des principaux risques ;
- Nous avons apprécié le caractère approprié du Référentiel au regard de sa pertinence, son exhaustivité, sa fiabilité, sa neutralité et son caractère compréhensible, en prenant en considération, le cas échéant, les bonnes pratiques du secteur ;
- Nous avons vérifié que la Déclaration couvre chaque catégorie d'information prévue au III de l'article L. 225-102-1 en matière sociale et environnementale ainsi que de respect des droits de l'homme et de lutte contre la corruption et l'évasion fiscale.
- Nous avons vérifié que la Déclaration présente les informations prévues au II de l'article R. 225-105 lorsqu'elles sont pertinentes au regard des principaux risques ;
- Nous avons vérifié que la Déclaration présente le modèle d'affaires et une description des principaux risques liés à l'activité de l'ensemble des entités incluses dans le périmètre de consolidation, y compris, lorsque cela s'avère pertinent et proportionné, les risques créés par ses relations d'affaires, ses produits ou ses services, ainsi que les politiques, les actions et les résultats, incluant des indicateurs clés de performance afférents aux principaux risques ;
- Nous avons vérifié que la Déclaration comprend une explication claire et motivée des raisons justifiant l'absence de politique concernant un ou plusieurs de ces risques conformément au I de l'article R. 225-105 du code de commerce ;

¹ ISAE 3000 (révisée) - Assurance engagements other than audits or reviews of historical financial information

- Nous avons consulté les sources documentaires et mené des entretiens pour :
 - apprécier le processus de sélection et de validation des principaux risques ainsi que la cohérence des résultats, incluant les indicateurs clés de performance retenus, au regard des principaux risques et politiques présentés, et
 - corroborer les informations qualitatives (actions et résultats) que nous avons considérées les plus importantes présentées en Annexe. Pour certains risques², nos travaux ont été réalisés au niveau de l'entité consolidante, pour les autres risques, des travaux ont été menés au niveau de l'entité consolidante et dans une sélection d'entités³.
- Nous avons vérifié que la Déclaration couvre le périmètre consolidé, à savoir l'ensemble des entités incluses dans le périmètre de consolidation conformément à l'article L. 233-16 du code de commerce, avec les limites précisées dans la Déclaration ;
- Nous avons pris connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par l'entité et avons apprécié le processus de collecte visant à l'exhaustivité et à la sincérité des Informations ;
- Pour les indicateurs clés de performance et les autres résultats quantitatifs que nous avons considérés les plus importants présentés en Annexe, nous avons mis en œuvre :
 - des procédures analytiques consistant à vérifier la correcte consolidation des données collectées ainsi que la cohérence de leurs évolutions ;
 - des tests de détail sur la base de sondages ou d'autres moyens de sélection, consistant à vérifier la correcte application des définitions et procédures et à rapprocher les données des pièces justificatives. Ces travaux ont été menés auprès d'une sélection d'entités contributrices³ et couvrent entre 15% et 100% des données consolidées sélectionnées pour ces tests ;
- Nous avons apprécié la cohérence d'ensemble de la Déclaration par rapport à notre connaissance de l'ensemble des entités incluses dans le périmètre de consolidation.

Les procédures mises en œuvre dans le cadre d'une mission d'assurance modérée sont moins étendues que celles requises pour une mission d'assurance raisonnable effectuée selon la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes ; une assurance de niveau supérieur aurait nécessité des travaux de vérification plus étendus.

Paris la Défense, le 24 mars 2024

KPMG S.A.

Arnaud Rinn
Associé

Fanny Houlliot
Expert ESG

² Codévelopper avec nos fournisseurs de matières premières agricoles un approvisionnement plus durable ; Promouvoir des achats responsables ; Respect des droits humains ; Lutte contre la corruption ; Lutte contre l'évasion fiscale.

³ BG – Usine Illoud (France) ; Sofivo – Usine Pontmain (France) ; Fromarsac – Usine Marsac (France) ; ICC Paslek LTD – Usine Paslek (Pologne) ; Polenghi – Usine Goiatuba (Brésil) ; Advanced Food Products – Usine Clear Lake (Etats-Unis).

Annexe

Informations qualitatives (actions et résultats) considérées les plus importantes

Mesures pour améliorer l'empreinte environnementale de la collecte laitière
Résultat du bilan carbone scope 3 sur le périmètre SAVENCIA Fromage & Dairy
Mesures prises en matière d'écoconception des emballages
Actions de réduction de la consommation d'eau
Mesures visant à réduire et valoriser les biodéchets
Engagements pour des approvisionnements durables et responsables
Suivi de la démarche Clean Label
Actions engagées en faveur des droits humains et des libertés fondamentales auprès de l'ensemble des acteurs de la chaîne de valeur
Mesures mises en place en matière de bonne conduite des affaires et de lutte contre la corruption

Indicateurs clés de performance et autres résultats quantitatifs considérés les plus importants

Pourcentage de filiales sans accident de travail avec arrêt (effectifs inscrits & intérimaires) dans l'année
Pourcentage de filiales ayant réalisé une enquête d'opinion interne dans les trois dernières années
Pourcentage de collaborateurs formés dans l'année
Pourcentage de femmes parmi les managers
Pourcentage de filiales soutenant au moins une action de solidarité
Pourcentage de nouveaux produits vendus sous nos marques ayant engagé une démarche Clean Label
Pourcentage de produits à marque vendus en grande distribution comportant un étiquetage nutritionnel à la portion
Pourcentage de déploiement du Diagnostic Production Laitière Durable (% volumes lait collecté)
Pourcentage des dépenses externes du Groupe pilotées par l'organisation Achats et réalisées avec les fournisseurs majeurs par la Charte Achats
Réduction des GES Scopes 1 & 2 en tonnes équiv. CO ₂ / tonne fabriquée
Réduction de l'empreinte carbone de la collecte laitière (volume de laits collectés, en tonnes équiv. CO ₂ cumulées versus 2010 en France)
Réduction des prélèvements d'eau en m ³ / tonne fabriquée
Pourcentage de déchets courants évacués en vue de valorisation
Taux d'emballages recyclables ou biodégradables
Pourcentage de collaborateurs bénéficiant d'instances collectives de représentation du personnel
Pourcentage des collaborateurs concernés, formés sur la notion d'éthique et de fraude
Nombre de pays et territoires non coopératifs dans lequel le Groupe est implanté

Table de correspondance GRI - GRENELLE II - Déclaration de Performance Extra-Financière

GRI G4	Grenelle II – Décret du 24/04/2012 Données disponibles sur le site internet savencia- fromagedairy.com		Déclaration de Performance Extra-Financière	Pages
I. INFORMATIONS SOCIALES				
	I.A)	EMPLOI		
G4-9	I.a) 1.1	Effectif total	Données Grenelle II disponibles sur savencia-fromagedairy.com	
G4-10 LA1 LA12	I.a) 1.2	Répartition des salariés par sexe		
LA1 LA12	I.a) 1.3	Répartition des salariés par âge		
G4-10 LA1 LA12	I.a) 1.4	Répartition des salariés par zone géographique		
EC6 LA1 (*)	I.a) 2.1	Embauches		
LA1 (*)	I.a) 2.2	Licenciements		
G4-51 (*) G4-52* G4-53* G4-54 (*) EC1 EC5	I.a) 3.1	Rémunérations		
G4-55 (*)	I.a) 3.2	Évolution des rémunérations		
	I.B)	ORGANISATION DU TRAVAIL		
-	I.b) 1	Organisation du temps de travail		
G4-LA6	I.b) 2	Absentéisme		
	I.C)	RELATIONS SOCIALES		
LA4	I.c) 1	Organisation du dialogue social, procédures d'information, de négociation et de consultation du personnel	SOCIAL/Accords collectifs et actions diversité	38
-	I.c) 2	Bilan des accords collectifs		
	I.D)	SANTÉ ET SÉCURITÉ		
LA5	I.d) 1	Conditions de santé et de sécurité au travail	SOCIAL/Accords collectifs et actions diversité	38
LA8	I.d) 2	bilan des accords signés avec les organisations syndicales ou les représentants du personnel en matière de santé et de sécurité au travail		
LA6 LA7	I.d) 3	Fréquence et gravité des accidents du travail		
LA6	I.d) 4	Maladies professionnelles		
	I.E)	FORMATION		
LA10 LA11	I.e) 1	Politiques mises en œuvre en matière de formation	SOCIAL	39
LA9 HR2	I.e) 2	Nombre total d'heures de formation		
	I.F)	ÉGALITÉ DE TRAITEMENT		
LA3 LA12 LA13	I.f) 1	Mesures prises en faveur de l'égalité femmes/hommes	SOCIAL/Accords collectifs et actions diversité/ Handicap	40
LA 12 (*)	I.f) 2	Mesures prises en faveur de l'emploi et de l'insertion des personnes handicapées		
LA12 HR3	I.f) 3	Politique de lutte contre les discriminations		
	I.G)	PROMOTION ET RESPECT DES STIPULATIONS DES CONVENTIONS FONDAMENTALES DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL (OIT)		

GRI G4	Grenelle II – Décret du 24/04/2012 Données disponibles sur le site internet savencia- fromagedairy.com		Déclaration de Performance Extra-Financière	Pages
HR3 HR4 HR5 HR6	I.g) 1	Au respect de la liberté d'association et du droit de négociation collective	SOCIAL/Accords collectifs et actions diversité	43
	I.g) 2	À l'élimination des discriminations en matière d'emploi et de profession		
	I.g) 3	À l'élimination du travail forcé ou obligatoire		
	I.g) 4	À l'abolition effective du travail des enfants		
II. INFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES				
	II.A)	POLITIQUE GÉNÉRALE EN MATIÈRE ENVIRONNEMENTALE		
G4-1	II.a) 1.1	Organisation de la société pour prendre en compte les questions environnementales	ENVIRONNEMENT	31
G4-EN32	II.a) 1.2	Démarches d'évaluation ou de certification en matière d'environnement		
G4-43 (*) G4-37 G4-51 G4-55	II.a) 2	Formation et information des salariés en matière de protection de l'environnement		
EN30 EN31	II.a) 3	Moyens consacrés à la prévention des risques environnementaux et des pollutions		
EC2	II.a) 4	Montant des provisions et garanties pour risques en matière d'environnement		
	II.B)	POLLUTION		
EN 10 EN20 EN21 EN 22 EN24 EN 26	II.b) 1	Mesures de prévention, de réduction ou de réparation de rejets dans l'air, l'eau et le sol affectant l'environnement	Données Grenelle II disponibles sur savencia-fromagedairy.com	
EN24	II.b) 3	Prise en compte des nuisances sonores et de toute autre forme de pollution spécifique à une activité		
	II.C)	ÉCONOMIE CIRCULAIRE		
		Prévention et gestion des déchets		
EN23 EN24 EN25 EN28	II.c) 1.1	Mesures de prévention, de recyclage et d'élimination des déchets	ENVIRONNEMENT/ Économie circulaire et gaspillage alimentaire	26-35
	II.c) 1.2	Actions de lutte contre le gaspillage alimentaire		
		Utilisation durable des ressources		
EN8 EN9	II.c) 2.1	Consommation d'eau et approvisionnement en eau en fonction des contraintes locales	ENVIRONNEMENT	32 - 34
EN1 EN2	II.c) 2.2	Consommation de matières premières et mesures prises pour améliorer l'efficacité dans leur utilisation		
EN3 EN4 EN6 EN7 (*)	II.c) 2.3	Consommation d'énergie, mesures prises pour améliorer l'efficacité énergétique et recours aux énergies renouvelables		
EN11	II.c) 2.4	Utilisation des sols		
	II.D)	CHANGEMENT CLIMATIQUE		
EN15 EN16 EN17 EN18 EN19	II.d) 1	Postes significatifs d'émissions de gaz à effet de serre générés du fait de l'activité de la société, notamment par l'usage des biens et services qu'elle produit	ENVIRONNEMENT/ Conséquences sur le changement climatique	32
-	II.d) 2	Adaptation aux conséquences du changement climatique		
	II.E)	PROTECTION DE LA BIODIVERSITÉ		

GRI G4	Grenelle II – Décret du 24/04/2012 Données disponibles sur le site internet savencia- fromagedairy.com		Déclaration de Performance Extra-Financière	Pages
EN11 EN12 EN13 EN14 EN26	II.e) 1	Mesures prises pour préserver ou développer la biodiversité		30
III. INFORMATIONS RELATIVES AUX ENGAGEMENTS SOCIÉTAUX EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT DURABLE				
	III.A)	IMPACT TERRITORIAL, ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DE L'ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ		
EC6 EC7 EC8 EC9 SO1	III.a) 1	En matière d'emploi et de développement régional	SOCIÉTAL	27
EC6 EC7 EC8 EC9 HR8 SO1 SO2	III.a) 2	Sur les populations riveraines ou locales		
	III.B)	RELATIONS ENTRETENUES AVEC LES PARTIES PRENANTES		
G4 26 G4-37	III.b) 1	Conditions du dialogue avec ces personnes ou organisations	SOCIÉTAL	41
EC 7	III.b) 2	Actions de partenariat ou de mécénat		
	III.C)	SOUS-TRAITANCE ET FOURNISSEURS		
LA14 LA15 EN33 HR5 HR9 HR11 HR6	III.c) 1	Prise en compte dans la politique d'achat des enjeux sociaux et environnementaux	SOCIÉTAL/Lutte contre la corruption	31
LA14 LA15 G4-12 EN32 EN33 HR5 HR 6 HR9 HR10 HR11 SO9 SO10	III.c) 2	Importance de la sous-traitance et la prise en compte dans les relations avec les fournisseurs et les sous-traitants de leur responsabilité sociale et environnementale ;		
	III.D)	LOYAUTÉ DES PRATIQUES		
G4-56 – G4-58 SO3 SO4 SO5	III.d) 1	Actions engagées pour prévenir la corruption	SOCIÉTAL/Lutte contre la corruption	44
EN27 PR1 PR2 PR3 PR4 PR6 PR7 PR8 PR9	III.d) 2	Mesures prises en faveur de la santé et de la sécurité des consommateurs	SOCIÉTAL/Alimentation saine et durable/ Gaspillage alimentaire	23 - 26
			SOCIÉTAL/Lutte contre l'évasion fiscale	45
HR1 HR2 HR7 HR8 HR9 HR10 HR11 HR 12	III.e)	Autres actions engagées en faveur des droits de l'homme		43

(*) Indicateurs répondant partiellement à la thématique.



ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

AU 31 DÉCEMBRE 2023



1.	Comptes consolidés au 31 décembre 2023	66
2.	Comptes sociaux exercice 2023	134

1. Comptes consolidés au 31 décembre 2023

1.1. Compte de résultat consolidé

En milliers d'euros	Notes	12 mois	
		2023	2022
CHIFFRE D'AFFAIRES	3	6 790 713	6 551 216
Consommations externes	4.1	-4 582 655	-4 364 581
Frais de personnel	7.1	-1 182 623	-1 156 275
Dotations et reprises d'exploitation	4.2	-203 630	-199 509
Autres charges et produits d'exploitation	4.3	-608 885	-596 549
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	3	212 920	234 302
Autres charges et produits opérationnels	5	-43 612	-71 426
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL		169 308	162 876
Charges financières	11.1	-60 040	-38 208
Produits financiers	11.1	42 011	13 766
Résultat sur situation monétaire	13	3 092	2 725
Quote-part de résultat net des entreprises associées	6	1 761	1 537
RÉSULTAT AVANT IMPÔTS		156 132	142 696
Impôts sur les résultats	8.1	-50 250	-57 267
Résultat net des activités poursuivies		105 882	85 429
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		105 882	85 429
Part revenant aux actionnaires de la Société-mère		96 479	68 046
Participations ne conférant pas le contrôle	14.4	9 403	17 383
RÉSULTAT PAR ACTION (en euros)			
Part du Groupe			
• de base	14.3	7,17	5,01
• dilué	14.3	7,17	5,01
Des activités poursuivies			
• de base		7,17	5,01
• dilué		7,17	5,01

ÉTAT RÉSUMÉ DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

En milliers d'euros	Notes	12 mois	
		2023	2022
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		105 882	85 429
Autres éléments du résultat global :			
Écarts de conversion ⁽¹⁾		-114 946	18 120
Variation de juste valeur des couvertures de flux de trésorerie ⁽²⁾		-5 405	9 894
Coût de couverture ⁽³⁾		342	550
Hyperinflation ⁽⁴⁾		38 863	25 517
Quote-part des entreprises associées et co-entreprises sur éléments recyclables		78	38
Total des éléments recyclables en résultat net		-81 068	54 119
Gains et pertes actuariels liés aux régimes de retraite		-4 470	23 337
Quote-part des entreprises associées et co-entreprises sur éléments non recyclables		-	-
Total des éléments non recyclables en résultat net		-4 470	23 337
Total des autres éléments du résultat global nets d'impôts	14.2	-85 538	77 456
TOTAL DU RÉSULTAT GLOBAL NET D'IMPÔTS		20 344	162 885
Part du Groupe		11 305	143 685
Participations ne conférant pas le contrôle	14.4	9 039	19 200

(1) Essentiellement sur les devises suivantes : forte dévaluation du peso argentin (-81,5 millions d'euros) accentuée au quatrième trimestre, ainsi que l'évolution des monnaies russe, chinoise nord-américaine et brésilienne.

(2) Concerne pour l'essentiel les couvertures de taux d'intérêts et de matières premières.

(3) IFRS 9 exclut le currency basis spread de la relation de couverture (cf. note 14.2).

(4) Impact du retraitement de l'hyperinflation concernant l'Argentine.

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

1.2. Bilan consolidé

ACTIF

<i>En milliers d'euros</i>	<i>Notes</i>	Au 31 décembre 2023	Au 31 décembre 2022
Immobilisations incorporelles	9.1	514 148	511 779
Immobilisations corporelles	9.2	1 284 993	1 299 629
Droits d'utilisation relatifs aux contrats de location	9.3	65 511	60 702
Autres actifs financiers non courants	11.2	29 012	28 077
Participations dans les entreprises associées	6	28 809	23 838
Instruments financiers dérivés non courants	11.6.1	17 175	31 225
Actifs d'impôts différés	8.2	35 813	29 458
Autres actifs non courants	5	6 662	-
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		1 982 123	1 984 708
Stocks et en-cours	4.4	849 590	865 591
Clients et autres créances	4.5	1 131 845	1 112 826
Créances d'impôts		37 060	33 494
Instruments financiers dérivés courants	11.6.1	7 301	9 043
Autres actifs financiers courants	11.3	45 153	24 019
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11.4	590 984	548 616
Actifs des activités abandonnées ou en cours de cession	9.1	3 075	3 952
TOTAL ACTIFS COURANTS		2 665 008	2 597 541
ACTIFS		4 647 131	4 582 249

PASSIF ET CAPITAUX PROPRES

<i>En milliers d'euros</i>	<i>Notes</i>	Au 31 décembre 2023	Au 31 décembre 2022
Capital apporté	14.1.1	50 516	55 780
Autres réserves	14.1.2	-210 010	-85 977
Résultats non distribués		1 740 188	1 623 759
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE		1 580 694	1 593 562
Participations ne conférant pas le contrôle	14.4	237 206	233 660
CAPITAUX PROPRES DE L'ENSEMBLE		1 817 900	1 827 222
Provisions pour retraite	7.2	79 156	69 984
Autres provisions	10	21 648	22 612
Emprunts et dettes financières non courants	11.5	391 564	294 922
Obligations locatives non courantes	9.3	47 156	40 716
Autres passifs non courants	12	23 763	17 402
Instruments financiers dérivés non courants	11.6.2	4 848	6 768
Passifs d'impôts différés	8.2	82 109	72 871
TOTAL PASSIFS NON COURANTS		650 244	525 275
Fournisseurs et autres créditeurs	4.6	1 405 376	1 461 032
Impôts sur les résultats à payer		23 240	21 146
Instruments financiers dérivés courants	11.6.2	3 686	4 926
Emprunts et concours bancaires	11.5	722 497	721 836
Obligations locatives courantes	9.3	24 188	20 812
TOTAL PASSIFS COURANTS		2 178 987	2 229 752
PASSIFS		2 829 231	2 755 027
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES		4 647 131	4 582 249

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

1.3. Tableau des flux de trésorerie consolidé

En milliers d'euros	Notes	12 mois	
		2023	2022
Résultat net des activités poursuivies		105 882	85 429
Impôts sur les bénéfices	8.1	50 250	57 267
Amortissements et provisions	4.2	203 630	199 509
Plus ou moins-values de cession		-1 448	-7 758
Quote-part dans le résultat net des entreprises associées	6	-1 761	-1 537
Charges financières nettes		21 392	7 539
Autres charges et produits sans incidence sur la trésorerie ⁽¹⁾		26 861	63 482
Marge brute opérationnelle		404 806	403 931
Intérêts financiers payés ⁽²⁾		-56 182	-23 181
Intérêts financiers reçus		35 590	13 532
Impôts sur les résultats payés		-51 093	-51 958
Variation du BFR	4.7	-72 510	-87 274
FLUX NETS DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉS PAR L'EXPLOITATION		260 611	255 050
Acquisitions de filiales et d'unités opérationnelles ⁽³⁾	2	-30 699	-3 541
Cessions d'activités nettes de la trésorerie cédée		-	-
Acquisitions de participations dans les entreprises mises en équivalence et activités conjointes ⁽⁴⁾		-3 520	-
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	3	-178 911	-188 397
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		3 145	6 263
Acquisition d'actifs financiers long terme		-3 964	-1 587
Cessions d'actifs financiers long terme		2 142	1 667
Variations des autres actifs financiers courants		-25 021	-15 226
Dividendes reçus (incluant les dividendes reçus des sociétés mises en équivalence)	6	541	1
FLUX NETS DE TRÉSORERIE UTILISÉS POUR LES INVESTISSEMENTS		-236 287	-200 820
Rachat et cession net d'actions propres		-5 264	-13 271
Augmentation de capital reçue des minoritaires		-	3 871
Changements de parts d'intérêts dans des entités contrôlées ⁽⁵⁾		-9 621	-
Émission d'emprunts	11.5	122 707	26 235
Remboursement d'emprunts	11.5	-26 860	-16 506
Remboursement d'obligations locatives	9.3	-28 350	-28 592
Dividendes versés		-24 428	-26 880
FLUX NETS DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉS DANS LES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		28 184	-55 143
Incidences des variations de change		-16 336	8 502
Augmentation/diminution de la trésorerie		36 172	7 589
TRÉSORERIE À L'OUVERTURE	11.4	496 902	489 313
TRÉSORERIE À LA CLÔTURE	11.4	533 074	496 902

(1) Dont impact des provisions non courantes pour risques et charges et dépréciations d'actifs (20,7 millions d'euros en 2023 (c.f. note 9.1) contre 61,5 millions d'euros en 2022 dont 47,6 millions d'euros sur l'UGT Russie) et du retraitement de l'hyperinflation concernant l'Argentine (4,5 millions d'euros en 2023 contre 5,7 millions d'euros en 2022).

(2) Dont intérêts payés sur les obligations locatives (cf. note 9.3).

(3) En 2023, acquisition de 100% de la société SAW S.A..
En 2022, rachat de 51,04 % de Poitou Chèvre SAS.

(4) En 2023, prise de participation de 50% dans la société Wiskerchen Cheese LLC.

(5) En 2023, rachat de 15% de Bake Plus suite à l'exercice partiel de l'option d'achat et de vente et exercice de l'option d'achat et vente de 30% de Palace Industries.

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

1.4. Tableau de variation des capitaux propres consolidé

	Capitaux propres revenant aux actionnaires de la société					
	Capital apporté	Autres réserves	Résultats non distribués	Total Capitaux propres part du Groupe	Participations ne conférant pas le contrôle	Capitaux propres de l'ensemble consolidé
	(note 14.1.1)	(note 14.1.2)			(note 14.4)	
<i>En milliers d'euros</i>						
CAPITAUX PROPRES AU 01/01/2022	75 306	-136 103	1 544 339	1 483 542	219 493	1 703 035
Dividendes distribués			-20 499	-20 499	-6 381	-26 880
Total des éléments du résultat global au 31/12/2022		50 126	93 559	143 685	19 200	162 885
Achat / cession d'actions propres	-19 526		6 255	-13 271	-	-13 271
Variation de capital	-	-	-	-	3 871	3 871
Effets de variations de périmètre :						
• Options de vente accordées aux participations ne conférant pas le contrôle			105	105	-2 523	-2 418
• Augmentation suite à regroupement d'entreprises			-	-	-	-
• Variation de pourcentage d'intérêt			-	-	-	-
CAPITAUX PROPRES AU 31/12/2022	55 780	-85 977	1 623 759	1 593 562	233 660	1 827 222
Dividendes distribués			-17 510	-17 510	-6 918	-24 428
Total des éléments du résultat global au 31/12/2023		-124 033	135 338	11 305	9 039	20 344
Achat / cession d'actions propres	-5 264		-	-5 264	-	-5 264
Variation de capital	-	-	-	-	-	-
Effets de variations de périmètre :						
• Options de vente accordées aux participations ne conférant pas le contrôle			-1 399	-1 399	1 425	26
• Augmentation suite à regroupement d'entreprises			-	-	-	-
• Variation de pourcentage d'intérêt			-	-	-	-
CAPITAUX PROPRES AU 31/12/2023	50 516	-210 010	1 740 188	1 580 694	237 206	1 817 900

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

1.5. Notes annexes aux états financiers consolidés

SAVENCIA SA est une Société Anonyme à Conseil d'Administration enregistrée et domiciliée en France. Son siège social est situé au 42, rue RIEUSSEC- 78220 VIROFLAY Cedex -France. Ses actions sont négociées sur la Bourse de Paris.

Le nom commercial de SAVENCIA SA et de ses filiales est SAVENCIA Fromage & Dairy, « Le Groupe ». Le Groupe est contrôlé par SAVENCIA Holding SCA, société enregistrée en France.

Son activité, production, distribution et commercialisation de produits laitiers et fromagers, s'exerce dans deux secteurs : les « Produits Fromagers » et les « Autres Produits Laitiers » (cf. note 3).

Les états financiers consolidés ont été arrêtés le 07 mars 2024 par le Conseil d'Administration. Ils sont exprimés en milliers d'euros, sauf indication contraire. Ils seront définitifs après approbation par l'Assemblée Générale du 25 avril 2024.

NOTE 1.	BASE DE PRÉPARATION ET PRINCIPES COMPTABLES GÉNÉRAUX	72
NOTE 2.	FAITS SIGNIFICATIFS DE LA PÉRIODE	76
NOTE 3.	INFORMATION SECTORIELLE	77
NOTE 4.	ÉLÉMENTS COURANTS DE L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE	79
NOTE 5.	ÉLÉMENTS NON COURANTS DE L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE	83
NOTE 6.	PARTICIPATIONS DANS LES CO-ENTREPRISES ET LES ENTREPRISES ASSOCIÉES	84
NOTE 7.	FRAIS ET AVANTAGES DU PERSONNEL	85
NOTE 8.	IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS	88
NOTE 9.	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	91
NOTE 10.	AUTRES PROVISIONS ET PASSIFS ÉVENTUELS	102
NOTE 11.	FINANCEMENTS ET INSTRUMENTS FINANCIERS	104
NOTE 12.	AUTRES PASSIFS NON COURANTS	118
NOTE 13.	RÉSULTAT SUR SITUATION MONÉTAIRE	118
NOTE 14.	CAPITAUX PROPRES	120
NOTE 15.	ENGAGEMENTS HORS BILAN	124
NOTE 16.	TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES	124
NOTE 17.	ÉVÉNEMENTS POST CLÔTURE	125
NOTE 18.	LISTE DES PRINCIPALES SOCIÉTÉS INTÉGRÉES DANS LES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	126

NOTE 1. BASE DE PRÉPARATION ET PRINCIPES COMPTABLES GÉNÉRAUX

1.1. Base de préparation des états financiers consolidés

En application du règlement européen CE n° 1 606/2 002 du 19 juillet 2002 relatif à l'utilisation des normes comptables internationales, les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2023 ont été établis conformément au référentiel IFRS tel que publié par l'IASB et adopté dans l'Union européenne à cette même date. Par ailleurs, ces états financiers ont également été préparés conformément aux normes IFRS émises par l'IASB (International Accounting Standards Board). Ils sont arrêtés sur la base des comptes individuels de chaque entité constituant le Groupe et retraités pour être en conformité avec les principes comptables qu'il a retenus. Ils ont été établis selon la convention du coût historique à l'exception des actifs et passifs évalués à leur juste valeur en contrepartie du compte de résultat (instruments financiers dérivés compris), des actifs biologiques ainsi que les actifs et les passifs faisant l'objet d'une couverture de juste valeur. Sauf indication contraire, ces normes ont été appliquées de façon permanente à tous les exercices présentés.

La préparation des états financiers conformément aux IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables déterminantes. La direction du Groupe est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables.

Le Groupe applique les nouveaux textes applicables de façon obligatoire à compter du 1er janvier 2023 et notamment IFRS 17, Contrats d'assurance et les différents amendements qui s'y rattachent l'application de cette norme n'ayant pas d'incidence sur les opérations du Groupe, les amendements à IAS 1 et du Practice Statement 2 sur les informations à fournir sur les méthodes comptables, les amendements à IAS 8 sur la définition des estimations comptables, les amendements à IAS 12 Impôts différés relatifs aux actifs et passifs résultant d'une transaction unique et les amendements à IAS 12 sur la réforme fiscale internationale - Modèle de règles du Pilier 2.

Ces amendements sont sans impact sur les comptes du 31 décembre 2023.

A noter que la réforme fiscale internationale concernant l'impôt minimum mondial (Pilier 2) sera applicable à compter de la clôture 2024 pour une première déclaration au 30 juin 2026. Le Groupe prévoit d'adopter les mesures de sauvegarde prévues par les textes. Les premières analyses conduites par le Groupe concluent à un impact potentiel limité. L'amendement à IAS 12 prévoit une exemption obligatoire et temporaire à la comptabilisation de l'impôt différé associé à cet impôt complémentaire dans les états financiers ainsi que dans les informations spécifiques à inclure dans les annexes aux états financiers. La durée de cette exemption n'est pas précisée par ces amendements.

Le Groupe n'applique pas les autres normes et interprétations non obligatoires en 2023 mais qui peuvent être appliquées par anticipation sur l'exercice.

Évaluation des effets du changement climatique

Compte tenu :

- des activités du Groupe et de son implantation géographique,
- la nature et l'ampleur des impacts actuels et potentiels des risques et opportunités liés au changement climatique tels qu'identifiés et évalués dans les facteurs de risques et la Déclaration de performance extra-financière, et
- des engagements pris par le Groupe dans ce domaine, notamment en matière de réduction des gaz à effet de serre de production et de transport et en matière de réduction de l'empreinte carbone de notre collecte laitière d'ici 2025,

Le Groupe n'a pas identifié d'effets significatifs pour l'exercice 2023. En particulier : aucune provision significative pour risques et charges liés à l'environnement ne figure au bilan consolidé au 31 décembre 2023. Le Groupe n'a pas identifié d'effets significatifs des engagements pris dans ce domaine sur la valeur de ses actifs corporels. Notamment, la mise en oeuvre des plans d'actions nécessaires pour adapter les outils de production ne remet pas en cause leur durées d'utilisation.

1.2. Principes comptables généraux

Les principes comptables sont inclus dans les notes correspondantes des Comptes consolidés. Ils sont présentés sous forme de texte sur fond bleu. Les principes comptables ci-après s'appliquent à l'ensemble des comptes.

1.2.1. Méthodes de consolidation

Les états financiers d'une entité sous contrôle sont inclus dans le périmètre de consolidation dès le jour où le contrôle est transféré au Groupe et jusqu'à ce qu'il cesse. Les filiales font l'objet d'une intégration globale, les entités contrôlées conjointement et les entreprises associées font l'objet d'une mise en équivalence.

1.2.1.1. Filiales

Est considérée comme filiale toute entité contrôlée. Le contrôle consiste pour le Groupe à être exposé ou à avoir droit à des rendements variables en raison de ses liens avec la filiale, ainsi qu'en la capacité à influencer sur le montant de ces rendements en vertu du pouvoir qu'il exerce sur celle-ci. Il peut s'agir d'un contrôle de fait. L'évaluation du contrôle prend également en compte les droits de vote potentiels substantifs qui sont exerçables en temps utile pour diriger les activités clés. Les états financiers des filiales sont intégrés ligne à ligne dans les comptes consolidés et les intérêts ne conférant pas le contrôle sont présentés distinctement au sein des capitaux propres. La part de résultat revenant aux intérêts ne conférant pas le contrôle est également présentée distinctement dans le compte de résultat.

Conformément à la norme IFRS 3 révisée, la méthode de l'acquisition est utilisée pour comptabiliser l'acquisition de nouvelles activités par SAVENCIA Fromage & Dairy. La contrepartie transférée correspond à la juste valeur, à la date d'acquisition, des éléments de rémunération remis au vendeur par le Groupe en échange du contrôle de l'acquise en excluant tout élément qui rémunère une transaction distincte de la prise de contrôle. Les éléments de la contrepartie transférée (prix d'acquisition) comprennent :

- les actifs transférés ;
- les passifs assumés ;
- les instruments de capitaux propres émis par le Groupe SAVENCIA Fromage & Dairy ; et
- les ajustements éventuels du prix d'acquisition.

Les coûts directs liés à l'acquisition sont comptabilisés en charge de la période au cours de laquelle ils sont encourus dans le poste « Autres charges d'exploitation », à l'exception :

- des frais d'émission d'instruments de capitaux propres émis en rémunération d'un regroupement d'entreprises qui sont déduits des capitaux propres ; et
- des coûts liés aux dettes financières contractées dans le cadre d'un regroupement d'entreprises qui sont déduits des dettes financières correspondantes.

Les actifs identifiables acquis, les passifs identifiables et les passifs éventuels assumés lors d'un regroupement

d'entreprises sont initialement évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition.

Pour chaque regroupement d'entreprises, le Groupe SAVENCIA Fromage & Dairy doit évaluer les intérêts ne conférant pas le contrôle soit :

- sur la base de leur quote-part dans l'actif net identifiable de l'acquise évaluée à la juste valeur à la date d'acquisition et donc sans comptabilisation d'un goodwill au titre des intérêts ne conférant pas le contrôle (méthode du goodwill partiel) ;
- à la juste valeur à la date d'acquisition avec, en conséquence la comptabilisation d'un goodwill à la fois pour la part groupe et pour les intérêts ne conférant pas le contrôle (méthode du goodwill complet).

Le goodwill déterminé à la date d'acquisition correspond sur ces bases à la différence entre :

- la contrepartie transférée, plus le cas échéant le montant des intérêts ne conférant pas le contrôle et pour les acquisitions par étapes, la juste valeur, à la date d'acquisition de la quote-part d'intérêts antérieurement détenue ;
- le montant net des actifs identifiables acquis et passifs repris évalués généralement à leur juste valeur à la date d'acquisition.

Lorsque le calcul du goodwill aboutit à une différence négative, un profit est comptabilisé directement au compte de résultat.

Lors d'une prise de contrôle par achats successifs de titres, la quote-part d'intérêts détenue par l'acquéreur dans l'acquise avant la date de prise de contrôle est réévaluée en contrepartie du résultat sur la base des justes valeurs déterminées à la date de prise de contrôle.

Par application d'IFRS 10, les effets des augmentations ou diminutions de pourcentages d'intérêt sans conséquence sur le contrôle d'une filiale sont constatés en capitaux propres.

La perte de contrôle exclusif donne lieu à la comptabilisation d'un résultat global de cession quand bien même un intérêt résiduel serait conservé.

1.2.1.2. Activités conjointes

Une activité conjointe est un partenariat dans lequel le Groupe dispose de droits sur les actifs et d'obligations sur les passifs d'une entité. Chacun des coparticipants comptabilise les actifs, les passifs, les charges et les produits relatifs à ses intérêts dans l'activité conjointe.

1.2.1.3. Co-entreprises

Est considéré comme co-entreprise tout partenariat dans lequel le Groupe exerce un contrôle conjoint sur l'actif net de l'entité. La méthode de la mise en équivalence est alors appliquée. Les comptes consolidés du Groupe comprennent la quote-part des profits et pertes réalisés et accumulés de cette entreprise sur la base du pourcentage de détention et

ce, à compter du jour où l'influence notable commence jusqu'à ce qu'elle cesse. Quand la quote-part du Groupe dans les pertes dépasse le montant investi dans la participation, celui-ci est ramené à zéro. De nouvelles pertes ne sont pas prises en compte à moins que le Groupe en ait l'obligation.

1.2.1.4. Éliminations des transactions et soldes intra-groupes

Les soldes et transactions intra-groupes sont éliminés ainsi que les profits latents résultant de transactions intra-groupes. Les profits latents résultant de transactions réalisées avec des entités associées ou sous contrôle conjoint sont éliminés dans la limite du pourcentage d'intérêt détenu par le Groupe.

1.2.1.5. Entreprises dont les actifs non courants sont détenus en vue de la vente, activités abandonnées ou en cours de cession

Un groupe d'actifs et de passifs non courant est détenu en vue de la vente quand sa valeur comptable sera recouvrée par le biais de la vente et non par son utilisation continue. Pour ce faire, il faut que l'actif soit disponible en vue de sa vente immédiate et sa vente doit être hautement probable. Ces actifs ou groupes d'actifs sont présentés séparément des autres actifs au bilan, sur la ligne "Actifs des activités abandonnées ou en cours de cession". Ces actifs sont évalués au plus faible de la valeur comptable ou de la juste valeur diminuée des coûts de cession. Les passifs d'un groupe d'actifs détenus en vue de la vente sont présentés au bilan sur la ligne "Passifs des activités abandonnées ou en cours de cession".

Une activité cédée ou en cours de cession est définie comme composante de l'entreprise faisant l'objet soit d'une cession, soit d'un classement en actifs abandonnés ou en cours de cession, qui soit :

- représente une activité ou une zone géographique significative pour le Groupe;
- fait partie d'un plan global de cession d'une activité ou d'une zone géographique significative pour le Groupe;
- est une filiale significative acquise uniquement dans le but de la revente.

S'agissant des activités abandonnées, le traitement du bilan n'est pas modifié.

Les éléments du compte de résultat et du tableau de flux de trésorerie relatifs aux activités abandonnées sont isolés dans les états financiers pour toutes les périodes présentées s'ils présentent un caractère significatif.

1.2.1.6. Conversion des monnaies étrangères

Dans les sociétés du Groupe, les transactions réalisées en monnaie étrangère sont converties au cours de change en vigueur au moment où elles sont effectuées. Les actifs et les passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture. Les différences de change qui résultent des opérations précitées sont inscrites au compte de résultat.

Lors de la consolidation, les actifs et les passifs des sociétés du Groupe exprimés dans une monnaie autre que l'euro sont convertis en euros au cours de change en vigueur à la fin de l'année, et, les postes du compte de résultat dans une monnaie autre que l'euro sont convertis en euros au cours de change annuel moyen, ce cours moyen étant une valeur approchée du cours de change à la date de transaction en l'absence de variations significatives ou au cours de change en vigueur à la date de la transaction. À la clôture de l'exercice, les différences de change qui surviennent lors de la nouvelle conversion des actifs nets du Groupe par rapport au cours de l'exercice précédent ainsi que celles survenant lors de la conversion au cours de clôture des résultats et transactions convertis au cours moyen ou effectif, sont imputées directement en autres éléments du résultat global.

Les goodwill et les ajustements de juste valeur découlant de l'acquisition d'une activité à l'étranger sont traités comme des actifs et des passifs de l'activité à l'étranger et convertis en euros au taux de clôture. Les bilans et résultats des sociétés du Groupe actives dans les économies hyper inflationnistes sont retraités pour tenir compte des changements de pouvoir d'achat des monnaies locales en utilisant les indices officiels ayant cours à la date du bilan. La contrepartie de l'impact de l'indexation sur la période est présentée en résultat sur situation monétaire. Les comptes sont ensuite convertis en euros au cours de change en vigueur à la fin de l'année.

1.2.1.7. Estimation de la juste valeur

Certaines méthodes comptables du Groupe de même que certaines informations à fournir impliquent d'évaluer la juste valeur d'actifs et de passifs financiers et non financiers. Le Groupe possède un dispositif pour contrôler les évaluations de juste valeur sous le contrôle de la Direction Financière du Groupe.

La juste valeur est déterminée :

- soit en fonction de prix cotés sur un marché actif ;
- soit au moyen de techniques d'évaluation internes telles que les modèles d'évaluation des options et la méthode de la valeur actuelle des flux futurs de trésorerie, ces modèles intégrant des données observables sur le marché ;
- soit à partir de techniques de valorisation internes intégrant des paramètres estimés par le Groupe en l'absence de données observables ;
- soit à partir de techniques de valorisation externes.

La valeur nominale, diminuée des provisions pour dépréciation, des clients et autres débiteurs et des fournisseurs et autres créanciers est présumée correspondre à la juste valeur de ces éléments.

1.2.1.8. Estimations et jugements comptables déterminants

L'établissement des états financiers consolidés conformément aux normes internationales, nécessite que le Groupe exerce son jugement, procède à des estimations et utilise certaines hypothèses susceptibles d'impacter la valeur des actifs, passifs, capitaux propres et résultat du Groupe. Ces estimations et hypothèses portent essentiellement sur les

évaluations des goodwill, des autres actifs incorporels et corporels, les provisions, les engagements de retraite et les impôts différés. Les estimations utilisées par le Groupe sur ces différents thèmes sont élaborées sur la base des informations disponibles à la date d'établissement des comptes et

détaillées dans les notes spécifiques se rapportant à chaque problématique (cf. notes 5, 9.1, 9.2, 8.2, 10).

Thème		Nature du jugement comptable/ Sources les plus significatives d'estimation
Annexe 1.2.1.1	Contrôle	Exercice du jugement dans certaines situations sur l'existence ou non du contrôle et évaluation permanente de la situation de contrôle qui peut conduire à des évolutions du périmètre de consolidation, notamment en cas de modification ou extinction du pacte d'actionnaires ou de circonstances transformant des droits protectifs en droits substantifs
Notes 5, 6, 9	Détermination des valeurs recouvrables dans les tests de pertes de valeurs (Goodwill, immobilisations incorporelles et corporelles, titres mis en équivalence)	Sensibilité au taux d'actualisation, au taux de croissance à long terme, aux hypothèses du plan à long terme affectant les flux de trésorerie attendus ; Appréciation des tendances d'évolution des principaux marchés ; Sensibilité aux cours de matières premières notamment le prix du lait et les cotations beurre et poudre ; Sensibilité aux hypothèses financières en matière de taux de change, de coût de couvertures de change, de taux d'inflation et de taux d'intérêt.
Notes 5, 10	Risques de sorties de ressources suite à des litiges ou des sinistres	Appréciations des faits et circonstances Hypothèses sous-jacentes à la quantification des positions juridiques Identification et débouclage des positions juridiques incertaines
Note 7.2	Avantages du personnel	Sensibilité du taux d'actualisation Nature et périmètre des accords sociaux
Note 8.1	Incertitudes fiscales	Appréciation des faits et circonstances Hypothèses sous-jacentes à la quantification des positions fiscales Identification et débouclage des positions fiscales incertaines
Note 8.2	Impôts différés	Appréciation de l'horizon de recouvrement des impôts différés actifs
Note 11	Actifs, passifs et résultat financier	Évaluation des risques financiers : risques de marché, de change, de taux d'intérêt, de crédit, de liquidité. Appréciation et dispositif de contrôle des évaluations de juste valeur des actifs et passifs financiers et non financiers

1.2.2. Principaux indicateurs du compte de résultat

Le compte de résultat présente les charges et les produits par nature. Dans les charges, il distingue les consommations externes (matières premières, matières incorporables, utilités...), les frais de personnel, les amortissements et les autres charges d'exploitation (honoraires, loyers, etc.).

1.2.2.1. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est constitué par les ventes et les prestations de service à des tiers, soustraction faite de l'ensemble des déductions commerciales : remises et ristournes accordées aux clients, coûts liés aux accords commerciaux de développement ou aux actions promotionnelles facturées par les distributeurs. Ces déductions commerciales correspondent généralement à des remises sur volumes de ventes et/ou des services rendus par la GMS dont la construction de prix dépend de la nature des services rendus. Elles sont enregistrées dans le compte de résultat au moment du transfert de contrôle des biens et services à l'acheteur. La durée de ces transactions, eu égard aux produits vendus, est de courte durée. Elles sont évaluées

à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir. La part des prestations de service dans le chiffre d'affaires n'est pas significative.

Concernant les options offertes aux clients finaux d'acquérir des biens et services supplémentaires significatifs suite à un achat préalable, la part de chiffre d'affaires relative aux avantages octroyés qui seront utilisés dans le futur est différée. Le chiffre d'affaires différé, correspondant à la juste valeur des avantages octroyés, est reconnu en résultat au cours de l'exercice où ces avantages sont convertis en prestations.

1.2.2.2. Résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel courant est défini conformément à la recommandation du CNC 2009-R.03. Les éléments du résultat opérationnel n'en faisant pas partie sont des « Autres charges opérationnelles » et des « Autres produits opérationnels » résultant d'événements significatifs, inhabituels, anormaux et peu fréquents.

NOTE 2. FAITS SIGNIFICATIFS DE LA PÉRIODE

Suivi de l'inondation Corman SA

Une inondation a eu lieu chez Corman SA en juillet 2021. Les travaux de réhabilitation du site sont désormais finalisés et les lignes de production ont redémarré progressivement depuis 2022. La société a reçu notification de l'arrêté du gouvernement Wallon accordant une aide à la réparation en avril 2023.

Au vu des dispositions de cet arrêté, l'aide de la Région Wallonne remplit les critères d'une subvention d'investissement.

La reconnaissance de la créance de subvention naît au moment de la réalisation des obligations d'investissement, c'est-à-dire au fur et à mesure de la comptabilisation des investissements réalisés.

Effet de la crise Ukraine Russie

La situation géopolitique internationale s'est tendue à partir de février 2022 avec l'invasion de l'Ukraine par la Russie. La guerre entre les deux pays se poursuit affectant les marchés financiers et la situation économique mondiale, exacerbant l'inflation et perturbant les chaînes d'approvisionnement mondiales. Des sanctions économiques ont été prononcées envers la Russie.

L'exposition financière du Groupe est limitée dans ces deux pays.

Évolution du périmètre de consolidation

Les principales évolutions sont les suivantes :

Au cours de l'exercice 2023 :

Concernant le secteur des « Produits Fromagers »

- Le Groupe a pris une participation de 50% via une augmentation de capital dans la société Wiskerchen Cheese Inc aux Etats-Unis le 30 juin 2023. Le descriptif de la gouvernance permet de conclure à la mise en place d'un co-entrepreneuriat. Cette entité est donc mise en équivalence dans les comptes consolidés.
- Le Groupe a exercé l'option d'achat à hauteur de 30% dans le capital de la société Palace Industries aux USA le 17 août 2023. Le Groupe détient ainsi 100% de cette entité.

Concernant le secteur des « Autres Produits Laitiers »

- Le Groupe a exercé partiellement l'option d'achat à hauteur de 15% dans le capital de la société Bake Plus en Corée le 28 avril 2023, ceci conformément aux conditions du contrat. Le Groupe détient ainsi 95% de cette entité.
- Le Groupe a acquis 100% de la société Sucrores de Alfredo Williner S.A. (SAW S.A.) le 3 avril 2023, un acteur majeur des produits laitiers en Argentine. Savencia enrichit ainsi son portefeuille de marques avec Ilolay qui propose une large gamme de produits laitiers au travers d'un réseau de distribution implanté sur tout le territoire argentin. SAW

S.A. est un des acteurs leaders du marché et l'un des principaux collecteurs de lait d'Argentine. Cette acquisition vient renforcer la présence de SAVENCIA Fromage & Dairy en Argentine et s'inscrit dans le déploiement de la stratégie de croissance du Groupe. Ce rapprochement est soumis à l'accord des autorités de la concurrence en application des règles locales. Sur la base des analyses des avocats du Groupe, l'approbation de cette prise de contrôle est considérée comme hautement probable.

En application de la norme IFRS 3 révisée, une évaluation de la juste valeur des actifs acquis et des passifs assumés à la date d'acquisition a été effectuée. En particulier, les actifs corporels, incorporels, les stocks ont fait l'objet d'une évaluation et les impôts différés qui en découlent ont été enregistrés, ce qui a conduit à reconnaître un goodwill de 0,6 million d'euros.

A la date d'acquisition, le total du bilan était de 124 millions d'euros.

L'impact de SAW S.A. dans le chiffre d'affaires 2023 du Groupe depuis la date d'acquisition est de 141 millions d'euros. Une intégration au 1er janvier 2023 aurait eu un impact estimé de 216 millions d'euros. Ces chiffres sont exprimés après traitement de l'hyperinflation.

Au cours de l'exercice 2022 :

Concernant le secteur des « Produits Fromagers ».

Suite au protocole d'accord signé le 7 mars 2022, le Groupe a racheté 51,04% du capital de la société Poitou Chèvre SAS le 15 mars 2022. Cette société étant déjà préalablement détenue à 48,96% et consolidée selon la méthode de la mise en équivalence, ce rachat a permis ainsi la prise de contrôle exclusif de cette société. Cette opération permet d'adosser Poitou Chèvre SAS au savoir-faire de spécialités en fromages de chèvre de Savencia.

Conformément à IFRS 3, le Groupe avait évalué Poitou Chèvre SAS à la juste valeur de l'opération. Le traitement comptable s'était traduit par une cession des 48,96 % des parts préalablement détenues générant une plus-value de 1,7 million d'euros et une acquisition avec prise de contrôle à compter du 15 mars 2022, générant un goodwill de 6,7 millions d'euros. Dans les comptes consolidés, Poitou Chèvre SAS avait été donc mise en équivalence jusqu'au 15 mars 2022, puis consolidée en intégration globale à compter de cette date.

A la date d'acquisition, le total des actifs représentait 10,4 millions d'euros dont des immobilisations incorporelles et corporelles pour 3,8 millions d'euros et une trésorerie de 4,4 millions d'euros. Les passifs courants et non courants représentaient 2,4 millions d'euros. Les capitaux propres étaient à 8 millions d'euros.

L'impact de Poitou Chèvre SAS dans le chiffre d'affaires 2022 du Groupe depuis la date d'acquisition a été de 10,3 millions d'euros pour un résultat net part du Groupe de 0,4 million d'euros. Une intégration au 1er janvier 2022 aurait eu un impact de 12,2 millions d'euros sur le chiffre d'affaires consolidé pour un résultat net part du Groupe de 0,4 million d'euros.

NOTE 3. INFORMATION SECTORIELLE

L'information sectorielle est présentée conformément à la norme IFRS 8 Secteurs opérationnels.

Cette norme requiert que l'information sectorielle soit présentée conformément au reporting interne régulièrement examiné par le Directeur Général, principal décideur opérationnel, afin d'évaluer les performances de chaque secteur opérationnel et de leur allouer les ressources. Les informations du reporting interne sont préparées en conformité avec le référentiel comptable appliqué par le Groupe.

Les secteurs sont définis en conformité avec la norme IFRS 8. Les résultats sectoriels représentent les résultats de l'activité

de chaque secteur. Les frais de siège ainsi que les frais de recherche et développement sont réalloués aux secteurs concernés.

Les actifs par activité comprennent l'ensemble des actifs non courants. Les actifs du siège utilisés par les secteurs opérationnels sont réalloués aux secteurs concernés. Les participations détenues dans les sociétés mises en équivalence sont affectées aux secteurs auxquelles elles sont rattachées.

L'information sectorielle est établie sur la base du reporting interne utilisé par le Directeur Général, principal décideur opérationnel.

Les secteurs opérationnels sont au nombre de deux :

Les Produits Fromagers : ce secteur regroupe la production et la distribution de fromages de marque et spécialités fromagères sur la plupart des marchés.

Les Autres Produits Laitiers : ce secteur regroupe la production et la distribution des crèmes fraîches et beurres de grande consommation, des produits pour la restauration commerciale (crèmes fraîches et UHT, préparations pour desserts, beurres pâtisseries, crèmes longue conservation) et

des préparations à base de lait pour l'hôtellerie de luxe internationale.

Cette activité regroupe également les beurres techniques et les protéines laitières à haute spécificité pour les industries alimentaires, les industries de la nutrition et de la santé.

Parmi les indicateurs clés de performance revus et utilisés par le principal décideur opérationnel, seuls le chiffre d'affaires, le résultat opérationnel courant et la marge opérationnelle courante font l'objet d'un suivi par secteur d'activité. Les autres indicateurs, notamment ceux relatifs aux flux de trésorerie et l'endettement net sont établis et analysés au niveau Groupe.

Les éléments de résultat répartis par secteur d'activité se présentent et se rapprochent du bilan du Groupe comme suit :

En milliers d'euros	12 mois							
	Produits Fromagers		Autres Produits Laitiers		Autres		Total	
	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022
CA par secteur	4 078 823	3 820 534	2 922 687	2 928 480	121 306	109 632	7 122 816	6 858 646
CA inter-secteur	-173 206	-158 179	-64 688	-62 413	-94 209	-86 838	-332 103	-307 430
CA externe	3 905 617	3 662 355	2 857 999	2 866 067	27 097	22 794	6 790 713	6 551 216
Dotations aux amortissements et provisions	-128 494	-129 477	-63 272	-61 693	-11 864	-8 339	-203 630	-199 509
Résultat opérationnel courant	127 474	81 576	120 569	180 075	-35 123	-27 349	212 920	234 302
Marge opérationnelle courante ⁽¹⁾	3,1 %	2,1 %	4,1 %	6,1 %	-	-	3,1 %	3,6 %
Coûts de réorganisation ⁽²⁾	-1 976	-1 651	-5 646	-1 308	-	-	-7 622	-2 959
Dépréciation de valeur d'actif ⁽²⁾	-19 185	-59 253	-1 067	-2 967	-	-311	-20 252	-62 531
Résultat sectoriel	106 313	20 672	113 856	175 800	-35 123	-27 660	185 046	168 812

(1) Le calcul de la marge opérationnelle (rapport du Résultat opérationnel courant sur le Chiffre d'affaires) n'est pas pertinent sur le secteur « Autres ».

(2) Confère note 5.

Les éléments du bilan répartis par secteur d'activité se présentent et se rapprochent du bilan du Groupe comme suit :

En milliers d'euros	Autres Produits							
	Produits Fromagers		Laitiers		Autres		Total	
	Au 31 décembre 2023	Au 31 décembre 2022	Au 31 décembre 2023	Au 31 décembre 2022	Au 31 décembre 2023	Au 31 décembre 2022	Au 31 décembre 2023	Au 31 décembre 2022
Actifs incorporels et corporels nets	1 183 649	1 200 454	521 062	507 175	159 941	164 481	1 864 652	1 872 110
Actifs financiers	5 980	5 721	2 720	3 009	20 312	19 347	29 012	28 077
Participations dans les entreprises associées	27 988	22 926	821	912	-	-	28 809	23 838
Autres actifs non courants	6 662	-	-	-	-	-	6 662	-
TOTAL ACTIFS NON COURANTS (*)	1 224 279	1 229 101	524 603	511 096	180 253	183 828	1 929 135	1 924 025

(*) Selon la définition d'IFRS 8-24b, les montants des actifs non courants s'entend autres que des instruments financiers, des actifs d'impôts différés, des actifs nets au titre des prestations définies et des droits découlant de contrats d'assurance.

Les éléments de flux d'investissement par secteur d'activité se présentent et se rapprochent des flux du Groupe comme suit :

En milliers d'euros	12 mois							
	Produits Fromagers		Autres Produits Laitiers		Autres		Total	
	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022
Investissements incorporels et corporels (*)	125 302	104 621	46 708	71 434	6 901	12 342	178 911	188 397

(*) Le total des investissements est net de 23,2 millions d'euros de subventions d'investissement en 2023 (21,6 millions d'euros en 2022).

Passage du résultat par secteur d'activité au résultat de l'exercice :

En milliers d'euros	12 mois	
	2023	2022
Résultat sectoriel	185 046	168 812
Autres charges et produits opérationnels (*)	-15 738	-5 936
Résultat opérationnel	169 308	162 876
Charges financières	-60 040	-38 208
Produits financiers	42 011	13 766
Résultat sur situation monétaire	3 092	2 725
Quote-part de résultat net des entreprises associées	1 761	1 537
Résultat avant impôts	156 132	142 696
Impôts sur les résultats	-50 250	-57 267
Résultat de l'exercice	105 882	85 429

(*) Comprend notamment les litiges et la ligne « Autres » (cf. note 5).

Chiffre d'affaires, investissements incorporels et corporels et total des actifs non courants par zone géographique :

En milliers d'euros	2023			2022		
	12 mois		Au 31 décembre	12 mois		Au 31 décembre
	Investissements		Total des	Investissements		Total des
	Chiffre d'affaires	incorporels et corporels	actifs non courants	Chiffre d'affaires	incorporels et corporels	actifs non courants
France	2 148 601	125 413	1 067 305	2 003 814	118 531	1 041 206
Reste de l'Europe ^(*)	2 510 601	26 085	463 893	2 477 300	33 647	471 655
Reste du monde	2 131 511	27 413	397 937	2 070 102	36 219	411 164
TOTAL	6 790 713	178 911	1 929 135	6 551 216	188 397	1 924 025

(*) Le seul pays représentant plus de 10 % du chiffre d'affaires du Groupe en dehors de la France est l'Allemagne, soit 779 millions d'euros en 2023 contre 753 millions d'euros en 2022.

Il n'est pas possible de donner d'information plus détaillée sans remettre en cause le secret des affaires et l'intérêt de la société.

NOTE 4. ÉLÉMENTS COURANTS DE L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE

4.1. Consommations externes

Les consommations externes comprennent l'ensemble des matières premières et matières consommées, les autres matières non stockées et les ventes d'excédents, collectes croisées et ventes de co-produits.

La réglementation française impose que Savencia achète la totalité du lait collecté dans une zone de collecte laitière. L'existence d'excédents est donc intrinsèque à l'activité de production. Par ailleurs, le lait est une denrée rapidement périssable et peu transportable. En conséquence, des collectes croisées s'effectuent entre industriels laitiers. Ils s'analysent comptablement comme des coûts de gestion ou d'optimisation de stock.

Certains fournisseurs, qui ont une activité de transformation, peuvent avoir besoin de lait pour alimenter leur propre usine de production ou pour le revendre à leurs propres clients. Dans ce contexte, Savencia n'achète pas le stock et l'ensemble des responsabilités (respect des délais de livraison, respect des volumes, qualité du lait ...) est assumé par le fournisseur. Par ailleurs, Savencia n'est pas à l'initiative du prix de revente. Ces prestations sont classées en Marchandises et matières consommées.

Dans le cadre des ventes d'excédents, Savencia est considéré comme agent car les conditions suivantes sont respectées :

- la livraison porte sur du lait entier qui n'a subi aucune transformation de la part de Savencia ;
- Savencia n'a pas la responsabilité première de la livraison du lait au client (respect des délais de livraison, respect des volumes, qualité du lait ...) ;
- Savencia ne supporte pas le risque de possession des stocks de lait à destination du client, que ce soit avant le transfert du lait à l'usine, ou en cas de retour ;
- Savencia ne fixe pas le prix du lait facturé au client et ne génère pas de marge significative sur ces ventes d'excédents. Celles-ci ne constituent pas une activité distincte et sont mises en œuvre du fait d'une contrainte réglementaire.

En milliers d'euros	12 mois	
	2023	2022
Marchandises et matières consommées	-4 362 842	-4 266 032
Autres matières consommées non stockées	-427 680	-347 008
Ventes d'excédents, collectes croisées et ventes de co-produits	207 867	248 459
TOTAL	-4 582 655	-4 364 581

Les évolutions des postes « Marchandises et matières consommées » d'une part, et « Ventes d'excédents, collectes croisées et ventes de co-produits » d'autre part, sont directement liées aux fluctuations de l'économie laitière.

4.2. Dotations aux amortissement et provisions

En milliers d'euros	12 mois	
	2023	2022
Dotations aux amortissements ^(*)	-202 127	-197 486
Dotations et reprises de provisions d'exploitation	-1 503	-2 023
TOTAL	-203 630	-199 509

(*) Dont dotations aux amortissements des droits d'utilisation relatif aux contrats de location IFRS 16 (cf. note 9.3.).

4.3. Autres charges et produits d'exploitation

En milliers d'euros	12 mois	
	2023	2022
Services extérieurs	-565 015	-553 385
Impôts et taxes	-53 183	-48 693
Autres produits nets d'exploitation ^(*)	9 313	5 529
TOTAL	-608 885	-596 549

(*) Les autres produits d'exploitation comprennent notamment les crédits d'impôt recherche pour 3,8 millions d'euros (3,6 millions d'euros en 2022).

Parmi les services extérieurs, le poste «honoraires des commissaires aux comptes» représente 4 millions d'euros en 2023 (4 millions d'euros en 2022) dont 2,3 millions d'euros pour KPMG SA et 1,7 million d'euros pour Deloitte. Le montant afférent aux autres prestations rendues est de 0,4 million

d'euros (0,4 million d'euros en 2022) dont 0,2 million d'euros pour Deloitte et 0,2 million d'euros pour KPMG SA. Cela correspond principalement à la réalisation de revues fiscales.

4.4. Stocks et en-cours

Les stocks sont évalués au plus bas du coût ou de la valeur nette de réalisation.

Le lait acheté est évalué au coût d'achat réel à la date de clôture. Les produits finis achetés sont évalués à leur coût d'achat réel. Les produits en cours de fabrication et les produits finis sont évalués à leur coût qui comprend les frais directs de production et une allocation de frais communs et d'amortissement des centres de production. Il n'inclut pas les coûts d'emprunt.

La méthode du premier entré premier sorti est appliquée pour comptabiliser les mouvements de stocks des matières premières hors lait ainsi que des stocks de produits finis achetés. La méthode du coût moyen pondéré est utilisée dans les autres cas.

Si la valeur nette de réalisation que représente le prix de vente estimé dans des conditions d'activité normale d'un élément quelconque, déduction faite des frais de vente, est inférieure à son coût établi comme décrit ci-dessus, une provision de la différence est comptabilisée.

En milliers d'euros	Au 31 décembre 2023	Au 31 décembre 2022
	2023	2022
Matières premières, produits en cours de fabrication et matériaux divers ^(*)	363 578	377 585
Marchandises	58 460	60 184
Produits finis	497 732	491 931
Dépréciation	-70 180	-64 109
TOTAL	849 590	865 591

(*) Les variations de stocks sont impactées par l'évolution des prix matières premières et des cotations de produits industriels.

Les stocks diminuent de 16 millions d'euros par rapport à 2022 (dont une variation organique de +6,6 millions d'euros, un effet de périmètre de +25,2 millions d'euros lié à l'entrée de SAW S.A. et un effet de change -54,8 millions d'euros).

Les dépréciations concernent essentiellement les stocks de produits intermédiaires et finis.

En 2023, une dépréciation des stocks a été enregistrée pour 6,9 millions d'euros contre une dépréciation de 16,8 millions d'euros en 2022 en lien avec l'évolution des cours de produits industriels.

4.5. Clients et autres créances

Les clients et autres créances sont initialement comptabilisés à leur coût de transaction et ultérieurement au coût amorti, correspondant à leur valeur nominale. Les charges constatées d'avance sont classées dans cette ligne. Il existe des couvertures du risque crédit par des contrats d'assurances spécifiques. Seuls les risques non couverts font l'objet d'une dépréciation, à hauteur des pertes attendues à l'échéance. Ces dépréciations reflètent la probabilité de défaut des contreparties et le taux de perte attendue, tenant compte des taux de défaut historiques observés.

La créance prend un caractère irrécouvrable et est comptabilisée comme telle, lorsqu'il peut être démontré du défaut du créancier, par l'obtention d'un certificat d'irrécouvrabilité ou toute preuve établissant le défaut irrémédiable du créancier, ou encore à l'expiration du délai de prescription.

Lorsque l'échéance d'une créance est supérieure à un an, son montant fait l'objet d'un calcul d'actualisation selon la méthode du taux d'intérêt effectif, dont les effets sont classés en résultat financier.

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2023	Au 31 décembre 2022
Clients	957 048	926 262
Créances fiscales (hors IS) et sociales	113 026	120 299
Débiteurs divers	54 763	65 843
Charges constatées d'avance et divers	27 532	22 564
Dépréciation	-20 524	-22 142
TOTAL	1 131 845	1 112 826

Le Groupe a très peu de risques de crédit sur les comptes clients. D'une part, nos produits sont essentiellement vendus à la grande distribution. D'autre part, il existe des couvertures de ce risque par des contrats d'assurances spécifiques. Seuls les risques non couverts peuvent faire l'objet d'une dépréciation. Les créances clients non garanties, échues depuis plus de six mois et non entièrement provisionnées à 100 % représentent 0,4 million d'euros au 31 décembre 2023, contre 0,5 million d'euros au 31 décembre 2022.

En 2023, a été enregistré une reprise de dépréciation du poste clients de 0,8 million d'euros, contre une dépréciation de 0,5 million d'euros en 2022.

Les charges constatées d'avance correspondent principalement à la quote-part des primes d'assurances. En 2023, le poste Débiteurs divers intègre 6,7 millions d'euros de subventions à recevoir du gouvernement Wallon au titre de la deuxième tranche d'aide à la reconstruction suite à l'inondation chez Corman SA en juillet 2021.

ÉCHÉANCIER DES PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION DES COMPTES CLIENTS

	Créances clients non garanties		Provisions		Taux moyen de provisionnement	
	Au 31 décembre 2023	Au 31 décembre 2022	Au 31 décembre 2023	Au 31 décembre 2022	Au 31 décembre 2023	Au 31 décembre 2022
<i>En millions d'euros</i>						
Non échu	199	196	-2	-4	1,2 %	1,8 %
Echu entre 1 mois et 3 mois	26	31	-1	-1	2,7 %	3,3 %
Echu entre 3 mois et 6 mois	2	3	-1	-1	75,0 %	40,7 %
Echu depuis plus de 6 mois	8	8	-7	-7	94,9 %	93,4 %
TOTAL	234	237	-11	-13		

4.6. Fournisseurs et autres créditeurs

	Au 31 décembre 2023	Au 31 décembre 2022
<i>En milliers d'euros</i>		
Fournisseurs d'exploitation	855 034	866 639
Fournisseurs d'immobilisations	10 096	7 761
Dettes fiscales (hors IS) et sociales	341 170	349 340
Produits constatés d'avance	3 721	3 194
Autres créditeurs (*)	195 355	234 098
TOTAL	1 405 376	1 461 032

(*) En 2023, les « Autres créditeurs » comprennent les avantages accordés aux clients. Ils intègrent également l'option d'achat et de vente de 5% des titres Bake Plus exerçable à compter de mars 2023 pour 3,9 millions d'euros.

En 2022, les « Autres créditeurs » comprenaient les avantages accordés aux clients. Ils intégraient également l'option d'achat et de vente de 20% des titres Bake Plus pour 14 millions d'euros ainsi que l'option d'achat et vente de 30 % des titres Palace Industries dont la valeur était nulle à la fin de l'exercice 2022.

4.7. Variation du besoin en fonds de roulement

	Au 31 décembre 2023	Au 31 décembre 2022
<i>En milliers d'euros</i>		
Clients	-52 037	-64 718
Stocks	-6 553	-193 029
Fournisseurs	7 782	117 119
Débiteurs et créditeurs divers	-21 702	53 354
TOTAL	-72 510	-87 274

En 2023, la variation du besoin en fonds de roulement et en particulier des stocks reste impactée par l'inflation des prix matières et des prix de revient en général, mais cet effet est partiellement compensé par l'impact de la baisse des cotations de produits industriels, auquel s'ajoute un effet de déstockage, le niveau des stocks de produits finis étant particulièrement élevé en fin d'année 2022 dans certaines activités.

En 2022, la variation du besoin en fonds de roulement et en particulier des stocks était fortement impactée par l'inflation des prix matières et des prix de revient en général, auquel s'ajoute un effet de reconstitution des niveaux de stocks bas fin 2021 dans certaines activités.

NOTE 5. ÉLÉMENTS NON COURANTS DE L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE

Les autres produits opérationnels et les autres charges opérationnelles regroupent des éléments qui, de par leur fréquence ou leur nature résultent d'évènements ou de transactions clairement distincts des activités ordinaires de l'entreprise et ont un caractère significatif quant à leur montant. Les autres produits et charges opérationnels peuvent comprendre notamment : les charges liées à des

plans de réorganisation ; certaines plus et moins-values de cession d'actifs non courants corporels ou incorporels ; certaines dépréciations d'actifs non courant corporels ou incorporels ; certaines charges ou provisions relatives à un litige majeur ou un cas de force majeure pour l'entreprise.

En milliers d'euros	12 mois	
	2023	2022
Réorganisations ⁽¹⁾	-7 622	-2 959
Dépréciations d'actifs (note 9)	-20 252	-62 531
Litiges et indemnités ⁽²⁾	-6 352	-6 932
Sinistres ⁽³⁾	-165	-12 017
Plus ou moins-values sur cession d'immobilisations ⁽⁴⁾	-4 584	8 420
Autres ⁽⁵⁾	-4 637	4 593
TOTAL	-43 612	-71 426

(1) Dont principalement en 2023 des plans de réorganisation et d'arrêts d'activité.

En 2022, il s'agissait principalement de la poursuite des plans de réorganisation en France et en Europe.

(2) Dont principalement en 2023 des frais juridiques relatifs à un litige aux Etats-Unis pour 4,7 millions d'euros.

(3) En 2022, concernait principalement la poursuite des impacts du sinistre suite à l'inondation du site de Goé chez Corman SA en juillet 2021 pour -9,9 millions d'euros (cf. note 2).

(4) En 2023, concerne essentiellement la mise au rebut d'actifs corporels chez BSI pour 5,9 millions d'euros et des plus-values sur cession pour 1,3 million d'euros.

En 2022, concernait essentiellement la plus-value de sortie en mise en équivalence de Poitou Chèvre SAS pour 1,7 million d'euros, le traitement des actifs de Rambol en actifs destinés à la vente générant une plus-value de 2,7 millions d'euros. Comprend également des plus-values sur cession d'immobilisations corporelles pour un total de 4 millions d'euros.

(5) En 2023, concerne notamment la liquidation du fonds de pension de Corman Miloko Ireland Ltd pour 2,7 millions d'euros.

En 2022, suite au jugement de la Cour Suprême Brésilienne du 13 mai, rendant inconstitutionnelle l'intégration de la taxe sur les mouvements de marchandises et prestations de service dans la base de calcul des PIS/COFINS, les sociétés ayant mises au contentieux l'Administration fiscale brésilienne avaient pu obtenir gain de cause. La société Polenghi avait intenté une action en mars 2017 sur les années 2012 à 2017. Le montant avait été fixé le 30 juin 2022 et avait pu donc être reconnu, pour un impact de 7,3 millions d'euros en résultat non courant sur le principal et 3 millions d'euros en résultat financier au titre de la revalorisation de la créance. Une charge d'impôt de 2,5 millions d'euros avait été calculée sur le principal. En 2023, le montant de la créance fiscale est revalorisé et classé au bilan dans les autres actifs non courants pour la partie à plus d'un an soit 6,7 millions d'euros et en autres actifs courants pour la partie à moins d'un an, soit 2,4 millions d'euros.

NOTE 6. PARTICIPATIONS DANS LES CO-ENTREPRISES ET LES ENTREPRISES ASSOCIÉES

Le Groupe détient des intérêts dans quelques co-entreprises et entreprises associées, qui considérées individuellement, n'ont pas de caractère significatif.

<i>En milliers d'euros</i>	12 mois	
	2023	2022
Quote-part dans les résultats avant impôts	2 062	1 742
Quote-part dans les impôts	-301	-205
QUOTE-PART NETTE	1 761	1 537

Au 31 décembre 2023, la variation du poste Participations dans les co-entreprises associées s'explique par :

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2023	Au 31 décembre 2022
Au 1er janvier 2023	23 838	27 694
Variation de périmètre ^(*)	3 502	-5 505
Résultat de la période	1 761	1 537
Dividendes distribués	-541	-
Autres	228	74
Variation écart de conversion	21	38
SOLDE FIN DE PERIODE	28 809	23 838

(*) En 2023, prise de participation de 50% dans la société Wiskerchen Cheese LLC aux États-Unis le 30 juin 2023.
En 2022, sortie de Poitou Chèvre SAS au 15 mars 2022.

NOTE 7. FRAIS ET AVANTAGES DU PERSONNEL

7.1. Frais de personnel

En milliers d'euros	12 mois	
	2023	2022
Rémunération directe du personnel	-763 772	-735 852
Charges sociales	-298 869	-299 018
Rémunération indirecte du personnel	-27 618	-29 561
Personnel extérieur à l'entreprise	-93 266	-92 653
Subventions	902	809
TOTAL	-1 182 623	-1 156 275

L'effectif moyen, comprenant également le personnel intérimaire, est de 22 329 personnes en 2023 (contre 21 797 en 2022). Cet effectif se répartit à raison de 10 094 personnes en France, 5 818 personnes en Europe (hors France) et 6 417 personnes dans les autres pays. Les effectifs employés

en France se répartissent par catégorie professionnelle à raison de 18,8 % de cadres, 31,9 % d'ETAM et 49,3 % d'ouvriers.

7.2. Avantages du personnel

Engagements envers le personnel

Selon les lois et usages de chaque pays, les sociétés du Groupe ont des obligations en termes de retraite, préretraite, indemnités de départ, régimes de prévoyance et autres avantages à long terme (médailles du travail, jubilés, etc.). Ces obligations s'appliquent généralement à l'ensemble des salariés et/ou ex salariés des sociétés concernées.

Pour les régimes à cotisations définies et autres avantages à court terme, le coût de l'exercice est passé en charges sur la base des appels de cotisations ou sur la base des crédits de droits à prestation.

Pour les régimes à prestations définies, les engagements sont déterminés en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Cette méthode prend en compte, sur la base d'hypothèses actuarielles, les probabilités de mortalité, de rotation du personnel et de projections de salaires, ainsi que les hypothèses spécifiques à chaque régime et les dispositions réglementaires.

Les taux d'actualisation sont déterminés en référence au rendement, à la date d'évaluation, des obligations émises par les entreprises de premier rang (ou par l'État s'il n'existe pas de marché représentatif pour les emprunts privés) de maturité équivalente et de même monnaie que celles des engagements.

Les rendements attendus sont évalués en utilisant ce même taux d'actualisation.

Les gains et les pertes actuariels résultant des changements d'hypothèses actuarielles ou d'écarts d'expérience sont reconnus sur l'exercice dans les autres éléments du résultat global. Ils ne sont jamais recyclés par le résultat.

Le coût des services passés relatifs à un amendement ou à une modification du régime est constaté immédiatement en résultat de l'exercice. Pour chaque plan, lorsque le montant à comptabiliser (montant de l'engagement net de la valeur des actifs de couverture et des éléments différés) est un passif, il figure en « Provisions ». Lorsqu'il s'agit d'un actif, il est inclus en « Autres actifs financiers ».

La charge de retraite est comptabilisée en frais de personnel hormis les coûts financiers et les rendements sur les actifs du régime, qui sont classés en résultat financier.

Certaines filiales offrent d'autres avantages à long terme, essentiellement des médailles du travail. Le coût de ces avantages est déterminé par calcul actuariel et comptabilisé en résultat sur la durée du service. Les écarts actuariels sont comptabilisés immédiatement.

Description générale des régimes de retraite

Les avantages postérieurs à l'emploi accordés par le Groupe varient en fonction des obligations légales de chaque entité. Ils comprennent des régimes à cotisations définies et des régimes à prestations définies.

Régimes à cotisations définies

Ces régimes se caractérisent par des versements de cotisations périodiques à des organismes extérieurs qui en assurent la gestion administrative et financière. Ces régimes libèrent l'employeur de toute obligation ultérieure, l'organisme se chargeant de verser aux salariés les montants qui leur sont dus. Les charges relatives à ces plans correspondent aux cotisations payées pendant la période de référence.

Régimes à prestations définies

Ces régimes se caractérisent par une obligation de l'employeur à l'égard de ses salariés et donnent lieu à la comptabilisation de provisions.

L'engagement est calculé selon la méthode des unités de crédits projetées en tenant compte d'hypothèses actuarielles concernant les variables démographiques, économiques et financières. L'évaluation est réalisée périodiquement par des actuaires indépendants.

Ces régimes à prestations définies essentiellement composés des indemnités de fin de carrière et de régimes de retraite supplémentaire à prestations définies, sont soit en partie préfinancés, soit non préfinancés.

Les régimes en partie préfinancés sont situés essentiellement en France, Allemagne, Royaume-Uni et Belgique. Ces obligations sont préfinancées par des cotisations employeurs et éventuellement employés auprès d'organismes extérieurs notamment des compagnies d'assurance.

Les régimes non préfinancés sont essentiellement des régimes d'indemnités de fin de carrière ou d'autres avantages postérieurs à l'emploi dont les droits ne sont acquis que si l'employé est dans le Groupe au moment de son départ en retraite.

Pour les départs à la retraite, pensions et médailles du travail, les hypothèses utilisées sont fonction des pays et des réglementations. Elles se résument de la façon suivante :

	France		Allemagne		UK		Belgique	
	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022
Taux d'actualisation ⁽¹⁾	3,10 %	3,70 %	3,10 %	3,70 %	5,80 %	4,80 %	3,80 % à 4,26 %	3,20 % à 3,80 %
Taux d'inflation	2,00 %	2,00 %	2,50 %	2,50 %	3,30 %	3,30 %	2,20 %	2,20 %
Taux de croissance des salaires	2,50 %	2,50 %	3,00 %	3,00 %	n/a	n/a	2,20 %	2,20 %

(1) 3 % pour les régimes de rente et les médailles du travail en 2023 (3,50 % en 2022).

Le taux d'actualisation a pour référence l'indice IBOXX AA10+ correspondant au taux d'émission des obligations des entreprises de première catégorie pour la France et l'Allemagne.

La sensibilité du taux d'actualisation de plus 0,50 % diminuerait l'engagement de l'ordre de 2 millions d'euros pour la France, de 3,2 millions d'euros pour l'Allemagne.

La sensibilité du taux d'inflation de plus 0,50 % augmenterait l'engagement de 2 millions d'euros pour la France, 0,7 million d'euros pour l'Allemagne.

Les taux de rendement attendus des actifs sont évalués en fonction des taux d'actualisation respectifs de chaque pays conformément à la norme IAS 19 révisée.

Les hypothèses se rapportant aux taux de mortalité sont issues des données statistiques publiées et des données historiques de chaque pays. L'âge de départ à la retraite est celui des règlements en vigueur dans chaque pays.

	2023	2022
ÉVOLUTION DES ENGAGEMENTS		
Engagements à l'ouverture	133 291	184 635
Charge d'intérêt	4 670	1 624
Coût des services rendus	5 448	8 117
Coût des services passés acquis ^(*)	1 216	1 633
Écarts actuariels liés aux hypothèses démographiques	-959	165
Écarts actuariels liés aux hypothèses financières	5 130	-53 735
Écarts actuariels liés aux écarts d'expérience	676	1 492
Prestations payées	-10 220	-10 131
Transfert interne	-21	-164
Taxes et charges administratives	-179	-166
Différences de conversion	149	-501
Variation de périmètre	-	77
Autres mouvements	231	245
Engagements à la clôture	139 432	133 291
ÉVOLUTION DES ACTIFS DE COUVERTURE		
Actifs à l'ouverture	63 307	85 713
Rendement des fonds	2 533	890
Prestations servies par le fonds	-8 283	-5 845
Cotisations aux fonds par les sociétés du Groupe	4 583	2 850
Transferts internes	-	34
Taxes et charges administratives	-216	-355
Différences de conversion	131	-510
Pertes/Gains actuariels	-1 452	-19 810
Autres mouvements	-327	340
Actifs à la clôture	60 276	63 307
CHARGES DE L'EXERCICE		
Coûts des services rendus	5 448	8 117
Coûts des services passés ^(*)	1 216	1 633
Total coûts des services	6 664	9 750
Charge d'intérêt	4 670	1 624
Rendement des fonds	-2 533	-890
Total intérêts nets	2 137	734
Autres mouvements	263	-1 145
Charges de l'exercice	9 064	9 339
GAINS ET PERTES ACTUARIELS IMPACTANT LE RÉSULTAT GLOBAL		
-Gains et pertes liés aux hypothèses démographiques	-959	165
-Gains et pertes liés aux hypothèses financières	5 130	-53 735
-Gains et pertes liés aux écarts d'expérience	676	1 492
-Gains et pertes sur les actifs (autres que les produits financiers)	1 452	19 810
TOTAL	6 299	-32 268
ÉVOLUTION DES PROVISIONS		
Provisions à l'ouverture	69 984	98 922
Charge de l'exercice	9 064	9 339
Gains et pertes actuariels à la clôture impactant le résultat global	6 299	-32 268
Prestations directement payées par l'employeur	-1 937	-2 951
Différences de conversion	18	9
Cotisations aux fonds par les sociétés du Groupe	-4 583	-2 850
Transferts et autres mouvements	311	-294
Variation de périmètre	-	77
Provisions à la clôture	79 156	69 984
RÉCONCILIATION DES ENGAGEMENTS NETS ET DES PROVISIONS		
Engagements nets	139 432	133 291
Actifs des régimes	-60 276	-63 307
Provisions à la clôture	79 156	69 984

(*) En 2023 l'impact de la réforme des retraites en France (loi 2023-270 du 14 avril 2023) minore l'engagement et le coût des services passés de 1,5 million d'euros.

Au 31 décembre 2023, la valeur actuarielle de l'obligation est égale à 139,4 millions d'euros et se décompose comme suit :

- 28,6 millions d'euros liés à des régimes entièrement non financés ;
- 110,8 millions d'euros liés à des régimes partiellement financés.

Le montant des cotisations pour 2023 pour les sociétés françaises est de 1,8 million d'euros.

La plupart des sociétés du Groupe ont externalisé tout ou partie de leurs engagements d'indemnité de fin de carrière au sein d'un contrat d'assurance.

Le montant estimé des principaux fonds externalisés au 31 décembre 2023 est ventilé comme suit :

	France		Allemagne		UK		Belgique	
	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022
Instruments de capitaux propres	46,7 %	43,3 %	23,9 %	24,6 %	-	-	-	-
Instruments d'emprunts	44,6 %	45,5 %	17,1 %	16,8 %	88,7 %	85,8 %	-	-
Immobilier	7,6 %	9,5 %	22,6 %	22,6 %	-	-	-	-
Contrats d'assurances	-	-	-	-	-	-	100,0 %	100,0 %
Autres	1,1 %	1,7 %	36,4 %	36,0 %	11,3 %	14,2 %	-	-

NOTE 8. IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

La ligne « Impôts sur les résultats » comprend les impôts courants sur les bénéfices ainsi que les impôts différés. L'effet fiscal sur les éléments comptabilisés directement en capitaux propres est également enregistré directement en capitaux propres. Sur la base d'une analyse en substance, le Crédit d'Impôt Recherche (CIR) est traité en subvention d'exploitation conformément à IAS 20. Conformément à l'interprétation IFRIC 23 « Incertitude relative aux traitements des impôts sur le résultat » applicable depuis 2019, qui contient des dispositions relatives à la comptabilisation de l'impôt sur le résultat en cas d'incertitude sur les traitements fiscaux en application d'IAS 12 « Impôts sur le résultat », le Groupe fait preuve de jugement pour identifier les incertitudes liées aux traitements fiscaux. Le Groupe procède à un recensement des risques potentiels et évalue si cette interprétation doit avoir une incidence sur ses états financiers consolidés. Il en a conclu qu'il était probable que les traitements retenus soient acceptés par les autorités fiscales. Cette application n'a eu aucun effet sur les comptes.

Conformément aux dispositions de la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat », des impôts différés sont comptabilisés sur les différences entre la valeur comptable au bilan des actifs et passifs et leur base fiscale telle qu'elle est retenue pour le calcul du bénéfice imposable, selon la méthode bilantielle du report variable.

Des impôts différés passifs sont calculés sur toutes les différences temporelles imposables à l'exception des goodwill non déductibles. Des impôts différés actifs sont calculés sur toutes les différences temporelles déductibles ainsi que sur les pertes fiscales à reporter dans la mesure où il est probable que de futurs bénéfices imposables permettant leur imputation seront disponibles. À chaque clôture, la valeur nette comptable des impôts différés est revue sur la base des prévisions à trois ans. Une provision est enregistrée dès lors que les perspectives de résultat et donc de charges d'impôt probables des 3 prochains exercices ne permettent pas d'assurer la recouvrabilité des impôts différés actifs nets.

Les impôts différés sont calculés par application de la législation en vigueur sur la base des taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. L'effet de tout changement de taux d'impôt est enregistré au compte de résultat à l'exception de ceux liés directement aux éléments de capitaux propres.

8.1. Impôts sur les résultats

La charge d'impôts sur les résultats se décompose comme suit :

En milliers d'euros	12 mois	
	2023	2022
Impôts courants	-51 513	-50 338
Impôts différés	1 263	-6 929
TOTAL	-50 250	-57 267

Le montant de l'impôt sur les résultats est différent du montant théorique qui ressortirait de l'application du taux d'imposition français aux bénéfices des sociétés consolidées en raison des éléments suivants :

En milliers d'euros	12 mois	
	2023	2022
Résultat avant impôts	156 132	142 696
Taux d'imposition en France (%)	25,83 %	25,83 %
Impôts théoriques au taux courant d'impôt en France	40 321	36 851
Différence entre taux d'imposition étrangers et français ⁽¹⁾	900	2 101
Retraitement de l'impôt des entreprises associées	-373	-326
Bénéfices non assujettis à l'impôt et charges non déductibles ⁽²⁾	4 497	4 055
Impôts courants et différés liés à la qualification de la CVAE en impôt sur le résultat	3 135	5 803
Crédits d'impôts	-2 276	-2 372
Activation de pertes fiscales non comptabilisées antérieurement ⁽³⁾	2 068	5 760
Changement de taux sur les impôts différés	-23	73
Hyperinflation ⁽⁴⁾	66	1 668
Autres ⁽⁵⁾	1 935	3 654
Charge d'impôt sur le résultat comptabilisé	50 250	57 267
Taux moyen pondéré constaté	32,18 %	40,13 %

(1) Pays ayant des taux d'imposition différents au taux d'impôt français.

(2) Dont en 2023, l'impact de résultats imposés à des taux d'imposition différents pour 3,7 millions d'euros (principalement aux USA).

Dont en 2022, l'impact de la dépréciation de goodwill pour 7,6 millions d'euros.

(3) Pertes fiscales activées en fonction de la probabilité de récupération de ces déficits : En 2023, les perspectives de résultat et de charges d'impôt des trois années à venir de certaines sociétés ont conduit à la non reconnaissance de 2,1 millions d'euros d'impôts différés actifs, contre une non reconnaissance d'impôts différés actifs de 5,8 millions d'euros en 2022.

(4) Traitement de l'hyperinflation en Argentine.

(5) Principalement régularisation d'impôts sur exercices antérieurs.

Hors effet d'hyperinflation et de dépréciation suite à l'application d'IAS 36, le taux d'imposition effectif serait en 2023 de 28,9 % contre 30,4 % en 2022.

8.2. Impôts différés

Les impôts différés constatés au bilan reflètent des différences temporelles existant entre les valeurs fiscales et les valeurs comptables des actifs et des passifs.

Les impôts différés actifs ont principalement pour origine les engagements de retraite et de prévoyance envers le personnel pour lesquels la déductibilité fiscale est reportée à la date de paiement effective et des déficits reportables. Les échéances des pertes fiscales à reporter se situent principalement après 5 ans. Ces déficits sont essentiellement à report illimité.

Les impôts différés actifs non reconnus s'établissent à 40,9 millions d'euros au 31 décembre 2023 et à 38,6 millions au 31 décembre 2022. Ils concernent principalement des pertes reportables dont 10,6 millions d'euros en Chine, 8,1 millions d'euros en Pologne, 5,2 millions d'euros en Allemagne, 4,6 millions d'euros en France, 3,9 millions d'euros en Espagne et divers autres pays pour 8,5 millions d'euros.

Les impôts différés passifs correspondent principalement aux différences de rythmes d'amortissement constatées, pour les immobilisations corporelles et incorporelles, entre les durées d'utilité utilisées en comptabilité et les incitations fiscales en la matière propres à chaque pays.

Le montant de la charge d'impôt différé de l'exercice est de 1,3 million d'euros.

Le montant des impôts différés comptabilisés dans les autres éléments du résultat global sur l'exercice 2023 s'élève à +3,7 millions d'euros. Il concerne essentiellement l'impôt différé sur la variation de juste valeur des instruments financiers et sur les gains et pertes actuariels (cf. note 14.2.).

En milliers d'euros	Au 1er janvier 2023	Charges / Produits	Variation de juste valeur	Gains/ pertes actuariels	Variation de périmètre	Autres	Ecart de conversion	Au 31 décembre 2023
Immobilisations incorporelles et corporelles	-126 630	-5 086	-	-	-17 675	-7 646	20 315	-136 722
Contrat de location en IFRS16	425	928	-	-	-	90	-96	1 347
Provisions	38 463	-7 576	-	-	-	79	-1 101	29 865
Provisions pour avantages du personnel	16 377	767	-	1 865	-	-	-117	18 892
Instruments financiers	-7 722	826	1 859	-	-	2	11	-5 024
Déficits reportables	71 361	18 945	-	-	2 231	-741	-1 276	90 520
Autres impôts différés	2 924	-6 133	-	-	-1 764	-154	835	-4 292
Total impôts différés bruts	-4 802	2 671	1 859	1 865	-17 208	-8 370	18 571	-5 414
Impôts différés actifs non reconnus	-38 611	-1 408	-	-	-741	-	-122	-40 882
Total impôts différés	-43 413	1 263	1 859	1 865	-17 949	-8 370	18 449	-46 296
Dont :								
Actifs	29 458							35 813
Passifs	72 871							82 109

NOTE 9. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

9.1. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent les goodwill et les immobilisations incorporelles acquises telles que les systèmes d'information de gestion qui satisfont les critères d'une immobilisation incorporelle, les droits de propriété intellectuelle, les droits d'exercer des activités (droits exclusifs de vente, droits au bail...) et les marques.

Les goodwill y compris les zones de collecte de lait représentent l'excédent qui existait entre le coût d'acquisition et la quote-part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur des actifs nets identifiables, à la date d'acquisition des activités nouvelles. Le goodwill se rapportant à l'acquisition d'entreprises associées est inclus dans les « Participations dans les entreprises associées ». Le goodwill comptabilisé séparément est soumis à un test de dépréciation au minimum annuel et plus fréquent s'il existe des indices de perte de valeur. Il est évalué à son coût déduction faite du cumul des pertes de valeur. Les pertes de valeur des goodwill ne sont pas réversibles. Le résultat dégagé sur la cession d'une entité tient compte de la valeur comptable du goodwill lié à l'entité cédée. Aux fins de réalisation des tests de dépréciation, les goodwill sont affectés aux unités génératrices de trésorerie ou aux groupes d'unités génératrices de trésorerie susceptibles de bénéficier du regroupement d'entreprises ayant donné naissance aux goodwill. Une unité génératrice de trésorerie correspond généralement à une zone géographique.

Les immobilisations incorporelles acquises sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Elles sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité lorsqu'elle est déterminable ce qui est le cas pour les systèmes d'information de gestion (3 à 7 ans), les droits de propriété intellectuelle

(selon la protection juridique) et les droits d'exercer (selon les termes des contrats). Du fait de la notoriété des marques acquises, leur durée d'utilité ne peut être déterminée, elles ne sont donc pas amorties. Elles font l'objet, à chaque clôture annuelle ou intermédiaire s'il existe un indice de perte de valeur, d'un test de perte de valeur dans les mêmes conditions que pour les goodwill.

Les coûts liés à l'acquisition de licences de logiciels et à leur mise en service sont inscrits à l'actif sur la base des coûts encourus pour les acquérir et les mettre en service à condition que les critères de définition d'un actif incorporel soient satisfaits et notamment que le contrôle de cet actif soit démontré. En l'occurrence, les coûts de configuration et d'adaptation des logiciels utilisés en mode SaaS qui ne satisfont pas aux critères d'une immobilisation incorporelle, doivent être comptabilisés en charge au moment où les services sont reçus si ceux-ci sont distincts ou s'ils sont assurés par un prestataire non sous-traitant du fournisseur SaaS. Ces coûts sont comptabilisés sur la durée du contrat si les services sont non distincts et assurés par le fournisseur SaaS ou son sous-traitant. Les coûts associés au maintien en fonctionnement des logiciels sont comptabilisés en charge au fur et à mesure qu'ils sont encourus. Lorsqu'ils confèrent un caractère unique aux logiciels acquis ou produits contrôlés par le Groupe, les coûts de développement, comprenant les coûts salariaux des personnels participant au développement et une quote-part appropriée des frais généraux, sont inscrits au bilan dès lors qu'ils généreront des avantages économiques futurs attendus et sont amortis sur la durée d'utilité des logiciels concernés.

Phase de mise en œuvre	Coûts liés à	Traitement comptable des coûts liés
Phase d'avant-projet	Sélection d'un prestataire	en charge lorsqu'elle est encourue
	Développement du plan de projet	en charge lorsqu'elle est encourue
Installation et mise en œuvre	Installation et mise en place de l'équipement appartenant au client ou loué par lui (par exemple, des serveurs)	Intégrée aux coûts de l'immobilisation corporelle ou au droit d'utilisation correspondant <ul style="list-style-type: none"> ● si les services sont distincts de l'accès SaaS, les coûts sont comptabilisés en charge lorsque les services sont rendus. ● si les services ne sont pas distincts de l'accès SaaS, les coûts sont comptabilisés en charge sur la durée du contrat SaaS (charge à étaler)
	Configuration mise en place et personnalisation du logiciel en SAAS – services effectués par le fournisseur du logiciel d'application (ou son agent)	
	Configuration mise en place et personnalisation du logiciel en SAAS- services effectués par un autre prestataire ou en interne	en charge lorsqu'elle est encourue
	Développement de modules d'interface vers des systèmes existants « on premise » du client ou de fonctionnalités supplémentaires sur mesure	en immobilisation incorporelle si et seulement si, le Groupe contrôle la propriété intellectuelle du code écrit pour la modification du logiciel existant ou le développement d'un nouveau logiciel « on premise » et si les critères de comptabilisation de l'IAS 38 sont remplis. Dans le cas contraire, en charge lorsqu'elles sont encourues.
Conversion de données	Achat de logiciels de conversion de données	en immobilisations incorporelles amortissables sur la durée d'utilité prévue (appréciée notamment en fonction de la nature des projets).
	Purge ou nettoyage des données existantes, transfert des données de l'ancien au nouveau système, création de nouvelles données ou de données supplémentaires et conversion des anciennes données au nouveau système.	en charge lorsqu'elle est encourue
Après la mise en œuvre	Frais de formation	en charge lorsqu'ils sont encourus
	Tests et frais de maintenance continue	en charge lorsqu'ils sont encourus
	Coûts d'accès au logiciel en mode SaaS en continu	en charge lorsqu'ils sont encourus

Les frais de recherche sont intégralement inscrits au compte de résultat de l'exercice au cours duquel ils ont été encourus.

Les frais résultants du développement (ou de la phase de développement d'un projet interne) doivent être immobilisés si, et seulement si, une entité peut démontrer tout ce qui suit :

- (a) la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente ;
- (b) son intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de la mettre en service ou de la vendre ;
- (c) sa capacité à mettre en service ou à vendre l'immobilisation incorporelle ;
- (d) la façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables. L'entité doit

démontrer, entre autres choses, l'existence d'un marché pour la production issue de l'immobilisation incorporelle ou pour l'immobilisation incorporelle elle-même ou, si celle-ci doit être utilisée en interne, son utilité ;

(e) la disponibilité de ressources techniques, financières et autres, appropriées pour achever le développement et mettre en service ou vendre l'immobilisation incorporelle ;

(f) sa capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Au niveau du Groupe, les frais de développement sont liés à des nouveaux produits et ne sont pas comptabilisés en tant qu'actifs, la probabilité des avantages économiques futurs ne se manifestant que lorsque les produits sont sur le marché.

En milliers d'euros	Goodwill ⁽¹⁾	Droits de propriété intellectuelle et Marques ⁽²⁾	Autres droits d'exploitation	Total
Au 31 décembre 2021				
Valeur brute	410 255	327 570	33 386	771 211
Amortissements et dépréciations cumulés	-81 256	-126 366	-19 721	-227 343
VALEUR NETTE COMPTABLE	328 999	201 204	13 665	543 868
Exercice 2022				
VALEUR NETTE COMPTABLE A L'OUVERTURE	328 999	201 204	13 665	543 868
Différences de conversion	5 688	126	81	5 895
Acquisitions	-	1 569	1 731	3 300
Cessions	-	-150	-71	-221
Dépréciation	-37 874	-3 408	60	-41 222
Variations de périmètre ⁽³⁾ (note 2)	6 657	2	106	6 765
Reclassements ⁽⁴⁾	-	1 518	-1 394	124
Impact du traitement hyperinflation ⁽⁵⁾	-	24	-	24
Dotation aux amortissements	-	-6 502	-252	-6 754
Impact activités en cours de cession	-	-	-	-
VALEUR NETTE COMPTABLE	303 470	194 383	13 926	511 779
Au 31 décembre 2022				
Valeur brute	424 545	327 083	34 069	785 697
Amortissements et dépréciations cumulés	-121 075	-132 700	-20 143	-273 918
VALEUR NETTE COMPTABLE	303 470	194 383	13 926	511 779
Exercice 2023				
VALEUR NETTE COMPTABLE A L'OUVERTURE	303 470	194 383	13 926	511 779
Différences de conversion	-2 628	-14 273	-106	-17 007
Acquisitions	-	2 222	2 954	5 176
Cessions	-	-67	-	-67
Dépréciation ⁽⁶⁾	-4 010	-273	-	-4 283
Variations de périmètre ⁽³⁾ (note 2)	-	18 819	-	18 819
Reclassements ⁽⁴⁾	-	2 396	-2 288	108
Impact du traitement hyperinflation ⁽⁵⁾	-	5 777	-	5 777
Dotation aux amortissements	-	-5 929	-225	-6 154
Impact activités en cours de cession	-	-	-	-
VALEUR NETTE COMPTABLE	296 832	203 055	14 261	514 148
Au 31 décembre 2023				
Valeur brute	402 424	339 914	34 233	776 571
Amortissements et dépréciations cumulés	-105 592	-136 859	-19 972	-262 423
VALEUR NETTE COMPTABLE	296 832	203 055	14 261	514 148

(1) Le montant des goodwill nets relatifs à l'activité « Produits Fromagers » s'élève à 128,6 millions d'euros contre 133,3 millions d'euros au 31 décembre 2022. Le montant des goodwill nets relatif à l'activité « Autres Produits Laitiers » s'élève à 168,2 millions d'euros contre 170,1 millions d'euros au 31 décembre 2022.

(2) Le montant de la valeur nette comptable des marques relatives à l'activité « Produits Fromagers » s'élève à 140,8 millions d'euros contre 141,2 millions d'euros au 31 décembre 2022 et le montant de la valeur nette comptable des marques relatives à l'activité « Autres Produits Laitiers » s'élève à 44,2 millions d'euros contre 33,7 millions d'euros au 31 décembre 2022.

(3) En 2023, entrée de SAW S.A. à la date d'acquisition.

En 2022, prise de contrôle de Poitou Chèvre SAS au 15 mars 2022.

(4) Mise en services des immobilisations incorporelles en cours.

(5) Impact du retraitement de l'hyperinflation concernant l'Argentine.

(6) Confère note 9.1 Etat des dotations nettes aux dépréciations d'actifs incorporels et corporels.

Le total de la valeur nette comptable des immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie est de 481,8 millions d'euros au 31 décembre 2023 contre 478,4 millions d'euros au 31 décembre 2022. Elles sont composées des goodwill et des marques.

Dépréciation des actifs non financiers

Les goodwill et les actifs incorporels ayant une durée d'utilité indéterminée ne sont pas amortis et sont soumis à un test annuel de dépréciation. Les actifs amortis sont soumis à un test de dépréciation lorsqu'en raison d'événements ou de circonstances particulières, le caractère recouvrable de leurs valeurs comptables est mis en doute. La valeur recouvrable d'un actif représente sa juste valeur diminuée des coûts de cession ou sa valeur d'utilité, si celle-ci est supérieure. Lesdits actifs sont regroupés en unités génératrices de trésorerie, qui représentent le niveau le moins élevé générant des flux de trésorerie indépendants. Le niveau de test est fondé sur des critères organisationnels et stratégiques. Il repose notamment sur le fonctionnement des activités qui s'appuie sur des moyens communs et crée ainsi des synergies entre les différentes entités qui composent ces UGT.

Les tests de dépréciation des UGT sont réalisés en comparant la valeur recouvrable de ces actifs ou de ces unités génératrices de trésorerie à leur valeur comptable. La valeur recouvrable est généralement déterminée sur la base des calculs de la valeur d'utilité. Ces calculs sont effectués à partir des projections de flux futurs de trésorerie basés sur les prévisions financières approuvées par la Direction en général à 3 ans, sauf dans le cas particulier d'UGT ayant réalisé des investissements très significatifs, auquel cas l'horizon peut

être prolongé jusqu'à 5 ans. Au-delà, les flux futurs de trésorerie sont extrapolés sur la base de la dernière année sur lesquels s'applique une croissance à long terme. Les flux nets futurs de trésorerie attendus sont actualisés au coût moyen pondéré des capitaux, ajusté du risque géographique spécifique inhérent aux actifs et de l'inflation. Au cas où la valeur recouvrable de l'UGT est déterminée à la juste valeur nette des coûts de cession, la valorisation des actifs est effectuée par un évaluateur externe.

Une dépréciation (imputée en priorité sur les goodwill) est comptabilisée en autres charges opérationnelles à concurrence de l'excédent de la valeur comptable sur la valeur recouvrable de l'actif.

Les tests de perte de valeur des marques consistent à calculer la valeur recouvrable de la marque en utilisant l'approche par la prime. Cette méthode consiste à estimer la part de flux futurs générés par la marque par comparaison avec les flux futurs que l'activité pourrait générer sans la marque.

Pour les actifs non financiers (autres que les goodwill) ayant subi une perte de valeur, la reprise éventuelle de la dépréciation est examinée à chaque date de clôture annuelle ou intermédiaire.

Tests de dépréciation

Les pertes de valeurs enregistrées en 2023 et 2022 sont le résultat des tests de dépréciation réalisés soit, sur toutes les unités génératrices de trésorerie qui ont des actifs incorporels à durée d'utilité indéfinie, soit sur les unités génératrices de trésorerie pour lesquelles des indices de pertes de valeur ont été relevés, en particulier en comparant l'évolution du résultat opérationnel courant aux dernières prévisions. Dans un contexte géopolitique incertain et face à la poussée inflationniste actuelle, les flux de trésorerie futurs des UGT identifiées sensibles font l'objet d'une vigilance accrue.

Les principales hypothèses retenues pour la détermination de la valeur d'utilité sont relatives :

- aux tendances d'évolutions des principaux marchés ;
- à l'évolution des cours de matières premières : le prix du lait ainsi que les cotations beurre et poudre ;
- aux hypothèses financières en matière de taux de change, de coût des couvertures de change, de taux d'inflation et de taux d'intérêt ;

- à l'évolution des taux d'actualisation et des taux de croissance à long terme.

Les hypothèses retenues sont celles du marché quand l'information est disponible (devises, taux d'intérêt...). Les hypothèses concernant les matières premières sont élaborées collégialement en interne en fonction des tendances historiques corrigées des effets des modifications de situations de marché anticipées par nos spécialistes.

Les taux d'actualisation utilisés dépendent du coût moyen pondéré des capitaux utilisés par le Groupe, majorés de coefficients de risques suivant les zones géographiques où les activités Produits Fromagers et Autres Produits Laitiers sont exercées. Ils intègrent également une prime de taille et les taux d'inflation sont fixés à moyen terme. Par ailleurs, le calcul de la valeur recouvrable prend en compte un taux de croissance à long terme sur le flux terminal.

VALEURS NETTES COMPTABLES DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES À DURÉE DE VIE INDÉFINIE

	Valeurs comptables				Taux d'actualisation		Taux de croissance LT	
	des goodwill et des marques		des autres immobilisations incorporelles et corporelles (*)					
	Au 31 décembre 2023	Au 31 décembre 2022	Au 31 décembre 2023	Au 31 décembre 2022	Au 31 décembre 2023	Au 31 décembre 2022	Au 31 décembre 2023	Au 31 décembre 2022
<i>En millions d'euros</i>								
PRODUITS FROMAGERS								
EUROPE DE L'OUEST	136,56	136,57	456,03	441,48	8,0 %	7,0 %	1,0 %	1,0 %
CF&R	71,38	71,38	110,70	111,75	8,0 %	7,0 %	1,0 %	1,0 %
EUROPE DU SUD	5,88	5,87	24,42	23,81	9,5 %	8,5 %	1,0 %	1,0 %
PECO U.E.	13,46	13,52	59,63	59,50	9% à 11,5%	7,5% à 10,5%	1,0 %	1,0 %
ROUMANIE	15,65	15,73	5,50	5,94	11,0 %	10,0 %	1,0 %	1,0 %
UKRAINE	-	-	0,59	-	26,0 %	19,0 %	1,0 %	1,0 %
RUSSIE	-	-	38,89	37,42	25,0 %	23,0 %	2,0 %	2,0 %
SERBIE	-	-	0,85	1,05	12,5 %	11,5 %	1,0 %	1,0 %
USA : Cheese	20,28	25,35	55,65	63,64	9,0 %	7,5 %	1,0 %	1,0 %
USA : Palace Industries	-	-	5,75	6,12	9,0 %	7,5 %	1,0 %	1,0 %
BRESIL/URUGUAY	-	-	50,36	46,82	12,5 %	11,0 %	2,0 %	2,0 %
CHILI	0,42	0,45	2,42	2,60	10,0 %	9,0 %	2,0 %	2,0 %
BSI	-	-	56,36	71,52	9,0 %	8,0 %	2,0 %	2,0 %
INDE	-	-	4,28	2,92	13,0 %	11,5 %	2,0 %	2,0 %
JAPON	-	-	3,43	4,05	8,5 %	6,5 %	1,0 %	1,0 %
EGYPTE	-	-	0,26	0,38	24,0 %	19,0 %	1,0 %	1,0 %
AUTRES PRODUITS LAITIERS								
BASSIN LAITIER France	123,78	123,78	239,17	228,01	8,0 %	7,0 %	1,0 %	1,0 %
SODILAC	11,35	11,35	0,34	0,41	8,0 %	7,0 %	1,0 %	1,0 %
POLOGNE : Paslek	-	-	18,55	19,87	9,5 %	8,5 %	1,0 %	1,0 %
AFP -USA	2,14	2,22	70,76	75,08	9,0 %	7,5 %	1,0 %	1,0 %
CORMAN	23,14	23,14	35,24	48,00	8,0 %	7,0 %	1,0 %	1,0 %
CHINE : Sinodis	25,71	27,43	1,59	1,32	9,0 %	8,0 %	2,0 %	2,0 %
ARGENTINE (**)	10,52	-	44,66	37,52	58,5 %	56,0 %	2,0 %	2,0 %
COREE : Bake Plus	10,11	10,11	3,61	3,53	8,5 %	7,5 %	2,0 %	2,0 %
AUTRES	11,45	11,51	28,27	40,22	8,0 %	7,0 %	1,0 %	1,0 %
TOTAL	481,83	478,40	1 317,31	1 332,98				

(*) Hors les droits d'utilisation IFRS 16.

(**) Taux exprimés sur la base de la monnaie locale.

En 2023, les perspectives du plan à long terme tiennent compte des nouvelles évolutions des marchés et de la concurrence, de l'accélération de l'inflation des prix des matières premières et de l'ensemble des coûts de production, des initiatives pour lutter contre le changement climatique, en particulier dans le cadre de la stratégie RSE du Groupe, du contexte économique difficile de certains pays dont la sortie de crise n'est pas prévisible dans un avenir proche ainsi que

des situations structurelles particulières auxquelles sont confrontées certaines entités. Celles-ci ont conduit à déprécier sur l'exercice des goodwill, immobilisations incorporelles et corporelles pour un montant net global de 16,9 millions d'euros contre 63 millions d'euros en 2022 (cf. tableau ci-dessous).

ÉTAT DES DOTATIONS NETTES AUX DÉPRÉCIATIONS D'ACTIFS INCORPORELS ET CORPORELS

En millions d'euros	Actifs incorporels			Actifs corporels					TOTAL	
	Goodwill	Autres	Total actifs incorporels	Terrains	Constructions et aménagements	Installations, matériel et outillages	Autres	Total actifs corporels	2023	2022
RAMBOL ⁽¹⁾	-	-	-	-	0,9	-	-	0,9	0,9	-1,5
EUROPE DE L'OUEST ⁽²⁾	-	-	-	-	-	-	-	-	-	11,1
PECO U.E.	-	-	-	-	-	0,2	-	0,2	0,2	0,5
SERBIE	-	-	-	-	-	0,2	-	0,2	0,2	-
UKRAINE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,7
RUSSIE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	47,8
USA : Cheese	4,0	0,3	4,3	-	-	3,2	-	3,2	7,5	-
BRESIL/ URUGUAY	-	-	-	-	-	-0,2	-	-0,2	-0,2	1,1
CHINE	-	-	-	-	4,8	1,9	0,7	7,4	7,4	-
EGYPTE	-	-	-	-	-	0,1	-	0,1	0,1	-
BASSIN LAITIER France	-	-	-	-	-0,2	0,3	-	0,1	0,1	-1,2
POLOGNE : Paslek	-	-	-	-	-	1,1	-	1,1	1,1	-
CORMAN	-	-	-	-	-	-0,5	-	-0,5	-0,5	4,2
AUTRES	-	-	-	-	-	-	0,1	0,1	0,1	0,3
TOTAL	4,0	0,3	4,3	-	5,5	6,3	0,8	12,6	16,9	63,0

(1) Ajustement de la juste valeur des actifs de Fromageries Rambol SAS classés en actifs en cours de cession.

(2) Dont en 2022, dépréciation d'une ligne de production spécifique en Allemagne pour 8 millions d'euros.

A fin décembre 2023, les dépréciations d'actifs cumulées s'élèvent à 161,4 millions d'euros dont essentiellement 70,3 millions d'euros pour la Russie, 25,1 millions d'euros pour la France, 15 millions d'euros sur les différentes UGT de l'Europe de l'Est, 13,5 millions d'euros pour le Brésil/Uruguay, 11,7 millions d'euros pour les États-Unis, 7,4 millions d'euros pour la Chine, 6 millions d'euros sur l'Europe du Sud, 11,1 millions d'euros sur l'Europe de l'Ouest, 1,2 million d'euros pour l'Égypte et 0,1 million pour l'Argentine.

Analyse de la sensibilité :

Les valeurs recouvrables déterminées dans le cadre des tests de dépréciation ont fait l'objet de tests de sensibilité à une majoration des taux d'actualisation de 0,5 %, à une diminution des taux de croissance à l'infini de 0,5 %, et à une dégradation de 10 % du taux de marge opérationnelle courante. Pour un certain nombre d'unités génératrices de trésorerie, ces variations conduisent à identifier des valeurs recouvrables inférieures à la valeur nette comptable de l'unité génératrice de trésorerie, ajustée le cas échéant des dépréciations de l'exercice :

Montant de dépréciation complémentaire en cas de variation des hypothèses							
Au 31 décembre 2023				Au 31 décembre 2022			
En millions d'euros	Taux d'actualisation	Taux de marge opérationnelle courante minoré de 10% (*)	Taux de croissance LT minoré de 0,5% (*)	Taux d'actualisation	Taux de marge opérationnelle courante minoré de 10% (*)	Taux de croissance LT minoré de 0,5% (*)	
	+0,5%			+0,5%			
PRODUITS FROMAGERS							
CF&R	2,5	25,8	-0,5	-	7,2	-	
EUROPE DU SUD	0,9	4,6	0,4	-	-	-	
RUSSIE : B.M.K	-	-	-	1,1	2,4	0,7	
AUTRES PRODUITS LAITIERS							
POLOGNE : Paslek	2,6	-	2,2	2,6	-	-	
TOTAL	6,0	30,4	2,1	3,7	9,6	0,7	

(*) Le taux de marge opérationnelle est calculé en rapportant le Résultat Opérationnel Courant sur le Chiffre d'affaires.

9.2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles, lorsqu'elles sont propriétés du Groupe, sont inscrites au bilan à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur. Elles sont amorties linéairement, par composant, en fonction de leur durée d'utilité et en tenant compte des valeurs résiduelles éventuelles.

Les principales durées d'utilité sont les suivantes :

Bâtiments et aménagements	10 à 30 ans
Machines et équipements	5 à 20 ans
Outils, mobilier, matériel informatique et divers	3 à 15 ans
Véhicules	4 à 7 ans

Les terrains ne sont pas amortis.

Les intérêts sur le financement des immobilisations en cours de construction sont capitalisés conformément à la norme IAS 23 révisée. Toute dépense future est inscrite au compte de résultat au cours de l'exercice où elle est encourue à l'exception du cas où elle accroîtrait la capacité de l'actif immobilisé auquel elle est liée à générer des avantages économiques futurs.

Les subventions d'équipement sont déduites de la valeur brute des immobilisations. Les ventes de Certificats d'Economie d'Energie sont également comptabilisées en tant que subventions en appliquant la norme IAS 20, considérant qu'il s'agit en substance d'une subvention en nature de l'Etat qui a mis en place un dispositif dont l'objectif est d'encourager des investissements générateurs d'économies d'énergie.

En milliers d'euros

	Terrains	Constructions et aménagements	Installations, techniques, matériel et outillages	Autres	Total
Au 31 décembre 2021					
Valeur brute	56 834	970 255	2 324 239	476 038	3 827 366
Amortissements et dépréciations cumulés	-2 601	-620 050	-1 718 875	-208 763	-2 550 289
VALEUR NETTE COMPTABLE	54 233	350 205	605 364	267 275	1 277 077
Exercice 2022					
VALEUR NETTE COMPTABLE A L'OUVERTURE	54 233	350 205	605 364	267 275	1 277 077
Différences de conversion	-72	787	-301	2 069	2 483
Acquisitions ⁽¹⁾	315	14 585	42 357	126 185	183 442
Cessions	468	1 443	-1 235	-490	186
Dépréciation	-	-3 770	-15 918	-8 502	-28 190
Reprise de dépréciation	2	2 303	3 684	488	6 477
Variations de périmètre ⁽¹⁾ (note 2)	48	1 473	1 835	292	3 648
Reclassements ⁽²⁾	45	30 687	74 375	-105 231	-124
Impact du traitement hyperinflation ⁽³⁾	713	5 205	8 365	1 289	15 572
Dotation aux amortissements	-	-33 332	-101 096	-22 562	-156 990
Impact activités en cours de cession ⁽⁴⁾	-1 040	-2 802	-995	885	-3 952
VALEUR NETTE COMPTABLE	54 712	366 784	616 435	261 698	1 299 629
Au 31 décembre 2022					
Valeur brute	57 333	1 022 742	2 402 323	483 337	3 965 735
Amortissements et dépréciations cumulés	-2 621	-655 958	-1 785 888	-221 639	-2 666 106
VALEUR NETTE COMPTABLE	54 712	366 784	616 435	261 698	1 299 629
Exercice 2023					
VALEUR NETTE COMPTABLE A L'OUVERTURE	54 712	366 784	616 435	261 698	1 299 629
Différences de conversion	-5 977	-29 584	-23 389	-14 237	-73 187
Acquisitions ⁽¹⁾	282	11 152	17 207	147 627	176 268
Cessions	-24	-71	-7 234	-300	-7 629
Dépréciation ⁽⁵⁾	-	-4 968	-7 783	-768	-13 519
Reprise de dépréciation ⁽⁵⁾	3	348	1 445	-	1 796
Variations de périmètre ⁽¹⁾ (note 2)	5 464	21 966	5 030	6 045	38 505
Reclassements ⁽²⁾	249	34 008	97 676	-130 915	1 018
Impact du traitement hyperinflation ⁽³⁾	2 330	10 790	10 614	743	24 477
Dotation aux amortissements	-	-34 625	-102 995	-24 745	-162 365
Impact activités en cours de cession ⁽⁴⁾	-	-	-	-	-
VALEUR NETTE COMPTABLE	57 039	375 800	607 006	245 148	1 284 993
Au 31 décembre 2023					
Valeur brute	59 524	1 056 075	2 470 427	481 835	4 067 861
Amortissements et dépréciations cumulés	-2 485	-680 275	-1 863 421	-236 687	-2 782 868
VALEUR NETTE COMPTABLE	57 039	375 800	607 006	245 148	1 284 993

(1) En 2023, entrée de SAW S.A. à la date d'acquisition.

En 2022, prise de contrôle de Poitou chèvre SAS au 15 mars 2022.

(2) Mise en service des immobilisations corporelles en cours.

(3) Impact du retraitement de l'hyperinflation concernant l'Argentine.

(4) En 2022, concernait les immobilisations corporelles de Fromageries Rambol SAS.

(5) Confère note 9.1 Etat des dotations nettes aux dépréciations d'actifs incorporels et corporels.

(*) Des subventions d'investissement ont été comptabilisées en déduction des immobilisations concernées pour un solde de 75,3 millions d'euros en 2023 dont 45,1 millions d'euros issus de la vente de Certificats d'économie d'énergie (CEE) contre 57,7 millions d'euros en 2022 dont 43,8 millions d'euros issus de la vente de CEE. Ces subventions intègrent le montant de 17,9 millions d'euros d'aide octroyée par le gouvernement Wallon.

9.3. Contrat de location IFRS 16

A la suite de la mise en place de la norme IFRS 16 à compter du 1er janvier 2019, les contrats de location d'une valeur unitaire supérieure à 5 000 dollars ou d'une durée supérieure à un an sont comptabilisés au bilan. Les charges de loyers n'intègrent donc que les charges de loyers relatives aux contrats de location de courte durée ou dont la valeur du bien sous-jacent est de faible valeur ainsi que les loyers variables non indexés sur un indice ou un taux.

IFRS 16 introduit pour le preneur un modèle unique de comptabilisation au bilan des contrats de location. Le preneur comptabilise un actif « droit d'utilisation » qui représente son droit d'utiliser l'actif sous-jacent, et une dette de loyers au titre de son obligation à payer le loyer.

Un contrat ou une partie d'un contrat est ou contient une location s'il accorde le droit de contrôler l'utilisation d'un actif identifié pour une certaine durée, en échange d'une contrepartie. Le Groupe comptabilise un actif « droit d'utilisation » et une dette de loyers à la date de début du contrat de location.

L'actif « droit d'utilisation » est initialement évalué au coût, puis ensuite au coût diminué de tout amortissement et de toute perte de valeur cumulée, le montant pouvant être ajusté en fonction de certaines réévaluations du passif de loyers.

La dette de loyers est initialement évaluée à la valeur actualisée des loyers dus non encore payés à la date de début du contrat. La dette de loyers est ensuite augmentée de la charge d'intérêts et diminuée des montants de loyers payés. Elle est réévaluée en cas de modification des loyers futurs à la suite d'un changement d'indice ou de taux, à une nouvelle estimation du montant à payer attendu au titre d'une garantie de la valeur résiduelle ou, le cas échéant, d'une réévaluation de l'exercice d'une option d'achat ou de prolongation ou du non-exercice d'une option de résiliation (qui deviennent alors raisonnablement certain).

Lorsqu'une dette de loyers est ainsi réévaluée, la valeur comptable de l'actif « droit d'utilisation » est ajustée en conséquence. L'ajustement n'est porté au compte de résultat que si la valeur comptable de l'actif « droit d'utilisation » a été réduite à zéro.

Les paiements de loyers pris en compte pour l'évaluation de la dette de loyers se composent :

- des loyers fixes, y compris les loyers fixes en substance ;
- des loyers variables indexés sur un indice ou un taux, initialement mesurés sur la base de l'indice ou du taux en question à la date de début du contrat ;

Le montant des immobilisations en cours compris dans le poste « Autres », représente 159,3 millions d'euros en 2023 contre 178,7 millions d'euros au 31 décembre 2022, en lien avec les projets de développement des capacités de production dans certaines activités.

- des montants payables au titre de la garantie de valeur résiduelle ; et

- du prix d'exercice d'une option d'achat que le Groupe est raisonnablement certain d'exercer, des loyers payés au cours de la période de renouvellement si le Groupe est raisonnablement certain d'exercer une option de prolongation et des pénalités de résiliation anticipées du contrat de location, à moins que le Groupe ne soit raisonnablement certain de ne pas résilier le contrat par anticipation.

Le taux d'actualisation utilisé correspond au taux d'intérêt implicite du contrat ou, s'il ne peut être aisément déterminé, au taux d'emprunt marginal. C'est ce dernier taux que le Groupe utilise généralement en tant que taux d'actualisation. Ce taux est calculé par devise et par maturité sur la base du taux de financement du Groupe auquel est ajouté au niveau des filiales un spread pour tenir compte des risques et environnements économiques spécifiques à chaque pays. La durée est calculée sur la base d'une maturité moyenne pondérée par les flux.

La durée de location retenue est la durée non résiliable pendant laquelle le Groupe dispose du droit d'utilisation de l'actif sous-jacent à laquelle s'ajoutent, si leur exercice est jugé raisonnablement certain, les options de renouvellement ou de résiliation prévues aux contrats. Le caractère raisonnablement certain tient compte de l'ensemble des aspects économiques du contrat et de l'expérience passée sur des contrats similaires. L'actif est amorti par défaut, sur la plus petite durée entre la durée du contrat et la durée d'utilité sauf en cas de transfert de propriété de l'actif sous-jacent au preneur ou d'existence d'une option d'achat dont l'exercice est jugé raisonnablement certain, auquel cas l'actif est amorti systématiquement suivant la durée d'utilité.

Le Groupe présente les actifs « droit d'utilisation » et les obligations locatives courantes et non courantes sur des lignes spécifiques du bilan. Un impôt différé actif est calculé sur la base de la dette locative et un impôt différé passif est comptabilisé sur la base de l'actif droit d'utilisation.

Au compte de résultat, les charges d'amortissement sont comptabilisées dans le résultat opérationnel courant et les charges d'intérêts dans le résultat financier. Les contrats de location de courte durée (inférieur ou égal à un an) ou dont la valeur du bien sous-jacent est de faible valeur (inférieure ou égale à 5 000 dollars) sont exclus de ce traitement et sont comptabilisés en charge de loyers. Au tableau de flux de financement, le remboursement du nominal appartient aux activités de financement. La part des loyers correspondant aux intérêts payés sur emprunts s'analysent en flux d'exploitation.

Impacts sur les comptes de la période

Les principaux impacts au 31 décembre 2023 sur les états financiers de l'application de la norme IFRS 16 sont les suivants :

Impacts au compte de résultat

En milliers d'euros	12 mois	
	2023	2022
Dotations et reprises d'exploitation	-29 018	-28 796
Autres produits et charges d'exploitation	33 253	30 615
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	4 235	1 819
Autres produits et charges opérationnels ^(*)	-3 016	28
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	1 219	1 847
Charges d'intérêts sur obligations locatives	-4 903	-2 023
Change net	-2 495	-492
RÉSULTAT AVANT IMPÔTS	-6 179	-668
Impôts différés	928	203
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	-5 251	-465

(*) Essentiellement dépréciation du droit d'utilisation de la société Alternative Foods LLC.

Impacts au bilan

ACTIF

En milliers d'euros	Au 31 décembre 2023	Au 31 décembre 2022
Droits d'utilisation relatifs aux contrats de location	65 511	60 702
Impôts différés actif	17 880	14 968
ACTIFS	83 391	75 670

PASSIF ET CAPITAUX PROPRES

En milliers d'euros	Au 31 décembre 2023	Au 31 décembre 2022
Résultats non distribués	-7 047	-1 796
CAPITAUX PROPRES	-7 047	-1 796
Obligations locatives non courantes	47 156	40 716
Impôts différés passifs	16 533	14 543
TOTAL PASSIFS NON COURANTS	63 689	55 259
Fournisseurs et autres créditeurs	2 561	1 395
Obligations locatives courantes	24 188	20 812
TOTAL PASSIFS COURANTS	26 749	22 207
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES	83 391	75 670

Impacts détaillés sur le droit d'utilisation et les obligations locatives

DROITS D'UTILISATION

<i>En milliers d'euros</i>	Terrains	Constructions et aménagements	Installations, techniques, matériel et outillages	Autres ^(*)	TOTAL
Valeur brute	1 194	64 854	30 825	34 525	131 398
Amortissements et dépréciations cumulés	-265	-31 857	-19 408	-19 166	-70 696
VALEUR NETTE COMPTABLE A L'OUVERTURE	929	32 997	11 417	15 359	60 702
Variations de périmètre ^(**)	4	251	1 255	682	2 192
Différences de conversion	26	-861	-1 248	-515	-2 598
Entrées d'actifs	-	5 272	9 652	13 083	28 007
Dépréciation	-	-	-2 970	-	-2 970
Dotation aux amortissements	-67	-10 139	-9 284	-9 528	-29 018
Modifications de contrats	13	2 296	5 144	1 009	8 462
Reclassement	-	-	-	-	-
Hyperinflation	91	-46	465	223	733
VALEUR NETTE COMPTABLE A LA CLOTURE	996	29 771	14 431	20 313	65 511
Valeur brute	1 319	65 972	41 058	40 107	148 456
Amortissements et dépréciations cumulés	-323	-36 201	-26 627	-19 794	-82 945

(*) Contrats de location essentiellement sur du matériel de manutention et véhicules automobiles.

(**) Entrée de SAW S.A. à la date d'acquisition.

OBLIGATIONS LOCATIVES

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2023	Courant	Non Courant
SOLDE A L'OUVERTURE	61 528	20 812	40 716
Augmentation	27 745	-	-
Remboursement	-28 350	-	-
Différences de conversion	-290	-	-
Variations de périmètre ^(*)	2 192	-	-
Modifications de contrats	8 519	-	-
SOLDE A LA CLOTURE	71 344	24 188	47 156

(*) Entrée de SAW S.A. à la date d'acquisition.

	Au 31 décembre 2023	Au 31 décembre 2022
Dans un délai d'un an	24 188	20 812
Au cours de la 2e et jusqu'à la 5e année	37 995	31 194
Au-delà de la 5e année	9 161	9 522
TOTAL	71 344	61 528

Autres informations**MONTANTS DES LOYERS NON RETRAITES IFRS 16**

Le tableau ci-dessous présente les loyers qui résultent des contrats de location non capitalisés :

En milliers d'euros	12 mois	
	2023	2022
Loyers de faible valeur (< ou = 5000€)	-2 007	-1 457
Loyers court terme (< ou = 12 mois)	-3 328	-3 758
Loyers variables	-8 023	-8 976
TVA non déductible	-694	-663
Autres (*)	-1 767	-1 854
TOTAL	-15 819	-16 708

(*) Contrats non éligibles pour d'autres raisons.

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

En milliers d'euros	12 mois	
	2023	2022
Montant des loyers payés pour location hors IFRS16	15 002	17 739
Montant des engagements fermes pour contrats de locations non débutés à la clôture	-	5 925

La composante service existant éventuellement dans les contrats de location est exclue de la charge de loyer.

NOTE 10. AUTRES PROVISIONS ET PASSIFS ÉVENTUELS

Les provisions pour remise en état de site, pour coûts de réorganisation, pour actions en justice et pour risques divers sont comptabilisées lorsque le Groupe est tenu par une obligation légale ou implicite découlant d'événements passés s'il est plus probable qu'improbable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et si le montant de la provision peut être estimé de manière fiable. Les provisions pour restructuration englobent les pénalités de résiliation de contrats de location et les indemnités de fin de contrat de travail et ne sont comptabilisées que lorsque des plans détaillés ont été établis et qu'un commencement de mise en œuvre ou une annonce ont créé une attente. Les pertes opérationnelles futures ne sont pas provisionnées.

Lorsqu'il existe un certain nombre d'obligations similaires, la probabilité qu'une sortie de ressources soit nécessaire au règlement de ces obligations est déterminée en considérant

la catégorie d'obligations comme un tout. Bien que la probabilité de sortie pour chacun des éléments soit faible, il peut être probable qu'une certaine sortie de ressources sera nécessaire pour régler cette catégorie d'obligations dans son ensemble. Si tel est le cas, une provision est comptabilisée.

Le montant comptabilisé en provision est la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation, actualisée à la date de clôture. Le taux d'actualisation avant impôt utilisé pour déterminer la valeur actuelle reflète les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et les risques inhérents à l'obligation. L'augmentation de la provision résultant de la désactualisation est comptabilisée en charges d'intérêt.

En milliers d'euros	Réorganisation	Autres risques et charges	Total
Au 1er janvier 2022	9 382	13 621	23 003
Différences de conversion	-7	-205	-212
Constitution de provisions	2 967	11 493	14 460
Emplois	-8 181	-6 506	-14 687
Variation de périmètre	-	48	48
Au 31 décembre 2022	4 161	18 451	22 612
Différences de conversion	24	-1 762	-1 738
Constitution de provisions	870	9 153	10 023
Emplois ⁽¹⁾	-2 844	-8 350	-11 194
Variation de périmètre ⁽²⁾	-	1 945	1 945
Au 31 décembre 2023	2 211	19 437	21 648

(1) Les reprises de provisions de 11,2 millions se répartissent en 4,6 millions d'euros de provisions utilisées et 6,6 millions devenues sans objet.

(2) Entrée de SAW S.A. à la date d'acquisition.

Au 31 décembre 2023, les principaux risques et litiges provisionnés concernent les réorganisations pour 2,2 millions d'euros (décembre 2022 : 4,2 millions d'euros), des litiges sociaux pour 8 millions d'euros (décembre 2022 : 5,5 millions d'euros), des risques et litiges commerciaux pour 2,5 millions d'euros (décembre 2022 : 1,7 million d'euros), et divers risques pour 8,9 millions d'euros (décembre 2022 : 11,2 millions d'euros).

En application de 3 arrêts du 13 septembre 2023 de la chambre sociale de la Cour de cassation, désormais toutes les périodes de suspension du contrat de travail en raison de l'état de santé du salarié, quelles qu'en soient la durée ou l'origine, donnent droit à l'acquisition de congés payés.

Le Groupe a tenu compte des conséquences de cette jurisprudence s'agissant des congés acquis au titre de la période de référence en cours et a provisionné, selon sa meilleure estimation, les droits afférents aux périodes de référence antérieures, dans l'attente de précisions réglementaires relatives au délai de prescription.

Les provisions pour risques et litiges sont destinées à couvrir chaque risque et chaque litige identifiés. Pour ce qui est des litiges ouverts, en liaison avec ses avocats et conseils, le Groupe ne constitue une provision que lorsqu'il estime probable une issue défavorable et que celle-ci est évaluable de façon fiable.

- En 2021, deux organisations de producteurs de lait françaises ont assigné Savencia en justice pour, de leur point de vue, une application incorrecte par Savencia de ses obligations contractuelles en particulier pour ce qui concerne la détermination du prix du lait. En 2022, le Groupe a signé un accord avec l'une de ces organisations clôturant ainsi le litige les opposant. Quant au second dossier, un jugement rendu le 30 août 2022 par le tribunal judiciaire de Coutances a condamné Savencia à verser à l'AOP Sunlait un montant de 26 millions d'euros au titre de 2020 et un montant restant à définir pour 2021, sans

prononcer toutefois l'exécution de ce jugement. Tout en prenant acte de la décision judiciaire, le Groupe Savencia l'a contestée vigoureusement et a fait immédiatement appel, fort des ses arguments juridiques développés tant sur la forme que sur le fond. Le Groupe considère en outre que, sur le plan économique, ce jugement ne tenait pas compte du fait que Savencia a payé aux adhérents de Sunlait un prix du lait supérieur à la moyenne du marché national. Dans ce contexte, Savencia maintient qu'il respecte les termes de ses contrats et qu'à ce titre, les demandes de Sunlait étaient injustifiées. L'arrêt rendu le 05 décembre 2023 par la Cour d'Appel de Caen invalide l'ensemble des décisions rendues en première instance et déboute l'AOP Sunlait de toutes ses demandes. Après analyse, l'AOP Sunlait a décidé le 8 février 2024 de se pourvoir devant la Cour de cassation. Savencia reste confiant dans ses arguments. Aucune provision n'est enregistrée à ce titre.

- L'Autorité de la concurrence ("ADLC") a procédé au cours du mois de novembre 2022 à une perquisition dans les locaux de différents groupes laitiers français dont le Groupe Savencia, en lien avec une suspicion potentielle de pratiques anticoncurrentielles dans le cadre des approvisionnements en lait de vache. L'enquête étant en cours à ce stade, le Groupe n'est pas en mesure d'évaluer l'issue de la procédure et d'estimer un éventuel risque de sortie de ressources probable. Le Groupe Savencia considère respecter la réglementation en vigueur.

NOTE 11. FINANCEMENTS ET INSTRUMENTS FINANCIERS

11.1. Résultat financier

Les charges financières incluent les intérêts supportés sur les fonds empruntés auprès des tiers. Elles comprennent également les commissions bancaires et les différences de change.

Les produits financiers incluent les intérêts acquis sur les fonds placés auprès des tiers. Ils comprennent aussi les différences de change sur les actifs et les passifs financiers. Les profits et les pertes sur les instruments de couverture de taux d'intérêt affectant le compte de résultat sont également enregistrés sur cette ligne.

En milliers d'euros	12 mois	
	2023	2022
Charges financières d'intérêts ^{(1) (*)}	-46 284	-12 704
Commissions bancaires	-4 560	-4 543
Charges d'intérêts sur obligations locatives ⁽²⁾	-5 522	-2 181
Autres charges financières nettes ^(**)	-3 674	-6 508
Instruments de couverture de taux d'intérêts net	-	-148
Change net	-	-12 124
CHARGES FINANCIÈRES	-60 040	-38 208
Produits financiers ^{(3) (***)}	36 724	13 766
Instruments de couverture de taux d'intérêts net ⁽⁴⁾	3 452	-
Change net	1 835	-
PRODUITS FINANCIERS	42 011	13 766
CHARGES FINANCIÈRES NETTES	-18 029	-24 442
Dont charges d'intérêts, net ⁽¹⁾⁺⁽²⁾⁺⁽³⁾⁺⁽⁴⁾	-11 630	-1 267

(*) Impact de la hausse des taux d'intérêt essentiellement.

(**) Dont en 2022, cession de valeurs mobilières de placement pour 3,5 millions d'euros.

(***) Dont en 2023, impact de la hausse des rendements et produits sur sortie d'instruments financiers détenus sur la société Financière Louis pour 4 millions d'euros. Comprendait en 2022, 3 millions d'euros de revalorisation de la créance fiscale brésilienne (cf.note 5).

11.2. Autres actifs financiers non courants

Les actifs financiers qui ont une échéance supérieure à une année (sauf pour les instruments de capitaux propres) comprennent les créances non courantes et les autres instruments financiers comme les participations dans lesquelles le Groupe n'exerce ni contrôle ni influence notable. Selon les raisons qui ont motivées leur acquisition, les participations dont la détention est jugée non stratégique sont classées en « Titres immobilisés valorisés à la juste valeur par le résultat ». Ils sont comptabilisés dès que la transaction est réalisée. Lors de la vente de ces éléments, le résultat de cession est comptabilisé au compte de résultat. La juste valeur est déterminée sur la base du prix de marché à la date de conclusion du contrat pour les instruments cotés ou de techniques d'actualisation des flux futurs de trésorerie fondés sur les données de marché pour les autres instruments.

Les prêts dont les flux futurs attendus sont uniquement constitués par le paiement d'intérêts et de remboursement de capital à échéance, sont tous comptabilisés au coût amorti car leur vocation première est de collecter les flux de trésorerie contractuels. Les actifs financiers dont les flux futurs contractuels sont constitués d'intérêts et de remboursement de capital mais que le Groupe s'autorise à revendre avant l'échéance sont comptabilisés à la JV par OCI. Lors de la décomptabilisation d'un tel instrument financier, et notamment en cas de cession, la plus ou moins-value accumulée en OCI est reclassée au compte de résultat. Il n'y a pas, en l'espèce, d'instruments concernés par ce traitement au niveau du Groupe.

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2023	Au 31 décembre 2022
Prêts et créances	15 083	18 493
Titres immobilisés évalués à la JV par résultat (>1an)	14 162	12 327
Dépréciation	-233	-2 743
TOTAL	29 012	28 077

Les actifs financiers comprennent notamment des obligations convertibles Horizon Agroalimentaire pour 2,7 millions d'euros, des titres Cathay III et IV pour 2,6 millions d'euros et FnB Europe Fund SLP Private II Equity pour 2,3 millions

d'euros. Les autres participations ne présentent pas de caractère significatif.

11.3. Autres actifs financiers courants

Sont classés dans cette catégorie les placements en OPCVM, FCP, BMTN, SICAV et titres qui, bien que d'échéances inférieures à un an, ne remplissent pas l'ensemble des critères qui permettent de les classer en équivalents de trésorerie.

L'analyse de la conformité aux critères est menée sur la base des informations contenues dans le prospectus d'émission de chaque OPCVM ainsi que sur l'historique de l'évolution de leur valeur liquidative.

11.4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La ligne « Trésorerie et équivalents trésorerie » se décompose en trésorerie et équivalents trésorerie comprenant des titres négociables, placements à court terme et autres fonds monétaires dont l'objectif de détention est de faire face aux engagements de trésorerie à court terme, ceci, conformément à la norme IAS 7 et à la recommandation commune de l'ANC et de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) émise le 27 novembre 2018, qui fait suite à l'entrée en vigueur du nouveau règlement européen 2017/1131 sur les fonds monétaires. Les équivalents de trésorerie regroupent les dépôts bancaires à terme et les placements à taux fixe dont l'échéance à compter de la date d'acquisition est égale ou inférieure à trois mois. Les dépôts à terme de plus de trois mois ne sont susceptibles d'être classés en équivalents de trésorerie que s'il existe des options de sortie exerçables à tout moment ou au maximum tous les trois mois, que ces options soient initialement prévues au contrat et exerçables sans pénalité. Les dépôts à terme et placements à taux fixes doivent être également soumis à un risque négligeable de changement de valeur ; ceux dont l'échéance est supérieure à

trois mois et qui ne satisfont pas les conditions énoncées ci-dessus, ou dont l'échéance est inférieure à trois mois mais susceptibles de changement de valeur font partie des « Autres actifs financiers courants ».

La trésorerie est évaluée à sa juste valeur. Tous les gains et pertes non réalisés sont enregistrés en compte de résultat.

Dans le cas où certains titres négociables seraient détenus en vue d'obtenir un profit à court terme, ils sont évalués à leur juste valeur. Tous les profits ou pertes réalisés ou non sont comptabilisés directement en résultat.

La juste valeur est déterminée à la clôture sur la base du prix de marché pour les instruments cotés ou sur la base de techniques d'actualisation des flux futurs de trésorerie fondés sur les données de marché pour les autres instruments.

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2023	Au 31 décembre 2022
Trésorerie	262 459	306 081
Équivalents de trésorerie	328 525	242 535
TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE	590 984	548 616

Les équivalents de trésorerie comprennent essentiellement des DAT et des billets de trésorerie.

La trésorerie dont l'évolution est détaillée dans le tableau des flux de trésorerie se réconcilie comme suit, avec les bilans consolidés présentés.

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2023	Au 31 décembre 2022
Trésorerie et équivalents de trésorerie	590 984	548 616
Concours bancaires courants et comptes courants financiers	-57 910	-51 714
TRESORERIE NETTE	533 074	496 902

11.5. Emprunts et dettes financières hors contrats de location

Les dettes portant intérêts sont initialement comptabilisées à leur juste valeur nette des coûts de transactions encourus. Elles sont ensuite évaluées en application de la méthode du coût amorti. La différence entre la juste valeur à l'émission et le montant remboursé est amortie en fonction de la durée de

la dette ou de l'engagement sur la base du taux d'intérêt effectif. Ils sont classés en passifs courants à moins qu'il n'existe un droit inconditionnel de reporter le règlement de la dette au minimum douze mois après la clôture.

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2023	Non courant	Courant	Au 31 décembre 2022	Non courant	Courant
Emprunts auprès d'établissements financiers et autres ^(*)	783 793	112 845	670 948	684 909	5 898	679 011
Comptes courants bloqués de la participation	14 780	13 108	1 672	13 760	11 675	2 085
Emprunts obligataires	275 573	265 611	9 962	287 681	277 349	10 332
Concours bancaires courants	39 915	-	39 915	30 408	-	30 408
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES A LA CLÔTURE	1 114 061	391 564	722 497	1 016 758	294 922	721 836

(*) L'endettement courant auprès des établissements financiers est composé essentiellement de billets de trésorerie.

Les emprunts et dettes financières sont présentés hors montant des options d'achat et de vente contractées avec les détenteurs de participations minoritaires. Par ailleurs, suite à la mise en application d'IFRS 16, les obligations locatives sont présentées sur une ligne distincte au bilan à compter de 2019.

Le Groupe dispose des lignes de crédits confirmés à long terme non utilisées pour couvrir l'utilisation des crédits à court terme.

Les « Emprunts auprès d'établissements financiers », pour le non-courant, correspondent à des tirages sur des lignes de crédit bancaires accordées notamment dans le cadre du crédit Syndiqué renégocié en 2021 d'une durée allant jusqu'à sept ans.

En 2023, la ligne « Emprunts obligataires » comprend cinq emprunts privés. Le premier émis en 2011 et 2013 (échéances respectives de 2025 et 2026) d'un montant nominal résiduel de 82,5 millions de dollars, dont le remboursement a démarré en 2019, le deuxième émis en 2016 d'un montant nominal de 20 millions d'euros, remboursable par cinquième à compter de 2027, le troisième d'un montant nominal de 130 millions d'euros, remboursable par cinquième à compter de 2028, le

quatrième émis en 2018 d'un montant de 30 millions d'euros, remboursable progressivement à compter de 2029, et le cinquième émis en 2019 d'un montant de 20 millions d'euros, remboursable par cinquième à compter de 2030.

Pour l'exercice 2023, l'encours moyen des emprunts auprès des établissements de crédit est de 1 247 millions d'euros.

Le taux moyen des emprunts s'élève à 3,75 % en 2023, protections de taux et commissions bancaires incluses.

Dans le but de maîtriser l'impact de la variation des taux d'intérêt sur ses résultats, le Groupe a mis en place une politique d'échange de taux et de contrats optionnels couvrant la totalité des encours de financement net en euros à taux variable à moyen et long terme. Les taux variables utilisés par le Groupe sont principalement Euribor et €STR.

Afin de maîtriser l'impact de la variation du dollar de l'emprunt en devise, le Groupe a mis en place une couverture de change couvrant la totalité des flux de l'emprunt émis en dollar.

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2023	Au 31 décembre 2022
Exigibles dans un délai d'un an	722 497	721 836
Au cours de la 2e et jusqu'à la 5e année y compris	221 391	82 128
Au-delà de la 5e année	170 173	212 794
TOTAL	1 114 061	1 016 758

RÉPARTITION PAR DEVISE

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2023	Au 31 décembre 2022
EUR	1 001 984	887 701
JPY	416	462
USD	75 986	87 885
Autres	35 675	40 710
TOTAL	1 114 061	1 016 758

RÉPARTITION PAR TYPE DE TAUX D'INTÉRÊT

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2023	Au 31 décembre 2022
Dettes financières à taux fixe	328 287	342 061
Dettes financières à taux variable	785 774	674 697
TOTAL	1 114 061	1 016 758

Les coûts de financement des dettes à taux variables sont assis sur l'Euribor ou l'€STR majorés de marges inférieures ou égales à 80 points de base.

La répartition ci-dessus s'entend avant effet des protections de taux (note 11.6.2.).

L'évolution de l'endettement brut se présente comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2023	Au 31 décembre 2022
EMPRUNTS A L'OUVERTURE	1 016 758	1 021 087
Émission d'emprunts	122 707	26 235
Remboursement d'emprunts	-26 860	-16 506
Variation des concours bancaires et comptes courants financiers	5 252	-17 647
Ecarts de conversion	-9 979	3 041
Variation de périmètre (*)	6 183	548
EMPRUNTS A LA CLOTURE	1 114 061	1 016 758

(*) En 2023, entrée de SAW S.A. à la date d'acquisition.

En 2022, prise de contrôle de Poitou Chèvre SAS au 15 mars 2022.

L'endettement financier brut augmente de 97,3 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2022. Compte tenu des placements classés en autres actifs financiers courants nets de la trésorerie active, l'endettement net augmente de 33,8 millions d'euros avec un solde net de 477,9 millions d'euros au 31 décembre 2023. Certains crédits sont assortis de clauses imposant le respect d'un ratio financier de leverage.

Ce ratio porte sur un montant maximum d'endettement calculé en proportion de l'EBITDA courant. L'EBITDA correspond au résultat opérationnel courant avant les dotations et reprises d'amortissements et provisions d'exploitation. Ce ratio n'intègre pas l'obligation locative IFRS 16 conformément à nos covenants bancaires.

Ce ratio est toujours respecté.

Pour le calcul du ratio financier, la dette financière nette applicable au Crédit Syndiqué et à la majorité des contrats bilatéraux, est déterminée comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2023	Au 31 décembre 2022
Emprunts et dettes non courants auprès des établissements financiers	-391 564	-294 922
Emprunts et concours bancaires	-722 497	-721 836
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES	-1 114 061	-1 016 758
Autres actifs financiers courants	45 153	24 019
Trésorerie et équivalents trésorerie	590 984	548 616
ENDETTEMENT NET	-477 924	-444 123
Actions en auto-détention	38 779	33 515
DETTE FINANCIERE NETTE	-439 145	-410 608

11.6. Gestion du risque financier et instruments financiers

Gestion du risque financier

RISQUE FINANCIER

De par ses activités, le Groupe est exposé à différentes natures de risques financiers : risques de marché, risque de change, risque de taux, risque de crédit et risque de liquidité. La gestion de ces risques vise à minimiser leurs effets potentiellement défavorables sur la performance financière du Groupe. Des instruments financiers dérivés sont utilisés pour couvrir certaines expositions.

La gestion du risque est assurée conformément aux politiques approuvées par le Conseil d'Administration. Les risques financiers sont identifiés, évalués et couverts en collaboration étroite avec les unités opérationnelles du Groupe. Pour chaque catégorie de transactions, des procédures spécifiques précisent les instruments utilisables, les montants maximums autorisés, les contreparties possibles et les contrôles à effectuer.

RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché correspond au risque que des variations de prix de marché, tels que les cours de change, les taux d'intérêt et les prix des instruments de capitaux propres, affectent le résultat du Groupe ou la valeur des instruments financiers détenus. La gestion du risque de marché a pour objectif de contrôler les expositions dans les limites acceptables, tout en optimisant le couple rentabilité, risque. En ce qui concerne les cours de matières premières (principalement le lait, le beurre et la poudre), le Groupe ne peut gérer ces risques qu'en présence de marchés organisés.

RISQUE DE CHANGE

Le Groupe exerce ses activités à l'international mais se trouve peu exposé au risque de change en raison de l'implantation locale de ses unités de production. Le risque de change porte sur des transactions commerciales futures, des actifs et des passifs en devises enregistrés au bilan et des investissements nets dans des entités étrangères.

Pour gérer le risque de change lié aux transactions commerciales futures et aux actifs et aux passifs en devises enregistrés au bilan, les entités du Groupe recourent à des contrats de change à terme fermes ou optionnels.

Dans le cadre de sa gestion des risques, le Groupe a pour politique de couvrir environ 80% du montant des transactions futures anticipées dans chaque devise importante sur les 12 mois à venir.

Le Groupe détermine l'existence d'un lien économique entre l'instrument de couverture et l'élément couvert en fonction de la devise, du montant et du calendrier des flux de trésorerie respectifs. Il utilise un dérivé hypothétique pour déterminer s'il est attendu que le dérivé désigné dans chaque relation de couverture est efficace pour compenser les variations des flux de trésorerie de l'élément couvert.

Le Groupe détient certains investissements dans des activités à l'étranger dont les actifs nets sont exposés au risque de conversion de devises.

RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

Le risque de taux d'intérêt auquel le Groupe est exposé provient des emprunts. Les emprunts initialement émis à taux variable exposent le Groupe au risque de variation des flux de trésorerie. Les emprunts initialement émis à taux fixe exposent le Groupe au risque de variation de prix sur taux d'intérêt. Le Groupe adapte ses décisions de couverture de taux en fonction de l'évolution des taux d'intérêt et de ses encours de financement. Ces couvertures sont principalement des swaps et des caps.

RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit représente le risque de perte financière pour le Groupe dans le cas où un client ou une contrepartie à un instrument financier viendrait à manquer à ses obligations contractuelles. Ce risque provient essentiellement des créances clients (cf. note 4.5), des titres de placement (cf. note 11.2), et des instruments financiers dérivés actifs (cf. note 11.6.1).

Le Groupe ne présente pas de concentration importante de risque de crédit. Il a mis en place des politiques lui permettant de s'assurer que les clients achetant ses produits ont un historique de risque de crédit approprié. De même, une politique de contreparties bancaires est définie. Elle vise à répartir de manière ciblée les en-cours placés et les instruments dérivés auprès de banques et d'institutions financières de premier ordre. Elle vise à éviter d'être exposé à des concentrations significatives des risques financiers.

La provision pour pertes attendues sur les créances clients est évaluée en utilisant la balance âgée des créances, l'évaluation du risque de crédit et les assurances crédit.

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité résulte du fait que certaines contreparties pourraient ne pas remplir leurs obligations en termes de financements ou de placements. En termes de financement, la liquidité est assurée par une politique de lignes à long et moyen termes confirmées et partiellement utilisées (cf. note 11.5). En termes de placements, la liquidité est assurée en minimisant l'exposition aux placements non monétaires (cf. note 11.4).

GESTION DU CAPITAL

La politique du Groupe consiste à maintenir un niveau de fonds propres suffisant, afin de préserver la confiance des investisseurs, des créanciers et du marché et de soutenir le développement futur de l'activité.

Les membres du personnel détiennent 5,62% des actions ordinaires à travers un plan d'épargne entreprise.

Occasionnellement, le Groupe achète ses propres actions sur le marché. Le rythme de ces achats dépend des besoins de gestion du capital et des cours. Les décisions d'achat et de vente sont prises au cas par cas.

Le Groupe n'a pas modifié sa politique en matière de gestion du capital au cours de l'exercice 2023.

Ni la société, ni ses filiales se sont soumises, en vertu de règles extérieures, à des exigences spécifiques externes en matière de capital.

Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont utilisés par le Groupe pour gérer les risques de change, de taux d'intérêts et de prix de certaines matières premières auxquels il est confronté dans le cadre de ses activités.

Les instruments financiers dérivés utilisés par le Groupe sont principalement des contrats de change à terme ferme ou optionnel, des contrats d'achat de matières premières à terme ferme ou optionnel et des contrats d'échange de devise ou de taux d'intérêts.

Tous les instruments financiers dérivés sont évalués à leur juste valeur. La juste valeur est déterminée :

- soit en fonction de prix cotés sur un marché actif ;
- soit au moyen de techniques d'évaluations internes telles que les modèles d'évaluation des options et la méthode de la valeur actuelle des flux futurs de trésorerie, ces modèles intégrant des données observables sur le marché ;
- soit à partir de techniques d'évaluations internes intégrant des paramètres estimés par le Groupe en l'absence de données observables.

Sous certaines conditions, la comptabilité de couverture peut être appliquée lorsque les instruments financiers compensent, en totalité ou partiellement, la variation de juste valeur ou de flux de trésorerie d'actifs ou de passifs comptabilisés ou d'engagement ferme. Elle est également appliquée pour les instruments dérivés désignés comme couverture d'un risque spécifique associé à un actif ou un passif comptabilisé ou à une transaction future, hautement probable ou bien comme couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger. L'efficacité des couvertures est appréciée à intervalles réguliers, et au moins tous les trimestres.

Les couvertures de juste valeur comprennent les dérivés servant à couvrir le risque de change et/ou de taux d'intérêt. Le produit ou la perte résultant de la réévaluation de ces instruments de couverture à la juste valeur à la date du bilan est enregistré immédiatement dans le compte de résultat. L'ajustement au bilan de l'élément couvert est réalisé en tenant compte du risque couvert et les variations de juste valeur du risque couvert sont enregistrés immédiatement en compte de résultat.

Des instruments financiers dérivés sont utilisés pour couvrir les flux financiers liés aux transactions futures telles que les ventes à l'exportation, les achats d'équipements en devises, la variation de prix et/ou de cours de change pour les achats de matières premières ainsi que les fluctuations anticipées de taux d'intérêts. Lorsque la couverture est efficace, la part efficace du gain ou de la perte résultant de l'évaluation de la juste valeur des instruments de couverture est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global. La part inefficace de la variation de juste valeur est enregistrée immédiatement en compte de résultat. Lorsqu'un actif ou un passif résultant d'une transaction future couverte est comptabilisé au bilan, les gains ou les pertes sur l'instrument de couverture précédemment enregistrés en capitaux propres sont transférés au coût d'acquisition du dit actif ou passif.

Des instruments financiers dérivés sont également utilisés pour réduire l'exposition au risque de change de l'investissement net dans une entité étrangère. Les variations de juste valeur de ces instruments sont enregistrées dans les autres éléments du résultat global jusqu'à la vente ou la sortie de l'investissement net.

Les dérivés de transactions comprennent les instruments dérivés utilisés conformément à la politique de gestion des risques du Groupe mais pour lesquels la comptabilité de couverture n'est pas appliquée. Les dérivés acquis dans le but d'atteindre des objectifs de rendement des portefeuilles d'investissement font également partie de cette catégorie. Leurs variations de juste valeur sont enregistrées en compte de résultat.

Le Groupe a recours à des instruments financiers dérivés pour gérer son exposition aux risques du marché, principalement le risque de taux d'intérêt provenant des emprunts, et le risque de change portant sur des transactions commerciales futures.

Concernant les couvertures de juste valeur sur les swaps de taux d'intérêts et sur les matières, les couvertures sont 100 % efficaces. Il n'y a donc aucune charge ou produit enregistré sur la partie inefficace.

Les couvertures de change ainsi que les couvertures de taux sont traitées en IFRS en instruments de transactions.

Les principales sources d'inefficacité des relations de couverture sont :

- pour la couverture de taux d'intérêt, l'effet risque de la contrepartie et du Groupe sur la juste valeur des swaps qui n'est pas reflété dans la variation de la juste valeur des flux de trésorerie couvert attribuable à la variation des taux d'intérêts et les différences de dates de refixation des taux entre les swaps et les emprunts.
- pour la couverture du taux de change, l'effet de risque des contreparties et du Groupe sur la juste valeur des contrats de change à terme qui n'est pas reflété dans la variation de la juste valeur des flux de trésorerie couverts attribuable au taux de change et les modifications de calendrier des transactions couvertes.

11.6.1. Instruments financiers dérivés actifs

	Au 31 décembre 2023		Échéance 2024		Échéance >2024	
	Juste valeur	Notionnel	Juste valeur	Notionnel	Juste valeur	Notionnel
<i>En milliers d'euros</i>						
Couvertures de juste valeur						
Matières premières	-	-	-	-	-	-
Swaps de taux d'intérêt ⁽¹⁾	15 342	174 661	1 903	9 050	13 439	165 611
Option de taux	-	-	-	-	-	-
Instruments de transactions						
Dérivés sur devises	5 398	71 103	5 398	71 103	-	-
Dérivés sur taux d'intérêts ⁽²⁾	3 736	100 000	-	-	3 736	100 000
Dérivés sur matières premières	-	-	-	-	-	-
TOTAL	24 476	-	7 301	-	17 175	-
Dont classés en actifs courants	7 301	-	7 301	-	-	-
Dont classés en actifs non courants	17 175	-	-	-	17 175	-

(1) Échéance 2024 pour 9 050, 2025 pour 47 511, 2026 pour 18 100, 2027 pour 100 000.

(2) Échéance 2027 pour 100 000.

	Au 31 décembre 2022		Échéance 2023		Échéance >2023	
	Juste valeur	Notionnel	Juste valeur	Notionnel	Juste valeur	Notionnel
<i>En milliers d'euros</i>						
Couvertures de juste valeur						
Matières premières	-	-	-	-	-	-
Swaps de taux d'intérêt ⁽¹⁾	26 274	286 724	2 340	9 375	23 934	277 349
Option de taux	-	-	-	-	-	-
Instruments de transactions						
Dérivés sur devises	6 703	137 598	6 703	137 598	-	-
Dérivés sur taux d'intérêts ⁽²⁾	7 291	100 000	-	-	7 291	100 000
Dérivés sur matières premières	-	-	-	-	-	-
TOTAL	40 268	-	9 043	-	31 225	-
Dont classés en actifs courants	9 043	-	9 043	-	-	-
Dont classés en actifs non courants	31 225	-	-	-	31 225	-

(1) Échéance 2023 et 2024 pour 9 375 par année, 2025 pour 49 222, 2026 pour 18 752, 2027 pour 100 000 et 2029 pour 100 000.

(2) Échéance 2027 pour 100 000.

11.6.2. Instruments financiers dérivés passifs

	Au 31 décembre 2023		Échéance 2024		Échéance >2024	
	Juste valeur	Notionnel	Juste valeur	Notionnel	Juste valeur	Notionnel
<i>En milliers d'euros</i>						
Couvertures de juste valeur						
Matières premières	214	-	214	-	-	-
Swaps de taux d'intérêt ⁽¹⁾	1 526	100 000	-	-	1 526	100 000
Instruments de transactions						
Dérivés sur devises	3 472	142 147	3 472	142 147	-	-
Dérivés sur taux d'intérêts ⁽²⁾	3 322	100 000	-	-	3 322	100 000
Dérivés sur matières premières	-	-	-	-	-	-
TOTAL	8 534	-	3 686	-	4 848	-
Dont classés en passifs courants	3 686	-	3 686	-	-	-
Dont classés en passifs non courants	4 848	-	-	-	4 848	-

1) Échéance 2029.

2) Échéance 2027.

	Au 31 décembre 2022		Échéance 2023		Échéance >2023	
	Juste valeur	Notionnel	Juste valeur	Notionnel	Juste valeur	Notionnel
<i>En milliers d'euros</i>						
Couvertures de juste valeur						
Matières premières	349	-	349	-	-	-
Swaps de taux d'intérêt	-	-	-	-	-	-
Instruments de transactions						
Dérivés sur devises	4 577	55 153	4 577	55 153	-	-
Dérivés sur taux d'intérêts ⁽¹⁾	6 768	100 000	-	-	6 768	100 000
Dérivés sur matières premières	-	-	-	-	-	-
TOTAL	11 694	-	4 926	-	6 768	-
Dont classés en passifs courants	4 926	-	4 926	-	-	-
Dont classés en passifs non courants	6 768	-	-	-	6 768	-

(1) Échéance 2027.

Couverture de risque de taux

Les couvertures de flux de trésorerie sont traitées en instruments de transactions depuis 2008 à trois exceptions près : l'emprunt en USD, les 100 millions d'euros de swaps mis en place en mars 2018 et les 100 millions d'euros de swaps mis en place en septembre 2022, étant considérés comme des couvertures de flux de trésorerie impactant les autres éléments du résultat global.

La politique de couverture de risque de taux préconise l'utilisation d'options de taux et/ou de swap de taux classés en instruments de transaction.

Le Groupe a mis en place en 2018 des swaps de taux d'intérêts (à hauteur de 100 millions d'euros) à départ décalé de deux ans. Ces swaps ont été opérationnels à partir des mois de mars à mai 2020 et protégeront le Groupe d'une hausse des taux jusqu'en 2027.

Le Groupe a mis en place en 2022 des swaps de taux d'intérêts (à hauteur de 100 millions d'euros). Ces swaps ont été opérationnels à partir des mois de septembre 2022 et protégeront le Groupe d'une hausse des taux jusqu'en 2029.

L'impact de cette politique sur la répartition des emprunts et dettes financières à taux fixe ou variable est le suivant :

Emprunts et dettes financières	Euros			Autres			Total		
	Taux fixes	Taux Variables	Total	Taux fixes	Taux Variables	Total	Taux fixes	Taux Variables	Total
Avant protection de taux	237 640	764 344	1 001 984	90 647	21 430	112 077	328 287	785 774	1 114 061
• Swap	200 000	-200 000		-	-		200 000	-200 000	
• Cap	-	-		-	-		-	-	
Après protection de taux	437 640	564 344	1 001 984	90 647	21 430	112 077	528 287	585 774	1 114 061
Autres actifs financiers courants		35 780	35 780		9 373	9 373		45 153	45 153
Trésorerie et équivalents de trésorerie		323 887	323 887		267 097	267 097		590 984	590 984
TOTAL TRESORERIE NETTE ACQUISE		359 667	359 667	-	276 470	276 470	-	636 137	636 137

Analyse de la sensibilité à la hausse des taux d'intérêts court terme au 31 décembre 2023 :

Une variation de + 1 % des taux court terme aurait un impact sur la dette brute variable du Groupe de 5,9 millions d'euros.

Cette hausse des taux court terme aurait également un impact sur les placements court terme à taux variable estimé à 6,4 millions d'euros. L'impact global d'une hausse des taux court terme sur le résultat financier du Groupe serait de + 0,5 million d'euros.

Couverture de risque de change

Contrats à terme et options – couverture latente au 31 décembre 2023.

Le Groupe est principalement exposé aux risques de variation des devises suivantes : yuan, yen, dollar US, dollar Canadien, zloty Polonais, livre sterling, franc suisse et real brésilien.

Convention de signe : + achat de la devise – vente de la devise

En milliers de devises	Total devise 1		Total devise 2		Couverture en milliers d'EUR	Contrevaleur euro devise 1		Fixing au 31/12/2023
CAD EUR	-16 200	CAD	11 031	EUR	19	-11 064	EUR	1,4642
CHF EUR	-24 659	CHF	25 912	EUR	-485	-26 629	EUR	0,9260
CNY EUR	-289 251	CNY	37 000	EUR	23	-36 843	EUR	7,8509
GBP EUR	-47 059	GBP	54 253	EUR	161	-54 149	EUR	0,8691
JPY EUR	-2 010 268	JPY	13 340	EUR	272	-12 859	EUR	156,3300
PLN EUR	71 712	PLN	-15 360	EUR	940	16 525	EUR	4,3395
USD EUR	-55 983	USD	51 831	EUR	1 023	-50 664	EUR	1,1050
BRL USD	-13 951	BRL	2 659	USD	-6	-2 597	EUR	4,8607
CNY USD	-38 094	CNY	5 200	USD	-93	-4 852	EUR	7,1049
Autres devises					71	-30 118	EUR	-
TOTAL					1 925	-213 250	EUR	-

Analyse de la sensibilité à la variation des devises : une variation de 1 % des principales devises (CNY, CAD, USD, GBP, BRL, JPY, PLN et CHF), à partir d'un cours de référence du 31 décembre 2023, aurait un impact de 1,8 million d'euros sur le résultat financier du Groupe.

Au 4ème trimestre 2022, le Groupe avait procédé au remplacement des courbes de taux liées aux LIBOR (USD,JPY,CHF,GBP) utilisées pour les valorisations des dérivés. Les courbes Risk Free Rate (RFR) retenues étant en ligne avec l'évolution des marchés financiers. L'impact non-significatif (0,4 million d'euros) de ce changement de courbes de taux sur les valorisations était principalement porté par l'USD.

Le tableau suivant indique la valeur comptable des instruments financiers actifs et passifs par classe et par catégorie comptable, ainsi que leur juste valeur :

ACTIF

<i>En milliers d'euros</i>	Dérivés par résultat ⁽¹⁾	Dérivés qualifiés de couverture (2)	Actifs évalués à la juste valeur par résultat ⁽²⁾	Prêts et créances évalués au coût amorti	Valeur comptable au bilan	Juste valeur
Au 31 décembre 2023						
Autres actifs financiers évalués à la JV par résultat (>1an)	-	-	14 161	-	14 161	14 161
Actifs financiers de transaction long terme	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances financières long terme	-	-	-	14 851	14 851	14 851
Autres actifs financiers non courants	-	-	14 161	14 851	29 012	29 012
Dérivés sur taux	3 736	13 439	-	-	17 175	17 175
Instruments financiers dérivés non courants	3 736	13 439	-	-	17 175	17 175
Créances clients	-	-	-	945 354	945 354	945 354
Prêts et créances financières court terme	-	-	-	1 723	1 723	1 723
Dérivés de couverture sur matières premières	-	-	-	-	-	-
Autres dérivés sur matières premières	-	-	-	-	-	-
Autres dérivés sur devises	5 398	-	-	-	5 398	5 398
Autres dérivés sur taux	-	1 903	-	-	1 903	1 903
Instruments financiers dérivés courants	5 398	1 903	-	-	7 301	7 301
Actifs financiers de transaction court terme	-	-	34 732	10 421	45 153	45 153
Comptes courants financiers	-	-	-	74 212	74 212	74 212
Disponibilités	-	-	-	188 247	188 247	188 247
Equivalents de trésorerie	-	-	328 525	-	328 525	328 525
Trésorerie et équivalents trésorerie	-	-	328 525	262 459	590 984	590 984
TOTAL ACTIF	9 134	15 342	377 418	1 234 808	1 636 702	1 636 702

(1) Juste valeur fonction de prix cotés sur un marché actif (instrument de niveau 1).

(2) Juste valeur évaluée à l'aide de données (« inputs »), autres que les prix cotés inclus dans le niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif soit directement soit indirectement.

Les évaluations de juste valeur sont classées à différents niveaux de la hiérarchie de la juste valeur, en fonction des données d'entrées utilisées dans la technique d'évaluation. Les différents niveaux sont définis ainsi :

- Niveau 1 : il existe des cours (non ajustés) sur des marchés actifs, pour des actifs ou des passifs identiques, auxquels le Groupe peut avoir accès à la date d'évaluation ;
- Niveau 2 : juste valeur évaluée à l'aide de données (« inputs »), autres que les prix cotés inclus dans le niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif soit directement soit indirectement ;

- Niveau 3 : données non observables concernant l'actif ou le passif.

La détermination, par le Groupe, de la juste valeur de niveau 2 pour les instruments financiers dérivés de gré à gré repose sur les cotations des établissements financiers. Le Groupe s'assure que ces cotations sont raisonnables et que les justes valeurs reflètent le risque de crédit de l'instrument et intègrent des ajustements pour prendre en compte le risque de crédit du Groupe et de la contrepartie le cas échéant.

Au cours de l'exercice, le Groupe n'a pas procédé à des transferts de niveaux de hiérarchie de la juste valeur.

PASSIF

<i>En milliers d'euros</i>	Dérivés par résultat ⁽¹⁾	Dérivés qualifiés de couverture ⁽²⁾	Passifs évalués à la juste valeur par résultat ⁽²⁾	Passifs au coût amorti	Valeur comptable au bilan	Juste valeur
Au 31 décembre 2023						
Emprunts obligataires	-	-	-	265 611	265 611	265 611
Autres emprunts et dettes	-	-	-	173 109	173 109	173 109
Emprunts et dettes financières non courantes	-	-	-	438 720	438 720	438 720
Dettes liées aux options de ventes accordées aux actionnaires minoritaires non courantes	-	-	18 398	-	18 398	18 398
Autres	-	-	5 365	-	5 365	5 365
Autres passifs non courants	-	-	23 763	-	23 763	23 763
Autres dérivés sur taux	3 322	1 526	-	-	4 848	4 848
Instruments financiers dérivés non courants	3 322	1 526	-	-	4 848	4 848
Fournisseurs	-	-	-	855 034	855 034	855 034
Dépôt et cautionnements reçus	-	-	-	5 319	5 319	5 319
Dettes liées aux options de ventes accordées aux actionnaires minoritaires courantes	-	-	3 905	-	3 905	3 905
Dérivés de couverture sur matières premières	-	214	-	-	214	214
Autres dérivés sur devises	3 472	-	-	-	3 472	3 472
Instruments financiers dérivés courants	3 472	214	-	-	3 686	3 686
Dettes financières courantes	-	-	-	688 775	688 775	688 775
Comptes courants financiers	-	-	-	17 995	17 995	17 995
Concours bancaires courants	-	-	-	39 915	39 915	39 915
Emprunts et dettes financières courantes	-	-	-	746 685	746 685	746 685
TOTAL PASSIF	6 794	1 740	27 668	2 045 758	2 081 960	2 081 960

(1) Juste valeur fonction de prix cotés sur un marché actif (instrument de niveau 1).

(2) Juste valeur évaluée à l'aide de données (« inputs »), autres que les prix cotés inclus dans le niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif soit directement soit indirectement.

Le Groupe a recours à des instruments financiers dérivés pour gérer son exposition aux risques du marché, principalement le risque de taux d'intérêt provenant des emprunts, et le risque de change portant sur des transactions commerciales futures.

Concernant les couvertures de juste valeur sur les swaps de taux d'intérêts et sur les matières premières, les couvertures sont 100 % efficaces. Il n'y a donc aucune charge ou produit enregistré sur la partie inefficace.

ACTIF

<i>En milliers d'euros</i>	Dérivés par résultat ⁽¹⁾	Dérivés qualifiés de couverture ⁽²⁾	Actifs évalués à la juste valeur par résultat ⁽²⁾	Prêts et créances évalués au coût amorti	Valeur comptable au bilan	Juste valeur
Au 31 décembre 2022						
Autres actifs financiers évalués à la JV par résultat (>1an)	-	-	12 326	-	12 326	12 326
Actifs financiers de transaction long terme	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances financières long terme	-	-	-	15 751	15 751	15 751
Autres actifs financiers non courants	-	-	12 326	15 751	28 077	28 077
Dérivés sur taux	7 291	23 934	-	-	31 225	31 225
Instruments financiers dérivés non courants	7 291	23 934	-	-	31 225	31 225
Créances clients	-	-	-	913 480	913 480	913 480
Prêts et créances financières court terme	-	-	-	1 198	1 198	1 198
Dérivés de couverture sur matières premières	-	-	-	-	-	-
Autres dérivés sur matières premières	-	-	-	-	-	-
Autres dérivés sur devises	6 703	-	-	-	6 703	6 703
Autres dérivés sur taux	-	2 340	-	-	2 340	2 340
Instruments financiers dérivés courants	6 703	2 340	-	-	9 043	9 043
Actifs financiers de transaction court terme	-	-	13 676	10 343	24 019	24 019
Comptes courants financiers	-	-	-	95 130	95 130	95 130
Disponibilités	-	-	-	210 951	210 951	210 951
Equivalents de trésorerie	-	-	242 535	-	242 535	242 535
Trésorerie et équivalents trésorerie	-	-	242 535	306 081	548 616	548 616
TOTAL ACTIF	13 994	26 274	268 537	1 246 853	1 555 658	1 555 658

(1) Juste valeur fonction de prix cotés sur un marché actif (instrument de niveau 1).

(2) Juste valeur évaluée à l'aide de données (« inputs »), autres que les prix cotés inclus dans le niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif soit directement soit indirectement.

PASSIF

En milliers d'euros	Dérivés par résultat ⁽¹⁾	Dérivés qualifiés de couverture (2)	Passifs évalués à la juste valeur par résultat ⁽²⁾	Passifs au coût amorti	Valeur comptable au bilan	Juste valeur
Au 31 décembre 2022						
Emprunts obligataires	-	-	-	277 349	277 349	277 349
Autres emprunts et dettes	-	-	-	58 289	58 289	58 289
Emprunts et dettes financières non courantes	-	-	-	335 638	335 638	335 638
Dettes liées aux options de ventes accordées aux actionnaires minoritaires non courantes	-	-	17 401	-	17 401	17 401
Autres	-	-	1	-	1	1
Autres passifs non courants	-	-	17 402	-	17 402	17 402
Autres dérivés sur taux	6 768	-	-	-	6 768	6 768
Instruments financiers dérivés non courants	6 768	-	-	-	6 768	6 768
Fournisseurs	-	-	-	866 639	866 639	866 639
Dépôt et cautionnements reçus	-	-	-	2 557	2 557	2 557
Dettes liées aux options de ventes accordées aux actionnaires minoritaires courantes	-	-	13 967	-	13 967	13 967
Dérivés de couverture sur matières premières	-	349	-	-	349	349
Autres dérivés sur matières premières	-	-	-	-	-	-
Autres dérivés sur devises	4 577	-	-	-	4 577	4 577
Instruments financiers dérivés courants	4 577	349	-	-	4 926	4 926
Dettes financières courantes	-	-	-	690 934	690 934	690 934
Comptes courants financiers	-	-	-	21 306	21 306	21 306
Concours bancaires courants	-	-	-	30 408	30 408	30 408
Emprunts et dettes financières courantes	-	-	-	742 648	742 648	742 648
TOTAL PASSIF	11 345	349	31 369	1 947 482	1 990 545	1 990 545

(1) Juste valeur fonction de prix cotés sur un marché actif (instrument de niveau 1).

(2) Juste valeur évaluée à l'aide de données (« inputs »), autres que les prix cotés inclus dans le niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif soit directement soit indirectement.

NOTE 12. AUTRES PASSIFS NON COURANTS

En application d'IAS 32, lorsque des actionnaires minoritaires disposent d'options de vente de leur participation, les intérêts ne conférant pas le contrôle sont reclassés en dettes, cette dernière étant mesurée à la valeur actualisée du prix d'exercice de l'option. L'écart entre la valeur de la dette, et la valeur des intérêts ne conférant pas le contrôle est imputé sur les capitaux propres part du Groupe. Les variations ultérieures de la dette relatives au changement de la valeur estimée du prix d'exercice de l'option sont enregistrées en capitaux propres – part groupe. L'effet de la désactualisation de la dette financière est constaté en résultat.

Les options de vente sont classées au bilan dans les autres passifs non courants, leur montant étant jugé significatif à l'échelle du Groupe, ceci conformément à la norme IAS 1.58.

Les autres passifs non courants correspondent au montant des options d'achat et de vente contractées avec les détenteurs de participations minoritaires dont l'échéance de l'exercice est à plus d'un an. Ces options sont mesurées à la valeur actualisée du prix d'exercice de l'option. Elles concernent au 31 décembre 2023, 33,33 % des parts de Bressor Alliance. Les autres passifs non courants intègrent également la retenue de garantie dans le cadre de l'acquisition de SAW S.A..

NOTE 13. RÉSULTAT SUR SITUATION MONÉTAIRE

Hyperinflation

Selon un consensus de place, l'Argentine est considérée comme une économie en hyperinflation depuis le 1er juillet 2018.

Ces dispositions requièrent que les états financiers des filiales concernées établis dans leur monnaie fonctionnelle soient retraités selon la convention du coût historique (par application des indices d'inflation), de sorte qu'ils soient exprimés dans l'unité de mesure en vigueur à la date de clôture. Ainsi l'ensemble des actifs et passifs non-monétaires sont corrigés de l'inflation depuis le 1er janvier 2018 comme si l'Argentine avait toujours été hyperinflationniste pour refléter l'évolution du pouvoir d'achat à la date de clôture. De même,

l'état du résultat global (compte de résultat et autres éléments du résultat global) est retraité pour corriger l'inflation constatée sur la période. Les éléments monétaires n'ont pas besoin d'être retraités, puisqu'ils reflètent déjà le pouvoir d'achat à la date de clôture. Les ajustements portant sur les actifs et passifs non-monétaires et sur les postes du compte de résultat sont constatés au sein du compte de résultat en « gain ou perte sur la situation monétaire ».

Dans les comptes consolidés, les états financiers de l'entité concernée sont ensuite convertis en euros au cours de change en vigueur à la date de clôture (tout comme les actifs, passifs et capitaux propres, les produits et charges sont alors au cours de clôture de l'exercice).

ÉVOLUTION DE L'INDICE DE PRIX EN ARGENTINE

	2011 (*)	2017.12	2018.12	2019.12	2020.12	2021.12	2022.12	2023.12
Indice à la clôture	457,70	1 656,62	2 459,85	3 782,82	5 122,21	7 699,20	15 229,73	43 774,83
Évolution vs 2011		262 %	437 %	726 %	1 019 %	1 582 %	3 227 %	9 464 %
Évolution vs N-1			48 %	54 %	35 %	50 %	98 %	187 %

(*) Date de prise de contrôle de Milkaut par le Groupe.

Nous retenons l'index officiel publié par le gouvernement argentin (IPC NACIONAL EMPALME IPIM).

L'impact des retraitements d'indexation liés à l'hyperinflation sur les principaux états financiers sont résumés dans les états suivants. Ils intègrent les retraitements d'hyperinflation de la société Milkaut et à compter du 3 avril 2023, ceux de SAW S.A. date de son acquisition.

COMPTE DE RÉSULTAT

<i>En milliers d'euros</i>	12 mois	
	2023	2022
Chiffre d'affaires	115 971	70 498
Consommations externes	-90 912	-57 298
Frais de personnel	-21 373	-14 210
Dotations et reprises d'exploitation	-4 762	-5 037
Autres charges et produits d'exploitation	-11 022	-7 264
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	-12 098	-13 311
Autres charges et produits opérationnels	-256	257
RESULTAT OPERATIONNEL	-12 354	-13 054
Résultat financier	52	-83
Résultat sur situation monétaire	3 092	2 725
RESULTAT AVANT IMPÔTS	-9 210	-10 412
Impôts sur les résultats	-4 937	-3 782
Résultat net des activités poursuivies	-14 147	-14 194
RESULTAT DE L'EXERCICE	-14 147	-14 194

BILAN

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2023	Au 31 décembre 2022
ACTIF		
Immobilisations incorporelles et corporelles	36 986	28 350
TOTAL ACTIFS NON COURANTS	36 986	28 350
Stocks et en-cours	7 482	2 108
TOTAL ACTIFS COURANTS	7 482	2 108
ACTIFS	44 468	30 458

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2023	Au 31 décembre 2022
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Autres réserves	43 047	33 986
Résultats non distribués	-14 145	-14 191
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE	28 902	19 795
Participations ne conférant pas le contrôle	2	3
CAPITAUX PROPRES DE L'ENSEMBLE	28 904	19 798
Passifs d'impôts différés	15 564	10 660
TOTAL PASSIFS NON COURANTS	15 564	10 660
PASSIFS	15 564	10 660
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES	44 468	30 458

NOTE 14. CAPITAUX PROPRES

14.1. Capital apporté et autres réserves

14.1.1. Capital apporté

Les actions ordinaires sont classées dans les capitaux propres. Les coûts complémentaires directement attribuables à l'émission d'actions ou d'options nouvelles sont comptabilisés dans les capitaux propres en déduction des produits de l'émission, nets d'impôts.

Lorsqu'une des sociétés du Groupe achète des actions de la Société (actions propres), le montant versé en contrepartie, y compris les coûts supplémentaires directement attribuables (nets de l'impôt sur le résultat),

est déduit des capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Société jusqu'à l'annulation, la réémission ou la cession des actions. En cas de vente ou de réémission ultérieure de ces actions, les produits perçus, nets des coûts supplémentaires directement attribuables à la transaction et de l'incidence fiscale afférente, sont inclus dans les capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Société.

En milliers d'euros	Évolution du capital apporté				
	Nombre d'actions en circulation	Actions ordinaires	Primes d'émission	Actions propres	Total
SOLDE AU 01/01/2022	13 693 800	14 033	81 478	-20 205	75 306
Plan d'options d'achats d'actions					
• Valeur des services rendus	-	-	-	-	-
• Cession d'actions propres	-	-	-	-	-
• Rachat d'actions propres	-221 682	-	-6 255	-13 271	-19 526
SOLDE AU 31/12/2022	13 472 118	14 033	75 223	-33 476	55 780
Plan d'options d'achats d'actions					
• Valeur des services rendus	-	-	-	-	-
• Cession d'actions propres	-	-	-	-	-
• Rachat d'actions propres	-97 397	-	-	-5 264	-5 264
SOLDE AU 31/12/2023	13 374 721	14 033	75 223	-38 740	50 516

Le capital social, entièrement libéré au 31 décembre 2023, est composé de 14 032 930 actions d'une valeur nominale de 1 euro. Un droit de vote double est attribué à toute action pour laquelle il est justifié d'une inscription en compte nominatif depuis 6 ans au moins au nom du même actionnaire.

Au 31 décembre 2023, SAVENCIA SA détient 658 209 actions propres (560 812 au 31 décembre 2022) dont 11 263 actions détenues dans le cadre du contrat de liquidité (9 673 actions en 2022). Les primes d'émission d'un montant de 75 223 milliers d'euros au 31 décembre 2023, comprennent la réserve légale pour 1 613 milliers d'euros et diverses primes d'émission et de fusion pour 73 610 milliers d'euros.

14.1.2. Autres réserves

Evolution des autres réserves					
<i>En milliers d'euros</i>	Instruments de couverture	Juste valeur des actifs par les autres éléments du résultat global	Gains et pertes actuariels	Différences de conversion	Total
SOLDE AU 01/01/2022	-4 690	2 875	-19 545	-114 743	-136 103
Couverture de flux futurs de trésorerie			-		-
• Variations de juste valeur de l'exercice	14 156		-		14 156
• Impôts sur les pertes de juste valeur	-3 712		-		-3 712
Gains et pertes actuariels - brut	-	-	29 703	-	29 703
Gains et pertes actuariels - Impôts	-	-	-8 397	-	-8 397
Ecart de conversion	-	-	-	-	-
• Groupe			-	18 338	18 338
• Entreprises associées	-		-	38	38
SOLDE AU 31/12/2022	5 754	2 875	1 761	-96 367	-85 977
Couverture de flux futurs de trésorerie					-
• Variations de juste valeur de l'exercice	-6 922				-6 922
• Impôts sur les pertes de juste valeur	1 859				1 859
Gains et pertes actuariels - brut			-6 293		-6 293
Gains et pertes actuariels - Impôts			1 850		1 850
Ecart de conversion					-
• Groupe				-114 605	-114 605
• Entreprises associées			-	78	78
SOLDE AU 31/12/2023	691	2 875	-2 682	-210 894	-210 010

14.2. Détail par nature des autres éléments du résultat global

En milliers d'euros	12 mois					
	2023			2022		
	Montant avant IS	Effet d'impôt	Montant net d'impôt	Montant avant IS	Effet d'impôt	Montant net d'impôt
Ecart de conversion	-114 946	-	-114 946	18 120	-	18 120
Variation de juste valeur des actifs financiers	-	-	-	-	-	-
Variation de juste valeur des flux futurs de trésorerie	-7 383	1 978	-5 405	13 415	-3 521	9 894
Coût de couverture	461	-119	342	741	-191	550
Hyperinflation	38 863	-	38 863	25 517	-	25 517
Autres mouvements	-	-	-	-	-	-
Quote-part des entreprises associées et co-entreprises sur éléments recyclables	78	-	78	38	-	38
Total des éléments recyclables en résultat net	-82 927	1 859	-81 068	57 831	-3 712	54 119
Gains et pertes actuariels liés aux régimes de retraite	-6 335	1 865	-4 470	32 268	-8 931	23 337
Autres mouvements	-	-	-	-	-	-
Quote-part des entreprises associées et co-entreprises sur éléments non recyclables	-	-	-	-	-	-
Total des éléments non recyclables en résultat net	-6 335	1 865	-4 470	32 268	-8 931	23 337
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL	-89 262	3 724	-85 538	90 099	-12 643	77 456

14.3. Résultat par action et dividendes par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le bénéfice net revenant aux actionnaires de SAVENCIA SA par le nombre d'actions ordinaires en circulation au cours de chaque exercice, hors actions propres rachetées par la Société (cf. note 14.1.).

	2023	2022
Résultat revenant aux actionnaires de SAVENCIA SA (en milliers d'euros)	96 479	68 046
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	13 462 932	13 591 344
Résultat de base par action	7,17	5,01

Le résultat dilué par action est calculé en augmentant le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation du nombre d'actions qui résulterait de la levée des options d'achat d'actions octroyées.

	2023	2022
Résultat revenant aux actionnaires de SAVENCIA SA (en milliers d'euros)	96 479	68 046
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	13 462 932	13 591 344
Effet dilutif des options d'achats	-	-
Nombre moyen pondéré d'actions ajusté	13 462 932	13 591 344
Résultat dilué par action	7,17	5,01

Les dividendes versés en 2023 ont été de 1,3 euro par action. Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale du 25 avril prochain de distribuer un dividende de 1,4 euro par action au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2023.

14.4. Intérêt des détenteurs de participation ne conférant pas le contrôle dans les activités et flux de trésorerie du Groupe

Les participations ne conférant pas le contrôle s'analysent comme suit

Participation ne conférant pas le contrôle (i.e. la part des minoritaires)

En milliers d'euros	Compagnie Laitière Européenne		Autres		TOTAL	
	12 mois		12 mois		12 mois	
	2023	2022	2023	2022	2023	2022
% des droits de vote	14,14 %	14,14 %	-	-	-	-
% d'intérêts détenus par les actionnaires minoritaires	14,14 %	14,14 %	-	-	-	-
Quote-part de résultat revenant aux minoritaires	6 387	12 317	3 016	5 066	9 403	17 383
Autres éléments du résultat global revenant aux minoritaires	166	1 676	-530	141	-364	1 817
Montant du résultat global revenant aux minoritaires	6 553	13 993	2 486	5 207	9 039	19 200
Montant cumulé des intérêts minoritaires	200 006	198 530	37 200	35 130	237 206	233 660
Dividendes versés aux minoritaires	5 078	3 640	1 840	2 741	6 918	6 381

Informations financières en IFRS sur base 100 % avant opérations internes

BILAN

En milliers d'euros	Compagnie Laitière Européenne	
	Au 31 décembre 2023	Au 31 décembre 2022
Actifs courants	1 038 704	992 147
Actifs non courants	641 082	637 697
ACTIFS	1 679 786	1 629 844
Capitaux propres	653 621	665 885
Passifs courants	881 084	815 407
Passifs non courants	145 081	148 552
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES	1 679 786	1 629 844

COMPTE DE RÉSULTAT

En milliers d'euros	12 mois	
	2023	2022
Chiffre d'affaires	2 815 947	2 809 871
Résultat net	13 480	87 353
Résultat global de l'exercice	15 164	92 027

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

En milliers d'euros	12 mois	
	2023	2022
Flux d'exploitation	74 201	110 213
Flux d'investissements	-53 367	-77 082
Flux de financement	-54 114	-61 809
Incidence variation taux de change	-459	552
Trésorerie d'ouverture	-150 501	-122 374
Trésorerie de clôture	-184 239	-150 501
Augmentation/Diminution de la trésorerie	-33 739	-28 126

NOTE 15. ENGAGEMENTS HORS BILAN

Les engagements hors bilan comprennent

- Les engagements de prise de participation pour 8,1 millions d'euros (2022 : 7,6 millions d'euros) qui sont à la fois donnés et reçus, ne concernent en 2023 que la société italienne Ferrari.
- Les engagements donnés liés au financement de la Société. Les garanties financières accordées aux sociétés du Groupe s'élèvent à 111,4 millions d'euros (2022 : 100,1 millions d'euros).
- Les engagements liés aux activités opérationnelles :

Au titre des engagements donnés :

Les engagements au titre de contrats de location de courte durée s'élèvent en 2023 à 9,3 millions d'euros (2022 : 9,3 millions d'euros).

Il n'y a pas d'engagements fermes pour les contrats de location éligibles à IFRS 16 et non débutés à la clôture (à fin 2022 : 5,9 millions d'euros).

Les autres engagements donnés représentent 157,6 millions d'euros dont pour l'essentiel des engagements d'achats contre 184 millions d'euros en 2022.

Concernant les contrats d'approvisionnement en lait, le Groupe négocie des contrats pluriannuels pour ses approvisionnements en lait, majoritairement en France, avec des regroupements de producteurs, des sociétés commerciales, des associations organisations de producteurs (AOP) et des coopératives agricoles. Ces contrats prévoient des engagements réciproques sur les volumes produits et collectés, redéfinis chaque année, permettant au Groupe de sécuriser la majeure partie des volumes d'approvisionnement en lait pour les années suivantes. Par ailleurs, les prix d'achat sont déterminés pour chaque période sur la base de formules de prix prenant en compte notamment les coûts des matières premières, des indicateurs publics et des variables qualitatives dépendant de la composition et de la qualité du lait collecté.

Au titre des engagements reçus :

Les autres engagements reçus représentent 36,7 millions d'euros (2022 : 47,8 millions d'euros) dont 3,1 millions d'euros au titre des quotas de CO₂ (2022 : 4,9 millions d'euros).

NOTE 16. TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Les transactions entre les parties liées ont été réalisées selon des modalités équivalentes à celles qui prévalent dans le cadre de transactions soumises à des conditions de concurrence normale seulement si ces modalités peuvent être démontrées.

Le Groupe est contrôlé par SAVENCIA Holding SCA, société enregistrée en France qui détient directement ou indirectement 66,64 % du capital. Le reste, détenu par un nombre important d'actionnaires fait l'objet de transaction sur la Bourse de Paris. Certaines filiales ne sont pas entièrement détenues par SAVENCIA SA (voir note 18 sur le périmètre de consolidation).

- Leurs actionnaires minoritaires sont pour l'essentiel des coopératives de production ou de collecte de lait à qui le Groupe achète leur production et peut vendre certaines productions. Ces transactions constituent l'essentiel des transactions avec les parties liées. A ce titre SAVENCIA Fromage & Dairy a enregistré des ventes aux coopératives liées pour 95,1 millions d'euros en 2023 contre 79,3 millions d'euros en 2022 et des achats pour un montant de 1 022,2 millions d'euros en 2023, contre 997,3 millions d'euros en 2022.
- Le Groupe a vendu des prestations logistiques à la société STEF pour 0,3 million d'euros (0,5 million d'euros en 2022) et acheté des prestations logistiques pour 34,2 millions d'euros (34,4 millions d'euros en 2022) .
- Le Groupe assure la gestion de trésorerie de parties liées. À ce titre, il a perçu une rémunération de 0,8 million d'euros en (0,6 million d'euros en 2022).
- La société Eufipar assure des prestations pour le Groupe pour 0,2 million d'euros (0,2 million d'euros en 2022) .
- Les ventes du Groupe aux entreprises associées représentent 4,1 millions d'euros en 2023 (2,7 millions d'euros en 2022) et les achats 18,3 millions d'euros (17,2 millions d'euros en 2022), ces transactions étant essentiellement des ventes et achats de matières laitières.
- Les transactions réalisées avec des mandataires représentent 0,6 million d'euros.
- Le montant global des rémunérations des dirigeants s'élève à 3,0 millions d'euros (6,1 millions d'euros en 2022). et ne comprend que des avantages à court terme, les avantages postérieurs à l'emploi étant non significatifs. Il n'y a ni autres avantages à long terme, ni indemnités versées de fin de contrat de travail. Aucun paiement fondé sur des actions n'a été réalisé en 2022, ni en 2023. Les principaux dirigeants comprennent : le Président du Conseil d'Administration et le Directeur Général ainsi que les Administrateurs.

NOTE 17. ÉVÉNEMENTS POST CLÔTURE

A la connaissance de la Société, il n'existe pas, à la date d'arrêté des comptes consolidés annuels 2023 par le Conseil d'Administration du 07 mars 2024, d'événements significatifs postérieurs à la clôture pouvant impacter les comptes.

NOTE 18. LISTE DES PRINCIPALES SOCIÉTÉS INTÉGRÉES DANS LES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Consolidation par intégration globale	N°Siren	Pays	% de contrôle		% d'intérêt	
			31/12/2023	31/12/2022	31/12/2023	31/12/2022
France						
			Société- mère	Société- mère	Société- mère	Société- mère
SAVENCIA SA	847 120 185	FRANCE				
Alliance Laitière Européenne SAS	388 435 539	FRANCE	100,00	100,00	100,00	100,00
Armor Protéines SAS	679 200 287	FRANCE	100,00	100,00	85,86	85,86
B.G. SAS	331 339 275	FRANCE	99,97	99,97	99,97	99,97
Bressor Alliance SA	379 657 570	FRANCE	66,66	66,66	66,66	66,66
Bressor SA	383 228 764	FRANCE	99,74	99,74	66,48	66,48
British Cheese Masters	815 371 430	FRANCE	51,00	51,00	51,00	51,00
C.F.V.A. SAS	314 830 050	FRANCE	99,97	99,97	99,97	99,97
Compagnie des Fromages & RichesMonts	501 645 196	FRANCE	50,00	50,00	42,93	42,93
CF&R Gestion SAS	501 653 612	FRANCE	51,00	51,00	43,79	43,79
Compagnie Laitière Européenne SA	780 876 421	FRANCE	85,86	85,86	85,86	85,86
Compagnie Laitière Normandie-Bretagne SAS	349 652 560	FRANCE	100,00	100,00	85,86	85,86
Dutch Cheese Masters SAS	789 660 743	FRANCE	55,00	55,00	55,00	55,00
Elvir SAS	389 297 664	FRANCE	100,00	100,00	85,86	85,86
Etablissements L. Tessier SAS	667 180 392	FRANCE	99,71	99,71	99,71	99,71
Fromagerie Berthaut SA	316 608 942	FRANCE	100,00	100,00	100,00	100,00
Fromagerie de Vihiers SAS	350 546 719	FRANCE	100,00	100,00	100,00	100,00
Fromageries des Chaumes SAS	314 830 183	FRANCE	99,94	99,94	99,93	99,93
Fromageries Lescure SAS	794 040 956	FRANCE	51,00	51,00	51,00	51,00
Fromageries Papillon SAS	391 900 917	FRANCE	100,00	100,00	100,00	100,00
Fromageries Perreault SAS	316 085 620	FRANCE	99,98	99,98	99,98	99,98
Fromageries Rambol SAS	315 130 641	FRANCE	99,95	99,95	99,95	99,95
Fromageries Saint Savio SAS	793 801 028	FRANCE	100,00	100,00	85,86	85,86
Fromapac SAS	402 180 541	FRANCE	100,00	100,00	100,00	100,00
Fromarsac SAS	331 260 083	FRANCE	100,00	100,00	100,00	100,00
Fruisec SAS	307 963 389	FRANCE	100,00	100,00	100,00	100,00
Grand'Ouche SAS	314 815 457	FRANCE	99,83	99,83	99,83	99,83
La Compagnie des Fromages SAS	393 257 654	FRANCE	100,00	100,00	85,86	85,86
Les Fromagers Associés SAS	349 542 415	FRANCE	100,00	100,00	100,00	100,00
Les Fromagers de L'Europe SAS	428 744 973	FRANCE	100,00	100,00	100,00	100,00
Les Fromagers de Thiérache SAS	315 332 569	FRANCE	100,00	100,00	100,00	100,00
Messageries Laitières SNC	313 966 103	FRANCE	61,31	61,31	52,64	52,64
Normandie Bretagne Transports SAS (NBT)	403 128 051	FRANCE	100,00	100,00	85,86	85,86
Normandie Export Logistics	824 269 898	FRANCE	61,30	61,30	52,64	52,64
PJB Advance SA	438 355 877	FRANCE	100,00	100,00	100,00	100,00
Poitou Chèvre SAS	353 964 125	FRANCE	100,00	100,00	51,00	51,00
Prodilac SAS	389 297 714	FRANCE	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Fromage & Dairy Europe	351 014 352	FRANCE	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Fromage & Dairy Foodservice	389 330 739	FRANCE	100,00	100,00	85,86	85,86
SAVENCIA Fromage & Dairy International	402 927 628	FRANCE	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Normandie Services	384 557 880	FRANCE	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Produits Laitiers International	325 508 653	FRANCE	99,96	99,96	99,96	99,96

Consolidation par intégration globale	N°Siren	Pays	% de contrôle		% d'intérêt	
			31/12/2023	31/12/2022	31/12/2023	31/12/2022
France						
SAVENCIA Produits Laitiers France	394 530 703	FRANCE	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Ressources Laitières	389 297 748	FRANCE	100,00	100,00	85,86	85,86
SAVENCIA IT & Digital Services	780 876 405	FRANCE	100,00	100,00	85,86	85,86
SB Alliance SNC	409 080 538	FRANCE	84,99	84,99	84,98	84,98
SB Biotechnologies SAS	450 983 051	FRANCE	100,00	100,00	97,50	97,50
Sci du Bousquet	350 222 758	FRANCE	100,00	100,00	100,00	100,00
Société des Beurres et Crèmes des Régions d'Europe	487 220 295	FRANCE	100,00	100,00	85,86	85,86
Société Les Vergers des Coteaux du Périgord SAS	330 479 213	FRANCE	100,00	100,00	100,00	100,00
Sodilac SAS	689 801 470	FRANCE	100,00	100,00	85,86	85,86
Sofivo SAS	352 848 725	FRANCE	100,00	100,00	85,86	85,86
Sogasi SAS	315 062 224	FRANCE	100,00	100,00	100,00	100,00
Soredab SAS	317 705 267	FRANCE	97,50	97,50	97,50	97,50
Vivre Vert	817 437 643	FRANCE	100,00	100,00	100,00	100,00
Etranger						
Advanced Food Products LLC		ETATS-UNIS	100,00	100,00	100,00	100,00
AGRO 2000		RUSSIE	100,00	99,90	100,00	99,90
Alternative Foods LLC		ETATS-UNIS	100,00	100,00	100,00	100,00
Artisan Cheese Masters of America,INC		ETATS-UNIS	100,00	100,00	100,00	100,00
Bake Plus		COREE DU SUD	95,00	80,00	95,00	80,00
Belebeevskiy Molochny Kombinat		RUSSIE	100,00	100,00	100,00	100,00
BEV		RUSSIE	100,00	100,00	100,00	100,00
Bonprole SA		URUGUAY	90,00	90,00	90,00	90,00
BSI Tianjin Foods Cy Ltd		CHINE	100,00	100,00	100,00	100,00
Compagnie des Fromages & RichesMonts GmbH		ALLEMAGNE	100,00	100,00	42,93	42,93
Corman Deutschland GmbH		ALLEMAGNE	100,00	100,00	85,86	85,86
Corman Italia Spa		ITALIE	100,00	100,00	85,86	85,86
Corman Miloko Ireland Ltd		IRLANDE	55,00	55,00	47,23	47,23
Corman SA		BELGIQUE	100,00	100,00	85,86	85,86
Delaco Distribution		ROUMANIE	100,00	100,00	100,00	100,00
Edelweiss GmbH & Co. KG		ALLEMAGNE	100,00	100,00	100,00	100,00
Edelweiss Verwaltung GmbH		ALLEMAGNE	100,00	100,00	100,00	100,00
Eurexpan BV		PAYS-BAS	100,00	100,00	100,00	100,00
Fleur de Lait East LLC		ETATS-UNIS	100,00	100,00	100,00	100,00
Fleur de Lait West LLC		ETATS-UNIS	100,00	100,00	100,00	100,00
Food Garden of Sweden		SUEDE	100,00	100,00	100,00	100,00
Fromagers Associés Japon K.K.		JAPON	51,00	51,00	51,00	51,00
Fromunion SA		BELGIQUE	100,00	100,00	100,00	100,00
Gerard (Tianjin) Food co.ltd		CHINE	100,00	100,00	100,00	100,00
ICC Paslek ltd		POLOGNE	100,00	100,00	85,86	85,86
Kolb Lena INC		ETATS-UNIS	100,00	100,00	100,00	100,00
Mantequeras Arias SA		ESPAGNE	100,00	100,00	100,00	100,00
Mareco Sweetcreations B.V.		PAYS-BAS	100,00	100,00	100,00	100,00
Milkaut		ARGENTINE	99,98	99,98	99,98	99,98
Mleczarnia Turek Sp ZOO		POLOGNE	100,00	100,00	100,00	100,00

Consolidation par intégration globale	N°Siren	Pays	% de contrôle		% d'intérêt	
			31/12/2023	31/12/2022	31/12/2023	31/12/2022
Etranger						
Mlekoprodukt		REPUBLIQUE DE SERBIE	100,00	100,00	100,00	100,00
Molkerei Gebr Rogge GmbH		ALLEMAGNE	92,49	92,49	92,49	92,49
Molkerei Gebr. Rogge Komplementär GmbH		ALLEMAGNE	100,00	100,00	92,49	92,49
Molkerei Sobbeke GmbH		ALLEMAGNE	80,00	80,00	80,00	80,00
Novomilk		SLOVAQUIE	100,00	100,00	100,00	100,00
Palace Industries		ETATS-UNIS	100,00	70,00	100,00	70,00
Paturain Finance BV		PAYS-BAS	100,00	100,00	100,00	100,00
Petra SA		URUGUAY	100,00	100,00	100,00	100,00
Polenghi Industrias Alimenticias Ltda		BRESIL	100,00	100,00	100,00	100,00
Real Fresh, Inc.		ETATS-UNIS	100,00	100,00	100,00	100,00
Santa Rosa Chile Alimentos Limitada		CHILI	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Cheese USA, LLC		ETATS-UNIS	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Fromage & Dairy Bénélux		BELGIQUE	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Fromage & Dairy Czech Republic		REPUBLIQUE TCHEQUE	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Fromage & Dairy Deutschland GmbH		ALLEMAGNE	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Fromage & Dairy Egypt SAE		EGYPTE	100,00	100,00	100,00	100,00
SFD Europarticipations		PAYS-BAS	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Fromage & Dairy India Private Limited		INDE	90,00	90,00	90,00	90,00
SAVENCIA Fromage & Dairy Italia S.p.A.		ITALIE	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Fromage & Dairy Japon K.K.		JAPON	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Fromage & Dairy Hong Kong Limited		HONG KONG	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA F & D HU Zrt.		HONGRIE	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Fromage & Dairy Nederland B.V.		PAYS-BAS	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Fromage & Dairy Nordics Aps		DANEMARK	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Fromage & Dairy Österreich		AUTRICHE	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Fromage and Dairy Philippines		PHILIPPINES	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Fromage and Dairy Singapore pte. Ltd.		SINGAPOUR	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Fromage & Dairy SK		SLOVAQUIE	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Fromage & Dairy Suisse		SUISSE	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Fromage & Dairy UK LTD		ROYAUME-UNI	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Fromage & Dairy Taïwan		TAIWAN, PROVINCE CHINOISE	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Services Europe a.s.		REPUBLIQUE TCHEQUE	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Training Egypt SAE		EGYPTE	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Vallée des Fromages		RUSSIE	100,00	100,00	100,00	100,00
SB International		BELGIQUE	100,00	100,00	100,00	100,00
S.B.M.S.		BELGIQUE	99,98	99,98	99,98	99,98
Sinodis (Shanghai) Co., Ltd.		CHINE	100,00	100,00	100,00	100,00
Sinodis Limited (Hong Kong)		CHINE	100,00	100,00	100,00	100,00
Sucesores de Alfredo Williner S.A.		ARGENTINE	100,00	-	100,00	-
Zausner Foods Corp.		ETATS-UNIS	100,00	100,00	100,00	100,00
Zvenigorodskiy		UKRAINE	100,00	100,00	100,00	100,00

Consolidation par mise en équivalence	Pays	% de contrôle		% d'intérêt	
		31/12/2023	31/12/2022	31/12/2023	31/12/2022
France					
Sanicoopa SARL	FRANCE	37,99	37,99	32,62	32,62
Sica Silam	FRANCE	40,16	40,16	39,82	39,82
Etranger					
Ferrari Giovanni Industria Casearia S.p.A.	ITALIE	49,00	49,00	49,00	49,00
La Compagnie Fromagère SA	TUNISIE	50,00	50,00	50,00	50,00
Val d'Arve SA	SUISSE	33,34	33,34	33,34	33,34
Wiskerchen Cheese	ETATS-UNIS	50,00	-	50,00	-

1.6. Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2023

À l'assemblée générale de la société SAVENCIA SA

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société SAVENCIA SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit et des risques.

Fondement de l'opinion

RÉFÉRENTIEL D'AUDIT

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

INDÉPENDANCE

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations – Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Évaluation de la valeur recouvrable des goodwill et immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie

Risque identifié

Au 31 décembre 2023, la valeur nette des actifs incorporels du groupe est notamment constituée des marques à durée de vie indéfinie (185,0 millions d'euros) ainsi que des goodwill (296,8 millions d'euros) alloués par unités génératrices de trésorerie (UGT) ou groupes d'UGT. Certains de ces actifs peuvent présenter un risque de dépréciation lié à des facteurs internes ou externes, dont les évolutions sont susceptibles d'avoir une incidence sur les prévisions de flux de trésorerie des UGT auxquelles sont rattachés ces actifs, et par conséquent, sur la détermination de leurs valeurs recouvrables.

La direction du Groupe réalise des tests de perte de valeur sur ces actifs, annuellement ainsi qu'à chaque fois qu'il existe des indices de perte de valeur. Les modalités des tests de perte de valeur ainsi que les principales hypothèses retenues sont présentées en note 9.1 « Immobilisations incorporelles » de l'annexe aux comptes consolidés. Ces tests ont donné lieu à la comptabilisation d'une dépréciation des goodwill et marques de 4,3 millions d'euros au titre de l'exercice.

L'estimation de la valeur recouvrable de ces actifs non financiers ainsi que le résultat de ces tests sont sensibles aux hypothèses utilisées, notamment celles intégrant une part importante de jugements de la direction telles que :

- les tendances d'évolutions des principaux marchés, l'évolution du coût des matières premières, notamment le prix du lait et les cotations beurre et poudre, et plus généralement les flux de trésorerie liés à l'exploitation de ces actifs ;
- les taux d'actualisation et les taux de croissance à long terme appliqués aux flux de trésorerie futurs ;
- les modalités d'allocation des actifs testés aux UGT ou aux groupes d'UGT.

L'appréciation de la valeur recouvrable de ces actifs, en particulier ceux dont la valeur recouvrable est proche de leur valeur comptable, constitue un point clé de l'audit du fait de leur caractère significatif au regard du bilan consolidé et du degré élevé d'estimation et de jugement requis de la part de la direction pour déterminer les hypothèses utilisées dans la réalisation des tests de dépréciation.

Procédures d'audit mises en œuvre face au risque identifié

Nous avons pris connaissance du processus mis en œuvre par le Groupe pour réaliser les tests de perte de valeur, et vérifié la cohérence de l'approche retenue par la direction pour allouer les actifs aux UGT ou aux groupes d'UGT avec le suivi de gestion mis en place au sein du Groupe.

Nous avons adapté notre approche d'audit en fonction de l'importance d'un risque de perte de valeur qui est plus élevé pour les UGT pour lesquelles la valeur recouvrable des actifs est proche de la valeur comptable.

Nos travaux ont consisté à :

- apprécier les éléments composant la valeur comptable des UGT et la cohérence de ces éléments avec ceux pris en compte dans les projections des flux de trésorerie ;
- apprécier le caractère raisonnable des principales hypothèses retenues pour établir les projections de flux de trésorerie futurs, au regard du contexte économique et financier de chaque UGT et des facteurs contribuant à la formation du prix des principales composantes des coûts de production (lait, matière grasse) ;
- analyser la cohérence des projections de flux de trésorerie futurs au regard des réalisations passées, des budgets et plans d'affaires établis par la direction du Groupe et de notre connaissance des activités confortée par des entretiens avec la direction du contrôle de gestion du Groupe ;
- réaliser, avec l'appui de nos spécialistes en évaluation, une analyse indépendante de certaines hypothèses clés utilisées par la direction dans ses tests, notamment celles relatives au taux d'actualisation, au taux de croissance à l'infini des flux de trésorerie futurs, en se référant à la fois à des données de marché et à des analyses sur des sociétés comparables ;
- tester par sondage l'exactitude arithmétique des calculs effectués par le groupe, et examiner les analyses de sensibilité effectuées par la direction à la lumière de nos propres calculs de sensibilité ;
- vérifier que la note 9.1 « Immobilisations incorporelles » de l'annexe donne une information appropriée sur les principales hypothèses retenues et sur les analyses de sensibilité de la valeur recouvrable de ces actifs à une variation de ces hypothèses.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

FORMAT DE PRÉSENTATION DES COMPTES CONSOLIDÉS DESTINÉS À ÊTRE INCLUS DANS LE RAPPORT FINANCIER ANNUEL

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L.451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du Président. S'agissant de comptes consolidés, nos diligences comprennent la vérification de la conformité du balisage de ces comptes au format défini par le règlement précité.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

En raison des limites techniques inhérentes au macro-balilage des comptes consolidés selon le format d'information électronique unique européen, il est possible que le contenu de certaines balises des notes annexes ne soit pas restitué de manière identique aux comptes consolidés joints au présent rapport.

Par ailleurs, il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes consolidés qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

DÉSIGNATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société SAVENCIA SA par l'assemblée générale du 22 mai 1977 pour le cabinet KPMG SA et par celle du 22 avril 2021 pour le cabinet Deloitte & Associés.

Au 31 décembre 2023, Deloitte & Associés était dans la 3ème année de sa mission sans interruption et KPMG SA dans la 47ème année, dont respectivement 3 et 44 années depuis que les titres de la société ont été admis aux négociations sur un marché réglementé.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit et des risques de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au comité d'audit et des risques

Nous remettons au comité d'audit et des risques un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit et des risques, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit et des risques la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit et des risques des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris-La Défense, le 29 mars 2024

Les commissaires aux comptes

KPMG SA
Arnaud RINN

Deloitte & Associés
Emmanuel GADRET

2. Comptes sociaux exercice 2023

2.1. Compte de résultat

En milliers d'euros	Notes	Exercice 2023	Exercice 2022
Produits d'exploitation	2.1	35 654	33 202
Charges d'exploitation	2.1	-62 165	-56 011
Résultat d'exploitation	2.1	-26 511	-22 809
Résultat financier net	2.2	27 773	37 684
Résultat courant avant impôts		1 262	14 875
Résultat exceptionnel net	2.3	648	-990
Résultat de l'exercice avant impôt		1 910	13 885
Impôts sur les bénéfices	2.4	12 048	12 453
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE		13 958	26 338

2.2. État des flux de trésorerie

En milliers d'euros	Notes	Exercice 2023	Exercice 2022
Excédent brut d'exploitation		-25 285	-19 029
Variation du besoin en fonds de roulement		-748	-11 211
Autres encaissements et décaissements liés à l'activité		34 778	54 366
Flux net de trésorerie généré par l'activité [A]		8 745	24 126
Investissements immobilisations incorporelles/corporelles		-2 652	-4 182
Encaissements immobilisations incorporelles/corporelles		2 910	
Investissements financiers		4	-14
Autres encaissements et décaissements		-102 045	23 689
Flux provenant des investissements [B]		-101 783	19 493
Capital			
Dividendes versés		-17 510	-20 499
Encaissements provenant de nouveaux emprunts		78 184	30 000
Remboursements des emprunts		-7 388	-7 325
Flux provenant du financement [C]		53 286	2 176
VARIATION DE LA TRÉSORERIE [A + B + C]		-39 752	45 795
Trésorerie nette à l'ouverture		-453 168	-498 963
Trésorerie nette à la clôture	3.9	-492 920	-453 168
VARIATION DE LA TRÉSORERIE		-39 752	45 795

2.3. Bilan actif

				Exercice 2023	Exercice 2022
		Montants bruts	Amortissements et provisions	Montants nets	Montants nets
En milliers d'euros	Notes				
Immobilisations incorporelles	3.1	59 907	-39 617	20 290	21 817
Concessions, brevets et droits similaires		56 807	-39 617	17 190	18 054
Fonds commercial		1 548		1 548	1 548
Autres immobilisations incorporelles		1 552		1 552	2 215
Immobilisations corporelles	3.2	273		273	3 183
Terrains					
Constructions					
industriels					
Autres immobilisations corporelles		273		273	273
Immobilisations en cours					2 910
Immobilisations financières	3.3	1 648 770	-1 576	1 647 194	1 545 189
Participations		1 289 075	-1 552	1 287 523	1 287 535
Créances rattachées à des participations	3.8	358 647		358 647	256 603
Autres titres immobilisés		755	-24	731	674
Prêts					
Autres immobilisations financières		293		293	377
Actif immobilisé		1 708 950	-41 193	1 667 757	1 570 189
Actif circulant	3.8	185 770	-3 335	182 435	178 519
Créances et autres créances	3.4	69 908	-231	69 677	50 820
Valeurs mobilières de placement	3.5	115 323	-3 104	112 219	91 106
Disponibilités		539		539	36 593
Comptes de régularisation – Actif	3.10	3 768		3 768	1 022
TOTAL DE L'ACTIF		1 898 488	-44 528	1 853 960	1 749 730

2.4. Bilan passif

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	Exercice 2023	Exercice 2022
		Montants avant répartition	Montants avant répartition
Capitaux propres	3.6	805 335	809 646
Capital social		14 033	14 033
Primes d'émission		73 231	73 231
Écart de réévaluation		378	378
Réserves légales		1 613	1 613
Réserves réglementées			
Autres réserves		326 922	326 922
Report à nouveau		366 098	357 270
Résultat de l'exercice		13 958	26 338
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées		9 102	9 861
Provisions pour risques et charges	3.7	4 881	6 848
Dettes	3.8	1 043 415	933 168
Autres emprunts obligataires		261 665	268 998
Emprunts auprès des établissements de crédit et dettes financières diverses		757 478	646 143
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		19 112	7 116
Dettes fiscales et sociales		1 202	1 140
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		16	970
Autres dettes		3 942	8 801
Comptes de régularisation – Passif	3.10	329	68
TOTAL DU PASSIF		1 853 960	1 749 730

2.5. Notes annexes

NOTE 1.	PRINCIPES COMPTABLES	137
NOTE 2.	NOTES ANNEXES AU COMPTE DE RÉSULTAT	139
NOTE 3.	NOTES ANNEXES AU BILAN	141

Faits marquants

Néant

NOTE 1. PRINCIPES COMPTABLES

Les états de synthèse ont été établis suivant les principes, normes et méthodes comptables découlant du règlement ANC 2014-03 modifié par les règlements ANC 2015-06, 2016-07, 2018-01 et 2013-02 modifié en date du 5 novembre 2021.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les règles et méthodes comptables, sont décrites ci-après par rubrique.

Les chiffres sont présentés en milliers d'euros sauf mention contraire.

1.1. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles représentent les fonds de commerce, marques, tournées de lait, licences, brevets et droits au bail qui sont évalués à leur prix d'achat.

Les frais d'établissement, les frais de recherche et de développement, les frais de dépôts ou de renouvellement des marques et des brevets sont comptabilisés en charges à compter de 2005 (en application de la méthode préférentielle).

Les logiciels acquis ou créés sont amortis sur une durée de 1 à 3 ans pour les applications bureautiques et de 7 ans pour les applications industrielles. Au-delà de ces plans d'amortissements, les aides fiscales aux investissements sont comptabilisées en tant qu'amortissements dérogatoires et influencent le résultat exceptionnel.

Les coûts liés à l'acquisition de licences de logiciels et à leur mise en service sont inscrits à l'actif sur la base des coûts encourus pour les acquérir et les mettre en service. Les coûts associés au maintien en fonctionnement des logiciels sont comptabilisés en charge au fur et à mesure qu'ils sont encourus. Lorsqu'ils confèrent un caractère unique aux logiciels acquis ou produits contrôlés par le Groupe, les coûts de développement sont inscrits au bilan dès lors qu'ils généreront des avantages économiques futurs attendus et sont amortis sur la durée d'utilité des logiciels concernés.

La valeur nette comptable des autres immobilisations incorporelles est comparée chaque année à leur valeur d'utilité qui correspond à l'actualisation des prévisions de flux futurs de trésorerie. Lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur nette comptable, la différence fait l'objet d'une dépréciation.

1.2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires à l'exclusion de tous frais financiers) ou à leur coût de production.

Les immobilisations sont amorties suivant le mode linéaire exclusivement, d'après les natures des biens concernés et selon un plan d'amortissement correspondant à leur durée d'utilité.

Les principales durées figurent dans le tableau ci-après :

	Durées
Agencements des terrains	10 à 20 ans
Constructions	10 à 33 ans
Agencements des constructions	10 à 30 ans
Installations techniques, matériels et outillages industriels	5 à 15 ans
Matériel de bureau et informatique, mobilier de bureau	3 à 15 ans
Autres immobilisations	3 à 20 ans

Au-delà de ces plans d'amortissements, les aides fiscales aux investissements sont comptabilisées en tant qu'amortissements dérogatoires et influencent le résultat exceptionnel.

La base d'amortissement des immobilisations qui sont cotées sur un marché est minorée de la valeur résiduelle des biens estimée à leur date d'entrée.

Les éléments qui sont dissociables et qui ont une durée d'utilité différente de celle de l'immobilisation principale sont amortis sur leur durée d'utilité propre (en application de la méthode des composants).

Les pièces détachées dont la durée d'utilité est supérieure à 1 an et la valeur unitaire est supérieure à 500 euros sont comptabilisées en matériels et outillages industriels. Elles sont amorties sur une durée de 5 ans à compter de leur date d'acquisition.

Lorsqu'un élément d'actif amortissable subit au cours d'un exercice, une dépréciation effective et définitive due à des circonstances exceptionnelles, un amortissement exceptionnel est comptabilisé en sus de l'annuité normale.

Lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur nette comptable, la différence fait l'objet d'une provision pour dépréciation.

Compte tenu de la nature des immobilisations corporelles, il n'est pas pratiqué de provision pour grosses réparations.

1.3. Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont valorisées à leur coût historique. Pour les titres libellés en devises, la conversion est faite au taux de change en vigueur à la date de chaque opération.

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'achat hors frais accessoires.

En fin d'année, lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée. Outre la quote-part de capitaux propres de la filiale que les titres de participation représentent, leur valeur d'inventaire prend également en compte le potentiel économique et financier de la filiale considérée au moyen d'une actualisation des flux futurs de trésorerie ou une valorisation externe quand celle-ci est disponible.

1.4. Valeur mobilières de placement

Toutes les valeurs mobilières de placement sont valorisées à leur prix d'acquisition. Une dépréciation est calculée, le cas échéant, lorsque la valeur c'est-à-dire le cours de clôture du dernier jour de l'exercice est inférieure au dit prix d'acquisition. Dans le cas des actions propres, le prix d'acquisition est comparé au cours moyen du dernier mois de l'exercice.

Aucune compensation n'est faite entre les plus-values latentes non comptabilisées et les moins-values latentes qui, elles, font l'objet de provisions.

L'enregistrement des produits obligataires se fait en fonction de la partie courue des coupons durant l'exercice social.

1.5. Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération.

Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au taux de fin d'exercice. Les différences résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier taux sont portées au bilan en « écarts de conversion ». Les éventuelles pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques.

Les gains et pertes de change réalisés sur les factures couvertes et sur les instruments de couverture, ainsi que le coût des couvertures (point de terme ou primes) sont reclassés en résultat d'exploitation.

Les instruments non échus à la clôture, couvrant des opérations de l'exercice, sont comptabilisés au bilan de manière à assurer un traitement symétrique avec les créances ou dettes couvertes.

1.6. Gestion des risques financiers et instruments financiers

Du fait de ses activités, la Société est exposée à des risques de marché (essentiellement risques de change et/ou risques de taux d'intérêt). La gestion des risques vise à minimiser leurs effets potentiellement défavorables sur la performance financière de la Société. Des instruments financiers dérivés sont utilisés pour couvrir certaines expositions au risque.

La gestion du risque est assurée conformément aux politiques approuvées par le Conseil d'Administration. Les risques financiers sont identifiés, évalués et couverts. Pour chaque catégorie de transactions, des procédures spécifiques précisent les instruments utilisables, les montants maximums autorisés, les contreparties possibles et les contrôles à effectuer.

Des instruments financiers dérivés sont utilisés par la Société pour gérer les risques de change et de taux d'intérêts auxquels elle est confrontée dans le cadre de ses activités.

Les instruments financiers dérivés utilisés sont principalement des contrats de change à terme ferme ou optionnel et des contrats d'échange de devises ou de taux d'intérêts.

Les résultats dégagés sur ces couvertures sont comptabilisés de manière symétrique aux résultats comptabilisés sur les éléments couverts. Lorsque les positions ne sont pas qualifiées comptablement de couvertures de risques, elles sont évaluées à leur valeur de marché et les pertes ou les gains qui en résultent sont portés au compte de résultat.

1.7. Subvention d'investissement

Les subventions d'investissement (y compris les CEE-Certificats d'Économies d'Énergie) sont rapportées au compte de résultat au même rythme que la charge d'amortissement des immobilisations concernées.

1.8. Provisions réglementées

L'application des incitants fiscaux permet de calculer les amortissements déductibles fiscalement (durées d'usage et taux dégressifs) de manière différente de celle utilisée pour l'amortissement comptable (durée d'utilité et taux linéaire). La réglementation fiscale impose néanmoins d'enregistrer dans ce poste l'écart entre ces deux méthodes.

1.9. Indemnités de départ en retraite

Les indemnités de départ en retraite prévues dans la convention collective sont en partie couvertes par un contrat d'assurance. Le calcul des indemnités est effectué par un organisme extérieur en fonction des salariés présents dans la Société et est actualisé chaque année.

1.10. Impôt sur les bénéfices et détermination du résultat fiscal

L'impôt sur les bénéfices comptabilisé correspond à l'impôt à payer au titre de l'exercice. Une convention d'intégration fiscale avec les sociétés françaises du Groupe détenues directement ou indirectement à 95 % ou plus a été mise en place. Le régime autorise la compensation des résultats taxables des unes avec les déficits des autres permettant ainsi à SAVENCIA SA de n'acquitter que le solde à l'Administration Fiscale. Les charges et produits latents d'impôt ne sont pas comptabilisés.

NOTE 2. NOTES ANNEXES AU COMPTE DE RÉSULTAT

2.1. Résultat d'exploitation

En milliers d'euros	Exercice 2023	Exercice 2022
Produits d'exploitation	35 654	33 202
Les produits d'exploitation sont composés essentiellement de redevances facturées aux filiales		
Redevances	32 991	31 319
Autres produits	663	583
Reprise sur provisions	2 000	1 300
Charges d'exploitation	-62 165	-56 011
Autres achats et charges externes ^(*) ^(**)	-56 394	-48 111
Impôts et taxes	-1 225	-1 170
Salaires et traitements	-381	-660
Charges sociales	-290	-346
Autres charges	-650	-644
Dotations aux amortissements et provisions	-3 225	-5 080
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	-26 511	-22 809

(*) Dont 1 044 milliers d'euros au titre du contrôle légal des comptes par les commissaires aux comptes pour l'exercice 2023. En 2022, ce montant était de 962 milliers d'euros. Au titre de conseil et/ou de prestations de services, les honoraires comptabilisés s'élèvent à 25 milliers d'euros, ils s'élevaient à 36 milliers d'euros en 2022.

(**) Les autres charges externes sont impactées notamment par les travaux d'élaboration du plan stratégique à long terme ainsi que par les études préalables à la mise en place de nouvelles solutions informatiques à l'échelle du groupe.

2.2. Résultat financier net

En milliers d'euros	Exercice 2023	Exercice 2022
Sur participations et autres titres	40 882	47 914
Dividendes reçus	40 894	48 410
Provisions sur titres et autres titres (net)	-12	-496
Sur charges financières nettes	-13 077	-10 046
Produits financiers ^(*)	32 529	6 834
Charges financières ^(*)	-45 606	-16 880
Sur changes et divers	-32	-184
RÉSULTAT FINANCIER NET	27 773	37 684

(*) Les charges financières et les produits financiers sont en hausse significative en raison de la hausse des taux d'intérêt pendant toute l'année 2023. Les swaps de taux variables contre taux fixes, mis en place en 2018 et 2022, pour une valeur nominale de 200 millions d'euros permettent de réduire l'impact de la hausse des taux sur le résultat financier net.

2.3. Résultat exceptionnel net

En milliers d'euros	Exercice 2023	Exercice 2022
Charges exceptionnelles	-80	-706
Produits exceptionnels	2	74
Plus ou moins-values nettes nettes sur immobilisations		-167
Dotations et reprises d'amortissements dérogatoires	759	481
Dotations et reprises de provisions pour risques ^(*)	-33	-672
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL NET	648	-990

(*) Les provisions sont impactées par des risques fiscaux dont une reprise utilisée de 1 million d'euros et une nouvelle dotation.

2.4. Impôt sur les bénéfices

En milliers d'euros	Exercice 2023	Exercice 2022
Impôt et crédit d'impôt propres à SAVENCIA SA	60	691
Produit net de l'intégration fiscale ^(*)	13 190	11 932
Impôt au titre des exercices antérieurs ^(**)	-1 202	-170
TOTAL	12 048	12 453

(*) En raison de la perte fiscale du groupe intégré, aucune charge d'impôt n'a été enregistrée en 2023.

(**) Cette charge qui fait l'objet d'une reprise de provision en résultat exceptionnel correspond principalement aux conséquences de contrôles fiscaux de filiales intégrées fiscalement.

Impôts latents

Les impôts latents dus aux retraitements fiscaux (amortissements dérogatoires, différences temporaires) représentent un produit fiscal net futur, au taux de 25 %, d'un montant de 12 366 milliers d'euros, contre 1 986 milliers d'euros en 2022 :

En milliers d'euros	Exercice 2023	Exercice 2022
Accroissement	-3 144	-3 437
Sur amortissements dérogatoires	-3 144	-3 437
Sur autres retraitements fiscaux		
Allègement	15 510	5 423
Sur provisions non déductibles	750	1 277
Sur autres charges non déductibles	296	417
Sur déficit reportable	14 464	3 729
IMPÔT FUTUR NET	12 366	1 986

NOTE 3. NOTES ANNEXES AU BILAN

3.1. Immobilisations incorporelles

En milliers d'euros Rubriques	Variation des immobilisations incorporelles				Valeurs au 31/12/2023
	Valeurs au 31/12/2022	Augmentations	Compte à compte	Diminutions	
Valeurs brutes	58 209	1 698	-	-	59 907
Concessions, brevets et droits similaires	54 446	1 328	1 033		56 807
Fonds commercial	1 548				1 548
Autres immobilisations incorporelles ^(*)	2 215	370	-1 033		1 552
Amortissements & dépréciations	-36 392	-3 225	-	-	-39 617
Concessions, brevets et droits similaires	-36 392	-3 225			-39 617
Fonds commercial	-				-
Autres immobilisations incorporelles	-				-
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES NETTES	21 817	-1 527	-	-	20 290

(*) À la clôture, les autres immobilisations incorporelles représentent le coût des logiciels en cours de développement.

3.2. Immobilisations corporelles

En milliers d'euros Rubriques	Variation des immobilisations corporelles				Valeurs au 31/12/2023
	Valeurs au 31/12/2022	Augmentations	Compte à compte	Diminutions	
Valeurs brutes	3 183	-	-	-2 910	273
Terrains					-
Constructions					-
Installations techniques, matériel, outillage					-
Autres immobilisations corporelles	273				273
Immobilisations en cours ^(*)	2 910			-2 910	-
Amortissements & dépréciations	-	-	-	-	-
Terrains					-
Constructions					-
Installations techniques					-
Autres immobilisations corporelles					-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES NETTES	3 183	-	-	-2 910	273

(*) Les immobilisations corporelles en cours à la clôture de l'exercice précédent ont été cédées à une filiale du groupe. Elles représentaient le coût d'équipements industriels portés par SAVENCIA SA jusqu'à la mise en service.

3.3. Immobilisations financières

En milliers d'euros Rubriques	Variation des immobilisations financières			Valeurs au 31/12/2023
	Valeurs au 31/12/2022	Augmentations	Diminutions	
Valeurs brutes	1 546 730	303 727	-201 687	1 648 770
Participations	1 289 075			1 289 075
Créances rattachées à des participations (*)	256 603	303 647	-201 603	358 647
Autres titres immobilisés (**)	675	80		755
Prêts				-
Autres immobilisations financières	377		-84	293
Dépréciations	-1 541	-35	-	-1 576
Participations	-1 540	-12		-1 552
Créances rattachées à des participations				-
Autres titres immobilisés	-1	-23		-24
Prêts				-
Autres immobilisations financières				-
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES NETTES	1 545 189	303 692	-201 687	1 647 194

(*) Les créances rattachées à des participations correspondent à des prêts d'une durée de 5 ans, dont le montant total à la clôture a augmenté de 100 millions d'euros pour couvrir le besoin de trésorerie des entités du groupe.

(**) Dont 11 263 actions propres détenues au 31 décembre 2023 dans le cadre d'un contrat de liquidité. À la clôture du précédent exercice 9 673 actions propres étaient détenues.

3.4. Autres créances

En milliers d'euros	au 31/12/2023	au 31/12/2022
Comptes courants financiers	42 622	34 227
Clients, état et divers	27 055	16 593
AUTRES CRÉANCES NETTES	69 677	50 820

3.5. Valeurs mobilières de placement

En milliers d'euros	au 31/12/2023	au 31/12/2022
Le portefeuille des valeurs mobilières de placement est constitué de valeurs françaises selon le détail suivant :		
Valeurs brutes	115 323	92 470
SICAV		
FCP	172	
Billets, bons et assimilés	77 500	60 000
Actions propres (*)	37 651	32 470
Dépréciations (**)	-3 104	-1 364
SICAV		
FCP		
Billets, bons et assimilés		
Actions propres	-3 104	-1 364
VALEUR MOBILIERE DE PLACEMENT NETTE	112 219	91 106

(*) Au 31 décembre 2023, SAVENCIA SA détient 646 946 actions propres classées en valeurs mobilières de placement pour une valeur d'acquisition de 37 651 milliers d'euros. Le cours de marché moyen des actions SAVENCIA SA sur le mois de décembre 2023 est de 53,40 €.

Le pourcentage global du capital auto-détenu s'élève à 4,69 % en incluant les 11 263 actions détenues dans le cadre du contrat de liquidité. À la clôture du précédent exercice, SAVENCIA SA détenait 551 139 actions propres. Le pourcentage global du capital auto-détenu représentait 4,00 % en incluant les 9 673 actions détenues dans le cadre du contrat de liquidité.

(**) En fin d'exercice, la valeur de marché des placements étant inférieure au prix de revient, une dépréciation a été comptabilisée.

3.6. Capitaux propres

Le capital social de 14 032 930 euros est divisé en 14 032 930 actions de 1 euro chacune, dont 9 327 176 actions bénéficiant d'un droit de vote double. Au 31 décembre 2023, le principal actionnaire connu de la Société est SAVENCIA HOLDING SCA qui détient directement 66,64 % du capital et 80,79 % en droits de vote. Au 7 février 2024, aucun autre actionnaire ne détient plus de 5 % du capital.

TABEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

<i>En milliers d'euros</i>	Capital social	Primes d'émission d'actions et de fusion	Écart de réévaluation	Réserve légale	Réserves réglementées	Autres réserves	Report à nouveau	Provisions réglementées	Résultat de l'exercice	Total
Situation au 01/01/2023 (avant affectation des résultats)	14 033	73 231	378	1 613		326 922	357 270	9 861	26 338	809 646
Réduction de capital										-
Provisions fiscalement réglementées										-
Reprises de provisions								-2 301		-2 301
Dotations de l'année								1 542		1 542
Distribution de dividendes							-18 243			-18 243
Autres prélèvements										-
Affectation aux réserves										-
Dividendes non distribués (actions propres détenues)							733			733
Imputations en report à nouveau							26 338		-26 338	-
Résultat 2023									13 958	13 958
Situation au 31/12/2023 (avant affectation des résultats)	14 033	73 231	378	1 613		326 922	366 098	9 102	13 958	805 335

3.7. Provision pour risques et charges

<i>En milliers d'euros</i>	Variation des provisions				Valeur au 31/12/2023
	Valeur au 31/12/2022	Dotations	Reprise utilisée	Reprise non utilisée	
	6 848	1 155	1 093	2 029	4 881

Les provisions pour risques et charges au 31 décembre 2023 représentent des engagements envers le personnel du Groupe et des litiges notamment fiscaux.

3.8. Échéancier des dettes et créances

En milliers d'euros	Échéances			
	Montant total	- d'1 an	de 1 à 5 ans	+ de 5 ans
Dettes				
Dettes financières				
Autres emprunts obligataires	261 665	7 333	88 332	166 000
Emprunts auprès des établissements de crédit et dettes financières	757 478	657 478	100 000	
Dettes d'exploitation et diverses	24 272	24 272		
TOTAL	1 043 415	689 083	188 332	166 000

Les dettes financières diverses à moins d'un an sont composées de billets de trésorerie ou de tirages à court terme auprès des banques. Ces financements seront soit renouvelés à court terme soit remboursés par les lignes de crédit à moyen terme dont dispose SAVENCIA SA. Les emprunts et dettes financières diverses sont libellés en euros ou en USD intégralement couverts contre le risque de change le cas échéant.

En milliers d'euros	Échéances		
	Montant total	- de 1 an	+ de 1 an
Créances			
Créances rattachées à des participations	358 647	3 647	355 000
Créances d'exploitation, financières et diverses	69 677	69 677	
Valeurs mobilières de placement et disponibilités	112 758	112 758	
TOTAL NET DE PROVISIONS	541 082	186 082	355 000

3.9. Trésorerie

La trésorerie dont l'évolution est détaillée dans le tableau des flux de trésorerie se réconcilie comme suit, avec les bilans présentés :

En milliers d'euros	au 31/12/2023	au 31/12/2022
Valeurs mobilières de placement et disponibilités	112 758	127 699
Comptes courants financiers à l'actif (*)	42 622	34 227
Concours bancaires et billets de trésorerie	-648 300	-615 094
Comptes courants financiers au passif (*)		
TRESORERIE NETTE A LA CLOTURE	-492 920	-453 168

(*) Le solde des comptes courants évolue en fonction du besoin ou de l'excédent de trésorerie des contreparties.

3.10. Comptes de régularisation et comptes rattachés

En milliers d'euros	au 31/12/2023	au 31/12/2022
Charges constatées d'avance	3 768	1 022
Les charges constatées d'avance sont composées d'intérêts et de commissions bancaires.		
Produits constatés d'avance	329	68
Les produits constatés d'avance sont composés d'intérêts bancaires.		
Produits à recevoir		
Prêts, placements et instruments de couverture	4 942	2 393
Produits d'exploitation		
TOTAL DES PRODUITS A RECEVOIR	4 942	2 393
Charges à payer		
Emprunts, dettes financières diverses et instruments de couverture	1 725	1 628
Dettes fournisseurs d'exploitation	2 971	2 454
Dettes fiscales et sociales	1 030	869
TOTAL DES CHARGES A PAYER	5 726	4 951

3.11. Engagements financiers et garanties reçus ou donnés

En milliers d'euros	au 31/12/2023	au 31/12/2022
Engagements reçus		
Cautions bancaires		
Engagements donnés		
Cautions bancaires	1 578	
Indemnités de départ à la retraite ^(*)	141	129
Lignes de crédit allouées en filiales	111 410	98 890

(*) Les engagements en matière de retraite sont externalisés auprès de la société Eparinter. La juste valeur des actifs versés à ce titre est de 86 milliers d'euros. La dette future actualisée au taux de 3,10 % s'élève à 141 milliers d'euros.

Les charges pouvant résulter de contentieux en cours afférents à des opérations courantes et estimés probables donnent lieu à leur prise en compte.

3.12. Instruments financiers

Les contrats d'échange de taux existants au 31 décembre 2023 sont de 262 millions d'euros en valeur nominale contre 269 millions d'euros en 2022 et constituent des instruments financiers de couverture. Ils ont été souscrits auprès d'une entreprise liée.

3.13. Personnel

La masse salariale pour l'exercice 2023 est de 381 milliers d'euros contre 660 milliers d'euros en 2022. L'effectif au 31 décembre 2023 est de 2 personnes et identique à 2022.

Les rémunérations des membres des organes de Direction et d'Administration se sont élevées à 651 milliers d'euros contre 644 milliers d'euros en 2022.

3.14. Entreprises liées

Les transactions avec les parties liées sont réalisées à des conditions normales de marché.

3.15. Événement postérieurs à la clôture

Aucun événement susceptible de remettre en cause les comptes présentés ci-joints n'est intervenu postérieurement à la date de la clôture.

3.16. Filiales et participations

(En milliers d'euros sauf mention contraire)

Forme juridique	Activité exercée	Société ou Groupe de sociétés	Capital	Réserves
A. Renseignements détaillés concernant les participations dont la valeur d'inventaire excède 1 % du capital de la Société astreinte à la publication				
1. Filiales (50 % au moins du capital détenu par la Société)				
France				
SAS	Étude et recherches	SOREDAB – La Boissière École (78)	75	7 684
SAS	Prestataire de services	SOGASI – Viroflay (78)	25 910	3 132
SAS	Holding	SAVENCIA Fromage & Dairy EUROPE – Viroflay (78)	294 760	340 550
SA	Holding	ALLIANCE LAITIERE EUROPEENNE – Paris (75)	231 900	154 831
SAS	Holding	SAVENCIA Fromage & Dairy INTERNATIONAL – Viroflay (78)	122 513	62 702
SAS	Holding	Cie DES MAITRES FROMAGERS – Viroflay (78)	75	-4
SAS	Prestataire de services	SAVENCIA NORMANDIE SERVICES – Condé sur Vire (50)	4 287	373
Étranger				
SARL	Holding	EUREXPAN BV – Breda (Pays-Bas)	11 469	323 214
AS	Services	SAVENCIA SERVICES EUROPE (République Tchèque)	20 000 milliers CZK	14 058 milliers CZK
2. Participations (10 % à 50 % du capital détenu par la société)				
B. Renseignements globaux concernant les autres filiales ou participations				
Filiales non reprises au paragraphe A				
Filiales françaises (ensemble)				
Filiales étrangères (ensemble)				

Quote-part de capital détenue en %	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par Savencia SA	Montant des cautions et avals fournis par Savencia SA	Chiffre d'affaires HT du dernier exercice	Résultat du dernier exercice	Dividendes bruts encaissés par la Société au cours de l'exercice
	brute	nette					
98	74	74			14 066	3 771	3 413
100	27 980	27 980			14 817	2 787	2 591
100	429 363	429 363	21 671			-4 417	19 651
100	255 180	255 180	1 129			24 317	11 595
100	313 033	313 033	19 393			-15 708	
100	176	70				-2	
100	4 287	4 287			24 732	681	444
100	256 055	256 055				3 606	3 000
100	783	783			156 627 milliers CZK	-135 milliers CZK	198
	133	22	231				2
	2 011	676					

2.6. Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes sociaux

Exercice clos le 31 décembre 2023

À l'assemblée générale de la société SAVENCIA SA

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société SAVENCIA SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit et des risques.

Fondement de l'opinion

RÉFÉRENTIEL D'AUDIT

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

INDÉPENDANCE

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations – Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VALORISATION DES TITRES DE PARTICIPATION

Description du risque

Les titres de participation et les créances rattachées figurent au bilan pour un montant net de 1 646 millions d'euros, représentant 89% du total bilan.

Comme indiqué dans la note 1.3 « Immobilisations financières » de l'annexe aux comptes annuels, une provision pour dépréciation des titres de participation est constatée lorsque, à la clôture de l'exercice, leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur brute. Outre la quote-part de capitaux propres de la filiale que les titres de participation représentent, leur valeur

d'inventaire prend également en compte le potentiel économique et financier de la filiale considérée au moyen d'une actualisation des flux futurs de trésorerie ou une valorisation externe quand celle-ci est disponible.

L'estimation de la valeur des titres requiert l'exercice du jugement de la direction tant sur le choix des éléments à considérer (éléments historiques ou prévisionnels) qu'en termes d'hypothèses à retenir pour établir les prévisions de flux futurs de trésorerie, le taux à utiliser pour l'actualisation de ces flux et le taux de croissance à l'infini pour la valeur terminale.

La concurrence et l'environnement économique auxquels sont confrontées certaines filiales peuvent entraîner une baisse de leur activité et une dégradation du résultat opérationnel.

Dans ce contexte, et du fait des incertitudes inhérentes à certains éléments et notamment à la probabilité de réalisation des prévisions, nous avons considéré que la correcte évaluation des titres de participation et des créances rattachées constituait un point clé de l'audit.

Procédures d'audit mises en œuvre en réponse à ce risque

Pour répondre au risque lié à l'évaluation des titres de participation et créances rattachées, nous avons revu les procédures mises en place par SAVENCIA pour la détermination de la valeur d'utilité de ces actifs.

Pour les évaluations reposant sur des éléments historiques, nous avons vérifié que les capitaux propres retenus concordent avec les comptes des entités et qu'ils étaient supérieurs à la valeur comptable des titres ou dans le cas contraire, qu'une valorisation alternative était retenue ou qu'une dépréciation était comptabilisée.

Pour les évaluations reposant sur des éléments prévisionnels nous avons procédé à une revue critique des modalités de mise en œuvre du test de dépréciation pratiqué par votre société, notamment en :

- appréciant la cohérence des projections de flux de trésorerie avec les prévisions budgétaires et plans long terme présentées par la direction au conseil d'administration et avec notre connaissance du groupe et de son secteur d'activité ;
- examinant la fiabilité du processus d'établissement des prévisions au regard des écarts entre les réalisations passées et les budgets correspondants ;
- vérifiant, avec l'aide de notre service évaluation, le caractère raisonnable du taux utilisé pour actualiser les flux futurs de trésorerie et le flux terminal au regard du contexte économique et des pratiques constatées chez les principaux acteurs du marché sur le lequel opère le groupe.

Au-delà de l'appréciation des valeurs d'inventaire des titres de participation, nos travaux ont consisté également à apprécier le caractère recouvrable des créances rattachées au regard des analyses effectuées sur les titres de participation. Enfin, nous avons examiné l'information donnée dans les notes 1.3 « Immobilisations financières, 3.3 « Immobilisations financières » et 3.16 « Filiales et participations ».

VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

INFORMATIONS DONNÉES DANS LE RAPPORT DE GESTION ET DANS LES AUTRES DOCUMENTS SUR LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES COMPTES ANNUELS ADRESSÉS AUX ACTIONNAIRES

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4, L.22-10-10 et L.22-10-9 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.22-10-9 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés ou attribués aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des entreprises contrôlées par elle qui sont comprises dans le périmètre de consolidation. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Concernant les informations relatives aux éléments que votre société a considéré susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique d'achat ou d'échange, fournies en application des dispositions de l'article L.22-10-11 du code de commerce,

nous avons vérifié leur conformité avec les documents dont elles sont issues et qui nous ont été communiqués. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur ces informations.

AUTRES INFORMATIONS

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

FORMAT DE PRÉSENTATION DES COMPTES ANNUELS DESTINÉS À ÊTRE INCLUS DANS LE RAPPORT FINANCIER ANNUEL

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L.451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du directeur général.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes annuels qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

DÉSIGNATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société SAVENCIA SA par l'assemblée générale du 22 avril 2021 pour Deloitte & Associés et par celle du 22 mai 1977 pour KPMG SA.

Au 31 décembre 2023, Deloitte & Associés était dans la 3ème année de sa mission sans interruption et KPMG SA dans la 47ème année, dont respectivement 3 et 44 années depuis que les titres de la société ont été admis aux négociations sur un marché réglementé.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit et des risques de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit et des risques

Nous remettons au comité d'audit et des risques un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit et des risques, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit et des risques la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit et des risques des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris La Défense, le 29 mars 2024

Les commissaires aux comptes

KPMG SA
Arnaud RINN

Deloitte & Associés
Emmanuel GADRET



GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

1.	Rapport sur le gouvernement d'entreprise	154
2.	Organisation du contrôle interne et de la gestion des risques	184
3.	Plan de vigilance	187
	Annexes	224

1. Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Le présent rapport qui porte sur l'exercice 2023 a été établi conformément aux dispositions du code de commerce et arrêté par le Conseil d'Administration du 7 mars 2024.

1.1. Informations relatives à la composition, au fonctionnement et aux pouvoirs du Conseil d'Administration

1.1.1. Composition, conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil

1.1.1.1. Missions et pouvoirs du Conseil

Le Conseil d'Administration détermine les orientations stratégiques de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées générales et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Le Conseil procède aux contrôles et vérifications qu'il juge pertinents. Il conduit chaque année un examen portant sur les points essentiels du rapport de gestion et des autres rapports présentés aux actionnaires, ainsi que sur les résolutions présentées à l'Assemblée Générale des actionnaires.

Le Conseil d'Administration est investi par la Loi, ses statuts et son règlement intérieur de pouvoirs spécifiques.

Dans le cadre de ses missions, le Conseil a les pouvoirs suivants, sans que cette liste soit exhaustive :

- il fixe les objectifs de la Société et en définit les orientations stratégiques, dans le respect de la Culture et des valeurs du Groupe ;
- il désigne les mandataires sociaux chargés de diriger la Société dans le cadre de la stratégie retenue ;
- il choisit le mode d'organisation (dissociation des fonctions de Président et de Directeur Général ou unicité de ces fonctions) ;
- il arrête les comptes sociaux et établit les comptes consolidés annuels ; il contrôle la gestion et vérifie la fiabilité et la clarté des informations fournies aux actionnaires ainsi qu'aux marchés, à travers les comptes ou à l'occasion d'opérations importantes ;
- il analyse régulièrement, en lien avec la stratégie, les opportunités et les risques dans le champ d'activité de la Société ainsi que les mesures prises en conséquence ;
- il veille à inscrire les performances financières de la Société dans une perspective à long terme en prenant en compte le développement durable du Groupe dans ses aspects environnemental et social ;

- il veille à la mise en œuvre d'une politique de non-discrimination et de diversité en son sein, et il recherche une représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein du Comité exécutif ;

- il s'assure de la mise en place d'un dispositif de prévention et de détection de la corruption et du trafic d'influence et reçoit toutes les informations nécessaires à cet effet.

Il appartient également au Conseil d'Administration, en ayant le sens du moyen et du long terme qui caractérise les entreprises familiales, d'être le garant de la pérennité de l'indépendance du Groupe. À ce titre, le Conseil accompagne le Président dans l'exercice de cette mission.

1.1.1.2. Composition du Conseil

Au 31 décembre 2023, le Conseil d'Administration était composé de seize membres :

- Monsieur Alex BONGRAIN ;
- Monsieur Armand BONGRAIN ;
- Madame Anne-Marie CAMBOURIEU ;
- Madame Clare CHATFIELD ;
- Monsieur Philippe GORCE, administrateur représentant les salariés actionnaires ;
- Monsieur Xavier GOVARE ;
- Madame Malika HAIMEUR ;
- Madame Martine LIAUTAUD ;
- Madame Annette MESSEMER ;
- Monsieur Christian MOUILLON ;
- Monsieur Ignacio OSBORNE ;
- Monsieur Robert ROEDER ;
- Madame Sophie de ROUX ;
- Monsieur Bruno WITVOET ;
- Monsieur François WOLFOVSKI ;
- Société SAVENCIA Holding, représentée par Monsieur Xavier CRUSE.

Les Administrateurs représentent l'ensemble des actionnaires et agissent constamment dans l'intérêt de la Société. Ils doivent maîtriser les enjeux stratégiques des marchés sur lesquels intervient la Société.

Le Conseil d'Administration s'interroge régulièrement sur sa composition et celle de ses Comités, au regard de l'actionnariat de la Société et de la représentation d'une diversité en son sein.

La durée du mandat des Administrateurs a été fixée à un an lors de l'entrée en Bourse de la Société et n'a pas été modifiée depuis. Elle permet d'assurer une évolution de la composition du Conseil d'Administration pour répondre aux besoins d'expertise et de compétence utiles à la Société.

Le Conseil d'Administration porte une attention particulière à la sélection de ses membres. Dans le cadre de sa mission permanente, le Comité de Management et des Rémunérations s'interroge régulièrement sur la composition du Conseil au regard notamment de la représentation d'une diversité en son sein (sexe, âge, compétences, expériences, indépendance...) assurant une veille prévisionnelle sur son évolution.

Lorsqu'il est identifié le besoin d'intégrer un nouvel Administrateur au sein du Conseil, le Comité de Management et des Rémunérations définit le profil des candidats. La cooptation est privilégiée mais le recours à un cabinet de recrutement n'est pas exclu. Les candidats sont évalués afin de s'assurer de leur capacité à contribuer aux enjeux stratégiques et à s'intégrer à la Culture et aux valeurs du Groupe. Le Comité de Management et des Rémunérations fait part de ses recommandations au Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration veille à assurer le meilleur équilibre possible dans sa composition et celle de ses Comités qui reflètent une variété et une complémentarité de genres, d'expertises et d'expériences nationales et internationales et de cultures, afin de lui permettre d'exercer pleinement sa mission au regard de la diversité des activités du Groupe.

Ainsi, le Conseil d'Administration compte six femmes parmi ses membres, Mesdames Anne-Marie CAMBOURIEU, Clare CHATFIELD, Malika HAIMEUR, Martine LIAUTAUD, Annette MESSEMER et Sophie de ROUX, soit 40 % de son effectif.

Le Conseil d'Administration s'attache également à ce que sa composition comprenne au moins 1/3 d'Administrateurs indépendants, selon les recommandations relatives au gouvernement d'entreprise.

Un Administrateur est indépendant lorsqu'il n'entretient aucune relation de quelque nature que ce soit avec la Société, son Groupe ou sa Direction, qui puisse compromettre l'exercice de sa liberté de jugement. Ainsi, par Administrateur indépendant, il faut entendre notamment tout mandataire social non exécutif de la Société ou de son Groupe ou de sa Direction, dépourvu de tout lien d'intérêt particulier (actionnaire significatif, salarié ou autre) avec ceux-ci.

La qualification d'Administrateur indépendant est débattue par le Comité de Management et des Rémunérations et arrêtée par le Conseil à l'occasion de la nomination d'un Administrateur et annuellement pour l'ensemble des Administrateurs.

Au regard des critères fixés par le code AFEP-MEDEF à l'article 10.5, le Conseil d'Administration a considéré que huit Administrateurs sont qualifiés d'indépendants à la date du 31 décembre 2023 : Mesdames Anne-Marie CAMBOURIEU, Clare CHATFIELD, Malika HAIMEUR, Martine LIAUTAUD et Annette MESSEMER, Messieurs Xavier GOVARE, Christian MOUILLON et Robert ROEDER.

Le Règlement Intérieur de SAVENCIA SA contient des dispositions visant à s'assurer que les Administrateurs ne se trouvent pas en situation de conflit d'intérêt avec la Société. Ils doivent notamment déclarer la totalité de leurs mandats et fonctions, tant en France qu'à l'étranger et s'abstenir d'exercer tous mandats, fonctions ou missions au bénéfice de toutes entreprises concurrentes du Groupe ou situées en position de conflit d'intérêt. Par ailleurs chaque membre du Conseil est tenu d'établir au moment de sa nomination ou de son renouvellement par l'Assemblée Générale, une déclaration sur l'honneur relative à l'existence ou non d'une situation de conflit d'intérêt même potentiel. De plus, lorsqu'une décision sur laquelle le Conseil d'Administration est appelé à délibérer est susceptible de mettre l'Administrateur en situation de conflit d'intérêt, cet Administrateur doit en informer immédiatement le Président et, en concertation avec lui, s'abstenir de prendre part au vote correspondant, voire se retirer de la réunion pendant la délibération et le vote sur cette décision.

1.1.1.3. Réunions et fonctionnement du Conseil d'Administration

Le Conseil arrête le calendrier de ses réunions dont la périodicité, sauf réunion urgente ou nécessaire dans l'intérêt de la Société, est bimestrielle.

Les documents dont l'examen est nécessaire à la prise de décision des Administrateurs sont joints à la convocation ou transmis dans les jours qui suivent et avec un préavis optimum de cinq jours avant la réunion du Conseil.

Le Conseil d'Administration procède régulièrement à l'évaluation de sa capacité à répondre aux attentes des actionnaires qui lui ont donné mandat d'administrer la Société, en passant en revue sa composition, son organisation et son fonctionnement, ce qui implique également une revue de ses Comités.

L'évaluation permet de faire le point sur les modalités de fonctionnement du Conseil d'Administration, de vérifier que les questions importantes sont convenablement préparées et débattues et d'apprécier la contribution effective de chaque Administrateur aux travaux.

L'évaluation du Conseil est effectuée selon les modalités suivantes :

- une fois par an, le Conseil d'Administration débat de son fonctionnement ;
- une évaluation formalisée est réalisée au moins tous les trois ans, le Conseil d'Administration ayant la faculté, s'il le décide de se faire assister par un consultant externe.

Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration sont établis après chaque réunion et transmis à tous les membres du Conseil, qui sont invités à faire part de leurs observations. Les observations éventuelles sont débattues au Conseil suivant. Le texte définitif du procès-verbal de la réunion précédente est alors soumis à l'approbation du Conseil.

Le Conseil d'Administration a arrêté les termes d'une procédure permettant d'évaluer régulièrement si les conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales remplissent bien ces conditions. Cette procédure distingue plusieurs étapes visant d'une part à identifier les conventions entrant dans son champ d'application et d'autre part à s'assurer de leur juste qualification. Elle précise que les personnes directement ou indirectement intéressées ne participent pas à l'évaluation et ne peuvent, le cas échéant, prendre part ni aux délibérations ni au vote sur leur autorisation.

Au cours de l'année 2023, le Conseil d'Administration s'est réuni à huit reprises.

Le Conseil d'Administration a consacré l'essentiel de ses travaux au gouvernement d'entreprise, au suivi de l'activité, à l'examen des comptes annuels, semestriels et de l'information réglementée, à la stratégie et à sa mise en œuvre, aux opérations de développement externe et à la préparation de l'Assemblée Générale Annuelle. Il a également porté son attention sur le suivi des effets et des mesures liées à la guerre Ukraine/Russie.

Au plan de l'information réglementée, le Conseil d'Administration a revu l'information semestrielle et annuelle et le chiffre d'affaires du premier et troisième trimestre 2023. Les réunions portant sur les comptes annuels ou semestriels sont systématiquement précédées d'une réunion du Comité d'audit et des risques. Le Conseil d'Administration a débattu et approuvé la cohérence de chacun des communiqués de presse relatifs à ces sujets avant leur diffusion.

À chaque réunion du Conseil d'Administration il est prévu un temps d'échange hors la présence du Directeur Général et il est fait un point à date sur l'activité et les résultats du Groupe.

Un point annuel est également fait sur les financements mis en place ou renouvelés au cours de l'exercice.

Au plan de la gouvernance, le Conseil d'Administration s'est prononcé sur l'indépendance de ses membres au regard des critères fixés par le code AFEP-MEDEF.

Les Administrateurs perçoivent une rémunération dont le montant, fixé annuellement par l'Assemblée Générale, est réparti par le Conseil d'Administration. Il est prévu un jeton fixe pour chaque réunion du Conseil d'Administration à laquelle participe l'Administrateur auquel s'ajoutent des jetons pour leur participation aux différents Comités du Conseil d'Administration ainsi que, le cas échéant, lorsqu'ils effectuent des travaux ou prestations entre les réunions du Conseil d'Administration.

En dehors des règles de fonctionnement du Conseil d'Administration ci-avant rappelées fixées par les statuts de la Société, celui-ci s'est doté d'un Règlement Intérieur qui définit les droits et devoirs des Administrateurs et précise les modalités de fonctionnement du Conseil et de ses Comités spécialisés conformément aux statuts. Le règlement intérieur de la Société est disponible sur le site internet de la Société.

1.1.1.4. Préparation des travaux et missions des comités spécialisés

Conformément aux dispositions des statuts et à la Loi, le Conseil s'est doté dans l'esprit de la bonne gouvernance d'entreprise de trois Comités spécialisés.

A. Le Comité d'audit et des risques

Le Comité d'audit et des risques est notamment chargé :

- (i) d'assister, d'une façon générale, le Conseil dans ses travaux d'arrêté des comptes ;
- (ii) d'apprécier le processus d'élaboration de l'information financière et, le cas échéant, de formuler des recommandations afin d'en garantir l'intégrité ;
- (iii) d'analyser les procédures de la Société visant à identifier et hiérarchiser les principaux risques encourus par le Groupe, de s'assurer de la pertinence et de l'efficacité des systèmes de contrôles internes et externes ;
- (iv) de s'assurer de la mise en place d'un plan de vigilance au sens des articles L 225-102-4-I et suivants du code de commerce, du suivi et de l'actualisation permanente des cartographies des risques et des dispositifs de prévention et de détection de la corruption et du trafic d'influence, de la pertinence des mesures prises pour veiller au respect de la déontologie boursière ainsi que de la conformité des pratiques du Groupe, en toutes circonstances, aux réglementations applicables ;
- (v) d'apprécier le degré de sécurité des systèmes d'information, tant face aux risques d'agression qu'au plan de sa fiabilité opérationnelle ;
- (vi) de contrôler les conditions d'exercice de la mission des commissaires aux comptes.

Pour accomplir ses missions, le Comité d'audit et des risques se fait communiquer tous documents nécessaires.

Il entend les commissaires aux comptes, les Dirigeants mandataires sociaux, le Directeur Financier, le Directeur Juridique, le Directeur Fiscal, le Directeur des Risques, le Directeur des Assurances, le Directeur des Systèmes d'Information, sans que cette liste soit limitative.

Ces auditions doivent pouvoir se tenir, lorsque le Comité le souhaite, hors la présence de la Direction Générale.

Le Comité entend le responsable de l'audit interne. Il est informé du programme d'audit interne et destinataire des rapports d'audit interne ou d'une synthèse périodique de ces rapports.

Le Comité d'Audit et des Risques entend le responsable du contrôle interne, fonction créée en 2022, déployée en 2023.

Le Comité rend compte au Conseil d'Administration de ses travaux, notamment par la remise de rapports, spécialement pour l'arrêté des comptes. Il informe sans délai le Conseil d'Administration de toute difficulté rencontrée dans l'exercice de sa mission.

Le Comité d'audit et des risques comprend au moins trois membres, Administrateurs. Ses membres sont choisis en fonction de leur compétence en matière financière et comptable et de toute expérience professionnelle complémentaire utile à ses travaux.

Il ne peut compter dans ses membres ni le Président, ni un Dirigeant mandataire social. Le Comité d'audit et des risques comprend au moins deux tiers d'Administrateurs indépendants et est présidé par un Administrateur indépendant.

Tous les membres du Comité d'audit et des risques sont qualifiés et ont une expérience professionnelle significative, notamment dans les domaines financiers et/ou comptables et/ou de contrôle de comptes.

La composition du Comité était la suivante au 31 décembre 2023 : Monsieur Christian MOUILLON, Président, Mesdames Martine LIAUTAUD et Annette MESSEMER (Administratrices indépendantes), Monsieur Xavier GOVARE (Administrateur indépendant), Monsieur François WOLFOVSKI, membres, et Messieurs Pierre LAVERGNE puis Arnaud CAPDEVILLE (Secrétaires). Il s'est réuni cinq fois en 2023.

En 2023, le Comité d'audit et des risques a, dans le cadre de sa mission, procédé à l'examen de différents points tels que :

- les comptes consolidés de l'exercice 2022 ainsi que les comptes consolidés semestriels de l'exercice 2023 ;
- le budget 2024 ;
- le suivi des audits internes et externes et les plans d'actions demandés suite à ces audits ;
- les projets de développement externe ;
- le déploiement du dispositif de contrôle interne et des priorités d'action ;
- la mission et l'intervention des commissaires aux comptes et l'autorisation, le cas échéant, des missions n'entrant pas directement dans leur mission d'audit des comptes ;
- la revue des principaux risques et du dispositif mis en place de contrôle interne et de gestion des risques. À cet effet, le Comité a auditionné les Directions identifiées dans la procédure de gestion des risques et examiné l'évolution de la cartographie des risques ainsi que les plans de continuité d'activité ;
- le renforcement de la cybersécurité ;
- l'état des lieux du dispositif relatif au devoir de vigilance ;
- la mise en œuvre de la CSRD.

B. Le Comité de Management et des Rémunérations

Les missions principales du Comité de Management et des Rémunérations (CMR) couvrent les domaines suivants :

- (i) formuler des recommandations au Conseil d'Administration sur la nomination, le renouvellement et la préparation de la succession des Administrateurs, des Censeurs et des Dirigeants mandataires sociaux ;
- (ii) étudier et recommander la définition des rémunérations et avantages annexes des Dirigeants mandataires sociaux ainsi que les modalités de répartition des rémunérations allouées aux Administrateurs et aux Censeurs ;
- (iii) assister le Conseil d'Administration dans l'appréciation de la politique de Ressources Humaines du Groupe.

Pour accomplir ses missions, le CMR peut entendre les Commissaires aux Comptes, les dirigeants mandataires sociaux, le Directeur des Ressources Humaines, sans que cette liste soit limitative. Il se fait communiquer tous les documents nécessaires.

La Direction Générale le saisit de toute difficulté qu'elle rencontre dans son fonctionnement ou son organisation.

Le CMR rend compte au Conseil d'Administration de ses travaux, notamment à travers la remise de rapports assortis, s'il y a lieu, de ses propositions.

Le CMR comprend au moins trois membres, Administrateurs ou Censeurs. Il ne peut compter dans ses membres ni le Président du Conseil d'Administration, ni de Dirigeant mandataire social exécutif. Il est présidé par un Administrateur indépendant.

La composition du Comité était la suivante au 31 décembre 2023 : Mesdames Clare CHATFIELD (Administratrice indépendante, Présidente), Anne-Marie CAMBOURIEU (Administratrice indépendante) et Messieurs Xavier CRUSE, Ignacio OSBORNE, membres, et Monsieur Laurent MAREMBAUD (Secrétaire).

En 2023, le Comité s'est réuni cinq fois. Dans le cadre de sa mission et s'agissant des sujets récurrents, le Comité a émis des recommandations sur la composition et le fonctionnement du Conseil d'Administration et a également porté son attention sur le Management exécutif. Le Comité a suivi et reporté auprès du Conseil d'Administration la prise de poste du nouveau Directeur Général. Ses travaux ont également porté sur la rémunération : les éléments clefs de la politique salariale pour le Groupe ainsi que la rémunération des Dirigeants mandataires sociaux (modalités et fixation des quantas pour la partie fixe et pour la partie variable). Le Comité a fixé les règles de répartition de l'enveloppe de rémunération du Conseil d'Administration. Les travaux du Comité ont également porté sur l'évolution de l'organisation en cohérence avec le plan stratégique.

Le Comité a examiné le panorama social.

C. Le Comité de la Responsabilité Sociale et Environnementale

Le Comité de la Responsabilité Sociale et Environnementale a pour missions d'assister le Conseil d'Administration dans l'appréciation des enjeux de la Responsabilité Sociale et Environnementale afin d'anticiper les opportunités, les enjeux et risques qui y sont associés. Il apprécie les politiques menées pour le Groupe ainsi que l'avancement des principaux plans d'actions correspondant pour les différents volets de la Responsabilité Sociale et Environnementale.

Pour accomplir ses missions le Comité de la Responsabilité Sociale et Environnementale peut entendre les Commissaires aux Comptes, les Dirigeants mandataires sociaux, les Directeurs de la RSE, de la Conformité, des Ressources Humaines, des Opérations, sans que cette liste soit limitative. Il se fait communiquer tous les documents nécessaires.

Le Comité comprend au moins 3 membres Administrateurs ou Censeurs, il est présidé par un Administrateur indépendant.

La composition du Comité de la Responsabilité Sociale et Environnementale était la suivante au 31 décembre 2023 : Mesdames Malika HAIMEUR (Administratrice indépendante, Présidente), Anne-Marie CAMBOURIEU (Administratrice indépendante), Messieurs Xavier GOVARE, Christian MOUILLON, Robert ROEDER (Administrateurs indépendants) et Monsieur Armand BONGRAIN, membres, ainsi que Madame Laure SARTOUT-SIBLINI (Secrétaire).

En 2023 le Comité s'est réuni cinq fois. Dans le cadre de sa mission il a dressé le bilan du programme d'entreprise Oxygen et partagé les enjeux à venir compte tenu du contexte. Des points de partage ont eu lieu tout au long de l'année pour associer les membres du Comité aux différentes phases des réflexions stratégiques, notamment la phase de diagnostic (enjeux climatiques, enjeux limites planétaires, nouvelles attentes sociétales, nouveau cadre réglementaire) et la phase d'analyse des nouveaux défis à relever, que ce soit la réduction de l'empreinte environnementale (eau et carbone), la nature des offres demain (dont packaging) ou encore l'accompagnement de l'amont agricole, partenaire clé de la chaîne de valeurs.

PRÉSENTATION SYNTHÉTIQUE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DE LA DIRECTION GÉNÉRALE

Informations personnelles				
	Âge à la date de l'assemblée	Sexe	Nationalité	Nbre d'actions
BONGRAIN Alex Président du Conseil d'Administration	72 ans	M	Française	4 306
DELAMÉA Olivier Directeur Général	54 ans	M	Française	–
BONGRAIN Armand	70 ans	M	Française	100
CAMBOURIEU Anne-Marie	64 ans	F	Française	100
CHATFIELD Clare	66 ans	F	Française	100
GORCE Philippe*	60 ans	M	Français	–
GOVARE Xavier	66 ans	M	Française	1 400
HAIMEUR Malika	67 ans	F	Française	100
LIAUTAUD Martine	73 ans	F	Française	100
MESSEMER Annette	59 ans	F	Allemande	100
MOUILLON Christian	68 ans	M	Française	100
OSBORNE Ignacio	70 ans	M	Espagnole	206
ROEDER Robert	59 ans	M	Franco- Américain	100
de ROUX Sophie	59 ans	F	Française	100
WOLFOVSKI François	65 ans	M	Française	3 008
CRUSE Xavier (représentant SAVENCIA Holding)	71 ans	M	Française	200
WITVOET Bruno	61 ans	M	Française	100

*Administrateur représentant les salariés actionnaires.

Expérience			Position au sein du conseil				
Nbre de mandats dans d'autres sociétés cotées	Indépendance	Date initiale de nomination	Échéance du mandat	Ancienneté au conseil à la date de l'assemblée	Membre de Comités de conseil et taux de présence	Taux de présence au CA	
0	N	2004	Mandat d'un an	20 ans	N	100 %	
0	–	–	–	–	–	–	
0	N	2004	Mandat d'un an	20 ans	Comité RSE 100%	100 %	
0	O	2019	Mandat d'un an	5 ans	CMR 100 %	100 %	
0	O	2016	Mandat d'un an	8 ans	Présidente CMR 100 %	100 %	
0	N	2022	Mandat d'un an	2 ans	N	100 %	
0	O	2017	Mandat d'un an	7 ans	Comité d'audit 100 % Comité RSE 100 %	100 %	
0	O	2018	Mandat d'un an	6 ans	Présidente Comité RSE 100 %	100 %	
0	O	2013	Mandat d'un an	11 ans	Comité d'audit 100 %	100 %	
3	O	2020	Mandat d'un an	4 ans	Comité d'Audit 80 %	50,00 %	
0	O	2018	Mandat d'un an	6 ans	Président Comité d'audit et membre 100 % Comité RSE 100 %	100 %	
0	N	2009	Mandat d'un an	15 ans	CMR 100 %	100 %	
0	O	2020	Mandat d'un an	4 ans	Comité RSE 100 %	100 %	
0	N	2021	Mandat d'un an	3 ans	N	100 %	
0	N	2020	Mandat d'un an	4 ans	Comité d'audit 100%	100 %	
0	N	2018	Mandat d'un an	6 ans	CMR 100 %	100 %	
0	N	09/2023	Mandat d'un an	1 an	N	100 %	

1.1.2. Liste des mandats et fonction exercés dans toute Société par chaque mandataire social

Monsieur Alex BONGRAIN, Président du Conseil d'Administration

Né le 16/03/1952 à Neuilly-sur-Seine (92) – Nationalité française

Administrateur depuis avril 2004

4 306 actions SAVENCIA

Autres mandats et fonctions exercés en France :

- Président du Conseil d'Administration de Bien Nourrir l'Homme
- Administrateur de SPAGNY SA
- Administrateur de SIPARAL SAS

Autres mandats et fonctions exercés à l'étranger :

- Représentant légal de SB Management and Services SA
- Représentant légal de SB International
- Représentant légal d'EUFIPAR
- Représentant légal d'EUREXPAN
- Représentant légal de SAVENCIA Fromage & Dairy Europarticipations
- Représentant légal de SAVENCIA Fromage & Dairy Nederland
- Représentant légal de Paturain Finance BV
- Représentant légal d'Eurospecialities Food
- Représentant légal de Soparind
- Administrateur de Zausner Foods Corp. et ses filiales
- Administrateur de SAVENCIA Fromage & Dairy Japon
- Administrateur de Polenghi
- Administrateur de Fromunion
- Administrateur de Valrhona Inc.
- Administrateur de LMC Inc.
- Administrateur de BSI Foods

Activités professionnelles/mandats au cours des 5 dernières années et qui ne sont plus exercés :

- Représentant légal de SAVENCIA Fromage & Dairy Europe
- Représentant légal de SDG SAS
- Président de BR Investissement
- Administrateur de Villars
- Administrateur de SAVENCIA Fromage & Dairy Suisse

Monsieur Armand BONGRAIN

Né le 09/06/1953 à Nancy (54) – Nationalité française
 Membre du Comité de la Responsabilité Sociale et Environnementale
 Administrateur depuis avril 2004
 100 actions SAVENCIA

Autres mandats et fonctions exercés en France :

- Président du Conseil de Surveillance de SAVENCIA Holding
- Administrateur de Bien Nourrir l'Homme

Autres mandats et fonctions exercés à l'étranger :

- Gérant d'Equateur Investments
- Administrateur d'Eurospecialities Food

Activités professionnelles/mandats au cours des 5 dernières années et qui ne sont plus exercés :

- Administrateur délégué d'EUFIPAR SA
- Administrateur délégué de SB Management and Services SA
- Administrateur de SODIPAG SA

Madame Anne-Marie CAMBOURIEU

Née le 24/07/1959 à Aurillac (15) – Nationalité française
 Membre du Comité de Management et des Rémunérations
 Administrateur indépendant
 Administrateur depuis avril 2019
 100 actions SAVENCIA

Autres mandats et fonctions exercés en France :

- Présidente et fondatrice de Sustainable Human Resources Consulting
- Executive talent advison of Beyond-Associés
- Membre du Conseil Consultatif de Human and Work

Activités professionnelles/mandats au cours des 5 dernières années et qui ne sont plus exercés :

- Membre du Conseil de Surveillance Nexans Deutschland GmbH
- DRH de Nexans
- Administratrice de Fondation Nexans

Madame Clare CHATFIELD

Née le 21/12/1957 à Santos (Brésil) – Nationalité française
Présidente du Comité de Management et des Rémunérations
Administrateur indépendant
Administrateur depuis avril 2016
100 actions SAVENCIA

Autres mandats et fonctions exercés en France :

- Présidente du Conseil d'Administration des Chantiers de l'Atlantique
- Présidente du Comité Stratégique et membre du Comité des nominations, des Rémunérations et de la RSE des Chantiers de l'Atlantique
- Présidente de Prolimani SAS

Autres mandats et fonctions exercés à l'étranger :

- Senior Advisor de L.E.K Consulting
- Administratrice et membre du Comité d'Audit GXO Logistics

Activités professionnelles/mandats au cours des 5 dernières années et qui ne sont plus exercés :

- Gérant de L.E.K Consulting SARL
- Administratrice et membre du Comité de Management et des Rémunérations de Antalis
- Administratrice et membre du Comité d'Audit de la Compagnie DAHER
- Membre du Conseil d'Administration de XPO Europe

Madame Sophie de ROUX

Née le 27/07/1964 à Suresnes (92) – Nationalité française
Administrateur depuis 2021
100 actions SAVENCIA

Autres mandats et fonctions exercés en France :

- Membre du Conseil de Surveillance de SAVENCIA Holding
- Administratrice, Membre du Comité d'Audit et Membre du Comité des Risques d'AXA Assurances IARD Mutuelle
- Administratrice, Membre du Comité d'Audit et Membre du Comité des Risques d'AXA Assurances Vie Mutuelle
- Administratrice d'AXA Réassurance Vie France (représentant d'AXA Assurances Vie Mutuelle)
- Membre du Comité de Direction d'AXA Millésimes SAS
- Administratrice et Trésorière de la Fondation François Sommer (Fondation RUP)
- Administratrice de l'association PHEC
- Administratrice de l'association APPOS
- Présidente du Fonds Chambord

Autres mandats et fonctions exercés à l'étranger :

- Administratrice et Membre du Comité d'Audit de Verlinvest Group (Belgique)
- Administratrice de Verlinvest SA (Belgique)

Activités professionnelles/mandats au cours des 5 dernières années et qui ne sont plus exercés :

- Présidente de Corporate Value Associates France
- Administratrice de Microwave Vision Group
- Administratrice, Présidente du Comité d'audit et Membre du Comité de rémunération de Sapec SA (Belgique)

Monsieur Philippe GORCE

Née le 25/06/1963 à Bergerac (24) – Nationalité française

Administrateur représentant les salariés actionnaires depuis avril 2022

Autres mandats et fonctions exercés en France :

- Membre du Conseil de Surveillance FCPE SAVENCIA S.A.
- Responsable Logistique et Collecte du Lait Nouvelle Aquitaine (SAVENCIA RL)

Autres mandats et fonctions exercés à l'étranger :

- Néant

Activités professionnelles/mandats au cours des 5 dernières années et qui ne sont plus exercés :

- Néant

Monsieur Xavier GOVARE

Né le 18/01/1958 à Suresnes (92) – Nationalité française

Membre du Comité de la Responsabilité Sociale et Environnementale et du Comité d'audit et des risques.

Administrateur indépendant

Administrateur depuis avril 2017

1 400 actions SAVENCIA

Autres mandats et fonctions exercés en France :

- Gérant de TOKI EDER Conseils et Participations
- Gérant de TOKIMMO

Activités professionnelles/mandats au cours des 5 dernières années et qui ne sont plus exercés :

- Président du directoire de Labeyrie Fine Foods
- Administrateur de MY Moneytime
- Administrateur de Logismose Meyers (DK)
- Administrateur de Alliance Étiquettes
- Administrateur de Family Service Groupe
- Administrateur de Pure Salmon France

Madame Malika HAIMEUR

Née le 07/09/1956 à Le Rove (13) – Nationalité française
Présidente du Comité de la Responsabilité Sociale et Environnementale
Administrateur indépendant
Administrateur depuis avril 2018
100 actions SAVENCIA

Activités professionnelles/mandats au cours des 5 dernières années et qui ne sont plus exercés :

- Présidente du Conseil d'Administration de l'École Nationale Supérieure de Chimie de Rennes

Madame Martine LIAUTAUD

Née le 15/05/1950 à Rennes (35) – Nationalité française
Membre du Comité d'audit et des risques
Administrateur indépendant
Administrateur depuis avril 2013
100 actions SAVENCIA

Autres mandats et fonctions exercés en France :

- Présidente et fondatrice de LIAUTAUD & Cie
- Présidente et fondatrice de Women Business Mentoring Initiative (WBMI)
- Présidente et fondatrice de Women Initiative Foundation
- Membre du Comité d'orientation stratégique de de l'Université Paris-Saclay

Autres mandats et fonctions exercés à l'étranger :

- Administratrice de l'association Stanford GSB Alumni (États-Unis)

Madame Annette MESSEMER

Née le 14/08/1964 à LUDWIGSHAFEN AM RHEIN (ALLEMAGNE) – Nationalité allemande

Membre du Comité d'audit et des risques

Administrateur indépendant

Administrateur depuis avril 2020

100 actions SAVENCIA

Autres mandats et fonctions exercés en France :

Membre du Conseil d'Administration de SOCIÉTÉ GÉNÉRALE (société cotée)

Membre du Conseil d'Administration d'IMERYS S.A (société cotée)

Membre du Conseil d'Administration de Vinci SA (société cotée)

Autres mandats et fonctions exercés à l'étranger :

- Membre du Conseil de Surveillance de BABBEL AG (société non cotée)

Activités professionnelles/mandats au cours des 5 dernières années et qui ne sont plus exercés :

- Administratrice d'ESSILORLUXOTTICA S.A.
- Administratrice d'Essilor S.A.
- Membre du Comité exécutif, Directrice Groupe/Directrice au sein de la division Corporate Clients de la Commerzbank AG à Frankfurt

Monsieur Christian MOUILLON

Né le 15/09/1955 à Macôn (71) – Nationalité française

Président du Comité d'audit et des risques et Membre du Comité de la Responsabilité Sociale et Environnementale

Administrateur indépendant

Administrateur depuis avril 2018

100 actions SAVENCIA

Autres mandats et fonctions exercés en France :

- Administrateur de ESCP Business School
- Administrateur et Président du Comité stratégique de ESCP Business School
- Membre du Conseil de surveillance d'ORAPJ SA New
- Chief executive officer de CHM advisory
- Membre du Comité d'Audit ESCP Business School New
- Membre du Comité de Nomination ESCP Business School New

Monsieur Ignacio OSBORNE

Né le 28/06/1953 à Puerto de la Cruz (Espagne) – Nationalité espagnole

Membre du Comité de Management et des Rémunérations

Administrateur depuis avril 2009

206 actions SAVENCIA

Autres mandats et fonctions exercés à l'étranger :

- Président et Administrateur Délégué du Groupe Osborne jusqu'au 17 juin 2023

Activités professionnelles/mandats au cours des 5 dernières années et qui ne sont plus exercés :

- Président et Administrateur Délégué Général du Groupe Osborne

Monsieur Bruno WITVOET

Né le 23/09/1962 à Neuilly sur Seine (92) France – Nationalité française

Administrateur depuis septembre 2023

100 actions SAVENCIA

Autres mandats et fonctions exercés en France :

- Membre du Conseil de surveillance de Savencia Holding
- Membre du Conseil de surveillance de la SAS Club des Prophètes
- Administrateur de la Fondation Dauphine
- Administrateur de l'Association Dauphine Alumni
- Associé de la société de gestion Teampact Ventures
- Business Angel dans des sociétés à impact environnemental et sociétal positif

Activités professionnelles/mandats au cours des 5 dernières années et qui ne sont plus exercés :

- Unilever Afrique : Président des divisions foods, Home care et Personal care

Monsieur Robert ROEDER

Né le 27/09/1964 à North Platte, Nebraska Nationalité franco – américaine

Membre du Comité de la Responsabilité Sociale et Environnementale

Administrateur indépendant

Administrateur depuis avril 2020

100 actions SAVENCIA

Autres mandats et fonctions exercés en France :

- Avocat aux barreaux de Paris, Londres et New York
- Membre du Conseil de Surveillance de DYNAES SAS
- Membre du Conseil d'Administration de l'Institut Fournier
- Membre du Comité Consultatif des actionnaires individuels de L'OREAL
- Fondé de pouvoir de Flavor Holding SAS

Autres mandats et fonctions exercés à l'étranger :

- Co-Directeur et Secrétaire Général de LEDUNFLY SA
- Président de LDF FDI SA (Suisse)
- Président de LDFI SA (Suisse)
- Président de Santa Margarita Ranch Inc. (États-Unis)
- Administrateur de CBC Services Ltd (Bahamas)
- Administrateur de Domaine de La Bergerie SA (Suisse)
- Administrateur de Five Seas (Suisse) SA
- Administrateur de Foresight AG (Suisse)
- Administrateur de Galapagos Life Fund (Equateur)
- Administrateur de Ladycat (Suisse)
- Administrateur de LDF Aeronautic SA (Suisse)
- Administrateur de LDF Hospitality Collection SA (Suisse)
- Administrateur de LDFT SA (Suisse)
- Administrateur de Le Cottage (Suisse)
- Administrateur de Orangetree SA (Suisse)
- Administrateur de SB Jersey GP Ltd (Jersey)
- Administrateur de SCap Marine Refit Holdings SA (Suisse)
- Administrateur de SilkyBlue Jersey Ltd (Jersey)
- Administrateur de Société Immobilière du Manoir SA (Suisse)
- Administrateur de W-Import SA (Suisse)
- Administrateur de YGT SA (Suisse)
- Fondé de pouvoir de Ledunfly SA (Suisse)
- Fondé de pouvoir de Ledunfly Operations SA (Suisse)

Monsieur François WOLFOVSKI

Né le 02/06/1958 à Paris (75) – Nationalité française

Membre du Comité d'Audit et des Risques

Administrateur depuis avril 2020

3 008 actions SAVENCIA

Autres mandats et fonctions exercés en France :

- Membre du Conseil de Surveillance de SAVENCIA Holding
 - Membre du Comité consultatif et de suivi de Bien Nourrir l'Homme (Fonds de dotation)
 - Président et Membre du Comité exécutif de la Fondation Guérir du Cancer, abritée par la Fondation de France
-

Autres mandats et fonctions exercés à l'étranger :

- Administrateur délégué de S.B. Management and services
-

Activités professionnelles/mandats au cours des 5 dernières années et qui ne sont plus exercés :

- Représentant légal d'EUFIPAR
 - Représentant légal de La Maison du Chocolat Japon K.K.
 - Représentant légal de Valrhona Japon
 - Gérant de COGESTI et Compagnie SNC
 - Président et Administrateur de GIE SAME
 - Administrateur de SAVENCIA Fromage & Dairy UK Ltd
 - Administrateur de La Maison du Chocolat Hong-Kong Limited
 - Administrateur de SIPARAL Investments Partners
 - Administrateur de Valrhona Italia SRL
 - Administrateur de NOVOMILK A.S.
 - Administrateur de SAVENCIA Fromage & Dairy SK A.S.
 - Administrateur de Zvenigorodskiy Cheese Processing Plant
 - Représentant permanent de SAVENCIA S.A., Administrateur de Compagnie Laitière Européenne
 - Membre du Conseil de Surveillance de MLEKOPRODUKT d.o.o. Zrenjanin
 - Président de Alliance II
 - Président de Vivre Vert (ex Terre Bio)
 - Membre du Conseil de Surveillance de AgroCroisens
 - Membre du Comité de Surveillance de Financière Louis
-

Monsieur Xavier CRUSE

Né le 23/03/1953 à Talence (33) – Nationalité française

Représentant permanent de la société SAVENCIA Holding, Vice-Président du Conseil d'Administration SAVENCIA S.A. et Membre du Comité de Management et des Rémunérations

Représentant permanent de Savencia Holding, Administrateur, depuis 2018

200 actions SAVENCIA

Autres mandats et fonctions exercés en France :

- Membre du Conseil de Surveillance de SAVENCIA Holding
 - Administrateur et membre du CNR du Groupe Bernard
 - Gérant de SC Bernard Participations
 - Membre du Conseil de Gérance de SC Domaine de Chevalier
 - Membre du Conseil d'Orientation de SAVENCIA Gourmet
-

DIRECTEUR GÉNÉRAL**Monsieur Olivier DELAMÉA**

Né le 26/04/1969 à Versailles – Nationalité française

Directeur Général SAVENCIA SA

Autres mandats et fonctions exercés en France :

- Président de CF&R Gestion
- Président de Fromageries Lescure
- Président de Fromageries Saint Saviol
- Président de Société de recherche et de développement pour l'innovation verte
- Gérant de PYLA-DELAMÉA
- Président du Conseil d'Administration de Fromageries Lescure
- Président du Conseil d'Administration de CF&R Gestion

Autres mandats et fonctions exercés à l'étranger :

- Représentant légal de Edelweiss Verwaltung GmbH
- Représentant légal de Fromunion
- Représentant légal de SAVENCIA Fromage & Dairy Benelux
- Président du Conseil d'Administration Gerard (Tiajin) Food
- Président du Conseil d'Administration Mantequeras Arias
- Président du Conseil d'Administration de SAVENCIA Fromage & Dairy Italie
- Représentant permanent d'Edelweiss Verwaltung, administrateur de Edelweiss GmbH & Co KG
- Administrateur SB International
- Administrateur Polenghi
- Administrateur BSI
- Administrateur Ferrari
- Administrateur SAVENCIA Fromage & Dairy Singapore
- Administrateur Bonprole
- Administrateur La Compagnie Fromagère
- Président du Conseil de Surveillance de Novomilk
- Président du Conseil de Surveillance de SAVENCIA Fromage & Dairy SK
- Membre du Conseil de Surveillance de SAVENCIA Fromage & Dairy Hungary

Activités professionnelles/mandats au cours des 5 dernières années et qui ne sont plus exercés :

- Administrateur de Lesieur Cristal (Maroc)
- Administrateur de Cristal Tunisie (Tunisie)
- Administrateur d'Oléosen (Sénégal)
- Administrateur de Copéol (Sénégal)
- Administrateur de GECO Algérie (Algérie)
- Président du Conseil d'Administration de Saipol (France)
- Président du Conseil d'Administration de Lesieur (France)
- Président du Conseil d'Administration de Costa d'Oro (Italie)
- Président du Conseil d'Administration d'Expur (Roumanie)
- Président du Conseil d'Administration de Kerfoot (UK)

1.1.3. Tableau récapitulatif des opérations sur titres des dirigeants et mandataires sociaux/ exercice 2023

Nom	Date	Lieu	Opération	Acquisition/cession d'actions	
				Prix unitaire en euros	Montant en euros
Xavier CRUSE	17/03/2023	Paris	Cession d'actions	64,00	275 200,00

1.1.4. Direction Générale : organisation-limitations de pouvoirs

Savencia a adopté une direction dissociée avec un Directeur Général et un Président non exécutif.

Le Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société, dans le cadre des dispositions internes.

Le Règlement Intérieur comporte différentes dispositions destinées à favoriser une prise de décision éclairée s'agissant d'opérations importantes ou stratégiques. Ainsi, le Conseil d'Administration est saisi préalablement à la prise de décisions relatives à des engagements stratégiques et/ou

supérieurs à 15 millions d'euros et, de manière générale, toute opération significative se situant hors de la stratégie annoncée de la Société.

1.1.5. Code de gouvernement d'entreprise AFEP-MEDEF

Le Conseil d'Administration se réfère au code de Gouvernement d'Entreprise AFEP-MEDEF.

Le code de Gouvernement d'Entreprise AFEP-MEDEF est consultable sur le site internet www.medef.fr.

1.1.6. Récapitulatif des délégations accordées par l'Assemblée Générale au Conseil d'Administration dans le domaine des augmentations de capital

Décisions	Opérations	Durée	Observations
AGM du 21/04/2022 = 29e résolution de l'Assemblée Générale Mixte	Émission d'actions ordinaires Autorisation donnée au Conseil d'Administration pour émettre des actions ordinaires, des actions ordinaires donnant accès à des actions ordinaires ou à l'attribution de titres de créance et/ou des valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, à concurrence de 5 000 000 € pour les actions ordinaires à émettre et de 200 000 000 € pour les titres de créances à émettre	26 mois	Pas d'utilisation en 2023 Expire en juin 2024
AGM du 21/04/2022 = 28e résolution de l'Assemblée Générale Mixte	Augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices et/ou primes Autorisation donnée au Conseil d'Administration pour augmenter le capital en numéraire par incorporation de réserves, de bénéfices et/ou primes et/ou autres sommes, à concurrence de 5 000 000 €	26 mois	Pas d'utilisation en 2023 Expire en juin 2024
AGM du 21/04/2022 = 30e résolution de l'Assemblée Générale Mixte	Augmentation de capital réservée aux salariés Autorisation donnée au Conseil d'Administration pour augmenter le capital en faveur des salariés pour un montant maximum de 3 % du capital, soit 462 966 €	26 mois	Pas d'utilisation en 2023 Expire en juin 2024
AGM du 27/04/2023 = 28e résolution de l'Assemblée Générale Mixte	Augmentation de capital en rémunération d'apports de titres Autorisation donnée au Conseil d'Administration pour augmenter le capital avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, dans la limite de 10 %, pour rémunérer des apports de titres	26 mois	Pas d'utilisation en 2023 Expire en juin 2025

1.1.7. Modalités particulières de participation des actionnaires à l'Assemblée Générale

Les Assemblées Générales se réunissent au siège social ou en tout autre lieu, même dans un autre département précisé dans la convocation.

Il est justifié du droit de participer à l'assemblée par l'inscription en compte des titres au nom de l'actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte en application du septième alinéa de l'article L. 228-1, au deuxième jour ouvré précédant l'assemblée, zéro heure, heure de Paris, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la Société, soit dans les comptes de titres aux porteurs tenus par un intermédiaire mentionné à l'article L. 211-3 du code monétaire et financier.

Les assemblées sont présidées par le Président du Conseil d'Administration ou, en son absence, par un Administrateur spécialement mandaté à cet effet par le Conseil d'Administration. À défaut, l'assemblée élit elle-même son Président.

Le quorum des assemblées Générales Extraordinaires est de 25 % sur première convocation et de 20 % sur deuxième convocation, et celui applicable aux assemblées Générales Ordinaires est de 20 % sur première convocation, aucun quorum n'étant requis sur seconde convocation. Le quorum des assemblées spéciales est de 33,33 % sur première convocation et de 20 % sur deuxième convocation.

Chaque membre de l'Assemblée Générale a autant de voix qu'il possède et représente d'actions, tant en son nom personnel que comme mandataire, sans limitation. Toutefois, un droit de vote double de celui conféré aux autres actions, eu égard à la quotité du capital social qu'elles représentent, est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'inscription nominative depuis six (6) ans au moins, au nom du même actionnaire.

En cas d'augmentation de capital, par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, les actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit, auront également un droit de vote double.

Toute action convertie au porteur ou transférée en propriété perd le droit de vote double.

Néanmoins, le transfert par suite de succession, liquidation de communauté de biens entre époux, ou de donation entre vifs au profit d'un conjoint ou d'un parent ou degré successible, ne fait pas perdre le droit acquis et n'interrompt pas le délai de six (6) ans, prévu ci-dessus.

La fusion de la Société est sans effet sur le droit de vote double qui peut être exercé au sein de la Société absorbante si les statuts de celle-ci l'ont institué.

1.2. Politique de rémunération des mandataires sociaux

Sur recommandation du Comité de Management et des Rémunérations, le Conseil d'Administration a établi une politique de rémunération des mandataires sociaux de la Société conforme à son intérêt social, contribuant à sa pérennité et s'inscrivant dans sa stratégie commerciale visant au développement durable de l'entreprise et de ses parties prenantes. Pour ce faire, le Conseil d'Administration a fixé la politique de rémunération du Président du Conseil d'Administration, du Directeur Général et du Directeur Général Délégué, s'il advenait qu'il en soit désigné un, en lien avec ces éléments, en particulier en fixant des critères de leur rémunération variable liés à la mise en œuvre de cette stratégie commerciale dans le respect de l'intérêt social.

Aucun élément de rémunération, de quelque nature que ce soit, ne pourra être déterminé, attribué ou versé par la Société, ni aucun engagement correspondant à des éléments de rémunération pris par la Société s'il n'est pas conforme à la politique de rémunération approuvée ou, en son absence, aux rémunérations ou aux pratiques existant au sein de la Société. Toutefois, en cas de circonstances exceptionnelles, le Conseil d'Administration pourra déroger à l'application de la politique de rémunération si cette dérogation est temporaire, conforme à l'intérêt social et nécessaire pour garantir la pérennité ou la viabilité de la Société.

La détermination, la révision et la mise en œuvre de la politique de rémunération de chacun des mandataires sociaux est réalisée par le Conseil d'Administration sur recommandation du Comité de Management et des Rémunérations. Il est précisé que les Dirigeants Mandataires sociaux intéressés ne participent pas aux délibérations sur ces questions et, lorsqu'ils sont par ailleurs Administrateurs de la Société, ne prennent pas part au vote sur les éléments ou engagements concernés.

Le processus de décision suivi pour la détermination et la révision de la politique de rémunération des Dirigeants mandataires sociaux s'attache à prendre en compte les conditions de rémunération et d'emploi des salariés au sein du Groupe, et prend en compte notamment la politique salariale déterminée pour l'ensemble des collaborateurs en France.

En cas d'évolution de la gouvernance, la politique de rémunération sera appliquée aux nouveaux mandataires sociaux de la Société, le cas échéant avec les adaptations nécessaires.

1.2.1. Politique de rémunération du Président du Conseil d'Administration du Directeur Général et du Directeur Général Délégué

La politique de rémunération fixée par le Conseil d'Administration est décrite ci-après. Les éléments composant la rémunération totale et les avantages de toute nature qui peuvent être accordés au Président du Conseil d'Administration, au Directeur Général et au Directeur Général Délégué, s'il advenait qu'il en soit désigné un, en raison du mandat concerné, ainsi que leur importance respective sont les suivants :

1.2.1.1. Rémunération fixe

La rémunération fixe comprend une partie payable mensuellement et une partie acquise annuellement mais payable de manière différée. Elle est déterminée en fonction des responsabilités et missions assumées par les intéressés ainsi que des pratiques de marché pour ce type de postes.

1.2.1.2. Rémunération allouée au titre du mandat d'administrateur

Le Président du Conseil d'Administration, le Directeur Général et le Directeur Général Délégué s'il advenait que ces deux derniers soient désignés en qualité de membre du Conseil d'Administration, peuvent percevoir une rémunération au titre de leur mandat d'administration en application de la politique de rémunération des Administrateurs visée à l'article 1.2.2.1 ci-après.

1.2.1.3. Rémunération variable annuelle

Le Conseil d'Administration peut décider d'octroyer une rémunération variable annuelle dont le paiement peut, le cas échéant, être différé.

La prime d'objectifs est liée à l'atteinte d'objectifs fixés en début d'exercice. La part variable cible est exprimée en pourcentage de la part fixe et est égale à 50 % de la rémunération fixe pour le Président du Conseil d'Administration et le Directeur Général et à 40 % de la rémunération fixe pour le Directeur Général Délégué.

Elle est liée à la performance économique de la Société à hauteur de 60 % de sa composition. Les critères économiques prévoient notamment des objectifs de croissance du ROC et du ROCE.

La part variable comprend également, à hauteur de 40 % de sa composition, des critères individuels qualitatifs mesurables parmi lesquels des critères liés à la Responsabilité Sociale et Environnementale.

Ces critères de la rémunération variable contribuent aux objectifs de la politique de rémunération qui vise à reconnaître la contribution aux résultats opérationnels, à la rentabilité des investissements et au développement durable de SAVENCIA SA et de ses parties prenantes. Ils peuvent être en lien avec des objectifs climatiques.

Le niveau de réalisation attendu des critères quantifiables est préétabli par le Conseil d'Administration mais n'est pas rendu public pour des raisons de confidentialité.

La rémunération de la part variable est égale au montant cible lorsque les objectifs sont atteints. Le dépassement des objectifs économiques peut donner lieu à un déplafonnement de la rémunération variable cible dans la limite approuvée par le Conseil d'Administration.

1.2.1.4. Rémunération variable pluriannuelle

Le Conseil d'Administration peut attribuer une rémunération variable pluriannuelle dont il fixe les modalités de mise en œuvre.

1.2.1.5. Avantages en nature

Le Président du Conseil d'Administration, le Directeur Général et le Directeur Général Délégué peuvent bénéficier d'avantages en nature usuels comme un véhicule de fonction et la prise en charge des frais de représentation dans le cadre de leur activité professionnelle.

1.2.1.6. Rémunération exceptionnelle

Le Conseil d'Administration peut octroyer au Président du Conseil d'Administration, au Directeur Général et au Directeur Général Délégué une rémunération exceptionnelle au regard de circonstances très particulières justifiées telles que la réalisation d'une opération majeure ou l'atteinte d'une surperformance réalisée sur un ou plusieurs exercices.

1.2.1.7. Informations sur les mandats et/ou contrats de travail et/ou de prestations de services des dirigeants mandataires sociaux passés avec la société

Néant.

1.2.1.8. Engagements et droits conditionnels

Le Président du Conseil d'Administration et le Directeur Général bénéficient des engagements suivants :

PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION : Alex BONGRAIN

Engagements pris par la société ou par une société contrôlée ou contrôlante	Caractéristiques principales des engagements	Critères conditionnant l'attribution si les droits ou engagements sont conditionnels	Conditions de résiliation des engagements
Engagements de retraite à prestations définies	Article 39 : acquisition d'une rente de 0,5 % de la dernière rémunération brute annuelle par année d'ancienneté, plafonnée à 2,5 %. Dispositif fermé le 31/12/2008 *	NA	Être présent dans l'entreprise au moment du départ à la retraite
Engagements de retraite à cotisations définies	Plan d'Épargne Retraite Obligatoire (PERO) financé par l'entreprise à hauteur de 3,5 % de la rémunération brute annuelle	NA	NA

(*) Description du régime de retraite à prestations définies :

S'agissant de l'information sur les engagements de retraite ou autres avantages viagers pris par la Société au bénéfice de ses mandataires sociaux (en application de l'article D. 225-104 créé par le décret n° 2016-182 du 23 février 2016) :

(a) intitulé de l'engagement considéré : régime de retraite à prestation définie ;

(b) référence aux dispositions légales : article 39 du code général des impôts et article 137-11 du code de la Sécurité Sociale ;

(c) conditions d'éligibilité :

être un dirigeant, au sens des accords RTT mis en place dans le Groupe, avoir un contrat de travail et exercer son activité en France ou, être un dirigeant ayant un contrat de travail de droit français, exercer son activité à l'étranger et avoir le statut de détaché ou d'expatrié au sens du Groupe ; avoir perçu une rémunération annuelle supérieure à 5,5 plafonds annuels de la Sécurité Sociale pendant 2 années consécutives. Le régime a été fermé à tout nouveau salarié du Groupe à la date du 31 décembre 2006 et a pris fin au 31 décembre 2008.

(d) modalités de détermination de la rémunération :

Le salaire de référence est défini comme la moyenne des rémunérations des 36 derniers mois d'activité (base et primes d'objectif) revalorisée selon l'évolution de l'indice Insee.

(e) rythme d'acquisition des droits :

Conditions à remplir simultanément pour l'obtention des droits à retraite :

avoir atteint l'âge de 60 ans ;

terminer effectivement son activité salariée dans une des sociétés du Groupe au moment du départ à la retraite ou de la mise à la retraite ;

avoir liquidé l'ensemble de ses pensions de retraite au titre des régimes de retraite de base Sécurité Sociale et complémentaires (ARRCO et AGIRC TB).

RS (retraite supplémentaire) = $0,5\% \times N \times S$ avec :

N = comme nombre d'années de présence dans le Groupe, calculé par différence entre :

d'une part, l'année du départ ;

et d'autre part, l'année d'entrée dans le Groupe ou l'année d'entrée dans le régime si celle-ci lui est postérieure. Le nombre ainsi obtenu est arrondi au nombre entier supérieur.

Pour les bénéficiaires potentiels du présent régime, les droits acquis à compter du 1er janvier 2009 – issus uniquement le cas échéant de la part financée par l'employeur – au titre du régime à cotisations définies « article 83 » préalablement mis en place au sein du Groupe, viennent en déduction du montant de la retraite supplémentaire (RS) précédemment calculé.

(f) l'existence éventuelle d'un plafond : le nombre d'années (N) ne pourra excéder 5 ans :

Ainsi, le montant de la retraite supplémentaire (RS) est égal au maximum à 2,5 % du Salaire de référence (S) pour tous les bénéficiaires potentiels du régime ; Les bénéficiaires potentiels n'ayant pas atteint ce plafond au 31 décembre 2006 continuent d'acquérir de l'ancienneté (N) dans la limite de 5 années, jusqu'à l'obtention éventuelle du plafond de 2,5 %.

(g) les modalités de financement des droits : l'engagement global est externalisé au sein d'un contrat d'assurance.

(h) charges sociales et fiscales associées à la charge de la Société : 24 % sur les contributions

DIRECTEUR GÉNÉRAL : OLIVIER DELAMÉA

Engagements pris par la société ou par une société contrôlée ou contrôlante	Caractéristiques principales des engagements	Critères conditionnant l'attribution si les droits ou engagements sont conditionnels	Conditions de résiliation des engagements
Indemnité de non concurrence	50 % de la rémunération mensuelle brute de base moyenne durant 2 années	Départ de l'entreprise quel qu'en soit le motif à l'exclusion du départ en retraite	NA
Engagements de retraite à cotisations définies	Plan d'Épargne Retraite Obligatoire (PERO) financé par l'entreprise à hauteur de 3,5 % de la rémunération brute annuelle	NA	NA

1.2.2. Politique de rémunération des membres du Conseil d'Administration**1.2.2.1. Rémunération**

L'Assemblée Générale du 23 avril 2020 a fixé la rémunération des membres du conseil à la somme annuelle de 900 000 euros valable pour l'exercice 2020 et les exercices suivants jusqu'à décision contraire.

Les critères de répartition de la somme fixe annuelle allouée par l'Assemblée Générale aux membres du conseil sont les suivants :

- une somme fixe liée à l'assiduité, pour chaque réunion du Conseil d'Administration à laquelle participe l'Administrateur ;
- une somme fixe liée à l'appartenance à un ou plusieurs Comités du Conseil d'Administration, pour chaque réunion du Comité dont est membre l'Administrateur ;
- une somme fixe liée à la Présidence d'un ou plusieurs Comités du Conseil d'Administration ;
- une somme fixe arrêtée sur la base d'une demi-journée de travail, lorsque l'Administrateur effectue des travaux ou prestations entre les réunions du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration fixe les quantum de ces sommes et peut par ailleurs attribuer une rémunération particulière liée à une mission exceptionnelle dans les conditions prévues par la réglementation.

1.2.2.2. Information sur les mandats et/ou contrats de travail et/ou de prestations de services des membre du Conseil d'Administration passés avec la société et sur les conventions intervenues entre l'un des mandataires sociaux ou l'un des actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10% et une société comprise dans la consolidation (à l'exception des conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales)

Néant.

1.2.2.3. Engagements et droits conditionnels

Monsieur Armand BONGRAIN bénéficie des engagements suivants :

Engagements pris par la société ou par une société contrôlée ou contrôlante	Caractéristiques principales des engagements	Critères conditionnant l'attribution si les droits ou engagements sont conditionnels	Conditions de résiliation des engagements
Engagements de retraite à prestations définies	Article 39 : acquisition d'une rente de 0,5 % de la dernière rémunération brute annuelle par année d'ancienneté, plafonnée à 2,5 %. Dispositif fermé le 31/12/2008*	NA	Être présent dans l'entreprise au moment du départ à la retraite
Engagements de retraite à cotisations définies	Plan d'Épargne Retraite Obligatoire (PERO) financé par l'entreprise à hauteur de 3,5 % de la rémunération brute annuelle ⁽¹⁾	NA	NA

(*) Description du régime de retraite à prestations définies :

S'agissant de l'information sur les engagements de retraite ou autres avantages viagers pris par la Société au bénéfice de ses mandataires sociaux (en application de l'article D. 225-104 créé par le décret n° 2016-182 du 23 février 2016) :

(a) intitulé de l'engagement considéré : régime de retraite à prestation définie ;

(b) référence aux dispositions légales : article 39 du code général des impôts et article 137-11 du code de la Sécurité Sociale ;

(c) conditions d'éligibilité :

être un dirigeant, au sens des accords RTT mis en place dans le Groupe, avoir un contrat de travail et exercer son activité en France ou, être un dirigeant ayant un contrat de travail de droit français, exercer son activité à l'étranger et avoir le statut de détaché ou d'expatrié au sens du Groupe ; avoir perçu une rémunération annuelle supérieure à 5,5 plafonds annuels de la Sécurité Sociale pendant 2 années consécutives. Le régime a été fermé à tout nouveau salarié du Groupe à la date du 31 décembre 2006 et a pris fin au 31 décembre 2008.

(d) modalités de détermination de la rémunération :

Le salaire de référence est défini comme la moyenne des rémunérations des 36 derniers mois d'activité (base et primes d'objectif) revalorisée selon l'évolution de l'indice Insee.

(e) rythme d'acquisition des droits :

Conditions à remplir simultanément pour l'obtention des droits à retraite :

avoir atteint l'âge de 60 ans ;

terminer effectivement son activité salariée dans une des sociétés du Groupe au moment du départ à la retraite ou de la mise à la retraite ;

avoir liquidé l'ensemble de ses pensions de retraite au titre des régimes de retraite de base Sécurité Sociale et complémentaires (ARRCO et AGIRC TB).

RS (retraite supplémentaire) = 0,5 % x N x S avec :

N = comme nombre d'années de présence dans le Groupe, calculé par différence entre :

d'une part, l'année du départ ;

et d'autre part, l'année d'entrée dans le Groupe ou l'année d'entrée dans le régime si celle-ci lui est postérieure. Le nombre ainsi obtenu est arrondi au nombre entier supérieur.

Pour les bénéficiaires potentiels du présent régime, les droits acquis à compter du 1er janvier 2009 – issus uniquement le cas échéant de la part financée par l'employeur – au titre du régime à cotisations définies « article 83 » préalablement mis en place au sein du Groupe, viennent en déduction du montant de la retraite supplémentaire (RS) précédemment calculé.

(f) l'existence éventuelle d'un plafond : le nombre d'années (N) ne pourra excéder 5 ans :

Ainsi, le montant de la retraite supplémentaire (RS) est égal au maximum à 2,5 % du Salaire de référence (S) pour tous les bénéficiaires potentiels du régime ; Les bénéficiaires potentiels n'ayant pas atteint ce plafond au 31 décembre 2006 continuent d'acquérir de l'ancienneté (N) dans la limite de 5 années, jusqu'à l'obtention éventuelle du plafond de 2,5 %.

(g) les modalités de financement des droits : l'engagement global est externalisé au sein d'un contrat d'assurance.

(h) charges sociales et fiscales associées à la charge de la Société : 24 % sur les contributions

1.2.2.4 Modification apportée à la Politique de rémunération pour 2024

Le Comité de Management et des Rémunérations a examiné la politique de rémunération existante. Après avoir entendu ses analyses et recommandations, le Conseil d'Administration propose de modifier la politique de rémunération pour 2024 pour permettre de verser aux administrateurs qui sont par ailleurs Président de Comités spécialisés une rémunération complémentaire fixe liée à l'exercice de cette mission.

1.3. Consultation sur les éléments de rémunération au titre des dispositions relatives au say on pay soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale

L'Assemblée Générale Ordinaire du 27 avril 2023 a approuvé à la majorité le projet de résolution portant sur les informations mentionnées à l'article L. 22-10-34 I du code de commerce.

Monsieur Alex BONGRAIN, Président du Conseil d'administration

	Montants attribués à raison de l'exercice 2023	Montants versés au cours de l'exercice 2023	Montants versés au cours de l'exercice 2022
Rémunération fixe	739 064 €	659 064 €	653 262 €
Rémunération variable annuelle	346 523 €	339 418 €	495 033 €
Rémunération variable pluriannuelle en numéraire	-	-	-
Rémunération exceptionnelle ⁽¹⁾	-	-	800 000 €
Options d'actions, actions de performance ou autres attributions de titres	Aucun titre n'a été attribué	Aucun titre n'a été attribué	Aucun titre n'a été attribué
Rémunération au titre du mandat d'Administrateur	Le Président du Conseil d'Administration ne perçoit pas de rémunération au titre de son mandat d'Administrateur	Le Président du Conseil d'Administration ne perçoit pas de rémunération au titre de son mandat d'Administrateur	Le Président du Conseil d'Administration ne perçoit pas de rémunération au titre de son mandat d'Administrateur
Avantages en nature	23 112 €	23 112 €	20 822 €
Régime de retraite supplémentaire	8 148 €	8 148 €	7 618 €
Prévoyance	4 871 €	4 871 €	4 556 €

(1) Liés à l'engagement exceptionnel et aux résultats atteints.

Monsieur Olivier DELAMÉA, Directeur Général

	Montants attribués à raison de l'exercice 2023	Montants versés au cours de l'exercice 2023	Montants versés au cours de l'exercice 2022
Rémunération fixe	567 008 €	567 068 €	200 963 €
Rémunération variable annuelle	291 748 €	128 214 €	0 €
Rémunération variable pluriannuelle en numéraire	200 000 €	200 000 €	-
Rémunération exceptionnelle	-	-	-
Options d'actions, actions de performance ou autres attributions de titres	Aucun titre n'a été attribué	aucun titre n'a été attribué	Aucun titre n'a été attribué
Avantages en nature	6 543 €	6 543 €	2 181 €
Régime de retraite supplémentaire	10 778 €	10 778 €	2 520 €
Prévoyance	6 443 €	6 443 €	2 008 €

Administrateurs/Censeur

		Montants versés en 2023	Montants versés en 2022
Armand BONGRAIN ^{(1) (2)}	Autres rémunérations Fixe/variable ⁽²⁾	259 038 €	251 506 €
Pascal BRETON ⁽³⁾	Rémunération d'Administrateur/Censeur	10 500 €	40 250 €
Anne-Marie CAMBOURIEU	Rémunération d'Administrateur	49 000 €	43 750 €
Clare CHATFIELD	Rémunération d'Administrateur	59 500 €	54 250 €
Xavier CRUSE ⁽⁴⁾	Rémunération d'Administrateur	49 000 €	43 750 €
Philippe GORCE ⁽⁵⁾	Rémunération d'Administrateur	0 €	0 €
Xavier GOVARE	Rémunération d'Administrateur	70 000 €	50 750 €
Malika HAIMEUR	Rémunération d'Administrateur	61 250 €	50 750 €
Martine LIAUTAUD	Rémunération d'Administrateur	47 250 €	35 000 €
Annette MESSEMER	Rémunération d'Administrateur	36 750 €	45 500 €
Christian MOUILLON	Rémunération d'Administrateur	68 250 €	64 750 €
Ignacio OSBORNE	Rémunération d'Administrateur	43 750 €	43 750 €
Vincenzo PICONE ⁽⁶⁾	Rémunération d'Administrateur	5 250 €	33 250 €
Robert ROEDER	Rémunération d'Administrateur	45 500 €	50 750 €
Sophie de ROUX	Rémunération d'Administrateur	52 500 €	42 000 €
Bruno WITVOET ⁽⁷⁾	Rémunération d'Administrateur	10 500 €	0 €
François WOLFOVSKI	Rémunération d'Administrateur	42 000 €	45 500 €

(1) Le montant estimatif de la rente annuelle à la date de clôture de l'exercice est de 12 275 €.

(2) Monsieur Armand Bongrain, qui est par ailleurs lié à une filiale du Groupe par un contrat de travail, perçoit à ce titre une rémunération.

(3) Censeur jusqu'au 27 avril 2023.

(4) Représentant permanent de la société SAVENCIA Holding, Administrateur.

(5) Monsieur Philippe Gorce ne perçoit pas de rémunération au titre de son mandat d'administrateur représentant les salariés actionnaires

(6) Administrateur jusqu'au 31 juillet 2023.

(7) Administrateur depuis le 14 septembre 2023.

RATIOS D'ÉQUITÉ (PÉRIMÈTRE SAVENCIA FROMAGE & DAIRY FRANCE)

	Président du Conseil d'Administration	Directeur Général
Exercice 2023		
Rémunération moyenne des salariés hors mandataires sociaux ⁽¹⁾	46 374 €	46 374 €
Rémunération médiane des salariés hors mandataires sociaux ⁽¹⁾	37 386 €	37 386 €
Rémunération du dirigeant mandataire social ⁽²⁾	1 040 023 €	919 881 €
Évolution de la rémunération du dirigeant mandataire social vs Exercice N- 1	-46%	342%
Évolution de la performance de la Société vs Exercice N-1 ⁽⁴⁾	-9%	-9%
Ratio rémunération du dirigeant mandataire social/ rémunération moyenne des salariés ⁽³⁾	22,4	19,8
Ratio rémunération du dirigeant mandataire social/ rémunération médiane des salariés ⁽³⁾	27,8	24,6
du 01/09/2022 au 31/12/2022 ⁽⁵⁾		
Exercice 2022		
Rémunération moyenne des salariés hors mandataires sociaux ⁽¹⁾	45 573 €	45 573 €
Rémunération médiane des salariés hors mandataires sociaux ⁽¹⁾	36 384 €	36 384 €
Rémunération du dirigeant mandataire social ⁽²⁾	1 916 756 €	207 951 €
Évolution de la rémunération du dirigeant mandataire social vs Exercice N- 1	88%	-84%
Évolution de la performance de la Société vs Exercice N-1 ⁽⁴⁾	-5%	-5%
Ratio rémunération du dirigeant mandataire social/ rémunération moyenne des salariés ⁽³⁾	40,8	4,6
Ratio rémunération du dirigeant mandataire social/ rémunération médiane des salariés ⁽³⁾	52,6	5,7
Exercice 2021		
Rémunération moyenne des salariés hors mandataires sociaux ⁽¹⁾	41 851 €	41 851 €
Rémunération médiane des salariés hors mandataires sociaux ⁽¹⁾	34 725 €	34 725 €
Rémunération du dirigeant mandataire social ⁽²⁾	1 019 249 €	1 266 863 €
Évolution de la rémunération du dirigeant mandataire social vs Exercice N- 1	-1%	8%
Évolution de la performance de la Société vs Exercice N-1 ⁽⁴⁾	16%	16%
Ratio rémunération du dirigeant mandataire social/ rémunération moyenne des salariés ⁽³⁾	24,4	30,3
Ratio rémunération du dirigeant mandataire social/ rémunération médiane des salariés ⁽³⁾	29,4	36,5
Exercice 2020		
Rémunération moyenne des salariés hors mandataires sociaux ⁽¹⁾	40 298 €	40 298 €
Rémunération médiane des salariés hors mandataires sociaux ⁽¹⁾	33 565 €	33 565 €
Rémunération du dirigeant mandataire social ⁽²⁾	1 027 766 €	1 173 931 €
Évolution de la rémunération du dirigeant mandataire social vs Exercice N- 1	3 %	14 %
Évolution de la performance de la Société vs Exercice N-1 ⁽⁴⁾	10 %	10 %
Ratio rémunération du dirigeant mandataire social/ rémunération moyenne des salariés ⁽³⁾	25,5	29,1
Ratio rémunération du dirigeant mandataire social/ rémunération médiane des salariés ⁽³⁾	30,6	35,0

Président du Conseil d'Administration	Directeur Général
---	-------------------

Exercice 2019

Rémunération moyenne des salariés hors mandataires sociaux ⁽¹⁾	39 288 €	39 288 €
Rémunération médiane des salariés hors mandataires sociaux ⁽¹⁾	32 334 €	32 334 €
Rémunération du dirigeant mandataire social ⁽²⁾	993 911 €	1 033 120 €
Évolution de la rémunération du dirigeant mandataire social vs Exercice N- 1	6 %	4 %
Évolution de la performance de la Société vs Exercice N-1 ⁽⁴⁾	8 %	8 %
Ratio rémunération du dirigeant mandataire social/ rémunération moyenne des salariés ⁽³⁾	25,3	26,3
Ratio rémunération du dirigeant mandataire social/ rémunération médiane des salariés ⁽³⁾	30,7	32,0

(1) Conformément à l'article L. 225-37-3 C.com, les rémunérations incluent la rémunération fixe, la rémunération variable, la rémunération exceptionnelle, les avantages en nature, la participation et l'intéressement, les cotisations employeur aux régimes frais de santé, prévoyance et régime de retraite supplémentaire (art 83/PERO) et les abondements de l'entreprise sur les régimes d'épargne salariale (PEG et PERCO). Les rémunérations ont été calculées sur une base équivalent temps plein. La notion de « salarié » inclut les salariés en CDI/CDD et les salariés en détachement « continuent présents » sur l'exercice, soit des salariés présents sans interruption du 1er janvier au 31 décembre de l'exercice. Certains éléments variables (primes sur objectifs, participation, intéressement) étant calculés sur la base du temps de présence en année N-1, les salariés retenus doivent justifier d'une ancienneté minimum de 3 mois sur l'exercice N-1. Pour ces salariés, les éléments de variable sont recalculés sur la base d'une année complète de présence en année N-1. Les rémunérations présentées correspondent aux rémunérations versées sur l'exercice.

(2) Les rémunérations incluent la rémunération fixe, la rémunération variable, la rémunération exceptionnelle, les avantages en nature, la participation et l'intéressement, les cotisations employeur aux régimes frais de santé, prévoyance et régime de retraite supplémentaire (art 83/PERO) et les abondements de l'entreprise sur les régimes d'épargne salariale (PEG et PERCO). Les rémunérations présentées correspondent aux rémunérations versées sur l'exercice.

(3) Pour le Président du Conseil d'Administration, le Directeur Général, et chaque Directeur Général délégué, les ratios sont calculés entre le niveau de la rémunération de chacun de ces dirigeants et d'une part, la rémunération moyenne sur une base équivalent temps plein des salariés de la société autres que les mandataires sociaux, d'autre part, la rémunération médiane sur une base équivalent temps plein des salariés de la société autres que les mandataires sociaux.

(4) La performance de l'entreprise correspond au Résultat opérationnel courant SAVENCIA Fromage & Dairy.

(5) Nomination au 1er septembre 2022

1.4. Informations susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique

- La structure du capital social au 7 février 2024, date du dernier relevé Titre au Porteur Identifié :

- 10 290 799 titres au nominatif = 19 979 641 représentant droits de vote nets (excluant les actions privées de droit de vote) ;
- 3 742 131 titres au porteur représentant 3 168 200 droits de vote nets (excluant les actions privées de droit de vote).

- Les restrictions statutaires à l'exercice des droits de vote et aux transferts d'actions :

Les actionnaires doivent déclarer à la Société les franchissements de seuil, à la hausse ou à la baisse, de 1 % du capital social ainsi que tous les multiples de ce pourcentage jusqu'au seuil de 34 %, dans les 15 jours de l'inscription en compte des titres, à peine d'être privés du droit de vote dans les conditions prévues à l'article L.233-14 du code de commerce.

- Les participations directes ou indirectes dans le capital de la Société dont elle a connaissance en vertu des articles L.233-7 et L.233-12 (relatifs en particulier aux déclarations de franchissements de seuils) :

SAVENCIA Holding détient directement ou indirectement, au 7 février 2024 = 66,64 % du capital (soit 78,56 % en droits de votes bruts (tenant compte des actions privées de droit de vote) et 80,79 % en droits de votes nets (excluant les actions privées de droit de vote).

- La liste des détenteurs de tout titre comportant des droits de contrôle spéciaux et la description de ceux-ci (résultant notamment des actions de préférence) :

Un droit de vote double est attribué à toute action pour laquelle il est justifié d'une inscription en compte nominatif depuis 6 ans au moins au nom du même actionnaire.

- Les mécanismes de contrôle prévus dans un éventuel système d'actionnariat du personnel, quand les droits de contrôle ne sont pas exercés par ce dernier (cas par exemple des FCPE) : aucun.
- Les accords entre actionnaires dont la Société a connaissance et qui peuvent entraîner des restrictions au transfert d'actions ou à l'exercice des droits de vote (pacte d'actionnaires) :

En cas de vente d'actions issues de l'exercice de stock-options, il existe un droit de préemption au bénéfice de SAVENCIA SA pour le rachat de ses propres actions.

- Les règles applicables à la nomination et au remplacement des membres du Conseil d'Administration ainsi qu'à la modification des Statuts de la Société :

- les membres du Conseil d'Administration sont nommés par l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle pour des mandats d'une durée de 1 an, renouvelables. La composition du Conseil d'Administration vise à refléter l'internationalisation du Groupe, et comprend huit Administrateurs indépendants, en application des principes de bonne gouvernance d'entreprise ;
- la modification des statuts s'effectue aux conditions de quorum et de majorité prévus par la loi en matière d'assemblée Extraordinaire.

- Les pouvoirs du Conseil d'Administration, en particulier l'émission ou le rachat d'actions :

L'Assemblée Générale a conféré au Conseil d'Administration délégation pour :

- augmenter en une ou plusieurs fois le capital en nature, en numéraire ou par incorporation de réserves ;
- le rachat d'actions de la Société à concurrence de 10 % maximum du capital social.
- pour réaliser une augmentation du capital en faveur des salariés à concurrence de 3 % maximum dudit capital.

- Les accords conclus par la Société qui seraient modifiés ou prendraient fin en cas de changement de contrôle de la Société :

Une clause prévue à cet effet figure dans les principaux contrats de financement. Le montant des emprunts concernés porte sur environ 1 110 millions d'euros correspondants aux emprunts obligataires et emprunts auprès d'établissements financiers. Les ratios financiers figurant dans les contrats de financement sont respectés.

- Les accords prévoyant des indemnités pour les membres du Conseil d'Administration ou les salariés, s'ils démissionnent ou sont licenciés sans cause réelle et sérieuse ou si leur emploi prend fin en raison d'une offre publique (en particulier, indemnités de départ et golden parachutes) : aucun au-delà de ce qui est prévu dans les différentes conventions collectives.

2. Organisation du contrôle interne et de la gestion des risques

2.1. Généralités

Les procédures de contrôle interne en vigueur chez SAVENCIA Fromage & Dairy ont notamment pour objet de vérifier que les informations comptables et financières communiquées aux organes sociaux du Groupe reflètent sincèrement l'activité et la situation des sociétés qui le composent. Elles ont également pour objet d'apporter l'assurance raisonnable que les risques liés aux différents processus opérationnels mis en œuvre dans les différentes entités du Groupe sont connus et maîtrisés.

Le contrôle interne est mis en œuvre par chaque entité sous l'impulsion de la Direction Générale du Groupe et avec l'appui du Conseil d'Administration et de son Comité d'audit et des risques dans le cadre de leurs missions. Elles ont pour objet de vérifier que :

- les lois et règlements en vigueur dans chacun des pays où le Groupe opère, ainsi que les politiques qui encadrent la gestion des exploitations sont respectés ;
- les actifs sont sauvegardés ;
- les informations comptables et financières communiquées aux organes sociaux du Groupe reflètent sincèrement l'activité et la situation des sociétés qui le composent dans le respect des lois et règlements en vigueur.

Elles contribuent également à prévenir et à détecter les erreurs et fraudes.

Comme tout système, ces procédures de contrôle interne ne peuvent fournir une garantie absolue de l'exhaustivité de la connaissance et de la maîtrise des risques.

La création d'une Fonction de Contrôle interne en avril 2022 a eu pour objectif de renforcer le pilotage du dispositif global avec le déploiement d'un Référentiel de Contrôle interne et d'un questionnaire d'auto-évaluation à destination de toutes les filiales opérationnelles.

La gestion des risques, s'appuyant sur une démarche Enterprise Risk Management (ERM) à tous les niveaux du Groupe, et notamment sur la cartographie des risques, vise à une stratégie de maîtrise des risques (opérationnels, financiers, stratégiques...) en optimisant :

- les moyens de prévention ;
- les moyens de réduction ou de couverture (par exemple par des contrats d'assurance) ;
- l'acceptation de la prise de certains risques.

2.2. Cartographie des risques

Le Groupe dispose de trois cartographies des risques construites en coordination avec le Management, dans le but

d'identifier les risques potentiels et de développer les mesures permettant de réduire au maximum leur portée et leur occurrence :

- une cartographie des risques « Groupe » ;
- une cartographie des risques « Loi Sapin II » ;
- une cartographie des risques « Loi sur le devoir de vigilance ».

2.2.1. Cartographies des risques "Groupe"

La formalisation de la démarche d'analyse des risques (ERM) par les principales entités opérationnelles se poursuit. Les résultats de ces cartographies locales viennent compléter la cartographie Groupe existante. En 2022, 100 % des cartographies des filiales ont été achevées ainsi que la majorité des cartographies des sites.

Depuis 2023, la cartographie Groupe résulte d'une analyse croisée des risques issue de la Direction de la stratégie et de la Direction gestion des risques. L'objectif de cette collaboration est de mettre en exergue des risques de nature stratégique d'une part et opérationnelle d'autre part. La compilation d'une approche top down (descendante) et bottom up (ascendante) permet une meilleure représentation des risques et menaces pouvant nuire à la pérennité des activités du Groupe.

ÉTAPES DE LA CARTOGRAPHIE DES RISQUES :

- identification des risques : le risque est un événement qui peut survenir et dont les conséquences sont susceptibles d'affecter les personnes, les actifs, l'environnement, les objectifs du Groupe ou sa réputation ;
- évaluation du niveau de gravité du risque : les risques sont évalués selon deux critères, leur probabilité d'occurrence et leur impact ;
- analyse du niveau de maîtrise du risque : cette étape consiste à examiner les mesures de prévention et de protection existantes à date et à évaluer le niveau de maîtrise des risques potentiels.

PRINCIPAUX RISQUES IDENTIFIÉS AU NIVEAU DU GROUPE :

RISQUES STRATÉGIQUES

Les risques stratégiques identifiés en 2023 sont :

Tensions géopolitiques

Les tensions ou instabilités géopolitiques ainsi que l'éventuel renforcement des barrières douanières peuvent avoir des impacts sur le développement du Groupe ou entraîner des pertes de volumes.

Le Groupe assure une veille afin d'anticiper au mieux ces évolutions.

Arrêt/blocage durable d'un site stratégique

Certaines spécialités ou ingrédients stratégiques sont fabriqués ou transitent dans un nombre limité de sites, voire sur un site unique. La survenance d'un événement entraînant le blocage, la destruction partielle voire totale de l'un de ces sites, pourrait affecter significativement la production et la commercialisation de ces produits.

Le Groupe poursuit depuis de nombreuses années un programme de sécurisation de ses sites et de prévention des risques d'incendie avec le concours de ses assureurs, et fixe à ses principaux sites industriels des objectifs d'amélioration visant à diminuer l'occurrence de ces risques. Le Groupe poursuit le développement d'une démarche de Plan de Continuité d'Activité sur la base de différents scénarios d'indisponibilités. En outre, le Groupe a toujours traditionnellement pratiqué une politique prudente en matière de protection de ses actifs, de couverture de risques majeurs du type dommages aux biens, de pertes d'exploitation et de responsabilité civile.

Accroissement pression sociale et réglementaire sur les produits fromagers (santé : gras, salé, transformé...)

La montée en puissance des mouvements végétariens, la notion de bien-être animal, ainsi que le changement des habitudes alimentaires (bio, végétal...) peuvent accroître la perception négative des produits industriels et conduire à une baisse des ventes de nos produits. Face à ces tendances sociétales, un plan RSE actualisé et une communication adaptée constituent les premiers éléments de réponse.

Risque d'atteintes publiques à la réputation liée à la filière animale

La filière animale est de plus en plus perçue comme un facteur aggravant du dérèglement climatique, de l'atteinte à la biodiversité et au bien-être animal. Cette tendance combinée au changement des tendances de consommation a favorisé l'engagement du Groupe dans la réalisation d'actions concrètes telles que : la décarbonation, l'adhésion des éleveurs à la Charte des bonnes pratiques d'élevage, des certifications pour garantir la qualité du lait, une communication forte, etc... L'engagement sociétal et environnemental du Groupe se renforce au travers de l'amélioration continue de ses activités historiques et la recherche d'innovation constante avec le développement de gammes bios et végétales ainsi que la validation de sa trajectoire de décarbonation par le SBTi.

Cyberattaque, sécurité de la data et des systèmes d'informations

L'indisponibilité des systèmes d'information au travers d'une cyberattaque est la menace qui peut paralyser l'ensemble des activités du Groupe.

La prise en compte de ce risque technologique nécessite l'expertise d'une équipe renforcée en sécurité des systèmes d'information. La mise en service d'un SOC en 2021 augmente le niveau de protection du Groupe contre les cyberattaques. En 2023, 5 plans de continuité d'activité sans informatique Groupe ont été initiés sur des sites industriels et sont en cours de déploiement. L'objectif est d'assurer une poursuite des

activités (mode dégradé) grâce à l'anticipation de ce scénario et à l'identification de plans de contournement.

Incidents climatiques ayant un impact sur l'activité et les installations

L'accroissement des phénomènes climatiques violents pouvant impacter les activités et les installations obligent les sites à s'y préparer en réalisant des études d'impact spécifiques et en se dotant de plans de continuité d'activité.

Défaillance des installations et des équipements

L'incapacité de fonctionnement des sites peut être de nature diverse : le vieillissement des infrastructures, l'obsolescence des équipements, la malveillance, etc... qui sont autant de facteurs pouvant conduire à une indisponibilité. Pour lutter contre ce phénomène, il est essentiel de conduire une démarche exhaustive d'évaluation des risques et de définir des plans d'action concrets.

Globalisation/régionalisation des négociations et alignements sur 3xNet

Les rachats et fusions entre clients ainsi que la création de centrales d'achat au niveau européen accroissent le poids des clients dans les négociations commerciales. Cette réalité peut avoir pour conséquence une perte de CANG et des alignements tarifaires négociés ou imposés. Dans ce contexte, il est important de veiller à la cohérence des conditions et d'accompagner nos collaborateurs lors des négociations.

Pénurie de main d'œuvre, faible attractivité, déficit en recrutement

Dans un contexte de guerre des talents et d'une évolution des attentes du monde du travail par les candidats, il devient plus difficile de recruter. Face à ce défi, il est indispensable d'améliorer l'attractivité en réduisant la pénibilité des postes ainsi que de promouvoir la marque employeur.

Attaque par des parties prenantes

L'accroissement de la concurrence et la multiplicité d'acteurs (concurrents, associations, autorités, consommateurs, etc...) expose le Groupe à des pratiques de déstabilisation pouvant impacter l'image et les marques. Dans un contexte d'échanges soutenu d'informations, via les réseaux sociaux notamment, il est important d'identifier toutes les parties prenantes, d'adopter une démarche collaborative et de définir une stratégie de communication de crise.

RISQUES OPERATIONNELS

Les risques opérationnels émanent de la concaténation des cartographies des risques filiales et sites. Certains risques sont identiques à ceux présentés dans la partie des risques stratégiques. Pour éviter les répétitions, ces risques sont indiqués mais non détaillés.

- Incidents climatiques ayant un impact sur l'activité et les installations;
- Pénurie de main d'œuvre, faible attractivité, déficit en recrutement;

- Cyberattaque, sécurité de la data et des systèmes d'informations;
- Atteinte à la santé collaborateurs, visiteurs.

La santé et la sécurité des hommes et des femmes qui travaillent pour le Groupe sont une priorité. Pour améliorer constamment la sécurité au travail, le Groupe met en œuvre un programme international de mobilisation, de formation et de gestion : « la Sécurité, c'est notre affaire ! ». Un référentiel sert de guide à toutes les unités de production et l'affichage des Règles d'or véhicule sur tous les sites les messages de prévention. Outil central de ce programme, la visite de sécurité comportementale (VSC) permet de sensibiliser et de mobiliser toutes les parties prenantes : Direction, managers et opérateurs. En outre, un programme visant à protéger la sécurité des collaborateurs en déplacement a été développé.

Contamination

La confiance des consommateurs dans les marques du Groupe repose sur une matière première et un produit de qualité irréprochable. Le Groupe est donc particulièrement attentif à la sécurité alimentaire de ses produits. Le risque de contamination est principalement lié à des origines microbiologiques mais aussi à de possibles contaminants chimiques, allergènes ou corps étrangers et ce, aux différents stades de l'élaboration des produits, depuis la collecte du lait ou l'achat des matières premières jusqu'à la fabrication et le stockage des produits, ou leur distribution.

La politique qualité du Groupe couvre aussi bien les processus d'achat des matières premières, que de production et de distribution. Elle répond aux protocoles internationaux de diagnostic et de maîtrise de la sécurité alimentaire les plus rigoureux et est constamment mise à jour, notamment dans ses nouveaux métiers, comme la nutrition infantile ou les ingrédients pour le secteur parapharmaceutique.

Risque d'épidémie et de pandémie

Certains facteurs dont la mondialisation des flux, l'interconnexion des économies et les déplacements réguliers de la population mondiale favorisent le développement d'un risque épidémiologique pouvant réduire ou bloquer la production de sites industriels ou administratifs.

La crise du Covid 19 a prouvé qu'il est essentiel d'être préparé à ce risque soudain et cyclique. L'anticipation de l'organisation du travail (exemple : fourniture de matériels informatiques pour le télétravail), le maintien suffisant et en condition opérationnelle des stocks (masques, gants, gel hydroalcoolique, etc...), l'organisation de cellules de crise au niveau du Groupe et au niveau local, ont permis la continuité des activités du Groupe.

2.2.2. Cartographies des risques "Loi Sapin II"

La loi relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique de décembre 2016, dite loi Sapin II, impose l'établissement d'une cartographie détaillant les risques de corruption et de trafic d'influence, notamment en fonction des zones géographiques dans lesquelles le Groupe déploie ses activités.

La cartographie des risques de corruption vise deux séries d'objectifs :

- identifier, évaluer, hiérarchiser les risques de corruption pour garantir un programme de conformité efficace et adapté ;
- informer la Direction et lui donner la visibilité nécessaire pour la mise en œuvre de mesures de prévention et de détection proportionnées aux enjeux identifiés.

En 2022, la cartographie des risques nets Sapin II a été approfondie par le déploiement de cartographies de risques corruption en filiales et le lancement de plans d'actions sur certaines filiales particulièrement exposées (Chine, Ukraine, Brésil, Argentine, Hongrie, Espagne). Cette démarche a été poursuivie en 2023 par l'accompagnement des filiales Elvir, SPLI et du pôle Alliance Fromagère.

2.2.3. Cartographies des risques "Loi sur le devoir de vigilance"

Conformément à la loi relative au devoir de vigilance, Le Groupe SAVENCIA a établi un plan de vigilance dont l'objectif est d'identifier les risques et de prévenir les atteintes graves envers les droits humains et les libertés fondamentales, la santé et la sécurité des personnes, ainsi que l'environnement, résultant de ses activités, de celles des sociétés qu'elle contrôle ainsi que de celles de ses sous-traitants et fournisseurs. Ce plan de Vigilance est consultable sur le site internet savencia-fromagedairy.com, comme sur le site internet du Groupe.

Nota : un seul plan de vigilance 2023 Groupe est rédigé.

2.2.4. Règlement général sur la protection des données (RGPD)

Les filiales du Groupe situées au sein de l'Union européenne ont achevé leur mise en conformité initiale et sont désormais en posture de maintien de la conformité.

L'équipe DPO a été renforcée pour disposer de la capacité de contrôle nécessaire à cette nouvelle posture.

2.3. Modalités du contrôle

Les procédures de contrôle interne et de gestion des risques (ERM) sont mises en place en tenant compte des valeurs du Groupe qui mettent en avant la subsidiarité et l'autonomie de ses unités, ainsi que de la cartographie des risques. La Société-mère contrôle l'activité de ses filiales au travers :

- des Directions d'Activité chargées de les animer et de les superviser ;
- de la Direction Financière chargée d'apprécier la pertinence des résultats et l'équilibre financier du Groupe.

Le Comité d'audit et des risques du Conseil d'Administration assure le suivi de l'efficacité de ces contrôles, en s'appuyant sur les travaux de l'Audit interne et des commissaires aux comptes.

Dans le cadre d'un plan pluriannuel, le Département d'Audit interne, rattaché à la Direction Générale du Groupe, porte une appréciation sur la maîtrise du contrôle interne de

chacune des entités, ainsi que des processus transverses de plus en plus présents dans le Groupe, s'appuyant pour cela sur le cadre de référence défini par l'Autorité des marchés financiers (AMF). Les missions contribuent à apprécier les risques majeurs spécifiques à l'activité de chaque entité, en s'appuyant sur les cartographies des risques élaborées dans le cadre de la démarche ERM en cours de déploiement dans le Groupe. Le rapport établi à l'issue de la mission fait ressortir les points d'amélioration du contrôle interne. Les entités sont ensuite tenues d'établir et de déployer des plans d'actions visant à mettre en place les améliorations ainsi recommandées, et de rendre compte périodiquement de leur état d'avancement. L'avancement de ces plans d'actions est supervisé par les Directeurs d'activité, et fait l'objet d'un suivi annuel par le Département d'Audit interne.

Concernant l'information financière, le processus d'élaboration des comptes de chaque filiale repose sur :

- un plan de comptes unique qui s'impose à toutes les filiales ;
- un manuel de procédures comptables visant à harmoniser les politiques mises en œuvre dans ce domaine.

Sur ces bases, les filiales établissent des situations mensuelles qui se comparent à la même période de l'exercice précédent. Elles établissent également une prévision annuelle de résultats. La Direction Financière du Groupe assure un suivi de l'activité et de ses résultats avec une présence active et un contrôle des informations reçues par les Directeurs Financiers de chaque activité.

Les comptes sociaux de chaque filiale et les informations supplémentaires nécessaires à l'établissement et aux

retraitements des consolidations semestrielles et annuelles sont par ailleurs certifiés par les auditeurs externes de chaque filiale. La nomination de ces auditeurs est inscrite dans une politique d'harmonisation établie en liaison avec les commissaires aux comptes du Groupe. De plus les dirigeants de chaque filiale signent une lettre d'affirmation, à l'attention du Conseil d'Administration, sur la qualité et le contenu de leurs comptes.

Le processus d'élaboration des comptes consolidés repose sur un système informatisé permettant de centraliser les comptes sociaux ainsi harmonisés, de même que les informations supplémentaires nécessaires à l'élaboration de la consolidation.

Pour que ces opérations de consolidation soient assurées dans de bonnes conditions de contrôle interne, des procédures ont été établies et visent à garantir l'intégrité des données collectées au moyen d'un outil unique dont les accès sont strictement contrôlés. La fiabilité des traitements de consolidation et l'image fidèle des restitutions consolidées sont garanties par des procédures visant à séparer les tâches et à assurer la supervision des opérations.

Les commissaires aux comptes, dans le cadre de leurs diligences relatives à la vérification des comptes consolidés, procèdent chaque année à un examen des procédures mises en place pour l'établissement de ceux-ci et formulent les recommandations qu'ils estiment nécessaires. Ces remarques sont prises en compte pour améliorer régulièrement nos procédures existantes.

3. Plan de vigilance

Conformément à la loi n° 2017-399 du 27 mars 2017 relative au Devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre, le plan de vigilance ci-après présente la démarche de vigilance et le compte-rendu des actions mises en œuvre dans ce cadre au niveau du Groupe représenté par la société SAVENCIA Holding (nommé ci-après « Groupe SAVENCIA », « SAVENCIA » ou « le Groupe ») pour l'ensemble de ses activités. Il couvre ainsi non seulement les activités de sa filiale SAVENCIA Fromage & Dairy faisant l'objet du présent rapport (ainsi que des filiales et sous-filiales de cette dernière), mais également celles de SAVENCIA Gourmet (ainsi que des filiales et sous-filiales de cette dernière).

3.1. Introduction

Le Groupe SAVENCIA est un groupe agroalimentaire familial indépendant constitué d'entreprises à taille humaine, veillant ainsi à concilier sa dimension agroalimentaire internationale avec le profond attachement aux territoires locaux, sans oublier tous les acteurs de la création de valeur pour une alimentation durable et de qualité.

Le Groupe SAVENCIA veille ainsi à conduire ses opérations en respectant les droits humains et l'environnement partout où il est présent, que ses activités soient directement menées ou mises en œuvre dans le cadre de ses relations commerciales.

Les valeurs de SAVENCIA façonnent profondément la manière de travailler et les objectifs fixés : des consommateurs satisfaits, des producteurs, fournisseurs et partenaires accompagnés et encouragés à mettre en œuvre de bonnes pratiques, des travailleurs œuvrant dans un environnement

sûr, éthique et durable. Ces valeurs guident la façon de protéger et promouvoir les droits humains et la volonté du Groupe de respecter l'environnement, et portent toute son action toujours plus engagée pour le bien commun : la mobilisation des équipes autour des valeurs communes, au quotidien et dans le monde entier, en est la parfaite illustration.

Cadre de référence

Dans la recherche d'amélioration continue, la satisfaction des consommateurs et des clients est primordiale et, d'une façon générale, de tous ceux qui travaillent dans et pour le Groupe. Le respect des droits humains et de l'environnement, la sécurité alimentaire et la lutte contre la corruption sont ainsi des règles exigeantes et incontournables, compatibles avec la recherche d'une performance économique optimale, dont elles assurent la pérennité.

Cet engagement est exprimé dans la Charte éthique du Groupe : diffusée à tous les collaborateurs et disponible sur le

site interne du Groupe, elle guide les comportements et les décisions de l'ensemble des collaborateurs afin de travailler harmonieusement de manière éthique et responsable au sein de SAVENCIA.

Contexte de la loi

Le Plan de vigilance de SAVENCIA répond aux obligations de la loi française relative au Devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre.

Ce plan doit comporter « les mesures de vigilance raisonnable propres à identifier les risques et à prévenir les atteintes graves envers les droits humains et les libertés fondamentales, la santé et la sécurité des personnes ainsi que l'environnement » pouvant résulter des activités du Groupe et de ses filiales, et de celles des fournisseurs ou sous-traitants avec lesquels SAVENCIA entretient une relation commerciale établie.

Cette obligation s'articule autour de cinq mesures :

- une cartographie des risques ;
- des procédures d'évaluation régulière de la situation des filiales, des fournisseurs ou sous-traitants ;
- des actions adaptées d'atténuation des risques ou de prévention des atteintes graves ;
- un mécanisme d'alerte et de recueil des signalements relatifs à l'existence ou à la réalisation des risques ;
- un dispositif de suivi des mesures mises en œuvre et d'évaluation de leur efficacité.

Initiatives en faveur du Devoir de vigilance

Au-delà de la seule conformité à la loi, le plan de vigilance représente pour le Groupe une opportunité de formalisation et de coordination globale des initiatives déjà en place dans ses différents sites, filiales et avec ses partenaires d'affaires. Le Groupe agit de longue date comme une entreprise consciente de sa responsabilité sociale et environnementale envers ses clients, ses collaborateurs et ses fournisseurs, ainsi que les autres parties prenantes concernées. Il considère que les exigences de la loi sur le Devoir de vigilance s'intègrent totalement à ses engagements éthiques et sociétaux, et veille au respect de ces obligations dans ses opérations et dans sa chaîne de valeur.

En effet, SAVENCIA a rejoint depuis 2003 le Global Compact des Nations Unies, la plus large initiative en faveur du développement durable, marquant son engagement pour travailler sur la mesure des impacts et sur une approche de développement durable traversant toute sa chaîne de valeur. En résonance avec les initiatives de l'ONU, les principes de responsabilité du Groupe SAVENCIA trouvent leur fondement dans les textes internationaux de référence qui définissent les engagements à respecter notamment en matière de droits humains :

- la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, les Objectifs de Développement Durable (ODD) et les Principes du Global Compact des Nations Unies ;
- les Principes directeurs de l'OCDE pour les entreprises multinationales ;

- la Déclaration tripartite de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) sur les entreprises multinationales ;
- les législations nationales, notamment en matière de devoir de vigilance pour le respect des droits humains et de l'environnement.

Dans le cadre de sa stratégie de croissance portant son ambition d'allier sens et performance, le Groupe SAVENCIA a construit sa démarche de responsabilité sociétale d'entreprise (RSE) autour du plan Oxygen, dans la volonté d'agir avec nos partenaires et d'innover pour un monde éthique et durable. Le plan Oxygen intègre en ce sens les attentes exprimées par les Parties Prenantes du Groupe traduites dans une analyse de matérialité, et renforce les efforts RSE du Groupe déclinés selon quatre axes majeurs de progrès, avec une ambition globale et des actions locales, portées par ses filiales (Cf. Rapport annuel - chap.2 Déclaration de performance extra-financière).

3.2. Gouvernance et parties prenantes

3.2.1. Gouvernance

Dans le prolongement de l'engagement du Groupe SAVENCIA pour le respect des droits humains et de l'environnement, la Direction Générale a confié à la Direction Gestion des risques et Conformité la responsabilité de mise en œuvre de la démarche de vigilance du Groupe.

Sa responsabilité consiste notamment à coordonner la structure et le contenu du plan de vigilance et à émettre des recommandations aux différentes directions impliquées. Les avancées sont régulièrement communiquées à la Direction du Groupe. Les Directions Communication, RSE, Ressources Humaines, Achats, Juridique, Qualité, Opérations, Contrôle et Audit interne, ont participé au suivi des actions et ont contribué à la rédaction du plan de vigilance. Les fonctions responsables des enjeux du Devoir de vigilance disposent de leurs propres organes internes de pilotage.

L'avancée du plan de vigilance est suivie par le Comité Éthique et Culture Groupe, qui intègre les sujets du Devoir de vigilance. Présidé par le Secrétaire Général du Groupe, il est composé du Président du Groupe, du Directeur financier, du Directeur juridique, du Directeur Ressources humaines et du Directeur Conformité. Il se tient au minimum deux fois par an en réunion plénière et autant de besoin en fonction de l'actualité. En 2023, il a poursuivi la revue de l'avancement des mesures relatives au Devoir de vigilance et des plans d'actions correspondants.

Le Comité audit et risques est l'un des Comités spécialisés du Conseil d'Administration notamment dédié aux sujets de conformité et de vigilance. Créé en 2017, il se réunit au moins quatre fois par an, et s'assure du déploiement du plan de vigilance.

Le Comité RSE auquel participe le Directeur Conformité intègre également les enjeux de vigilance en cohérence avec le pilotage des actions RSE du plan Oxygen.

Enfin, le Comité pilotage Conformité est l'instance de conduite et de suivi des actions de vigilance. Il se réunit au moins deux fois par an et autant de fois que nécessaire selon l'actualité et le suivi des risques.

3.2.2. Relations avec les parties prenantes

Convaincu qu'une approche collaborative permet de construire et de porter sa démarche de vigilance, le Groupe SAVENCIA souhaite renforcer la prévention des risques en veillant à inclure l'ensemble des personnes, structures et organisations potentiellement impactées par ses activités.

Les parties prenantes sont à ce titre régulièrement consultées, aussi bien au niveau local que national, afin de mettre en place des plans d'actions et mesures prioritaires visant à prévenir les risques sur les droits humains et sur l'environnement liés aux activités du Groupe.

Concertation avec les organisations syndicales

Le Groupe accorde une véritable priorité à la qualité de vie au travail et aux relations sociales, qu'il considère comme une source d'épanouissement et de performance durable. Le dialogue social est ainsi entretenu au travers de la représentation des salariés mise en place à tous les niveaux du Groupe :

- au sein des instances représentatives du personnel de chaque filiale,
- dans le cadre du Comité de Groupe France, instance représentative qui se réunit deux fois par an,
- à l'occasion des commissions paritaires France, qui pilotent les dispositifs mis en place par voie d'accord (prévoyance, frais de santé, plan d'épargne pour la retraite collectif, participation Groupe);
- par l'organisation d'un Comité d'Entreprise Européen (CEES), réuni une fois par an, géré par un accord de fonctionnement, en conformité avec les dispositions définies par la Directive 2009/38/CE du Parlement Européen et du conseil du 6 mai 2009 et sa transposition en droit français par l'ordonnance n°2011-1328 du 20 octobre 2011, portant transposition de la Directive.
- en juin 2023, une présentation des enjeux de relations sociales dans le Groupe a été réalisée auprès des DRH coordinateurs représentant les différentes zones d'implantation géographiques des filiales du Groupe.

Relations avec les parties prenantes au niveau opérationnel

Pour prévenir et gérer au mieux les impacts sur les droits humains et environnementaux de ses activités, le Groupe SAVENCIA construit et entretient un dialogue avec les parties prenantes au niveau opérationnel. Ces échanges relèvent d'une volonté du Groupe de structurer une relation durable avec son écosystème, et se déclinent notamment par des

actions concrètes inscrites dans le cadre d'adhésion à des initiatives globales.

Afin de participer à l'avenir de la filière laitière et de partager ses pratiques, SAVENCIA Fromage & Dairy travaille ainsi avec tous les acteurs de la chaîne de valeur en France : la Fédération nationale des industriels laitiers (FNIL), l'Association de la transformation laitière française (ATLA), et l'Association nationale des Industries alimentaires (ANIA).

SAVENCIA Fromage & Dairy siège au sein des conseils d'administration du Centre national interprofessionnel de l'économie laitière (CNIEL-interprofession lait de vache), de l'Association nationale interprofessionnelle caprine (l'ANICAP- interprofession du lait de chèvre), de France brebis laitière (FBL – interprofession du lait de brebis), et de leurs instances régionales.

À l'échelon international, SAVENCIA Fromage & Dairy est également signataire de la déclaration « Pathways to dairy net zero » et membre actif de la Fédération Internationale du Lait (FIL-IDF), de la Sustainable Agriculture Initiative (SAI) et du Dairy Sustainability Framework (DSF). Les engagements de SAVENCIA Fromage & Dairy couvrent notamment l'ensemble des critères et éléments fondamentaux du DSF: émissions de gaz à effet de serre, nutriments des sols, déchets, eau, qualité et capacité de rétention des sols, biodiversité, soin des animaux, conditions de travail, développement du marché, économies rurales, qualité et sécurité des produits, respect de la législation locale, droits humains et lutte contre la déforestation.

SAVENCIA Fromage & Dairy est membre depuis 2021 de la Roundtable on Sustainable Palm Oil (RSPO). Elle s'appuie également pour sa Charte pour le Bien-être animal sur l'expertise de l'ONG internationale Compassion In World Farming (CIWF).

Par ailleurs, SAVENCIA Gourmet, avec les sociétés Valrhona, Weiss et Révillon, participe au projet Cacao Forest qui réunit des partenaires de milieux divers pour développer une filière plus responsable et plus durable.

3.3. Périmètre et modèle économique

3.3.1. Chaîne de valeur

Présent dans 120 pays sur les cinq continents et réunissant plus de 25 000 collaborateurs, le Groupe propose un portefeuille de marques premium ainsi qu'une offre de produits et de services destinés aux professionnels de la restauration et des marchés industriels (agroalimentaire, diététique, santé...). Au travers de ses filiales situées dans le monde entier, il opère principalement dans l'univers laitier et fromager (SAVENCIA Fromage & Dairy) ainsi que dans les domaines de la Charcuterie, des Produits de la Mer et du Chocolat (SAVENCIA Gourmet).

SAVENCIA Fromage & Dairy est un acteur majeur de la transformation laitière et le 5^{ème} groupe fromager mondial.

Son portefeuille de marques uniques telles que Caprice des Dieux, St Morêt, Tartare, Elle&Vire, rassemble des spécialités fromagères, beurres et crèmes destinées au retail, et des crèmes, beurres, fromages et cheese sauce pour les professionnels de la restauration et de la pâtisserie-boulangerie. Des solutions nutritionnelles et des beurres techniques sont également développés spécialement pour l'industrie.

SAVENCIA Gourmet est un acteur international de la gastronomie sucrée en food service, présent en GMS (Grandes et moyennes surfaces) en France, avec des marques de charcuterie et de produits de la mer. Il regroupe notamment la marque Valrhona, référente sur le marché du chocolat Premium pour les professionnels, mais également d'autres marques telles Bordeaux Chesnel et Coraya.

3.3.2. Champ d'application du Devoir de vigilance

Les mesures de vigilance détaillées dans le présent plan sont déployées sur la chaîne de valeur du Groupe SAVENCIA relevant :

- des opérations : il s'agit de toutes les activités réalisées par les filiales du Groupe avant la vente des produits : ce sont essentiellement des activités de production ou de transformation, et d'éventuelles activités en amont ou en aval (transport par exemple). Toutes marques confondues, les sites correspondants sont principalement situés en France. Des sites se trouvent également aux États-Unis, en Amérique du Sud, en Europe centrale et en Asie. Les détenteurs de droits identifiés sont les collaborateurs du Groupe, mais relèvent également de l'environnement des sites d'activités des filiales, notamment les riverains ;
- des chaînes d'approvisionnement : cela regroupe l'activité de l'ensemble des fournisseurs et sous-traitants. Il s'agit, en interne à la chaîne d'approvisionnement, des travailleurs œuvrant pour les fournisseurs. Et en externe, ce sont les populations et l'environnement potentiellement impactés par les activités des fournisseurs ;
- de la vente et de la consommation : il s'agit de la vente directe aux consommateurs (activités BtoC Business to Consumer) mais aussi de la vente à des professionnels (activités BtoB Business to Business).

3.4. Analyse des risques

Nos activités et nos opérations ont des impacts sur notre écosystème. Le Groupe SAVENCIA, ainsi que ses filiales, veille à contrôler ces impacts, et à remédier aux effets négatifs générés. Le Groupe a ainsi développé une démarche d'évaluation des risques en prenant en compte les spécificités locales et les sujets émergents.

En cohérence avec la méthodologie de l'évaluation des risques réalisées au niveau du Groupe, comme avec celle recommandée par l'Agence Française anti-corruption au titre de la conformité à la loi Sapin 2, le Devoir de vigilance se concentre spécifiquement sur les risques que le Groupe SAVENCIA fait peser sur son environnement et son écosystème.

Se référant aux résultats d'un premier exercice de cartographie des risques réalisé en 2018, les travaux effectués fin 2022 avec l'accompagnement d'un cabinet expert ont apporté une plus grande précision dans la définition de la nomenclature des risques Vigilance du Groupe et, sur un périmètre élargi, un approfondissement dans l'analyse des risques identifiés, avec notamment la prise en compte des communautés locales.

Définition des catégories de risques

Une première étape consiste en la définition détaillée des catégories de risques concernées par le Devoir de vigilance autour des droits humains et de l'environnement. Afin de pouvoir effectuer une évaluation précise du niveau de risques en fonction de la nature de risque et de l'ampleur de l'impact sur l'écosystème de SAVENCIA, ces deux grandes catégories sont divisées en domaine de risque spécifique, en tenant compte des principales catégories de personnes dont les droits sont potentiellement impactés. Il en résulte la nomenclature des risques suivante:

Enjeux du Devoir de vigilance

Droits humains et libertés fondamentales	Santé et sécurité des personnes	Environnement	Communautés locales
--	---------------------------------	---------------	---------------------

Risques associés

Libertés syndicales	Santé et sécurité des travailleurs	Contribution au changement climatique	Conditions de vie et de logement et accaparement des terres
Discrimination et harcèlement	Santé et sécurité des consommateurs	Utilisation des ressources naturelles, atteinte à la biodiversité et au bien-être animal	
Travail forcé		Pollution eau, air et sols	
Travail des enfants			
Rémunération et temps de travail			
Autres conditions de travail (relation de travail formelle, conditions de logement et de trajet domicile-travail organisé par l'employeur)			

Pour les risques sur les droits humains, le Groupe se réfère aux droits humains internationalement reconnus dans la Charte internationale des droits de l'homme et les conventions fondamentales de l'Organisation internationale du Travail (OIT), notamment :

- les droits et principes fondamentaux au travail : liberté d'association et droit à la négociation collective, élimination du travail forcé ou obligatoire, abolition du travail des enfants, élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession (ex. : représentation des femmes, égalité de rémunération), un milieu de travail sûr et salubre ;
- les autres droits au travail : organisation du travail, rémunération et avantages sociaux, le bien-être et la qualité de vie au travail (ex. : absence de violence et de harcèlement moral ou sexuel, transformation de l'environnement de travail), respect de la vie privée, mise à disposition d'infrastructures (ex. : restauration, sanitaires, logement) ;
- les droits des communautés locales : accès aux ressources naturelles (ex. : eau), l'acquisition, la location et l'utilisation des terres (ex. : droit de propriété et consentement libre, préalable et éclairé), la santé, sécurité et sûreté des communautés locales.

A partir de cette nomenclature des risques, les travaux d'analyse des risques ont été réalisés fin 2022 sur 24 catégories d'achats et d'activités du Groupe relevant des domaines suivants :

- les achats directs dont ceux de matières premières agricoles stratégiques du Groupe - lait, cacao, viande et poisson,
- les achats indirects,
- les achats techniques,
- et enfin les activités de transformation des produits.

Le périmètre couvert est celui de SAVENCIA et de ses filiales, mais également de ces fournisseurs et sous-traitants, conformément aux exigences de la loi sur le Devoir de vigilance.

Analyse des risques

Afin de déterminer les risques les plus significatifs de SAVENCIA, c'est-à-dire les atteintes négatives potentielles les plus sévères que les activités du Groupe pourraient causer aux personnes et à l'environnement, il a été procédé à une analyse à partir de contenus bibliographiques recueillis en consultation de sources ouvertes (publication internet, ouvrages, indicateurs publics, etc.) et à partir de consultations

internes, d'experts métiers donnant leur appréciation du niveau de risques considéré.

Pour les risques liés au périmètre géographique des activités de SAVENCIA, une évaluation est obtenue par la prise en compte de différents indices reconnus :

- Worldwide Governance Indicators (Indice World Bank), qui reflète les risques en termes de droits humains (droits humains, communautés locales et consommateurs) ;
- Environmental Performance Index (Yale et Columbia University), qui rapporte le risque environnemental ;
- Et le Corruption Perceptions Index (Transparency International) qui présente le risque de corruption, facteur aggravant pour les volets sociaux et environnementaux.

Deux critères sont ainsi déterminés pour évaluer le caractère significatif des risques analysés :

- la sévérité, en déterminant les impacts qui seraient les plus importants en termes de gravité, d'étendue et d'irréversibilité ;
- la probabilité, en appréciant l'éventualité de réalisation du risque.

Il en résulte une analyse dite brute des risques inhérents aux activités du Groupe.

Puis, en prenant en compte les actions de prévention et d'atténuation mises en œuvre par le Groupe et ses filiales, le niveau de risque dit net est évalué selon 4 niveaux de maîtrise (faible, partielle, satisfaisante, forte).

Cartographie des risques

A partir des résultats d'analyse ainsi obtenus, le Groupe SAVENCIA a cartographié les risques, en définissant le niveau de priorité selon la sévérité de l'impact sur les droits humains et l'environnement par rapport au niveau de maîtrise du risque par le Groupe.

Il est à noter qu'aucun risque d'atteinte grave sur les droits humains et l'environnement n'a été identifié selon les résultats de l'évaluation des risques Vigilance menée début 2023.

Les risques par catégories suivants ont cependant été retenus à partir de la cartographie des risques Vigilance comme nécessitant une vigilance particulière, et concernant essentiellement notre approvisionnement en matières agricoles.

Catégories	Risques prioritaires (bleu Droits humains, vert Environnement)
LAIT	<ul style="list-style-type: none"> ● Santé et sécurité des producteurs ● Rémunération et temps de travail ● Contribution au changement climatique ● Ressources naturelles, biodiversité et bien-être animal
CACAO	<ul style="list-style-type: none"> ● Santé et sécurité des producteurs ● Rémunération et temps de travail ● Travail des enfants ● Travail forcé ● Communautés locales ● Contribution au changement climatique ● Ressources naturelles, biodiversité
POISSON	<ul style="list-style-type: none"> ● Santé et sécurité des travailleurs ● Ressources naturelles, biodiversité et bien-être animal
VIANDE POULET ET PORC	<ul style="list-style-type: none"> ● Santé et sécurité des travailleurs ● Rémunération et temps de travail ● Ressources naturelles, biodiversité et bien-être animal
SOJA/PALME	<ul style="list-style-type: none"> ● Contribution au changement climatique ● Ressources naturelles, biodiversité
FRUITS SECS	<ul style="list-style-type: none"> ● Santé et sécurité des producteurs ● Travail des enfants ● Ressources naturelles, biodiversité
OVOPRODUITS	<ul style="list-style-type: none"> ● Ressources naturelles, biodiversité et bien-être animal
EAU	<ul style="list-style-type: none"> ● Ressources naturelles ● Pollution

Catégories	Risques prioritaires (bleu Droits humains, vert Environnement)
ENERGIE	<ul style="list-style-type: none"> ● Contribution au changement climatique
EMBALLAGES	<ul style="list-style-type: none"> ● Contribution au changement climatique ● Ressources naturelles, biodiversité ● Pollution

Cette priorisation n'exclut pas le suivi des autres sujets de vigilance analysés comme étant à risques plus faibles, qui font également l'objet de plan d'actions relevant de la démarche RSE du Groupe, ni l'intégration de tous les nouveaux sujets à risques qui pourraient être identifiés comme significatifs.

Les résultats de l'analyse des risques communiqués durant l'année 2023 aux filiales du Groupe ont permis une sensibilisation aux risques du Devoir de vigilance des comités de directions concernés, et leur mobilisation dans les actions de prévention et de remédiation à mettre en œuvre.

Les actions prioritaires pour atténuer les atteintes potentiellement générées par ces risques et pour les prévenir, font l'objet d'une consultation des parties prenantes du Groupe. L'ensemble des parties prenantes internes représentatives, notamment les équipes RH, RSE, Achats, Qualité, Santé Sécurité et Environnement, mais également les représentants du personnel, membres du Comité de Groupe France et Comité d'Entreprise Européen SAVENCIA (CEES), ont été associées pour nourrir cette démarche.

3.5. Evaluation régulière au regard de l'analyse des risques

Conformément aux dispositions de la loi sur le devoir de vigilance, la démarche de conformité est actualisée et mise à jour en fonction d'indicateurs qualitatifs et quantitatifs internes.

Le Comité de pilotage Conformité, chargé de piloter la démarche de conformité aux côtés du réseau des Référents Conformité, se réunit ainsi au moins deux fois par an et plus selon les besoins, afin de suivre le déploiement du dispositif de vigilance.

● Suivi qualitatif

Le suivi qualitatif est réalisé en collaboration avec le réseau des Référents Conformité en filiales. Ces derniers, présents au plus près de la réalité opérationnelle du Groupe, font remonter à la Direction Conformité tout type de manquement ou de risque d'atteinte aux droits humains constaté dans l'exercice de leurs fonctions. Ils peuvent également faire part d'inquiétudes ou de préoccupations des collaborateurs.

Ce lien permanent entre le réseau des Référents de Conformité et la Direction Conformité permet d'évaluer de manière concrète l'efficacité des actions mises en place. Les plans d'actions et les pistes d'amélioration sont donc notamment établis en fonction des différentes remontées des Référents.

● Suivi quantitatif

Les différentes mesures mises en place en interne sont accompagnées d'indicateurs de suivi permettant d'évaluer l'efficacité de la démarche de vigilance. Pour atteindre les objectifs du Devoir de vigilance, le Groupe SAVENCIA dispose de différents outils et mécanismes.

Reporting social

Les données du reporting social du Groupe font l'objet d'une analyse détaillée qui permet d'évaluer l'efficacité des actions ou politiques du Groupe, et de déterminer les éventuelles évolutions à y apporter.

Au titre du Devoir de vigilance, sont en particulier suivis :

- les effectifs annuels (permanents et non permanents), avec le détail sur les embauches et les sorties,
- l'âge des effectifs ;
- l'égalité professionnelle femmes-hommes ;
- l'emploi et l'insertion des personnes en situation de handicap ;
- le temps de travail ;
- l'absentéisme ;
- la formation et enfin les salaires et charges ;
- les relations sociales.

Les détails relatifs à ces actions et au suivi correspondant, sont précisés dans le chapitre 3.6 consacré aux actions d'atténuation des risques et de prévention des atteintes graves.

L'expression directe des collaborateurs et la mesure du bien-être

Le développement du Système d'Information Ressources Humaines #Mysavencia a permis depuis 2022 de faire progresser la pratique de l'Entretien annuel d'évaluation (EAD) auprès de l'ensemble des populations managers, puis progressivement auprès de l'ensemble des collaborateurs du Groupe.

Par ailleurs, soucieux du bien-être de ses collaborateurs, le Groupe a décidé de disposer d'un outil de perception sur le bien-être au travail des collaborateurs du Groupe par la réalisation périodique d'enquêtes d'opinion interne et la mise en place de plans d'amélioration. Une enquête d'opinion interne a ainsi été réalisée en juin 2022 dans la quasi-totalité des filiales de SAVENCIA de plus de 50 personnes selon la méthodologie de Great Place To Work (GPTW) avec le questionnaire Trust Index comprenant 60 questions et investiguant 5 grandes dimensions : la crédibilité, le respect, l'équité, la fierté et la convivialité. Au cours de l'année 2023, les filiales ont identifié des actions qui sont en cours de

déploiement. (cf. DPEF “Le Bien-être de nos collaborateurs” - chap. 2).

De façon plus générale, les différents canaux à disposition des collaborateurs constituent autant de moyens d’écoute et d’expression permettant de faire notamment remonter toute difficulté, tout dysfonctionnement ou tout manquement: les collaborateurs disposent notamment de différents dispositifs mis en place par convention avec le cabinet Stimulus, dont une cellule d’écoute anonyme, et peuvent formuler un signalement via la ligne d’alerte Groupe (cf. Plan de vigilance - 3.8 Mécanisme d’alerte et de recueil des signalements).

Audit interne

Dans l’exercice de ses fonctions, l’Audit interne du Groupe SAVENCIA est amené à revoir les moyens et contrôles mis en place au sein des filiales relevant du présent Plan de vigilance.

La méthodologie de l’Audit interne s’appuie sur le cadre de référence du contrôle interne défini par le COSO (Committee Of Sponsoring Organizations). Ce référentiel de contrôle interne a pour objectif d’évaluer le contrôle interne selon 17 principes intégrés dans 5 composantes selon le modèle de 2013. Ces principes sont évalués à l’aide d’un ensemble de guide d’entretiens, coconstruits avec les experts métiers, et permettant notamment d’évaluer les risques sur les processus relatifs à l’environnement, au social, à l’éthique et aux achats responsables dans les filiales du Groupe SAVENCIA. Ces évaluations sont :

- complémentaires aux audits réalisés par les lignes métiers (audits Qualité, SST, Assurance, etc.) et aux audits externes ;
- transversales et concernent donc l’ensemble des processus et activités des filiales ;
- périodiques, chaque filiale étant auditée tous les 3 à 4 ans.

Le plan d’audit peut cependant être adapté en fonction de l’évaluation des risques réalisée en amont incluant les évaluations des risques pays en termes de respect des droits humains et de la santé, les remontées du Dispositif d’alerte Groupe, ou de tout autre remontée pertinente interne comme externe. Les restitutions des visites d’audit sont partagées avec la Direction Générale du Groupe et la Direction de la Conformité. En cas de point d’attention, la Direction de la Conformité met en évidence les risques non maîtrisés devant faire l’objet de plans d’action et d’un éventuel contrôle renforcé.

Labellisation Groupe

Le Groupe SAVENCIA fait annuellement auditer ses processus, pratiques et outils dédiés aux Ressources Humaines par un organisme indépendant, lui permettant d’être labellisé « Top Employer ». Ce label distingue les entreprises qui appliquent les meilleures pratiques dans le domaine des Ressources Humaines. SAVENCIA est reconnu pour ses politiques et programmes, notamment dans la gestion des talents, le recrutement, l’intégration, la formation et le développement des compétences. Ainsi, le Groupe SAVENCIA est officiellement Top Employer Europe pour la 10ème fois consécutive.

De plus, 14 pays du Groupe sont certifiés “Top Employer”. En Europe, l’Allemagne, la Belgique, l’Espagne, la France, la

Pologne, la République Tchèque et la Slovaquie sont certifiés, ce qui permet au Groupe d’obtenir le label Top Employer Europe pour la dixième année consécutive. Dans la région Asie-Pacifique, la certification Top Employer a été délivrée en Chine, en Corée du Sud, en Inde et au Japon. En Amériques, la certification Top Employer a été donnée au Brésil, en Argentine et aux États-Unis.

Enfin, les filiales Valrhona, República del Cacao et Rogue Creamery sont certifiées B CORP, valorisant ainsi leurs engagements sociétaux et environnementaux.

Santé sécurité des collaborateurs

En matière de santé et de sécurité, des indicateurs (nombre et fréquence d’accidents du travail, etc.) permettent de suivre l’évolution du nombre et du type d’incidents survenus au sein des sites du Groupe, afin de prévoir rapidement de nouvelles mesures correctives adaptées (cf. Plan de vigilance - chapitre 3.6 pour consulter les actions détaillées relatives aux risques sur la santé et la sécurité des collaborateurs).

Audit qualité

Des indicateurs de performance sont intégrés dans la démarche d’évaluation des tiers. Cela permet de mesurer l’efficacité de la procédure dans le cadre de la prévention des risques d’atteinte aux droits humains, à la santé et sécurité, et à l’environnement. Les contrôles et audits réguliers des organismes de certification sont autant de moyens de mesurer l’efficacité du dispositif de conformité. En fonction des scores et résultats recueillis, un plan d’actions est défini indiquant les mesures correctives à prioriser. (Cf. Plan de vigilance - chapitre 3.6 pour consulter les actions détaillées relatives aux risques sur la santé et la sécurité des consommateurs).

Fournisseurs

Le Groupe est particulièrement vigilant quant aux risques liés à sa chaîne d’approvisionnement qui sont considérés comme prioritaires.

L’évaluation de la situation des fournisseurs vis-à-vis de la cartographie des risques Vigilance relève de la démarche Achats responsables du Groupe (Cf. Plan de vigilance chapitre 6.2 Achats responsables).

3.6. Atténuation des risques et prévention des atteintes graves

Dans cette partie sont présentées les principales actions mises en place par SAVENCIA pour réduire les risques significatifs générés par ses activités pouvant entraîner des atteintes graves aux droits humains et libertés fondamentales, à la santé et la sécurité des personnes, et au respect de l'environnement, ainsi que le suivi des résultats correspondants.

Sont également présentées les mesures de vigilance pour les activités des fournisseurs du Groupe et de ses filiales avec lesquels est entretenue une relation commerciale établie.

Les risques présentés ne sont pas exhaustifs et relèvent d'une sélection prioritaire de notre analyse détaillée des risques.

Par ailleurs, une action transverse fondamentale a été mise en œuvre dans l'ensemble du Groupe avec le déploiement d'une formation obligatoire en e-learning concernant le Devoir de vigilance. Déployée en 2023 et traduite dans toutes les langues du Groupe, elle vise à sensibiliser les collaborateurs aux risques d'atteintes graves aux droits humains, à la santé et à la sécurité et à l'environnement, générés par les filiales, ainsi que les fournisseurs ou les sous-traitants du Groupe, en France et dans le reste du monde. Cette formation présente les enjeux des mesures qui composent le plan de vigilance, notamment le mécanisme d'alerte concernant l'existence ou la présomption de risques.

En 2023, 85% des collaborateurs connectés du Groupe ont été formés en e-learning sur le Devoir de vigilance.

3.6.1. Actions du Groupe

Ce chapitre présente les actions entreprises pour prévenir et remédier aux atteintes que pourraient générer les activités du Groupe et de ses fournisseurs. Ces actions sont liées aux risques significatifs identifiés dans la cartographie Vigilance; d'autres relèvent parfois d'un niveau moins élevé de risques, mais demeurent très importants pour le Groupe.

Pour chaque risque identifié sont ainsi présentées les mesures prises et le suivi des résultats.

Ce suivi se réfère le cas échéant à la Déclaration de performance extra-financière 2023 par un renvoi aux chapitres et indicateurs correspondants.

3.6.1.1. Droits humains et libertés fondamentales

Dans le cadre du Devoir de vigilance, SAVENCIA a identifié les risques que son activité fait porter sur les femmes et les hommes en matière de droits humains.

Six risques ont ainsi été définis et analysés selon la méthodologie précédemment présentée dans le Plan de vigilance - chapitre 3.4 "Analyse des risques".

● Travail des enfants

Risque de faire travailler des enfants (à l'exception du cadre réglementé du cursus scolaire et de l'apprentissage)

Conformément à la convention de l'OIT n°138 de 1973 sur l'âge minimum, à la convention de l'OIT n°182 de 1999 sur les pires formes de travail des enfants, le Groupe proscriit le recours au travail des mineurs n'ayant pas atteint l'âge minimum de 15 ans. Au-delà du rejet du travail des enfants, SAVENCIA s'engage à respecter partout les droits des enfants, inscrits dans la Convention Internationale des droits des enfants de 1989.

Actions déployées	Résultats
<p>GROUPE</p> <p>Les engagements de la Charte achats responsables du Groupe couvrent le travail des enfants.</p> <p>Les équipes RH des filiales contrôlent systématiquement l'âge des candidats à l'embauche.</p> <p>CACAO</p> <p>Le travail des enfants est un risque majeur auquel est confronté l'ensemble du secteur du cacao, la production ayant principalement lieu dans des pays de l'hémisphère Sud. Des actions spécifiques sont ainsi entreprises dans les filiales Cacao de SAVENCIA pour répondre aux risques identifiés sur les droits humains, notamment celui d'accroissement du travail des enfants en fonction des évolutions du prix du cacao.</p> <p>Dans le cadre de son programme Live Long cacao, la filiale Valrhona établit des accords pluriannuels de 3 ans minimum avec tous les producteurs partenaires, avec une durée moyenne des contrats supérieure à 8 ans. Ces contrats permettent de maintenir des prix élevés pour limiter le travail des enfants.</p> <p>Valrhona a rejoint en 2017 l'ONG International Cocoa Initiative (ICI) qui est présente au Ghana et en Côte d'Ivoire. Cette ONG œuvre pour assurer un meilleur avenir aux enfants des communautés productrices de cacao. L'ICI a ainsi testé et déployé des solutions de développement de Systèmes de Suivi et de Remédiation du Travail des Enfants (SSRTE). La priorité est d'adresser ces solutions sur nos approvisionnements d'Afrique de l'Ouest qui sont les plus à risque.</p> <p>Un des piliers du programme Rev'cacao mis en œuvre par les filiales Révillon, La Maison du chocolat et De Neuville, concerne la lutte contre le travail des enfants dans les plantations. L'accès à une éducation de qualité étant clé dans ce cadre, une prime "cacao durable" versée au producteur contribue à payer les frais de scolarité des enfants.</p>	<p>Au 31 décembre 2023, plus de 1345 Chartes Achats Responsables ont été signées, couvrant 75,2 % des dépenses du Groupe pilotées par la Direction Achats et réalisées avec les fournisseurs majeurs (dont la dépense annuelle avec le Groupe est supérieure à 1 million d'euros)* hors matières premières agricoles.</p> <p>En 2023, l'âge minimum des collaborateurs permanents du Groupe est de 16 ans ; les personnes d'âge inférieur à 18 ans sont principalement salariées dans le cadre de contrat d'apprentissage en alternance école-entreprise.</p> <p>Depuis 2014, Valrhona s'engage dans des programmes qui facilitent et améliorent les conditions d'accès à l'éducation: 14 écoles ont ainsi été construites et rénovées en Côte d'Ivoire, Ghana, République Dominicaine et Venezuela.</p> <p>En 2023, Valrhona a signé avec ses partenaires en Côte d'Ivoire et au Ghana la mise en place dans chacun des pays d'un système de suivi et de remédiation du travail des enfants selon la méthode d'ICI (International Cocoa Initiative).</p>

Actions déployées	Résultats
FRUITS SECS L'activité liée aux fruits secs est confrontée à des chaînes d'approvisionnement complexes, qui impliquent de nombreux intermédiaires dans des filières internationales morcelées et souvent sensibles. Une forte informalité du travail (cassage des noix dans le cadre familial) expose au travail des enfants dans certains pays de l'Europe de l'est notamment. Les filiales du Groupe s'approvisionnant en fruits secs demandent à leurs fournisseurs de signer la Charte achats responsables.	

● Travail forcé

Risque de mettre en place du travail forcé en tant que main-d'œuvre permanente, mais également temporaire ou intérimaire.

Conformément à la convention de l'OIT n° 29 de 1930 sur le travail forcé, à la convention OIT n° 105 de 1957 sur l'abolition du travail forcé, le Groupe proscrit le recours au travail forcé en garantissant que tout travail est volontaire et que les employés sont libres de quitter leur emploi à tout moment.

Actions déployées	Résultats
GROUPE Les engagements de la Charte achats responsables couvrent le travail forcé. Dans chaque filiale, les équipes RH vérifient que les salariés employés bénéficient d'un engagement formel réciproque.	Au 31 décembre 2023, plus de 1345 Chartes Achats Responsables ont été signées, couvrant 75,2 % des dépenses du Groupe pilotées par la Direction Achats et réalisées avec les fournisseurs majeurs (dont la dépense annuelle avec le Groupe est supérieure à 1 million d'euros)* hors matières premières agricoles. Cf. Plan de vigilance - chapitre "Achats responsables". Le processus de contrôle est en cours de déploiement.
POISSON Coraya s'approvisionne en poisson sauvage, du Colin d'Alaska et du Merlu du Pacifique, pêchés dans le Pacifique Nord. Le référentiel de pêche durable sur lequel se basent les activités de la filière intègre des critères pour les fournisseurs et transformateurs de produits de la mer certifiés, afin de garantir que les produits ne sont pas issus du travail forcé ou du travail des enfants.	En 2023, 100 % des poissons de la gamme de surimis Coraya sont issus d'une pêche durable, contrôlée par un organisme indépendant. Cf. DPEF SAVENCIA Holding - chapitre "Des filières agricoles durables".

● Rémunération et temps de travail

Risque pour les travailleurs de ne pas être rémunérés conformément aux Conventions de l'OIT et selon la réglementation locale.

Conformément à la convention de l'OIT n° 100 de 1951 sur l'égalité de rémunération, Le Groupe respecte les droits des travailleurs et ses filiales se conforment aux lois applicables en matière de droit du travail, en particulier en ce qui concerne le salaire, qui doit être au moins égal au salaire minimum du pays pour un travail équivalent, l'objectif étant de favoriser un salaire décent, tel qu'envisagé par l'OIT.

Dans le sens de cet engagement, des politiques et plans d'actions associés sont notamment effectifs dans le cadre de la rémunération des matières premières payées aux producteurs de l'amont agricole.

Actions déployées	Résultats
<p>GROUPE</p> <p>Une note de cadrage annuelle rappelle les principes de garantie de respect des minima légaux par pays et la prise en compte de la conjoncture économique locale dans l'établissement des politiques de rémunération des filiales.</p>	
<p>LAIT</p> <p>Le Groupe SAVENCIA soutient une politique d'achat responsable du lait et incite les producteurs à adhérer à une structure collective, soit une coopérative, soit une organisation de producteurs.</p> <p>En 2023, SAVENCIA Fromage & Dairy a poursuivi sa politique de valorisation de la filière laitière dans le cadre de la loi EGalim en France.</p> <p>Dans le cadre du Diagnostic Production Laitière Durable (DPLD), les critères de « Rentabilité de l'exploitation financière » et d'« Autonomie financière » sont évalués et suivis.</p> <p>Dans le cadre du Programme Terroirs de lait 2032, des mesures financières et d'accompagnements spécifiques ont été développées. De jeunes agriculteurs bénéficient ainsi d'un Pack d'accompagnement à l'installation avec notamment une aide financière, un engagement contractuel sur la durée et un soutien technique, contribuant à consolider leur projet.</p>	<p>En 2023, 25,6 % du volume de lait collecté a été couvert par le Diagnostic Production Laitière Durable (le volume de laits collectés avec déploiement du diagnostic est estimé sur la base d'un volume moyen de laits collectés par exploitation sur le périmètre concerné, avec approvisionnement en lait contractuel de la Compagnie des Fromages & RichesMonts - CF&R - à hauteur de 37 %).</p> <p>187 jeunes agriculteurs ont bénéficié en 2023 d'au moins un accompagnement financier à l'installation.</p> <p>Cf. DPEF SAVENCIA Holding - chapitre "Des filières agricoles durables".</p>

Actions déployées	Résultats
<p>VIANDE</p> <p>Bordeau Chesnel développe des partenariats de confiance pour une filière plus durable avec les éleveurs en les accompagnant vers des modèles d'élevages plus vertueux, notamment par la garantie d'une meilleure rémunération supérieure au cours moyen du porc, et bien au-delà pour les élevages les plus vertueux. Elle s'engage ainsi à garantir une juste rémunération des éleveurs qui évolue proportionnellement au coût des céréales.</p> <p>La démarche "Nos Valeurs partagées" déployée depuis 2021 sur la filière poulet a pour objectif de créer un engagement durable avec des producteurs locaux et les partenaires de Bordeaux Chesnel : il s'agit notamment de garantir un juste niveau de rémunération aux éleveurs en prenant en compte les coûts de production et en donnant une visibilité sur le long terme grâce à un système de contractualisation.</p>	<p>En 2023, près de 230 éleveurs sont engagés avec Bordeaux Chesnel dans ce partenariat pour une filière porcine durable. Le déploiement de ce programme va se poursuivre progressivement jusqu'en 2025.</p> <p>76 % des approvisionnements des rillettes de porcs sont ainsi issus de la filière qualité durable en 2023.</p> <p>En 2023, 59% des approvisionnements sont issus d'une filière poulet responsable. Le ralentissement dans le déploiement de la démarche est expliqué par une baisse de capacités des partenaires consécutive au dérèglement du marché français induit par la grippe aviaire.</p> <p>Cf. DPEF SAVENCIA Holding - chapitre "Des filières agricoles durables".</p>
<p>CACAO</p> <p>Consciente des enjeux sociaux, économiques et environnementaux complexes et profonds de la filière cacao, Valrhona travaille en partenariat avec l'ensemble des acteurs du secteur du cacao français dans le cadre de l'Initiative française pour un cacao durable (IFCD), en s'engageant conjointement sur trois objectifs concrets définis dans le temps :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Améliorer le revenu des cacaoculteurs pour qu'ils puissent bénéficier d'« un revenu décent » d'ici 2030. - Mettre fin aux approvisionnements en cacao issus de la déforestation d'ici 2025. - Accélérer la lutte contre le travail des enfants dans les approvisionnements de la filière française d'ici 2025. 	<p>Valrhona est un acteur de la filière cacao qui fait le choix d'acheter très majoritairement son cacao à des producteurs regroupés en coopératives et associations.</p> <p>Depuis 2021, tous les achats de cacao sont issus de partenariats à long terme, ce qui contribue à l'atteinte des objectifs.</p> <p>A horizon 2030, il est souhaité que les contrats d'achats auprès des fournisseurs partenaires évoluent vers une certification de standard de commerce équitable de portée internationale, garantissant une rémunération juste et équitable des producteurs de cacao.</p>

● Discrimination et harcèlement

Risque pour les travailleurs de SAVENCIA d'être discriminés en raison du sexe, de la race, de l'âge, de l'origine ethnique, de la nationalité, de l'orientation sexuelle, de l'état de santé, de l'opinion politique et syndicale, et de subir toute forme de harcèlement dans le cadre professionnel.

Conformément aux articles L1152-1 à L1152-6 du code du travail sur le harcèlement moral, à l'article 5 de la Déclaration des droits de l'homme, le Groupe ne tolère aucune forme de harcèlement et de violence dans le cadre professionnel. Par ailleurs, en référence à la convention de l'OIT n° 111 de 1958 concernant la discrimination (emploi et profession), le Groupe proscriit et rejette toute forme de discrimination pour quelque cause que ce soit dans les relations de travail.

Actions déployées	Résultats
<p>GROUPE</p> <p>La Charte éthique du Groupe définit les valeurs et principes de non-discrimination à respecter au quotidien dans l'ensemble des activités, notamment relatives aux ressources humaines (recrutement, promotion, management...). L'interdiction de toute forme de harcèlement est également affirmée.</p> <p>Harcèlement</p> <p>Une formation obligatoire sur le harcèlement est effectuée par les collaborateurs à leur arrivée dans le Groupe.</p> <p>Des référents Harcèlement sont désignés dans chaque filiale en France (réfèrent RH et réfèrent au sein du CSE).</p> <p>Handicap</p> <p>Afin de changer le regard des collaborateurs sur le handicap, de maintenir dans l'emploi des personnes en situation de handicap et de promouvoir leur recrutement, le Groupe mène une politique Action Handicap qui s'appuyant sur des référents handicap en filiale.</p> <p>L'engagement s'articule autour de quatre actions:</p> <ul style="list-style-type: none"> ● sensibiliser pour lutter contre les stéréotypes; ● maintenir dans l'emploi ; ● recruter des personnes en situation de handicap; ● développer des partenariats avec le secteur protégé et adapté. <p>Le réseau des référents Handicap France relaie sur leur périmètre une sensibilisation à l'aide d'un kit de communication. Les thèmes suivants ont été abordés en 2023: handicap visuel, handicap mental, handicap psychique, les TSA, l'accessibilité numérique, le diabète, les troubles DYS et les aidants;</p> <p>Chaque année en novembre, à l'occasion de la Semaine Européenne pour l'Emploi des Personnes Handicapées (SEEPH), le Groupe renforce la mobilisation de ses filiales et des collaborateurs en organisant des activités de sensibilisation. Lors de cette semaine, les filiales participent également au dispositif des DUO-DAY.</p> <p>Des filiales font appel à des prestations avec des entreprises employant des personnes atteintes de handicap et abondent en ce sens le résultat de la vente.</p>	<p>Tous les collaborateurs prennent connaissance de la Charte éthique à leur arrivée dans le Groupe.</p> <p>Un module e-learning sur le harcèlement fait partie du catalogue de formation des collaborateurs.</p> <p>Une formation de sensibilisation aux risques de harcèlement est réalisée pour les référents RH et CSE.</p> <p>En 2023, 12 filiales présentent un taux d'emploi de personnes en situation de handicap supérieur à 6%. Au sein du Groupe, ce taux est de 3,6% soit 894 collaborateurs.</p> <p>Des conférences, des jeux digitaux, des réunions d'information ou autres ateliers de sensibilisation sont organisés lors de cette semaine pour sensibiliser les collaborateurs.</p> <p>45 personnes en situation de handicap ont pu être accueillies lors du DUO-DAY en 2023, afin de découvrir, en binôme avec un collaborateur, les métiers et activités industriels ou administratifs des filiales du Groupe.</p>

Actions déployées	Résultats
<p>Egalité Femmes-Hommes</p> <p>Le Groupe s'attache à promouvoir l'égalité femmes-hommes notamment en matière de qualification, de formation, de rémunération et d'évolution de carrières. Il s'engage à atteindre la parité femmes-hommes managers en 2025.</p> <p>Le groupe de travail créé en 2022 pour développer le leadership féminin a analysé de nombreuses données quantitatives internes et externes, a mené des entretiens avec des employés hommes et femmes, et assuré la liaison avec le Comité de direction. Un plan d'actions a été défini au cours de l'année 2023 ainsi qu'un planning de mise en œuvre.</p> <p>Une enveloppe budgétaire spécifique est prévue en France afin d'atténuer les éventuels écarts de rémunération constatés entre les femmes et les hommes à poste équivalent.</p> <p>Dans le cadre des travaux de la Feuille de route "Vers un socle sociétal", des discussions ont été menées tout au long de l'année 2023 avec les partenaires sociaux en France sur le thème de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et l'accompagnement à la parentalité.</p>	<p>En 2023, 45,5 % des managers du Groupe sont des femmes.</p> <p>80,9 % des femmes, tous statuts socioprofessionnels confondus, ont bénéficié d'au moins une formation en 2023.</p> <p>L'index égalité Femme/Homme 2023 en France est de 86 et des points de progrès ont été identifiés.</p> <p>Cf. DPEF SAVENCIA Holding - chapitre "Le bien-être des collaborateurs".</p>

● Libertés syndicales

Risque pour les travailleurs de ne pas jouir de la liberté d'association et de négociation collective conformément aux Conventions de l'OIT et selon la réglementation locale.

Conformément à la convention de l'OIT n°87 de 1948, sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, à la convention OIT n° 98 de 1949, sur le droit d'organisation et de négociation collective, à la convention de l'OIT n°135 de 1971 sur les représentants des travailleurs afin de prévenir toute forme de discrimination pour fait d'engagement syndical, le Groupe s'attache au strict respect de la liberté syndicale, en matière d'adhésion et de prise de responsabilité syndicale pour l'ensemble de ses salariés dans chaque pays où il est implanté. SAVENCIA s'engage à respecter les principes énoncés dans le cadre de la Déclaration de l'OIT de 1998 relative aux principes et droits fondamentaux au travail : liberté d'association et reconnaissance effective du droit de négociation.

Actions déployées	Résultats
<p>GROUPE</p> <p>La Charte éthique du Groupe rappelle que la liberté d'association et la négociation collective sont des droits fondamentaux.</p>	<p>Tous les collaborateurs prennent connaissance de la Charte éthique à leur arrivée dans le Groupe.</p>
<p>En cas de projet de réorganisation interne ayant des conséquences sociales significatives, les instances représentatives du personnel sont systématiquement informées, et consultées le cas échéant, suivant les réglementations en vigueur dans les pays concernés.</p>	

Actions déployées	Résultats
La promotion du dialogue social est encouragée au travers d'instances de représentation locale des salariés au niveau de chaque filiale.	Dans les filiales du Groupe de plus de 10 salariés (seuil français pour la mise en place des CSE), plus de 81,8 % des collaborateurs bénéficient d'instances collectives de représentation du personnel de type Commission de travail, comité d'entreprise ou Comité Social et Économique. Cf. DPEF SAVENCIA Holding - chapitre "Éthique et conformité".
<p>Dans le cadre des travaux de la Feuille de route "Vers un socle sociétal", des négociations ont été menées avec les partenaires sociaux en France en 2022 sur le thème de la "Reconnaissance des parcours professionnels des représentants du personnel".</p> <p>Les enjeux de l'accord portaient sur les points suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Promouvoir des relations sociales respectueuses des personnes, des rôles et des responsabilités des différentes parties prenantes, dans un esprit d'ouverture et de dialogue ; ● Accompagner et valoriser les représentants du personnel dans leur parcours professionnel, et permettre ainsi de promouvoir leur rôle dans le dialogue social, au niveau local et central ; ● Permettre aux représentants du personnel (élus ou mandatés) d'exercer la plénitude de leurs prérogatives, dans le respect des normes légales et réglementaires et des accords collectifs. 	Un accord a été signé le 17 janvier 2023 avec les organisations syndicales France sur ce thème, et a été déployé en France dans le cadre de nouvelles mandatures des CSE renouvelés courant 2023.

- Autres conditions de travail

Risque pour les travailleurs permanents, temporaires, saisonniers, intérimaires de pas jouir d'une relation de travail formelle dans le respect de la réglementation nationale.

Risques liés aux conditions de vie et de logement des travailleurs.

Actions déployées	Résultats
<p>LAIT</p> <p>En France, les « Animateurs ressources laitières » accompagnent les éleveurs dans l'évolution de leurs pratiques pour faciliter leur travail ou encore organiser des Groupes de travail pour lutter contre l'isolement.</p> <p>Par ailleurs, le Diagnostic production laitière durable (DPLD) inclut un indicateur « Qualité de vie des producteurs » évaluant la charge de travail et du management de l'exploitation.</p> <p>Sur le plan de la qualité des conditions de production et d'élevage, le respect de la Charte des Bonnes Pratiques d'Élevage est exigé contractuellement à tous les fournisseurs de lait de vache français. Cette charte définit un indicateur de suivi sur les conditions de travail des personnes travaillant sur l'exploitation. Cette exigence est progressivement étendue à l'ensemble de la collecte laitière dans le monde.</p>	<p>25,6 % du volume de lait collecté est couvert par le Diagnostic Production Laitière Durable (le volume de laits collectés avec déploiement du diagnostic est estimé sur la base d'un volume moyen de laits collectés par exploitation sur le périmètre concerné, avec approvisionnement en lait contractuel de la Compagnie des Fromages & RichesMonts - CF&R - à hauteur de 37 %).</p> <p>En 2023, 81,3 % (versus 86,8 % en 2022) de nos volumes mondiaux répondent à cette charte ou à des standards reconnus comme équivalents par pays ou par filière. La variation de cet indicateur est liée à l'intégration dans le périmètre en 2023 de la société Williner en Argentine. Les équipes locales, en charge des approvisionnements laitiers, poursuivront en 2024 les actions initiées cette année afin de déployer nos engagements sur cette nouvelle zone de collecte.</p> <p>Cf. DPEF SAVENCIA Holding - chapitre "Des filières agricoles durables".</p>

3.6.1.2. La santé et la sécurité des personnes

Dans le cadre du devoir de vigilance, le Groupe SAVENCIA établit une cartographie des risques que son activité propre fait porter sur ses collaborateurs (travailleurs permanents, temporaires, saisonniers, intérimaires), mais également sur les consommateurs.

● Santé et sécurité des collaborateurs

Risque d'accident sur le lieu de travail, entraînant une blessure ou une incapacité de travail pour le travailleur, et risque sur sa santé (maladies professionnelles, risques psychosociaux RPS etc.)

Le Groupe SAVENCIA rassemble des entreprises à taille humaine unies par une culture forte qui guide leurs actions et les comportements de ses collaborateurs. La préservation de l'intégrité physique et la santé des femmes et des hommes qui travaillent dans et pour le Groupe sont la priorité de tous et à tous les niveaux de l'organisation.

Actions déployées	Résultats
<p>GROUPE</p> <p>Un programme « La SÉCURITÉ, c'est NOTRE affaire » est mis en œuvre dans toutes les filiales et s'appuie sur une Charte SST co-signée par le Président et le Vice-Président du Groupe SAVENCIA.</p> <p>Cette charte soutient l'objectif de tendre vers le zéro accident de travail.</p>	<p>La Charte SST a été diffusée dans toutes les filiales du monde en 2016, dont un exemplaire mural en aluminium prêt à poser. Des exemplaires sont envoyés chaque année selon les besoins (nouvelle filiale, nouveau site, ...)</p> <p>Elle est disponible dans toutes les langues du Groupe et accessible à tous sur la plateforme digitale SST.</p>

Actions déployées	Résultats
<p>Un système de management de la santé et de la sécurité nommé "Référentiel SST" est appliqué dans tous les établissements du Groupe.</p> <p>L'animation de la démarche est ainsi organisée au travers de réunions avec le réseau des animateurs SST, et par un accompagnement sur le terrain: des visites sur plusieurs sites en France et à l'international sont ainsi organisées, permettant de partager les bonnes pratiques en place sur les sites, et d'évaluer leur niveau de déploiement et d'ancrage de la démarche sur le terrain.</p> <p>Depuis 2021, un ensemble de règles opérationnelles nommé « Les 10 Essentiels Sécurité SAVENCIA » a été progressivement déployé. Ces Essentiels visent à prévenir les accidents et les blessures, et en particulier les plus graves ou à haut potentiel de gravité. Chaque Essentiel Sécurité cible un risque et se décline selon quatre règles applicables par tous et en toute circonstance. Un kit complet en accès digital et traduit dans toutes les langues du Groupe permet de mettre à disposition de l'ensemble des filiales de SAVENCIA les outils et méthodes pour soutenir leur déploiement. Au-delà du plan global de déploiement, des actions ciblées sont également mises en œuvre, comme par exemple un chantier de sécurisation des interventions sur les équipements et les énergies, appuyé par des prestataires spécialisés et par quelques sites pilotes.</p>	<p>En 2023, une auto-évaluation des 10 Essentiels Sécurité SAVENCIA a été réalisée par l'ensemble des sites industriels et logistiques du Groupe, et permettra d'ajuster les actions prioritaires de prévention, aussi bien localement que transversalement.</p> <p>En 2023, 48 % des filiales n'ont pas connu d'accidents de travail avec arrêt (effectifs inscrits et intérimaires).</p> <p>Des Visites de Sécurité Comportementale (VSC) sont effectuées sur site ou à distance. En 2023, leur nombre est en hausse de 29,6 % par rapport à 2022.</p> <p>Cf. DPEF SAVENCIA Holding - chapitre "Le bien-être de nos collaborateurs".</p>
<p>Des actions de sensibilisation et de formation sont mises en place avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● L'organisation du Mois de la Sécurité et de la Santé au travail, qui implique l'ensemble des filiales du Groupe tout au long du mois de septembre ; ● Des formations obligatoires répondant à une réglementation ; ● Des formations imposées par le Groupe pour répondre aux besoins managériaux des directions et des filiales, ou effectuées dans le cadre de plans SST spécifiques ; ● Des formations volontaires répondant aux demandes des salariés ou réalisées à l'occasion de la semaine mondiale de la SST ; ● Une diffusion d'une lettre d'information mensuelle. <p>Depuis 2021, la formation en e-learning Accueil Sécurité et Santé au Travail (SST) SAVENCIA a été ajoutée au parcours d'intégration obligatoire d'intégration des nouveaux collaborateurs. Ce dispositif spécifique sur les risques d'accident dans le Groupe est disponible en plusieurs langues. Il est constitué d'un module commun à tous les collaborateurs du Groupe intitulé « Objectif zéro accident » ainsi que d'un second module dédié aux managers.</p> <p>À l'issue de cette formation, un passeport Sécurité SAVENCIA est délivré dès lors que le salarié a obtenu 100% de bonnes réponses au quiz.</p>	<p>En 2023, les formations à la sécurité et à la santé au travail ont continué à être réalisées dans les filiales.</p>

Actions déployées	Résultats
Des dispositifs d'accompagnement psychologique des salariés sont mis en place en France et pour certaines filiales en Europe, via un service d'écoute, et des interventions sur site en cas de survenance d'incident grave.	
Le Groupe déploie depuis 2021 un Plan d'actions Intérimaires visant à réduire l'exposition des intérimaires aux risques d'accident de travail en France. Défini avec les entreprises de travail temporaire (ETT), ce plan établit les mesures mises en œuvre au moment de la sélection des intérimaires, de leur intégration sur chaque site, pendant et à la fin de la mission.	Dans l'optique d'une amélioration continue, des revues trimestrielles avec les directions nationales de 4 principales ETT ont été organisées, afin de suivre la mise en œuvre des actions décidées et l'évolution des indicateurs de performance associés.

● Santé et sécurité des consommateurs

Risque d'atteinte à la santé et à la sécurité des consommateurs soit directement (vente directe de produits du Groupe par une filiale au consommateur), soit indirectement (produits acquis par le consommateur via des revendeurs).

Les risques sur la santé des consommateurs (hors aspects nutritionnels) sont essentiellement liés à la potentielle contamination des produits du Groupe par :

- des micro-organismes pathogènes, responsables d'intoxications alimentaires ;
- de corps étrangers ;
- de contaminants chimiques (pesticides par exemple) ;
- des allergènes (substances génératrices de réactions allergiques) alimentaires identifiés par la réglementation.

Le Groupe SAVENCIA met en œuvre une organisation et un mode de fonctionnement contribuant à éviter toute atteinte grave aux droits des consommateurs, en accord avec sa vocation "Entreprendre pour bien nourrir l'Homme" et sa volonté de contribuer aux objectifs de santé publique.

Actions déployées	Résultats
<p>Information des consommateurs</p> <p>Au-delà du strict respect de la réglementation, le Groupe est attentif à ce que l'information donnée aux consommateurs sur ses produits soit sincère, claire, ne suggère pas des bénéfices non existants ou exagérés et n'induit pas le consommateur en erreur sur les caractéristiques des produits. La communication responsable fait notamment partie des engagements RSE du Groupe dans le cadre du plan Oxygen, et formalisée dans la Charte d'éco-conception responsable SAVENCIA.</p> <p>Le contrôle de la conformité réglementaire des étiquettes et des supports de communication au consommateur, quels qu'ils soient, et le contrôle de la conformité aux engagements de communication responsable sont assurés par les filiales.</p>	<p>Le contrôle est effectué par des responsables réglementaires, par des responsables qualité, ou encore par des juristes sur certains marchés, aidés au besoin par la Direction du droit alimentaire du Groupe.</p> <p>Cf. DPEF SAVENCIA Holding - chapitre "Un plaisir sain et responsable".</p>

Actions déployées	Résultats
<p>Santé des consommateurs</p> <p>Le Groupe a défini une politique de prévention des risques sur la santé des consommateurs et met en œuvre des procédures de contrôle Qualité applicables dans tous les domaines de production du Groupe :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● le contrôle libératoire : basé sur un ou plusieurs critères microbiologiques de sécurité des aliments, il conditionne la libération des lots de produits du Groupe SAVENCIA pour leur mise sur le marché auprès des clients ; ● des agréments spécifiques : en cas de lancement d'un produit nouveau, de modification significative sur un produit existant, ou de transfert d'un produit entre deux sites. <p>En matière de sécurité des aliments, la politique de certification du Groupe précise que chaque site de production doit être certifié sur la base d'un référentiel international reconnu par le Groupe.</p> <p>Plusieurs référentiels en matière de certification de la sécurité des aliments sont ainsi mis en œuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● le référentiel international ISO 22000 (International Organization for Standardization) ; ● des référentiels privés, dont certains répondent aux exigences de la GFSI (Global Food Safety Initiative) comme par exemple : <ul style="list-style-type: none"> – le FSSC 22000 (Food Safety System Certification), basé sur l'ISO 22000 ; – le BRCCS (Brand Reputation through Compliance of Global Standards) ; – L'IFS (International Featured Standards) ● des agréments "pays", imposés sur certains marchés. 	<p>La Direction de la Qualité accompagne au cas par cas les sites dans la mise en œuvre de ces systèmes de management de la sécurité des denrées alimentaires.</p> <p>Un recensement des certifications en lien avec la sécurité des denrées alimentaires est réalisé annuellement.</p>
<p>Maîtrise des risques fournisseurs en matière de sécurité des aliments</p> <p>Le Groupe a développé des procédures d'audit chez les fournisseurs stratégiques de matières premières et de MICAE (Matériaux Incorporables, Consommables, Additifs et Emballages). Ces audits sont effectués par des binômes achats / qualité sur la base d'une grille comportant des exigences propres au Groupe. Le résultat de ces audits fait l'objet d'un suivi dans le temps.</p>	<p>Les évaluations annuelles de ces fournisseurs réalisées par les filiales ont permis de confirmer la conformité du niveau livré, avec la mise en place, le cas échéant, d'actions correctives permettant de poursuivre la collaboration. Certains fournisseurs font également l'objet d'audits terrain réalisés par un binôme Qualité/achats, et font l'objet d'un suivi.</p>

3.6.1.3. L'environnement

Les principaux risques d'atteinte à l'environnement identifiés pouvant impacter les écosystèmes du Groupe sont présentés ci-dessous :

- Pollution des eaux, air et sols

Risques de rejets de produits dans l'environnement en cas de déversement accidentel et d'effluents organiques hors normes dans le milieu naturel (en particulier dans le réseau hydrographique autour des sites).

La survenance de ces risques peut être d'origine interne (dysfonctionnement sur les installations, incendie, erreur humaine,...) ou externe (phénomène climatique en particulier).

Actions déployées	Résultats
<p>GROUPE</p> <p>Pour limiter les causes internes et techniques, le Groupe conduit une politique de maintenance, de rénovation et d'adaptation des installations de production et de traitement des effluents qui prend en compte :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● les volumes de production envisagés; ● l'ancienneté des installations et les audits conduits sur leur état; ● la mesure de la DCO (Demande Chimique en Oxygène) : <ul style="list-style-type: none"> – sur les effluents bruts en entrée du système de traitement. Son recoupement avec le volume de production du site permet d'identifier un éventuel incident sur les installations (pic de la DCO), ou une dégradation de leur état (lente progression de la DCO); – sur les effluents après traitement et avant rejet dans le milieu naturel lorsque le Groupe est responsable du processus d'épuration. Cette DCO est réglementée. En cas d'analyse non conforme, des actions correctives sont mises en œuvre sans délai. <p>Pour limiter les causes internes humaines, les filiales ont la responsabilité de mettre en place des plans de formation adaptés aux fonctions et responsabilités tenues.</p>	<p>Au-delà des mesures organisationnelles, le Groupe procède à des investissements importants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● sur les stations d'épuration (STEP) ; ● sur les systèmes de prévention et de protection anti-incendie.
<p>Le Groupe prend en compte les pollutions sonores, olfactives et aériennes (particules dans l'atmosphère), d'un niveau globalement réduit.</p>	<p>Ces pollutions font l'objet d'un traitement au cas pas cas.</p>

- Utilisation des ressources naturelles, atteinte à la biodiversité et au bien-être animal

Risque d'utilisation excessive de l'eau

Actions déployées	Résultats
<p>GROUPE</p> <p>Le Groupe met en place des pratiques responsables pour minimiser son impact sur la ressource en eau et réduire ainsi le risque de stress hydrique.</p> <p>L'eau joue en effet un rôle important dans les procédés du Groupe, notamment pour assurer un haut niveau d'hygiène et de sécurité des produits. Elle peut aussi être utilisée comme auxiliaire technologique lors des fabrications, comme fluide caloporteur ou frigoporteur. Elle alimente également les installations de prévention et de lutte contre les incendies.</p> <p>Face au changement climatique, il est probable que certaines situations de stress hydrique s'accroissent. Une attention particulière est portée sur ces phénomènes afin d'identifier et de prévenir tout risque, et de renforcer, si besoin, les moyens d'action pour limiter autant que possible les prélèvements dans le milieu naturel.</p> <p>Le Groupe a mis en œuvre des mesures visant à réduire ces prélèvements d'eau :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● optimisation, rénovation voire renouvellement complet des équipements de nettoyage existants ; ● formation et sensibilisation aux bonnes pratiques du personnel en charge du nettoyage manuel ; ● récupération, par évaporation ou osmose inverse, d'une partie de l'eau contenue dans le lait ou le sérum. Cette eau est utilisée comme fluide caloporteur ou, après traitement, pour le nettoyage externe des installations. <p>Le Groupe poursuit également avec l'interprofession laitière et fromagère française la réflexion visant à définir des pratiques et des technologies plus efficaces en matière d'utilisation de l'eau ; tout projet de rénovation ou de renouvellement des infrastructures de production du Groupe intègre cet enjeu.</p> <p>Les travaux menés par les équipes sur le potentiel de réutilisation des eaux issues du lait et des produits laitiers se sont poursuivis et devraient connaître une ouverture réglementaire dès 2024.</p>	<p>Des guides des bonnes pratiques ont été rédigés à l'attention des sites industriels. Ce sont des référentiels internes thématiques qui permettent aux sites de production d'optimiser les procédés et de rendre les installations plus sûres et plus performantes.</p> <p>Chaque filiale est tenue de respecter la réglementation de son pays d'implantation en la matière.</p> <p>Le guide RSE/volet Industriel, guide Energies/eau, guide Prévention des dommages et enfin guide NEP (installation permanente de nettoyage) sont mis en œuvre dans tous les sites industriels.</p>

Actions déployées	Résultats
<p>De nombreuses actions sont mises en œuvre pour réduire l'impact des activités du Groupe sur la ressource en eau.</p> <p>Par exemple, sur un site de CF&R, de nouveaux tunnels de lavage des moules et des réhausses ont été mis en place.</p> <p>Dans l'usine de Sofivo à Pontmain, un plan de réduction des prélèvements d'eau est mis en place depuis 3 ans. De nombreuses actions de sobriété sont mises en place telles que l'optimisation des lavages, le suivi des consommations à la journée via l'utilisation d'un logiciel ou bien encore le passage de certains utilitaires en eau recyclée au lieu de l'eau potable. L'optimisation du procédé d'osmose inverse grâce à la réutilisation des eaux issues du process industriel a permis une diminution importante de la consommation d'eau de ville.</p> <p>Sur le site des Fromageries Lescure, l'eau générée par le process industriel est réutilisée en totalité pour le lavage des installations de nettoyage en place et des circuits d'osmose inverse.</p> <p>Des actions d'optimisation, sont réalisées sur plusieurs sites afin de diminuer les rejets en amont, y compris à l'international : au Brésil, sur le site d'Angatuba, un projet a été lancé afin d'améliorer les performances de la lagune de traitement des effluents. Un filtre naturel composé de pierres, de sable et de plantes va être installé afin de filtrer les effluents avant leur entrée dans la lagune.</p> <p>Plusieurs réunions du groupe de travail composé à la fois d'experts internes en central mais également d'opérationnels, consacré à la maîtrise de nos consommations d'eau ont eu lieu et ont traité de la réduction des consommations et des possibilités de réutilisation de l'eau de vache (récupérée du lait) afin de préserver les ressources.</p>	<p>Ce nouveau process, plus économe en eau a permis en 2023, de réduire de 30 % les quantités de produits lessiviels utilisées mais également d'économiser l'équivalent d'un mois de consommation d'eau du site.</p> <p>En 2023, la mise en œuvre de ces différentes mesures a permis de réduire de 11 % la consommation d'eau du site.</p> <p>10% d'eau ont été économisées dans cette installation.</p> <p>En % d'évolution versus 2015, le Groupe a réduit de 7 % ses prélèvements d'eau en 2022, en m³/tonne fabriquée.</p> <p>Cf. DPEF SAVENCIA Holding - chapitre "L'empreinte environnementale" pour d'autres actions et résultats.</p>

Risque d'atteinte à la biodiversité et au bien-être animal

La préservation de la biodiversité et des animaux est une nécessité pour le développement d'un modèle agricole durable. Dans le cadre de sa démarche de responsabilité sociétale d'entreprise et du développement de filières agricoles durables, le Groupe s'attache à préserver les écosystèmes et à favoriser le développement de la biodiversité.

Actions déployées	Résultats
<p>LAIT</p> <p>La biodiversité est un des enjeux d'amélioration identifiés dans notre démarche de Production Laitière Durable, proposé à l'ensemble de nos fournisseurs de lait. Une fois le diagnostic réalisé, des solutions sont proposées aux producteurs pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • préserver la fertilité des sols ; • sauvegarder le milieu naturel ; • adopter des pratiques favorables sur les cultures. <p>Le respect de la Charte des Bonnes Pratiques d'Élevage est exigé contractuellement pour tous les fournisseurs de lait de vache français pour garantir la qualité des conditions de production et d'élevage.</p> <p>Cette exigence est progressivement étendue à l'ensemble de la collecte laitière dans le monde.</p> <p>Cette charte a été mise à jour en 2022 pour devenir l'outil de déploiement en élevage de la démarche de responsabilité sociétale de la filière France Terre de Lait. Cette version intègre désormais l'évaluation du bien-être animal des troupeaux laitiers via un diagnostic suivi d'un plan de progrès individuel défini avec le producteur.</p> <p>La filiale Savencia Ressources Laitières (SRL) a adhéré au mouvement "Pour une Agriculture du Vivant" qui engage les acteurs de l'écosystème agricole et alimentaire, dans la transformation vers un modèle résilient et créateur de valeur grâce à l'agroécologie. A travers cette adhésion, SRL s'appuiera sur l'expertise scientifique et agronomique afin de déployer opérationnellement les pratiques agroécologiques sur plusieurs territoires pilotes, notamment grâce à l'Indice de Régénération.</p>	<p>Fin 2023, 25,6 % (versus 23,8 % en 2022) de nos volumes mondiaux proviennent d'exploitations ayant réalisé le diagnostic Production Laitière Durable.</p> <p>En 2023, 81,3 % (versus 86,8 % en 2022) des volumes de lait mondiaux répondent à cette charte ou à des standards reconnus comme équivalents par pays ou par filière. L'évolution de cet indicateur est lié à l'intégration dans le périmètre en 2023 d'une société en Argentine. Les équipes locales en charge des approvisionnements laitiers poursuivront en 2024 les actions initiées en 2023 pour déployer les engagements du Groupe sur cette nouvelle zone de collecte.</p> <p>Cf. DPEF SAVENCIA Holding - chapitre "Des filières agricoles durables".</p>
<p>SAVENCIA Fromage & Dairy a défini en 2022 une Charte pour le Bien-être Animal en faveur des bovins, ovins et caprins, à l'échelle mondiale autour de 4 enjeux majeurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une alimentation de qualité, durable et locale; • un accès à l'extérieur garanti; • un logement confortable; • une meilleure prise en compte de la santé. 	<p>En 2023, 69 % (versus 61,5 % en 2022) des collaborateurs Approvisionnement Laitiers des sites de SAVENCIA ont été formés sur le bien-être animal. Ils seront ensuite amenés à réaliser, au niveau mondial, les audits des élevages à partir de référentiels reconnus et à définir conjointement des plans d'action avec les éleveurs. Des audits ont été initiés dès cette année et continueront à être déployés progressivement sur les trois prochaines années.</p> <p>Des audits sur le bien-être animal de 1394 élevages ont été menés en 2023, et continueront d'être déployés jusqu'en 2025.</p>

Actions déployées	Résultats
<p>VIANDE</p> <p>Pour chaque pot acheté “Les rillettes engagées” de Bordeaux Chesnel, 8 centimes d’euros sont reversés à un fonds de soutien qui aide à financer les projets visant à améliorer le bien-être animal ou réduire l’impact environnemental des éleveurs engagés dans la démarche « Nos Valeurs Partagées ».</p> <p>La démarche Nos valeurs partagées a également été déployée depuis 2021 sur la filière poulet. Elle vise notamment à progresser sur les pratiques d’élevage en améliorant le bien-être animal et assure la mise en place d’un plan de progrès environnemental qui s’appuie sur plusieurs leviers: intégration paysagère des bâtiments, production d’énergie à la ferme par : panneaux solaires, méthanisation des déchets ..., production d’engrais naturels via l’élevage, pour nourrir les cultures.</p>	<p>Cf. DPEF SAVENCIA Holding - chapitre “Des filières agricoles durables”.</p>
<p>POISSON</p> <p>Les bâtonnets de surimi sont exclusivement issus d’une pêche durable dans la zone Pacifique Nord.</p> <p>Ces approvisionnements sont contrôlés par un organisme indépendant, garantissant le recours à des pratiques de pêche respectueuses des fonds marins, de l’environnement, des ressources en poisson et des stocks des espèces.</p>	<p>En 2023, 100 % des poissons de la gamme de surimi Coraya sont issus d’une pêche durable, contrôlée par un organisme indépendant, allant ainsi au-delà de l’engagement pris pour 2025.</p> <p>Cf. DPEF SAVENCIA Holding - chapitre “Des filières agricoles durables”.</p>

Actions déployées	Résultats
<p>CACAO</p> <p>Valrhona, à travers son plan Live Long cacao, affirme son engagement à créer une filière cacao juste et durable.</p> <p>Ainsi, depuis de longues années, Valrhona développe et met en place de nombreux projets pour permettre à ses filières cacao de devenir plus pérennes et résilientes .</p> <p>Ces engagements ont été confirmés par l'obtention pour la seconde fois du label B Corp.</p> <p>Sur les zones de sourcing de la filiale(Belize, Brésil, Madagascar, Pérou, São Tomé, Ghana et Côte d'Ivoire), Valrhona s'appuie sur Nitidae, une ONG spécialisée dans la gestion de projets qui associent la préservation de l'environnement et le renforcement des économies locales, pour mieux cibler les actions terrain ayant un impact sur la réduction des émissions carbone.</p> <p>La certification B Corp® de la filiale en Equateur República del Cacao permet de traduire ses engagements au travers des critères d'évaluation de la gouvernance d'entreprise, des actions pour les travailleurs, les clients, les communautés et l'environnement.</p> <p>Les filiales Révillon, Weiss et Valrhona sont investies depuis 2015 dans le programme Cacao Forest pour la promotion des modèles agroforestiers durables pour les pays producteurs de cacao.</p> <p>Enfin, la filiale suisse Villars poursuit son engagement au sein de la plateforme suisse du cacao durable qui vise à ce que d'ici 2025, au moins 80% de ses approvisionnements en cacao soient issus de filières durables. Les autres matières premières principales constituant le chocolat suisse, que sont le lait et le sucre, sont sourcées localement en Suisse.</p>	<p>100 % du cacao de Valrhona provient d'un contrat de partenariat longue durée avec des coopératives ou des plantations.</p> <p>En 2023, 86 % des fèves de cacao sourcées par Valrhona sont tracées depuis le producteur.</p> <p>Un plan de cartographie a été défini afin d'identifier les zones protégées et de déforestation. Les parcelles de cacao sont cartographiées afin de s'assurer qu'elles ne sont pas dans des aires protégées.</p> <p>Une visite d'audit de chacun des fournisseurs est organisée au minimum une fois par an.</p> <p>Un centre de formation a été financé à Daloa pour améliorer l'accès aux formations au plus près des producteurs et acteurs des communautés. 1942 cacaoculteurs ont suivi une formation autour de la protection des forêts et la restauration des écosystèmes existants.</p> <p>La part de matières premières issues du cacao (fèves, masse de cacao et beurre de cacao) certifié UTZ (Rain Forest alliance) est en forte augmentation puisqu'elle atteint 98 % en 2023 (versus 75,3 % en 2022).</p> <p>La traçabilité jusqu'à la plantation ou la coopérative s'est également fortement développée pour atteindre en 2023 100 % des approvisionnements en fèves de cacao.</p> <p>Cf. DPEF SAVENCIA Holding - chapitre "Des filières agricoles durables".</p>

Actions déployées	Résultats
<p>OVOPRODUITS</p> <p>Depuis 2021, Coraya n'utilise pas d'œufs issus de poules élevées en cage, conformément à ses engagements pour lesquels la marque s'était vu décerner en 2020 par Compassion In World Farming (CIWF) le prix de « l'Œuf d'Or ».</p> <p>La filiale Elvir a pris les engagements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Pour les poudres (blanc ou jaune), la qualification d'un fournisseur est engagée pour s'approvisionner en produits issus de poules plein air. Le fournisseur s'est engagé à nous fournir avec dans le pire des cas la fourniture d'œufs de poules élevées au sol en cas d'indisponibilité totale du produit souhaité. ● Pour les jaunes liquides : il est décidé de s'approvisionner en œufs de poules de plein air pour les produits à marque dès 2024. Pour les produits de marques de distributeurs, la filiale incite les clients distributeurs à suivre la démarche pour une effectivité d'ici fin 2025. <p>La démarche du Groupe étant internationale, une filiale coréenne s'approvisionne avec des œufs certifiés « Animal welfare », certification gérée par le ministère de l'agriculture coréen.</p>	

- Contribution au changement climatique

Risque d'impact sur le dérèglement climatique

Conscient des enjeux mondiaux relatifs aux émissions de gaz à effet de serre, de la nécessité de lutter contre le changement climatique et ses conséquences pour la Société, le Groupe veille à réduire l'empreinte environnementale de ses activités afin de limiter le risque d'impact sur le changement climatique et de s'adapter à ses conséquences.

Actions déployées	Résultats
<p>Les différents programmes engagés se poursuivent dans le cadre du Plan Oxygen.</p> <p>En 2023, le Science Based Target Initiative a validé la trajectoire de décarbonation "well below 2°" de SAVENCIA Fromage & Dairy qui s'engage à réduire d'ici 2030 par rapport à 2019 ses émissions de gaz à effet de serre de :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● 27,5% en valeur absolue sur les Scopes 1&2, ● 22,5% par tonne de produits fabriqués sur le Scope 3 (engagement pris sur un périmètre correspondant à 96% du scope 3). <p>Cet engagement confirme la volonté de SAVENCIA Fromage & Dairy de lutter activement contre le changement climatique et s'inscrit dans la continuité des actions de réduction d'émissions de gaz à effet de serre déjà entreprises depuis plusieurs années.</p> <p>Au sein de la Direction des Opérations, une équipe dédiée a pour mission d'assurer la mise en œuvre et le suivi de ce plan de décarbonation avec deux principaux leviers :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● des actions de sobriété avec la mise en place de plans de mesure et de gestion numérique de nos énergies ou bien encore le remplacement de machines à laver obsolètes et énergivores, ● des actions de conversion nécessitant des programmes d'investissements importants afin de convertir les énergies fossiles vers des énergies décarbonée, compétitives et résilientes. Des études sont ainsi réalisées sur l'installation de pompes à chaleur, les technologies émergentes et le déploiement de solutions innovantes. <p>Des plans d'actions sont d'ores et déjà déployés, notamment sur l'amont laitier, principal poste d'émissions pour SAVENCIA Fromage & Dairy.</p> <p>Sur le périmètre Gourmet, le groupe de travail mis en place afin de construire et de structurer la démarche de décarbonation a poursuivi ses travaux.</p>	<p>Plusieurs chantiers de modernisation ont été lancés. Ils concernent des installations de production de froid, des dispositifs de récupération d'énergies ou bien encore des pompes à chaleur afin de récupérer la chaleur produite par les équipements froids afin de réduire les consommations d'énergie : ils sont détaillés dans la DPEF "L'empreinte environnementale" chap 1.2.</p> <p>En % d'évolution versus 2015, le Groupe a réduit de 17,3 % ses émissions de GES Scopes 1 & 2, en tonnes équiv. CO₂/tonne fabriquée.* Les valeurs 2021 et 2022 du site de Pontmain (Sofivo) ont été corrigées a posteriori afin de mettre à jour les facteurs d'émission. Les valeurs présentées ont donc été retraitées .</p> <p>Les émissions directes (scope 1) comprennent les émissions liées à la combustion des énergies fossiles utilisées, aux procédés hors énergie (dues aux traitements des eaux usées) et aux fuites de fluides frigorigènes. Les émissions indirectes (scope 2) incluent les émissions liées à la production d'électricité, de vapeur, de chaleur, ou de froid achetée et consommée par les sites, ainsi que les pertes en ligne.</p> <p>Le calcul des émissions 2022 du scope 3 (autres émissions indirectes) de SAVENCIA Fromage & Dairy a été réalisé selon la méthodologie du GHG Protocol. Les travaux se poursuivent par ailleurs afin de renforcer la qualité de l'évaluation du scope 3 dans une logique d'amélioration continue.</p> <p>Cf. DPEF SAVENCIA Holding - chapitre "L'empreinte environnementale" pour consulter le Bilan carbone de SAVENCIA Fromage & Dairy.</p>

Actions déployées	Résultats
<p>En 2023, le Groupe a également continué à étudier une utilisation d'énergies renouvelables en fonction des possibilités locales ou nationales: le déploiement de l'électricité avec garantie d'origine a été orienté en priorité dans les pays où l'électricité du réseau est le plus carbonée. En Chine et en Inde, 100 % de l'électricité est avec garantie d'origine.</p> <p>Transport</p> <p>SAVENCIA est engagé dans un processus de décarbonation de ses activités de transport et de déplacements. Plusieurs actions ont été mises en œuvre en 2023 pour réduire son empreinte.</p> <p>En particulier, l'ensemble de la flotte de camions détenue en propre par notre plateforme logistique les Messageries Laitières, roule exclusivement à l'Oleo 100, huile 100 % végétale, 100 % biodégradable et <i>made in France</i>.</p> <p>En 2023, la filiale SAVENCIA Ressources Laitières a obtenu le "Label CO₂, les transporteurs s'engagent », traduisant l'engagement pris depuis plusieurs années dans cette démarche certifiée par l'Ademe.</p> <p>Le flotte de transport inter-usines Normandie Bretagne Transports est également labellisée "Objectif CO₂ les transporteurs s'engagent", démontrant un niveau de performance énergétique et environnementale élevé.</p> <p>Des carburants alternatifs sont déployés sur notre flotte, notamment avec des camions alimentés en biocarburants comme le XTL, le B 100 et le BioGNV.</p>	<p>Les résultats sont détaillés dans la DPEF SAVENCIA Holding - chapitre "L'empreinte environnementale".</p> <p>Les émissions de CO₂ de la flotte détenue en propre ont augmenté en 2023 avec 1235 tonnes équiv. CO₂ : cette légère augmentation s'explique par l'agrandissement de la flotte des Messageries laitières.</p> <p>La réduction de l'empreinte carbone de la collecte laitière (volume de laits collectés, en tonnes équiv. CO₂ cumulées versus 2010, en France) est de - 341 345, dépassant l'objectif 2025 fixé à - 300 000 tonnes équiv. CO₂ cumulés.</p> <p>Ces trois carburants ont été déployés en 2023 sur l'ensemble des camions de collecte, ce qui a permis une réduction de l'empreinte carbone d'environ 3 800T.</p> <p>Les prestataires et coopératives partenaires sont invités à utiliser des carburants alternatifs, en leur faisant bénéficier d'une expertise technique sur le sujet, ainsi que de tarifs attractifs obtenus lors d'un appel d'offre auprès des fournisseurs d'énergie.</p>
<p>Des actions auprès des collaborateurs sont également réalisées sur les sites du Groupe, avec notamment la Semaine de la Mobilité qui a eu lieu en 2023 pour la cinquième année consécutive afin d'inciter le plus grand nombre de personnes à privilégier les déplacements doux et alternatifs à la voiture particulière. Plusieurs actions ont été proposées aux collaborateurs des sites engagés dans le challenge : prêts de vélos de différents types, défis pour encourager l'utilisation de transports durables, promotion du co-voiturage, atelier de réparation de vélos, etc.</p>	<p>Cette mobilisation en 2023 a permis d'économiser plus de 122 833 km en voiture individuelle.</p>

Actions déployées	Résultats
<p>LAIT</p> <p>Le Groupe s'engage à améliorer significativement l'empreinte carbone avec les producteurs partenaires en activant la globalité des leviers de production laitière durable : efficacité du troupeau, alimentation, traitement des effluents d'élevage, séquestration du carbone</p> <p>Le Groupe avait procédé en 2021 au calcul des émissions liées à l'amont laitier produit sur nos zones de collecte en France et à l'international. Les émissions de lait lié à l'amont laitier représentaient une part significative de l'empreinte carbone du « scope 3 » du Groupe, caractéristique commune à l'ensemble du secteur agroalimentaire.</p> <p>Les dernières années ont représenté une accélération dans le déploiement des actions au sein des exploitations laitières, par la définition de plans d'actions pertinents, et l'accompagnement technique et financier de la transition et des innovations.</p> <p>SAVENCIA Fromage & Dairy a mis en place une feuille de route de décarbonation qui s'articule autour de 3 volets s'inscrivant dans un parcours de 5 ans chez les producteurs partenaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Accélérer le déploiement des mesures de l'empreinte carbone des exploitations, en s'appuyant notamment en France sur l'outil de diagnostic de la filière laitière, CAP2'ER ; ● Définir avec les producteurs des plans d'actions ambitieux ; ● Accompagner la transition et l'innovation au sein des exploitations agricoles par des moyens techniques et financiers. <p>L'amélioration du bien-être animal, par l'alimentation ou bien encore les conditions de vie, a un impact favorable sur la réduction de l'empreinte environnemental de l'amont laitier.</p> <p>Le programme Terroirs de Lait France vise ainsi à sécuriser un lait durable autour des laiteries et à améliorer l'empreinte environnementale en s'appuyant sur la démarche de Production Laitière Durable.</p> <p>Depuis plus d'un an, SAVENCIA Fromage & Dairy a mis en place un programme multipartenarial pour tester des solutions qui permettraient de réduire les émissions de méthane des vaches. Une vingtaine d'exploitations volontaires sont impliquées sur nos zones de collecte en France et en Pologne. En France, ce test s'inscrit plus largement dans un programme d'accompagnement technique collectif autour du levier "alimentation" qui vise à réduire les émissions de méthane entériques des vaches.</p>	<p>Le Groupe a dépassé en 2023 l'objectif fixé avec une réduction de 341 345 Teq CO₂ en 2022 versus l'objectif de -300 000 Teq CO₂ à horizon 2025.</p> <p>Fin 2023, 25,6% de nos volumes mondiaux proviennent d'exploitations ayant réalisé le diagnostic Production Laitière Durable (versus 23,8% en 2022).</p>

Actions déployées	Résultats
<p>EMBALLAGES</p> <p>Le Groupe souhaite réduire le risque de surproduction de déchets.</p> <p>Le déploiement de la Charte de Conception Responsable, élaborée en 2019, s'est poursuivi en 2023.</p> <p>Cette Charte précise les guidelines et les orientations à suivre, notamment en matière d'écoconception des emballages. L'ambition du Groupe est de concevoir des emballages disposant des fonctionnalités incontournables tout en ayant un impact environnemental réduit.</p> <p>GESTION DES DÉCHETS</p> <p>Les activités de transformation génèrent des déchets courants inhérents aux procédés de fabrication et de conditionnement. Il s'agit majoritairement de Déchets industriels non dangereux (DIND), et la plupart d'entre eux, comme le carton, le papier, le verre, l'acier ou l'aluminium, sont retraités dans des filières de revalorisation ou de recyclage. Les Déchets industriels dangereux (DID) sont peu présents. Ils proviennent des activités de maintenance (huiles usagées, déchets d'équipements électriques et électroniques) et font l'objet d'un tri à la source en vue d'un recyclage par des prestataires spécialisés.</p> <p>Afin de lutter contre le gaspillage des ressources naturelles et de réduire les coûts liés au traitement de ces déchets, le Groupe renforce le tri et la valorisation des déchets industriels en contribuant à des solutions circulaires, dans le but de limiter les risques de pollution.</p>	<p>En 2023, le taux d'emballages recyclables ou biodégradables est de 85,8%.</p> <p>Cf. DPEF SAVENCIA Holding - chapitre "L'empreinte environnementale" pour le détail des actions mises en œuvre.</p> <p>En 2023, 72,7 % des déchets courants de nos sites de production sont évacués en vue de valorisation (matière, biologique ou énergétique).</p> <p>Les opérations d'optimisation du tri et du stockage sur les sites se poursuivent, en collaboration avec des prestataires nationaux, afin d'identifier de meilleurs débouchés dans les filières de revalorisation et de recyclage.</p> <p>Cf. DPEF "L'empreinte environnementale" chap.4 pour le détail des actions mises en œuvre.</p>

Actions déployées	Résultats
<p>DÉFORESTATION</p> <p>Soja</p> <p>SAVENCIA s'engage à favoriser les actions collectives menées contre la déforestation liée à la production de soja en Amérique du Sud.</p> <p>SAVENCIA soutient la Stratégie Nationale de lutte contre la Déforestation Importée (SNDI) dont l'objectif est de mettre fin d'ici 2030 à la déforestation causée par les importations françaises de produits forestiers ou agricoles non durables.</p> <p>Le Groupe est également actif au sein de groupes de travail nationaux et internationaux autour de la question du soja durable : CNIEL, Duralim, SAI Platform et DSF.</p> <p>Dans le cadre de l'approvisionnement laitier, la démarche Production Laitière Durable déployée auprès des fournisseurs de lait permet, entre autres, de travailler sur l'autonomie protéique et la maximisation de la valeur en protéine des fourrages cultivés sur l'exploitation laitière. Cette approche vise à limiter les achats de sources protéiques extérieures tels que le soja potentiellement importé.</p> <p>Le Manifeste des fabricants d'aliments « Zéro Déforestation Importée » est communiqué aux fournisseurs de lait ainsi que de la liste des fabricants d'aliments signataires.</p> <p>Les démarches de lait différencié engagées par SAVENCIA permettent également de limiter le recours au soja déforestant dans l'alimentation animale.</p> <p>Focus Plan d'actions Soja, Palme et Cacao</p> <p>Un groupe de travail a été créé fin 2023 pour traiter le risque de déforestation potentiellement lié aux matières premières Soja, Palme et dérivés, ainsi que le cacao. Le plan d'actions en cours de définition tient compte des risques d'atteintes environnementales, mais également sur les droits humains de ces matières, et veille à s'aligner sur les exigences du Règlement européen contre la déforestation importée et la dégradation des forêts (RDUE) entré en vigueur en juin 2023.</p>	<p>Fin 2023, 25,6% de nos volumes mondiaux proviennent d'exploitations ayant réalisé le diagnostic Production Laitière Durable (versus 23,8% en 2022).</p>

3.6.1.4. Les communautés locales

En 2022, SAVENCIA a étendu le champ de son analyse aux communautés locales, c'est-à-dire aux personnes dont les conditions de vie pourraient être affectées par les activités du Groupe.

Les risques précédemment identifiés sur les droits humains et l'environnement s'appliquent ainsi également aux communautés locales. Les risques les plus significatifs concernent les conditions de vie et de logement des producteurs de matières premières agricoles, dans les zones du monde à risque.

Les engagements du Groupe

Le Groupe SAVENCIA demande à ses fournisseurs à travers la Charte achats responsables de s'engager à prendre en compte les interactions avec les communautés locales, à respecter les droits de propriété et à veiller à ce que leurs activités n'engendrent pas d'atteinte aux populations.

Des travaux sont menés pour poursuivre l'analyse des risques d'atteinte pour les communautés et consolider les mesures de prévention et d'atténuation correspondantes.

Actions et suivi des résultats

LAIT

Dans le cadre du plan Oxygen, la Charte des bonnes pratiques d'élevage et le Diagnostic Production Laitière Durable intègrent des indicateurs qui mesurent les impacts de l'activité laitière sur les communautés locales (Gestion durable des ressources en eau, biodiversité, protection de l'environnement...) et caractérisent ainsi les actions de progrès et de remédiation. Le Groupe contribue ainsi à la création de valeur et au dynamisme des zones de collecte et de transformation en maintenant notamment des activités et des emplois dans des zones rurales en perte d'attractivité.

CACAO

Le Groupe, à travers ses partenariats, s'engage à soutenir les communautés de producteurs.

Le programme Live Long cacao mis en œuvre par Valrhona depuis 2015, soutient le développement des organisations de producteurs et participe à l'amélioration des conditions de vie des communautés.

Par ailleurs, les partenariats à long terme fixent un cadre de collaboration transversale contribuant à la préservation des communautés.

En 2023, Valrhona a maintenu son objectif de 100 % de ses achats de fèves de cacao issus de partenariats à long terme, contribuant à l'atteinte des objectifs de préservation des communautés.

Cette implication se traduit par la mise en place de projets, notamment en faveur de l'éducation ou de l'accès à l'eau potable par les communautés locales (Cf. DPEF SAVENCIA Holding - chapitre "Des filières agricoles durables").

L'un des 3 piliers du Programme Rev'Cacao mis en œuvre par les filiales Révillon, la Maison du Chocolat et De Neuville concerne l'amélioration des conditions de vie des producteurs en offrant des services et des financements pour aider les agriculteurs à se diversifier, à se professionnaliser et à

trouver des sources de revenus complémentaires. Des investissements sont également réalisés dans des programmes qui aident à sécuriser l'accès à l'eau potable, notamment avec les communautés pour fournir des forages dans les villages et des filtres à eau aux écoles et aux ménages dans les régions reculées. Enfin, la condition des femmes et leur émancipation économique sont aussi valorisées en offrant des programmes de formation adaptés aux besoins, de l'alphabétisation à la gestion financière.

3.6.2. Achats responsables

Engagements du Groupe

Le Groupe a marqué ses engagements dans le domaine des achats en signant dès le 10 janvier 2012 la "Charte relation fournisseurs responsables", initiative collective pour le progrès dans les relations avec les fournisseurs.

Par ailleurs, un « Code de conduite des acheteurs du Groupe SAVENCIA » est observé pour assurer le respect de la démarche d'achats responsables et durables, selon les principes d'intégrité et d'éthique, et ce, en définissant des plans de progrès et de performance durable et solidaire.

Il est enfin à noter qu'en 2023, trois filiales du Groupe ont été récompensées par EcoVadis pour leurs performances RSE : Armor Protéines, Corman GmbH et Valrhona ont reçu la médaille d'Or.

Méthodologie de cartographie des risques Fournisseurs

Le Groupe SAVENCIA considère que les risques présentés précédemment sont applicables à nos fournisseurs. Ces risques sont traités dans la démarche d'achats responsables.

En effet, afin de piloter ces achats dans le respect des obligations relatives à la lutte contre le travail dissimulé, à la transparence et à la prévention de la corruption et des atteintes aux droits humains et environnementaux, la Direction des achats du Groupe pilote une vigilance globale sur ses fournisseurs visant à établir une cartographie des risques qui tient compte :

- du niveau de risque "Pays", notamment par l'Indice de perception de la corruption (IPC) de Transparency International;
- du niveau de risque "Catégorie d'achat" élaboré en interne à partir de critères opérationnels et RSE.

Sélection de fournisseurs durables et responsables

Le Groupe sélectionne ses fournisseurs sur des critères de qualité, de sécurité, de service, de compétitivité et sur leur capacité d'accompagnement durable. Il privilégie les collaborations durables et inscrit ses relations avec les fournisseurs dans une dynamique de progrès partagé. Ainsi, depuis 2010, SAVENCIA demande aux fournisseurs de s'associer à sa culture et à ses valeurs en signant la "Charte achats responsables", établie en cohérence avec la Charte éthique du Groupe.

Evaluation RSE des fournisseurs du Groupe

L'évaluation de la situation des fournisseurs vis-à-vis de la cartographie des risques repose sur :

- Des évaluations RSE via EcoVadis permettant d'évaluer les politiques et actions des fournisseurs.
- Une surveillance des fournisseurs à risque avec une fréquence plus élevée d'évaluation.

Au 31 décembre 2023, plus de 1345 Chartes Achats Responsables ont été signées, couvrant 75,2 % des dépenses du Groupe pilotées par la Direction Achats et réalisées avec les fournisseurs majeurs (dont la dépense annuelle avec le Groupe est supérieure à 1 million d'euros)* hors matières premières agricoles.

L'évaluation des risques RSE via EcoVadis, a été réalisée pour 918 fournisseurs. Les évaluations EcoVadis couvrent 80,8 % des dépenses du Groupe pilotées par l'organisation Achats et réalisées avec les fournisseurs majeurs (dont la dépense annuelle avec le Groupe est supérieure à 1 million d'euros)* hors matières premières agricoles.

La note moyenne obtenue est de 56/100 (versus 46/100 en moyenne sur le panel Food & Beverage EcoVadis).

**Hors Japon, Inde, Ukraine, Serbie, Roumanie, Pologne et Russie dont les dépenses d'achats ne peuvent être consolidées automatiquement à date.*

Actions de remédiation ou d'atténuation

Afin de prévenir les atteintes graves dans le cadre du devoir de vigilance, SAVENCIA :

- fait de l'engagement à respecter sa politique d'achats responsables un critère déterminant dans la sélection des fournisseurs et sous-traitants par la signature de la Charte achats responsables.
- demande à ses acheteurs de suivre la mise en œuvre des plans d'actions correctifs, notamment ceux fournis par EcoVadis.

3.7. Compte rendu de mise en oeuvre du plan

Ce chapitre rend compte des résultats de l'année 2023 relatifs à l'application du Plan par les filiales et à l'égard des fournisseurs.

3.7.1 Stratégie et Gouvernance

Le Directeur Gestion des risques et Conformité, qui est régulièrement associé au Comité exécutif (COMEX) de la société SAVENCIA Fromage & Dairy, a poursuivi en 2023 la supervision de la mise en œuvre du plan d'actions concourant au Devoir de vigilance.

Le Comité de Pilotage Conformité a assuré le suivi effectif des mesures mises en œuvre. Une synthèse a été présentée en Comité Éthique et Culture Groupe (CECG) en décembre 2023.

3.7.2 Cartographie des risques Vigilance

La cartographie des risques d'atteintes aux droits humains et à l'environnement a été présentée en COMEX en mai 2023 qui a validé les risques significatifs devant faire l'objet d'actions prioritaires.

Un comité de pilotage Conformité a été organisé en septembre 2023 et a structuré les axes prioritaires à mettre en œuvre au regard des risques significatifs identifiés pour 2024-2025.

La cartographie des risques Vigilance a été également présentée en 2023 au Comité d'audit et des risques de SAVENCIA Fromage & Dairy et en Conseil de surveillance de SAVENCIA Saveurs & Spécialités.

3.7.3 Résultats de l'application du Plan dans le Groupe

• Respect des règles en vigueur par les collaborateurs

Les Règles applicables font partie de la Culture du Groupe à respecter par l'ensemble des Filiales et sont rappelées dans la Charte éthique Le Groupe et sa Culture communiquée à tous les nouveaux collaborateurs et disponible dans la bibliothèque digitale ELIUM.

Le suivi du respect de ces règles par l'ensemble des Filiales est soutenu par le dispositif d'alerte Groupe SARA – SAVENCIA Recueille vos Alertes- dont l'accès est largement communiqué aux collaborateurs du Groupe. Les filiales s'assurent de la connaissance du dispositif d'alerte par leurs collaborateurs (Cf. chapitre 3.8 – Mécanisme d'alerte et de traitement des signalements).

• Suivi de la situation des filiales

Les filiales évaluent le respect des règles applicables dans le Groupe et communiquent ces évaluations dans le cadre des activités de reporting annuel (reporting social, RSE...)

L'efficacité des mesures mises en place est notamment considérée au vu des remontées d'incidents faites au Comité audit et risques qui se réunit deux fois par an.

En 2023, aucun incident grave n'a fait l'objet d'une mesure spécifique.

Par ailleurs, dans le cadre du Plan d'audit interne comme dans celui du Référentiel de Contrôle interne, et des travaux de la Direction Conformité, les points suivants font l'objet de contrôles spécifiques :

- vérification de l'information obligatoire faite aux collaborateurs concernant l'existence de la ligne d'alerte Groupe, et celle relative au Code de conduite Corruption.
- vérification de l'application des politiques et procédures du Groupe sur des sujets ciblés.

En 2023, 85% des collaborateurs du Groupe ont été formés en e-learning sur le Devoir de vigilance dans le cadre de l'assignation obligatoire au Parcours de formation Conformité.

3.7.4 Résultats de l'application du Plan à l'égard des fournisseurs

- **Adoption des Règles en vigueur par les fournisseurs**

Depuis 2010, SAVENCIA demande à ses fournisseurs de s'associer à sa culture et à ses valeurs en signant sa "Charte achats responsables", établie en cohérence avec la Charte éthique du Groupe.

Des actions ont été menées en 2023 pour étendre le déploiement de la signature de la Charte auprès des fournisseurs majeurs du Groupe.

- **Suivi de l'évaluation des fournisseurs**

Ainsi que décrit dans le chapitre 3.6.2 du présent document, le Groupe s'appuie sur des évaluations RSE via EcoVadis permettant d'évaluer les politiques et actions des fournisseurs, et sur une surveillance des fournisseurs à risque avec une fréquence plus élevée d'évaluation.

3.7.5 Actions adaptées d'atténuation des risques et de prévention des atteintes

Les données suivantes reflètent l'efficacité des mesures mises en œuvre par le Groupe en 2023 selon les risques identifiés d'atteinte aux droits humains, à la santé et la sécurité et à l'environnement:

Domaines de risques	Indicateurs (Cf. DPEF Holding)	2022	2023	Avancement
Santé Sécurité	% de filiales sans accident de travail avec arrêt (effectifs inscrits et intérimaires) dans l'année	47,2 %	48,8 %	↗
Droits humains	% de femmes parmi les managers	45,2 %	45,5 %	↗
Droits humains	% de collaborateurs bénéficiant d'instances collectives de représentation du personnel	/	81,8 %	↗
Droits humains	% des collaborateurs concernés, formés sur la notion d'éthique et de fraude	94,0 %	94,0 %	=
Droits humains Santé - sécurité Environnement	Étendre la Charte des Bonnes Pratiques d'Élevage dans le monde (% volume lait collecté)	85,8 %	81,3 %	↘*
Droits humains Santé - sécurité Environnement	Déployer le Diagnostic Production Laitière Durable (% volume lait collecté)	23,8 %	25,6 %	↗
Droits humains Santé - sécurité Environnement	% de nos achats de cacao issus de partenariats à long terme	100,0 %	100,0 %	=
Droits humains Santé - sécurité Environnement	% d'approvisionnements de filière qualité durable régionale pour les rillettes de porc	60,0 %	76,0 %	↗
Droits humains Santé - sécurité Environnement	% des poissons de la gamme surimi Coraya issus d'une pêche durable	100,0 %	100,0 %	=
Droits humains Santé - sécurité Environnement	% de nos approvisionnements issus d'une filière poulet responsable.	73,0 %	59,0 %	↘**

Domaines de risque	Indicateurs (Cf. DPEF Holding)	2022	2023	Avancement
Droits humains Santé - sécurité Environnement	% des dépenses externes du Groupe pilotées par l'organisation Achats et réalisées avec les fournisseurs majeurs par la Charte Achats Responsables	66,8 %	75,2 %	↗
Droits humains Santé - sécurité Environnement	% des dépenses externes du Groupe pilotées par l'organisation Achats et réalisées avec les fournisseurs majeurs par les évaluations EcoVadis	75,7 %	80,8 %	↗
Environnement	% de collaborateurs Approvisionnements Laitiers des sites SAVENCIA formés sur le bien-être animal	61,5 %	69,0 %	↗
Environnement	Réduction des GES Scopes 1 & 2 (tonnes équiv. CO ₂ /tonne fabriquée)	-11,7 %	-17,8 %	↗
Environnement	Réduction de l'empreinte carbone de la collecte laitière (volume de laits collectés, en tonnes équiv. CO ₂ cumulées versus 2010 en France)	-311 000	-341 345	↗
Environnement	Réduction des prélèvements d'eau (en m ³ /tonne fabriquée)	-2,3 %	-7,0 %	↗
Environnement	% de déchets courants évacués en vue de valorisation	68,5 %	72,7 %	↗
Environnement	% d'emballages recyclables ou biodégradables	85,0 %	85,8 %	↗

* La variation de cet indicateur est liée à l'intégration dans le périmètre en 2023 de la société Williner en Argentine.

** Le ralentissement dans le déploiement de la démarche est expliqué par une baisse de capacités chez nos partenaires (consécutives à la dérèglement du marché français induit par la grippe aviaire).

3.7.6 Mécanisme de recueil et de gestion des signalements

En 2023, le groupe a renforcé sa communication interne autour de son dispositif d'alerte et un volet spécifique sur ELIUM a été dédié au dispositif d'alerte désormais nommé SARA - SAVENCIA Recueille vos Alertes. Les collaborateurs peuvent y trouver la procédure relative à l'utilisation du dispositif d'alerte qui a été révisée cette année (Cf. 3.8 Mécanisme de recueil et de gestion des signalements).

3.8. Mécanisme d’alerte et de recueil des signalements

Le Groupe dispose depuis 2018 d’un système d’alerte unique de recueil de signalements permettant à chaque collaborateur dans l’ensemble des filiales, tout comme à chaque partie prenante externe de l’entreprise, de faire un signalement de manière strictement confidentielle.

En 2023, le Groupe a réalisé une campagne de communication vers les collaborateurs du Groupe pour assurer la connaissance du dispositif d’alerte. A cette occasion, le dispositif a été nommé SARA – SAVencia Recueille vos Alertes – pour permettre aux collaborateurs de mieux mémoriser la ligne d’alerte. Des affiches ont été traduites dans toutes les langues du Groupe pour une information large et accessible.

Ce système d’alerte consiste en :

- **un numéro de téléphone : + 33 1 34 58 64 14**
- **une adresse électronique : compliance@savencia.com**
- **et une adresse postale :**
M/Mme le Directeur de la Conformité du Groupe SAVENCIA
42, rue Rieussec
78 223 Viroflay Cedex FRANCE

Un signalement peut porter sur :

- toute atteinte grave envers les droits humains ;
- toute conduite ou situation contraire aux engagements du Groupe en matière de santé et de sécurité ;
- tout manquement par rapport aux valeurs décrites dans la Charte Éthique du Groupe, et dans son code de conduite anti-corruption ;
- toute conduite ou situation contraire aux engagements du Groupe en matière d’environnement.

Grâce à une communication adaptée, les parties prenantes ont connaissance du système d’alerte et sont ainsi en mesure de faire un signalement le cas échéant.

Le principe de l’absence de sanction ou de mesure de rétorsion pour tout lanceur d’alerte qui émet un signalement de bonne foi est garanti par le Groupe et réaffirmé dans sa Charte éthique et son code de conduite anti-corruption.

Tous les signalements sont ainsi traités en conformité avec la loi et dans des conditions correspondant au traitement efficace et adapté de chaque situation.

Annexes

TEXTES ET DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE

Le Groupe SAVENCIA adhère aux principes définis dans :

- La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme;
- Le Pacte Mondial des Nations Unies;
- Les Principes Directeurs de l'OCDE à l'intention des Entreprises Multinationales;
- Les Conventions Fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (OIT);

Le Plan de vigilance fait référence aux engagements pris préalablement par le Groupe dans les documents suivants :

- La charte éthique "Le Groupe et sa Culture";
- La politique RSE Oxygen de SAVENCIA (<https://www.savencia.com/rse/notre-approche-rse>);
- Le code de conduite acheteurs Groupe;
- La charte des achats responsables;
- La charte Sécurité et Santé au travail;
- La procédure d'utilisation du dispositif d'alerte SARA du Groupe SAVENCIA.

Le Groupe SAVENCIA veille également au respect des engagements des documents publics suivants :

- La charte des bonnes pratiques d'élevage (<http://www.charte-elevage.fr/>);
- La charte relations fournisseurs responsables (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/charte-relations-fournisseurs-responsables>).



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 25 AVRIL 2024

1.	Rapport du Conseil d'Administration sur les projets de résolutions	226
2.	Rapport du Conseil d'Administration sur les actions de performance	229
3.	Rapports des commissaires aux comptes	230
4.	Texte des projets de résolutions	235

1. Rapport du Conseil d'Administration sur les projets de résolutions

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons convoqués en Assemblée Générale pour soumettre à votre approbation les projets de résolutions que nous vous présentons ci-après.

Vous entendrez, préalablement à votre vote, la lecture des rapports des commissaires aux comptes, Monsieur Arnaud RINN, représentant le Cabinet KPMG S.A. et Monsieur Emmanuel GADRET, représentant le Cabinet DELOITTE & ASSOCIES, commissaires aux comptes titulaires, sur ces projets de résolutions.

Les rapports des commissaires aux comptes ont été mis à votre disposition au siège social dans les conditions et délais prévus par la loi, afin que vous puissiez en prendre connaissance.

1.1. De la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire

Première à troisième résolutions

Approbation des comptes sociaux et consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2023 résultat de l'exercice et proposition d'affectation

Nous vous demandons d'approuver les comptes sociaux et consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2023 tels qu'ils vous sont présentés. Nous vous proposons d'affecter le bénéfice de l'exercice qui s'élève à 13 957 673,78 euros, ce qui, augmenté du report à nouveau antérieur de 366 097 978,05 euros, constitue un montant disponible de 380 055 651,83 euros, ainsi qu'il suit :

En euros

Aux actionnaires, un dividende de 1,4 euro par action (*)	19 646 102,00
Au poste report à nouveau	360 409 549,83
TOTAL	380 055 651,83

(*) Incluant le montant du dividende correspondant aux actions auto-détenues non versé et affecté au compte report à nouveau.

Le dividende serait payé le 15 mai 2024 directement aux actionnaires qui sont titulaires d'actions inscrites dans un compte nominatif pur ou aux intermédiaires financiers chargés de la gestion des actions au porteur ou inscrites en compte nominatif administré, par l'intermédiaire d'UPTEVIA.

La date de détachement du coupon serait fixée au 13 mai 2024.

Quatrième résolution

Approbation des conventions visées par les articles L. 225-38 et suivants du code de commerce

Nous vous demandons d'approuver les conventions nouvelles présentées dans le rapport spécial des commissaires aux comptes établi en application de l'article L. 225-40 du code de commerce.

Mesdames Anne-Marie CAMBOURIEU, Clare CHATFIELD, Martine LIAUTAUD, Annette MESSEMER, Malika HAIMEUR et Sophie DE ROUX, et Messieurs Alex BONGRAIN, Armand BONGRAIN, Xavier GOVARE, Christian MOUILLON, Ignacio OSBORNE, Robert ROEDER et François WOLFOVSKI, ainsi que la société SAVENCIA Holding.

Nous vous demandons également de ratifier la cooptation de M. Bruno WITVOËT en qualité d'Administrateur et de renouveler son mandat pour une période d'un an.

Cinquième à vingtième résolutions

Composition du Conseil d'Administration

Les mandats de la totalité des 15 Administrateurs composant le Conseil d'Administration arrivent à échéance à l'issue de la prochaine Assemblée Générale Ordinaire. Nous vous proposons de renouveler les mandats de tous les Administrateurs pour une période d'un an soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer en 2025 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024 :

Vingt-et-unième résolution

Renouvellement, sur proposition du FCPE, du mandat d'Administrateur représentant les salariés actionnaires de Monsieur Philippe GORCE

Le Conseil Surveillance du FCPE renouvelle la candidature de Monsieur Philippe GORCE. Nous vous demandons d'approuver le renouvellement de ce mandat.

Vingt-deuxième et vingt-troisième résolutions

Approbation de la politique de rémunération des Administrateurs, du Président du Conseil d'Administration, du Directeur Général et du Directeur Général Délégué (dans l'hypothèse de la désignation d'un Directeur Général Délégué)

Conformément aux dispositions du code de commerce sur le say on pay (L. 22-10-8 du code de commerce) il vous est demandé d'approuver la politique de rémunération des Administrateurs, du Président du Conseil d'Administration, du Directeur Général et du Directeur Général Délégué (dans l'hypothèse où il serait désigné un nouveau) telle que présentée dans le rapport sur le Gouvernement d'entreprise au paragraphe 1.2, à compter de l'exercice 2024.

Vingt-quatrième résolution

Approbation des informations relatives à la rémunération des mandataires sociaux visés au I de l'article L. 22-10-9 du code de commerce

Conformément aux dispositions du code de commerce sur le say on pay (L. 22-10-34 I du code de commerce) il vous est demandé d'approuver les informations visées au I de l'article L. 22-10-9 du code de commerce concernant chaque mandataire social, telles que présentées dans le rapport sur le Gouvernement d'Entreprise aux paragraphes 1.2 et 1.3.

Vingt-cinquième à vingt-sixième résolutions

Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toutes natures versés ou attribués au titre de l'exercice écoulé au Président du Conseil d'Administration et au Directeur Général.

Conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-34 II du code de commerce, il vous est demandé d'approuver les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués au titre de l'exercice écoulé en raison de leur mandat à Messieurs Alex BONGRAIN, Président du Conseil d'Administration et Olivier DELAMÉA, Directeur Général tels que présentés dans le rapport sur le Gouvernement d'Entreprise au paragraphe 1.3.

Vingt-septième résolution

Autorisation donnée au Conseil d'Administration pour le rachat par la Société de ses propres actions dans le cadre du dispositif de l'article L. 22-10-62 du code de commerce, durée de l'autorisation, finalités, modalités, plafond

Nous vous demandons d'approuver la reconduction pour 18 mois de l'autorisation précédemment donnée au Conseil par l'assemblée d'avril 2023 pour que la Société puisse procéder au rachat de ses propres actions, et ce à concurrence de 10 % maximum du capital social de la Société au jour du rachat, compte tenu des rachats effectués au cours des exercices antérieurs.

Ces rachats pourront être effectués pour les objectifs ci-après, conformément à la réglementation en vigueur :

- la couverture de plans d'options d'achat d'actions et/de plans d'actions attribuées gratuitement (ou plans assimilés) au bénéfice des salariés et/ou des mandataires sociaux du Groupe, en ce compris les GIE et sociétés liées ainsi que toutes allocations d'actions au titre d'un plan d'épargne d'entreprise ou de Groupe (ou plan assimilé), au titre de la participation aux résultats de l'entreprise et/ou toutes autres formes d'allocation d'actions à des salariés et/ou des mandataires sociaux du Groupe en ce compris les GIE et sociétés liées ;
- la couverture de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions de la Société dans le cadre de la réglementation en vigueur ;
- l'annulation de tout ou partie de ces actions, conformément à l'autorisation conférée ou à conférer par l'Assemblée Générale Extraordinaire ;
- l'animation du marché secondaire ou la liquidité des titres de la Société, cette animation étant réalisée par un prestataire de services d'investissement agissant dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la pratique admise par la réglementation, étant précisé que dans ce cadre, le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de la limite susvisée correspond au nombre d'actions achetées, déduction faite du nombre d'actions revendues ;
- la conservation de ces actions et leur remise ultérieure en échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de fusion, scission, d'apport ou de croissance externe dans la limite de 5 % du capital.

Vingt-huitième et vingt-neuvième résolution

Nomination de l'organisme en charge de la mission de certification des informations en matière de durabilité

Conformément aux dispositions de l'article L. 232-6-3 du code de commerce, il vous est demandé d'approuver la nomination du cabinet KPMG SA et du cabinet Deloitte & Associés, pour la durée restant à courir de leur mandat de commissaires aux comptes titulaires de la société, en qualité de commissaires aux comptes en charge de la mission de certification des informations en matière de durabilité. En effet, les dispositions relatives aux informations en matière de durabilité étant applicables à compter de l'exercice 2024, la nomination de l'organisme certificateur peut d'ores et déjà intervenir.

1.2. De la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire

Trentième résolution

Délégation de compétence à donner au Conseil d'Administration pour augmenter le capital par incorporation de réserves, bénéfices et/ou primes

Nous vous demandons de renouveler la délégation de compétence conférée au Conseil d'Administration, pour augmenter le capital par incorporation de réserves, bénéfices et/ou primes, dans la limite de 5 000 000 euros.

Cette autorisation, conformément à la loi, sera donnée au Conseil d'Administration pour une durée de 26 mois.

Trente-et-unième résolution

Délégation de compétence à donner au Conseil d'Administration pour émettre des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital (de la société ou d'une société du groupe) et/ou à des titres de créance avec maintien du droit préférentiel de souscription

Nous vous demandons de renouveler la délégation de compétence conférée au Conseil d'Administration pour émettre des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la société ou d'une société du groupe, dans la limite d'un montant nominal de 5 000 000 euros pour les actions à émettre et d'un montant nominal de 200 000 000 euros pour les titres de créances susceptibles d'être émis.

Cette autorisation, conformément à la loi, sera donnée au Conseil d'Administration pour une durée de 26 mois.

Trente-deuxième résolution

Délégation de compétence à donner au Conseil d'Administration pour augmenter le capital par émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression de droit préférentiel de souscription au profit des adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise en application des articles L. 3332-18 et suivants du code du travail

En conséquence de la résolution précédente nous vous demandons de renouveler la délégation de compétence précédemment conférée au Conseil d'Administration pour décider de l'opportunité d'ouvrir éventuellement le capital aux salariés adhérents à un plan d'épargne entreprise ou de groupe établi par la Société ou les entreprises qui lui sont liées dans les conditions de l'article L. 225-180 du code de commerce et de l'article L. 3344-1 du code du travail, dans la limite de 3 % du capital social au jour de l'émission.

Le montant maximum des fonds consacrés à cette opération sera de 196 461 020 euros, le prix maximum d'achat d'actions étant fixé à 140 euros par action.

Cette autorisation, conformément à la loi, sera donnée au Conseil d'Administration pour une durée de 26 mois.

Trente-troisième résolution

Autorisation à donner au Conseil d'Administration en vue d'attribuer gratuitement des actions aux membres du personnel salarié et/ou certains mandataires sociaux

Nous vous demandons d'autoriser le Conseil d'Administration à procéder, en une ou plusieurs fois, conformément aux articles L. 225-197-1, L. 225-197-2, L. 22-10-59 et L. 22-10-60 du code de commerce, à l'attribution d'actions ordinaires de la société, existantes ou à émettre, au profit des membres du personnel salarié de la société ou des sociétés ou groupements d'intérêt économique qui lui sont liés directement ou indirectement au sens de l'article L. 225-197-2 du code de commerce, et/ou des mandataires sociaux qui répondent aux conditions fixées par l'article L. 225-197-1 du code de commerce.

Le nombre total d'actions attribuées gratuitement ne pourra dépasser 3 % du capital. L'attribution des actions aux bénéficiaires sera définitive au terme d'une période d'acquisition dont la durée sera fixée par le Conseil d'Administration, celle-ci ne pouvant être inférieure à un an. Les bénéficiaires devront, le cas échéant, conserver ces actions pendant une durée, fixée par le Conseil d'Administration, au moins égale à celle nécessaire pour que la durée cumulée des périodes d'acquisition et, le cas échéant, de conservation ne puisse être inférieure à deux ans. Par exception, l'attribution définitive interviendra avant le terme de la période d'acquisition en cas d'invalidité du bénéficiaire correspondant au classement dans la deuxième et la troisième des catégories prévues à l'article L. 341-4 du code de la sécurité sociale. L'identité des bénéficiaires, le nombre d'actions à attribuer par bénéficiaire et les conditions et critères d'attribution définitive des actions seront fixés par le Conseil d'Administration.

Cette autorisation, conformément à la loi, sera donnée au Conseil d'Administration pour une durée de trente-huit mois.

2. Rapport du Conseil d'Administration sur les actions de performance

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 22 avril 2021 a autorisé le Conseil d'Administration de votre Société à procéder, en une ou plusieurs fois, à l'attribution d'actions ordinaires de la Société, existantes ou à émettre. Cette même assemblée a fixé à 38 mois la durée de validité de cette autorisation et a décidé que les bénéficiaires et le nombre d'actions attribuées à chacun d'eux seraient définis par le Conseil d'administration parmi les membres du personnel de la société ou des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L.225-197-2 du code de commerce et/ou des mandataires sociaux de la Société et des sociétés qui lui sont liées.

Le nombre total d'actions attribuées gratuitement ne pourra dépasser 3% du capital.

La durée de la période d'acquisition, le cas échéant l'existence et la durée de la période de conservation ainsi que les critères d'attribution définitive des actions seront déterminés par le Conseil d'administration.

Aucune action gratuite n'a été attribuée depuis l'autorisation conférée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 22 avril 2021.

3. Rapports des commissaires aux comptes

3.1. Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023

À l'Assemblée Générale de la société Savencia S.A.,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R.225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES À L'APPROBATION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Conventions autorisées et conclues au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée et conclue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 225-38 du code de commerce.

CONVENTIONS DÉJÀ APPROUVÉES PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article R. 225-30 du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Financement de la société de droit belge S.B.M.S. S.A. :

- Nature et objet :

En vertu d'une autorisation du Conseil d'Administration du 6 septembre 2018, votre société a consenti un prêt de 200 millions d'euros à la société S.B.M.S. S.A., d'une durée de 5 ans et portant intérêt au taux EURIBOR à 6 mois majoré de 0,875 %. Ce prêt a pris fin en 2023.

- Modalités :

Les intérêts dus au titre de l'exercice 2023 s'élèvent à 5 106 650 euros.

Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs sans exécution au cours de l'exercice écoulé

Par ailleurs, nous avons été informés de la poursuite de la convention suivante, déjà approuvée par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, qui n'a pas donné lieu à exécution au cours de l'exercice écoulé et qui porte sur le régime de retraite suivant qui correspondaient à des engagements réglementés visés par l'article L. 225-42-1 du code de commerce jusqu'à l'ordonnance n° 2019-1234 du 27 novembre 2019.

Régime complémentaire de retraite**● Nature et objet :**

Un régime de retraite relevant de l'article 39 du Code Général des Impôts a été mis en place en 2002 prévoyant le versement à certains cadres dirigeants d'une somme correspondant à 0,5 % du dernier salaire par année d'ancienneté, avec un plafond de 2,5 %, et ce, en complément du régime de base.

À Paris-La Défense, le 29 mars 2024

Les commissaires aux comptes

KPMG S.A.
Arnaud RINN
Associé

Deloitte & Associés
Emmanuel GADRET
Associé

3.2. Rapport des commissaires aux comptes sur l'émission de valeurs mobilières avec maintien du droit préférentiel de souscription

Assemblée Générale du 25 avril 2024 - trente-et-unième résolution

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par l'article L. 228-92 du code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur la proposition de délégation au Conseil d'administration de la compétence de décider une émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, et/ou à des titres de créances, opération sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer.

Le montant nominal des augmentations du capital susceptibles d'être réalisées, immédiatement ou à terme, en vertu de la présente délégation, ne pourra excéder 5 000 000 euros.

Votre Conseil d'administration vous propose, sur la base de son rapport, de lui déléguer pour une durée de 26 mois la compétence pour décider une émission. Le cas échéant, il lui appartiendra de fixer les conditions définitives d'émission de cette opération.

Il appartient au Conseil d'administration d'établir un rapport conformément aux articles R. 225-113 et suivants du code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes, sur l'émission proposée et sur certaines autres informations concernant l'émission, données dans ce rapport.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier le contenu du rapport du Conseil d'administration relatif à cette opération et les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre.

Ce rapport ne précisant pas les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre dans le cadre de la mise en œuvre de la présente délégation, nous ne pouvons donner notre avis sur le choix des éléments de calcul de ce prix d'émission.

Par ailleurs, les conditions définitives dans lesquelles l'émission serait réalisée n'étant pas fixées, nous n'exprimons pas d'avis sur celles-ci.

Conformément à l'article R. 225-116 du code de commerce, nous établirons un rapport complémentaire, le cas échéant, lors de l'utilisation de cette délégation par votre conseil d'administration en cas d'émissions de valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance.

Les commissaires aux comptes

Paris-La Défense, le 29 mars 2024

KPMG S.A.

Arnaud Rinn

Associé

Paris-La Défense, le 29 mars 2024

Deloitte & Associés

Emmanuel Gadret

Associé

3.3. Rapport des commissaires aux comptes sur l'émission d'actions ordinaires et/ou de diverses valeurs mobilières de la société réservée aux adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise

Assemblée Générale du 25 avril 2024 - 32ème résolution

À l'Assemblée générale de la société Savencia S.A.,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par les articles L. 228-92 et L. 225-135 et suivants du code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur la proposition de délégation au Conseil d'administration de la compétence de décider l'émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression du droit préférentiel de souscription, réservée aux adhérents d'un ou plusieurs plans d'épargne d'entreprise ou de groupe établis par votre société et/ou les entreprises françaises ou étrangères qui lui sont liées dans les conditions de l'article L.225-180 du code de commerce et de l'article L. 334-1 du code de travail, opération sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer.

Le montant nominal des augmentations du capital susceptibles d'être réalisées, immédiatement ou à terme, en vertu de la présente délégation, ne pourra excéder 3% du capital social au jour de la décision d'émission.

Cette émission est soumise à votre approbation en application des dispositions des articles L. 225-129-6 du code de commerce et L. 3332-18 et suivants du code du travail.

Votre Conseil d'administration vous propose, sur la base de son rapport, de lui déléguer, pour une durée de 26 mois à compter de la présente Assemblée, la compétence pour décider une ou plusieurs émissions et de supprimer votre droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires et/ou valeurs mobilières à émettre. Le cas échéant, il lui appartiendra de fixer les conditions définitives d'émission de cette opération.

Il appartient au Conseil d'administration d'établir un rapport conformément aux articles R. 225-113 et suivants du code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription et sur certaines autres informations concernant l'émission, données dans ce rapport.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier le contenu du rapport du Conseil d'administration relatif à cette opération et les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre.

Sous réserve de l'examen ultérieur des conditions de l'émission qui serait décidée, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre données dans le rapport du Conseil d'administration.

Les conditions définitives dans lesquelles l'émission serait réalisée n'étant pas fixées, nous n'exprimons pas d'avis sur celles-ci et, par voie de conséquence, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription qui vous est faite.

Conformément à l'article R. 225-116 du code de commerce, nous établirons un rapport complémentaire, le cas échéant, lors de l'utilisation de cette délégation par votre Conseil d'administration, en cas d'émission d'actions ordinaires et de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital et en cas d'émission de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre.

Les commissaires aux comptes

Paris-La Défense, le 29 mars 2024

KPMG S.A.

Arnaud Rinn

Associé

Paris-La Défense, le 29 mars 2024

Deloitte & Associés

Emmanuel Gadret

Associé

3.4. Rapport des commissaires aux comptes sur l'autorisation d'attribution d'actions gratuites existantes ou à émettre

Assemblée Générale du 25 avril 2024 - Trente-troisième résolution

À l'assemblée générale de la société Savencia S.A.,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par l'article L. 225-197-1 du code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le projet d'autorisation d'attribution d'actions gratuites existantes ou à émettre au profit des membres du personnel salarié et/ou des mandataires sociaux de votre société et des sociétés ou groupements d'intérêt économique qui lui sont liés directement ou indirectement au sens de l'article L. 225-197-2 du code de commerce, opération sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer. Le nombre total d'actions susceptibles d'être attribuées au titre de la présente autorisation ne pourra représenter plus de 3% du capital de la société.

Votre conseil d'administration vous propose, sur la base de son rapport, de l'autoriser pour une durée de 38 mois à attribuer des actions gratuites existantes ou à émettre.

Il appartient au conseil d'administration d'établir un rapport sur cette opération à laquelle il souhaite pouvoir procéder. Il nous appartient de vous faire part, le cas échéant, de nos observations sur les informations qui vous sont ainsi données sur l'opération envisagée.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté notamment à vérifier que les modalités envisagées et données dans le rapport du conseil d'administration s'inscrivent dans le cadre des dispositions prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations données dans le rapport du conseil d'administration portant sur l'opération envisagée d'autorisation d'attribution d'actions gratuites.

Les commissaires aux comptes

Paris la Défense, le 29 mars 2024
KPMG S.A.

Arnaud RINN
Associé

Paris la Défense, le 29 mars 2024
Deloitte & Associés

Emmanuel GADRET
Associé

4. Texte des projets de résolutions

4.1. De la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire :

Première résolution

Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2023

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'Administration, et des commissaires aux comptes, approuve les comptes annuels se soldant par un bénéfice de 13 957 673,78 euros, à savoir le bilan, le compte de résultat et l'annexe arrêtés au 31 décembre 2023, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Deuxième résolution

Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2023

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'Administration et des commissaires aux comptes, approuve les comptes consolidés se soldant par un bénéfice net part du Groupe de 96 479 438 euros, à savoir le bilan, le compte de résultat et l'annexe arrêtés au 31 décembre 2023, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Troisième résolution

Affectation du résultat de l'exercice et fixation du dividende

L'Assemblée Générale Ordinaire décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2023 qui s'élève à 13 957 673,78 euros, ce qui, augmenté du report à nouveau antérieur de 366 097 978,05 euros, constitue un montant disponible de 380 055 651,83 euros, ainsi qu'il suit :

En euros

Aux actionnaires, un dividende de 1,4 euro par action (*)	19 646 102,00
Au poste report à nouveau	360 409 549,83
TOTAL	380 055 651,83

(*) Incluant le montant du dividende correspondant aux actions auto-détenues non versé et affecté au compte report à nouveau.

L'Assemblée Générale constate que le dividende global brut revenant à chaque action est fixé à 1,4 euro.

Lorsque le dividende est versé à des personnes physiques domiciliées fiscalement en France, le dividende est soumis soit, à un prélèvement forfaitaire unique sur le dividende brut au taux forfaitaire de 12,8 % (article 200 A du code général des impôts), soit, sur option expresse, irrévocable et globale du contribuable, à l'impôt sur le revenu selon le barème progressif après notamment un abattement de 40 % (article 200 A, 13 et 158 du code général des impôts). Le dividende est par ailleurs soumis aux prélèvements sociaux au taux de 17,2 %.

Le dividende sera payé le 15 mai directement aux actionnaires qui sont titulaires d'actions inscrites dans un compte nominatif pur ou aux intermédiaires financiers chargés de la gestion des actions au porteur ou inscrites en compte nominatif administré, par l'intermédiaire d'Uptevia.

La date de détachement du coupon est fixée au 13 mai.

Il sera précisé que les sommes correspondant au dividende non versé sur les actions propres détenues par la Société au jour du détachement du coupon seront affectées au report à nouveau.

Pour satisfaire aux prescriptions légales, il est rappelé que les dividendes versés aux actionnaires au titre des trois derniers exercices s'établissent comme suit :

Versé en	Au titre de l'exercice	Nombre d'actions composant le capital	Dividende total ⁽¹⁾	Dividende brut par action	Abattement
2021	2020	14 032 930	20 560 102 €	1,50 €	40 %
2022	2021	14 032 930	20 498 992 €	1,50 €	40 %
2023	2022	14 032 930	17 510 020 €	1,30 €	40 %

(1) Excluant les actions n'ouvrant pas droit à dividende.

L'Assemblée Générale prend acte qu'il n'y a pas eu en 2023 de dépenses somptuaires au sens de l'article 223 quater du code général des impôts.

Quatrième résolution

Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées – approbation de ces conventions

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris connaissance du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées par les articles L. 225-38 et suivants du code de commerce approuve successivement chacune des nouvelles conventions qui sont mentionnées dans ledit rapport.

Cinquième résolution

Renouvellement du mandat d'Administrateur de Monsieur Alex BONGRAIN

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris acte que le mandat d'Administrateur de Monsieur Alex BONGRAIN prend fin à l'issue de la tenue de la présente assemblée, décide de renouveler Monsieur Alex BONGRAIN dans ses fonctions d'Administrateur pour une période d'un an, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle appelée à statuer en 2025 sur les comptes de l'exercice écoulé.

Sixième résolution

Renouvellement du mandat d'Administrateur de Monsieur Armand BONGRAIN

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris acte que le mandat d'Administrateur de Monsieur Armand BONGRAIN prend fin à l'issue de la tenue de la présente assemblée, décide de renouveler Monsieur Armand BONGRAIN dans ses fonctions d'Administrateur pour une période d'un an, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle appelée à statuer en 2025 sur les comptes de l'exercice écoulé.

Septième résolution

Renouvellement du mandat d'Administrateur de Madame Anne-Marie CAMBOURIEU

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris acte que le mandat d'Administrateur de Madame Anne-Marie CAMBOURIEU prend fin à l'issue de la tenue de la présente

assemblée, décide de renouveler Madame Anne-Marie CAMBOURIEU dans ses fonctions d'Administrateur pour une période d'un an, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle appelée à statuer en 2025 sur les comptes de l'exercice écoulé.

Huitième résolution

Renouvellement du mandat d'Administrateur de Madame Clare CHATFIELD

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris acte que le mandat d'Administrateur de Madame Clare CHATFIELD prend fin à l'issue de la tenue de la présente assemblée, décide de renouveler Madame Clare CHATFIELD dans ses fonctions d'Administrateur pour une période d'un an, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle appelée à statuer en 2025 sur les comptes de l'exercice écoulé.

Neuvième résolution

Renouvellement du mandat d'Administrateur de Madame Sophie de ROUX

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris acte que le mandat d'Administrateur de Madame Sophie de ROUX prend fin à l'issue de la tenue de la présente assemblée, décide de renouveler Madame Sophie de ROUX dans ses fonctions d'Administrateur pour une période d'un an, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle appelée à statuer en 2025 sur les comptes de l'exercice écoulé.

Dixième résolution

Renouvellement du mandat d'Administrateur de Monsieur Xavier GOVARE

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris acte que le mandat d'Administrateur de Monsieur Xavier GOVARE prend fin à l'issue de la tenue de la présente assemblée, décide de renouveler Monsieur Xavier GOVARE dans ses fonctions d'Administrateur pour une période d'un an, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle appelée à statuer en 2025 sur les comptes de l'exercice écoulé.

Onzième résolution**Renouvellement du mandat d'Administrateur de Madame Malika HAIMEUR**

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris acte que le mandat d'Administrateur de Madame Malika HAIMEUR prend fin à l'issue de la tenue de la présente assemblée, décide de renouveler Madame Malika HAIMEUR dans ses fonctions d'Administrateur pour une période d'un an, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle appelée à statuer en 2025 sur les comptes de l'exercice écoulé.

Douzième résolution**Renouvellement du mandat d'Administrateur de Madame Martine LIAUTAUD**

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris acte que le mandat d'Administrateur de Madame Martine LIAUTAUD prend fin à l'issue de la tenue de la présente assemblée, décide de renouveler Madame Martine LIAUTAUD dans ses fonctions d'Administrateur, pour une période d'un an, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle appelée à statuer en 2025 sur les comptes de l'exercice écoulé.

Treizième résolution**Renouvellement du mandat d'Administrateur de Madame Annette MESSEMER**

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris acte que le mandat d'Administrateur de Madame Annette MESSEMER prend fin à l'issue de la tenue de la présente assemblée, décide de renouveler Madame Annette MESSEMER dans ses fonctions d'Administrateur pour une période d'un an, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle appelée à statuer en 2025 sur les comptes de l'exercice écoulé.

Quatorzième résolution**Renouvellement du mandat d'Administrateur de Monsieur Christian MOUILLON**

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris acte que le mandat d'Administrateur de Monsieur Christian MOUILLON prend fin à l'issue de la tenue de la présente assemblée, décide de renouveler Monsieur Christian MOUILLON dans ses fonctions d'Administrateur pour une période d'un an, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle appelée à statuer en 2025 sur les comptes de l'exercice écoulé.

Quinzième résolution**Renouvellement du mandat d'Administrateur de Monsieur IGNACIO OSBORNE**

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris acte que le mandat d'Administrateur de Monsieur Ignacio OSBORNE prend fin à l'issue de la tenue de la présente assemblée, décide de renouveler Monsieur Ignacio OSBORNE dans ses

fonctions d'Administrateur pour une période d'un an, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle appelée à statuer en 2025 sur les comptes de l'exercice écoulé.

Seizième résolution**Renouvellement du mandat d'Administrateur de Monsieur Robert ROEDER**

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris acte que le mandat d'Administrateur de Monsieur Robert ROEDER prend fin à l'issue de la tenue de la présente assemblée, décide de renouveler Monsieur Robert ROEDER dans ses fonctions d'Administrateur pour une période d'un an, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle appelée à statuer en 2025 sur les comptes de l'exercice écoulé.

Dix-septième résolution**Ratification de la cooptation de M. Bruno WITVOËT en qualité d'Administrateur**

L'Assemblée Générale Ordinaire ratifie la cooptation de M. Bruno WITVOËT en qualité d'Administrateur, effectuée par le Conseil d'Administration du 14 septembre 2023, pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023.

Dix-huitième résolution**Renouvellement du mandat d'Administrateur de Monsieur Bruno WITVOËT**

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris acte que le mandat d'Administrateur de Monsieur Bruno WITVOËT prend fin à l'issue de la tenue de la présente assemblée, décide de renouveler Monsieur Bruno WITVOËT dans ses fonctions d'Administrateur pour une période d'un an, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle appelée à statuer en 2025 sur les comptes de l'exercice écoulé.

Dix-neuvième résolution**Renouvellement du mandat d'Administrateur de Monsieur François WOLFOVSKI**

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris acte que le mandat d'Administrateur de Monsieur François WOLFOVSKI prend fin à l'issue de la tenue de la présente assemblée, décide de renouveler Monsieur François WOLFOVSKI dans ses fonctions d'Administrateur pour une période d'un an, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle appelée à statuer en 2025 sur les comptes de l'exercice écoulé.

Vingtième résolution

Renouvellement du mandat d'Administrateur de SAVENCIA Holding

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris acte que le mandat d'Administrateur de la société SAVENCIA Holding prend fin à l'issue de la tenue de la présente assemblée, décide de renouveler la société SAVENCIA Holding dans ses fonctions d'Administrateur pour une période d'un an, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle appelée à statuer en 2025 sur les comptes de l'exercice écoulé.

Vingtième-et-unième résolution

Renouvellement du mandat de Monsieur Philippe GORCE en qualité d'Administrateur représentant les salariés actionnaires, sur proposition du FCPE

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris acte que le mandat d'administrateur de Monsieur Philippe GORCE prend fin à l'issue de la présente Assemblée, décide de renouveler/nommer Monsieur Philippe GORCE en qualité d'Administrateur représentant les salariés actionnaires, sur proposition du FCPE conformément aux dispositions de l'article 8.1 des statuts, pour une période d'un an, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle appelée à statuer en 2025 sur les comptes de l'exercice écoulé.

Vingt-deuxième résolution

Approbation de la politique de rémunération des Administrateurs

L'Assemblée Générale Ordinaire, statuant en application de l'article L. 22-10-8 du code de commerce, approuve la politique de rémunération des Administrateurs telle que présentée dans le rapport sur le Gouvernement d'Entreprise au paragraphe 1.2, à compter de l'exercice 2024.

Vingt-troisième résolution

Approbation de la politique de rémunération du Président du Conseil d'Administration, du Directeur Général et du Directeur Général Délégué (dans l'hypothèse de la désignation d'un Directeur Général Délégué),

L'Assemblée Générale Ordinaire, statuant en application de l'article L. 22-10-8 du code de commerce, approuve la politique de rémunération du Président du Conseil d'Administration, du Directeur Général et du Directeur Général Délégué telle que présentée dans le rapport sur le Gouvernement d'Entreprise au paragraphe 1.2, à compter de l'exercice 2024.

Vingt-quatrième résolution

Approbation des informations relatives à la rémunération des mandataires sociaux visés au I de l'article L. 22-10-9 du code de commerce

L'Assemblée Générale Ordinaire, statuant en application de l'article L. 22-10-34 I du code de commerce, approuve les informations visées au I de l'article L. 22-10-9 du code de commerce concernant chaque mandataire social telles que présentées dans le rapport sur le Gouvernement d'Entreprise aux paragraphes 1.2 et 1.3.

Vingt-cinquième résolution

Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toutes natures versée au cours de l'exercice écoulé ou attribués au titre du même exercice à Monsieur Alex BONGRAIN, Président du Conseil d'Administration

L'Assemblée Générale Ordinaire, statuant en application de l'article L. 22-10-34 II du code de commerce, approuve les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toutes natures versés au cours de l'exercice écoulé ou attribués au titre du même exercice en raison de son mandat à Monsieur Alex BONGRAIN, Président du Conseil d'Administration, tels que présentés dans le rapport sur le Gouvernement d'Entreprise au paragraphe 1.3.

Vingt-sixième résolution

Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toutes natures versée au cours de l'exercice écoulé ou attribués au titre du même exercice à Monsieur Olivier DELAMÉA, Directeur Général

L'Assemblée Générale Ordinaire, statuant en application de l'article L. 22-10-34 II du code de commerce, approuve les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toutes natures versés au cours de l'exercice écoulé ou attribués au titre du même exercice en raison de son mandat à Monsieur Olivier DELAMÉA, Directeur Général, tels que présentés dans le rapport sur le Gouvernement d'Entreprise au paragraphe 1.3.

Vingt-septième résolution

Autorisation conférée au Conseil d'Administration pour le rachat par la société de ses propres actions dans le cadre du dispositif de l'article L. 22-10-62 du code de commerce (durée de l'autorisation, finalités, modalités, plafond).

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, autorise ce dernier conformément aux articles L. 22-10-62 et suivants et L. 225-210 et suivants du code de commerce, à procéder à l'achat, en une ou plusieurs fois, aux époques qu'il déterminera, d'actions de la Société, représentant, compte tenu des actions d'ores et déjà détenues au jour des opérations de rachat, jusqu'à 10 % maximum du nombre d'actions composant le capital de la Société à la date de

réalisation des rachats, le cas échéant ajusté afin de tenir compte des éventuelles opérations d'augmentation ou de réduction de capital pouvant intervenir pendant la durée du programme.

L'Assemblée Générale Ordinaire décide que les objectifs de ces rachats sont :

- la couverture de plans d'options d'achat d'actions et/de plans d'actions attribuées gratuitement (ou plans assimilés) au bénéfice des salariés et/ou des mandataires sociaux du Groupe, en ce compris les Groupements d'Intérêt Économique et sociétés liées ainsi que toutes allocations d'actions au titre d'un plan d'épargne d'entreprise ou de Groupe (ou plan assimilé), au titre de la participation aux résultats de l'entreprise et/ou toutes autres formes d'allocation d'actions à des salariés et/ou des mandataires sociaux du Groupe, en ce compris les Groupements d'Intérêt Économique et sociétés liées ;
- la couverture de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions de la Société dans le cadre de la réglementation en vigueur ;
- l'annulation de tout ou partie de ces actions, conformément à l'autorisation conférée ou à conférer par l'Assemblée Générale Extraordinaire ;
- l'animation du marché secondaire ou la liquidité des titres de la Société, cette animation étant réalisée par un prestataire de services d'investissement agissant dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la pratique admise par la réglementation, étant précisé que dans ce cadre, le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de la limite susvisée correspond au nombre d'actions achetées, déduction faite du nombre d'actions revendues ;
- la conservation de ces actions et leur remise ultérieure en échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de fusion, scission, d'apport ou de croissance externe dans la limite de 5 % du capital.

L'Assemblée Générale Ordinaire décide que le montant maximum de l'opération sera de 196 461 020 euros, le prix maximum d'achat des actions est fixé à 140 euros par action, ce prix par action étant ajusté en conséquence en cas d'opération sur le capital, notamment en cas de division ou de regroupement des actions ou d'attribution gratuite d'actions aux actionnaires (coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre d'actions composant le capital avant l'opération et le nombre d'actions après l'opération).

L'Assemblée Générale Ordinaire décide que l'achat, la cession, le transfert, par la Société de ses propres actions pourra s'opérer par tous moyens sur le marché réglementé et hors marché en une ou plusieurs fois, y compris par voie d'acquisition de blocs de titres, et notamment par utilisation de mécanismes optionnels ou de produits dérivés, aux époques que le Conseil d'Administration appréciera et en toute proportion.

La société se réserve le droit d'utiliser des mécanismes optionnels ou instruments dérivés dans le cadre de la réglementation applicable.

L'Assemblée Générale Ordinaire donne tous pouvoirs au Conseil d'Administration avec faculté de délégation, pour

passer notamment tous ordres de Bourse, conclure tous accords, effectuer toutes déclarations y compris envers l'Administration Fiscale et toutes formalités et d'une manière générale faire le nécessaire pour l'application de la présente autorisation.

Cette autorisation annule et remplace à compter de ce jour l'autorisation précédemment conférée au Conseil d'Administration par l'Assemblée Générale Mixte du 27 avril 2023 dans sa 27^e résolution à caractère ordinaire.

L'autorisation ainsi conférée au Conseil d'Administration est valable pour une durée de 18 mois à compter de la présente assemblée.

Vingt-huitième résolution

Nomination de l'organisme en charge de la mission de certification des informations en matière de durabilité

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et conformément aux dispositions de l'article L.232-6-3 du code de commerce, décide de nommer le cabinet KPMG SA, commissaire aux comptes titulaire de la société, en charge de la mission de certification des informations en matière de durabilité, pour la durée restant à courir de son mandat de commissaire aux comptes titulaire de la société pour sa mission de certification des comptes, soit pour une durée d'un exercice expirant à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Vingt-neuvième résolution

Nomination de l'organisme en charge de la mission de certification des informations en matière de durabilité

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et conformément aux dispositions de l'article L.232-6-3 du code de commerce, décide de nommer le cabinet DELOITTE & ASSOCIES, commissaire aux comptes titulaire de la société, en charge de la mission de certification des informations en matière de durabilité, pour la durée restant à courir de son mandat de commissaire aux comptes titulaire de la société pour sa mission de certification des comptes, soit pour une durée de trois exercices expirant à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2026.

4.2. De la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire :

Trentième résolution

Délégation de compétence à donner au Conseil d'Administration pour augmenter le capital par incorporation de réserves, bénéfices et/ou primes

L'Assemblée Générale Extraordinaire, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration, et conformément aux dispositions des articles L. 225-129-2 et L. 225-130 et L. 22-10-50 du code de commerce :

- 1) délègue au Conseil d'Administration, sa compétence à l'effet de décider d'augmenter le capital social, en une ou plusieurs fois, aux époques et selon les modalités qu'il déterminera, par incorporation au capital de réserves, bénéfices, primes ou autres sommes dont la capitalisation serait admise, par l'émission et l'attribution gratuite d'actions ou par l'élévation du nominal des actions ordinaires existantes, ou de la combinaison de ces deux modalités;
- 2) décide qu'en cas d'usage par le Conseil d'Administration de la présente délégation, conformément aux dispositions de l'article L. 225-130 et L. 22-10-50 du code de commerce, en cas d'augmentation de capital sous forme d'attribution gratuite d'actions, les droits formant rompus ne seront pas négociables, ni cessibles et que les titres de capital correspondants seront vendus ; les sommes provenant de la vente seront allouées aux titulaires des droits dans le délai prévu par la réglementation ;
- 3) fixe à vingt-six mois la durée de validité de la présente délégation, décomptée à compter du jour de la présente Assemblée ;
- 4) décide que le montant d'augmentation de capital au titre de la présente résolution ne devra pas excéder le montant nominal de 5 000 000 euros, compte non tenu du montant nominal de l'augmentation de capital nécessaire pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, les droits des titulaires de droits ou valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société. Ce plafond est indépendant de l'ensemble des plafonds prévus par les autres résolutions de la présente Assemblée ;
- 5) confère au Conseil d'Administration tous pouvoirs à l'effet de mettre en œuvre la présente résolution, et, généralement, de prendre toutes mesures et effectuer toutes les formalités requises pour la bonne fin de chaque augmentation de capital, en constater la réalisation et procéder à la modification corrélative des statuts ;
- 6) prend acte que la présente délégation prive d'effet, à compter de ce jour, à hauteur, le cas échéant, de la partie non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet.

Trente-et-unième résolution

Délégation de compétence à donner au Conseil d'Administration pour émettre des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital (de la société ou d'une société du groupe) et/ou à des titres de créance avec maintien du droit préférentiel de souscription.

L'Assemblée Générale Extraordinaire, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes et conformément aux dispositions du code de commerce et, notamment, de ses articles L. 225-129-2, L. 228-92 et L. 225-132 et suivants :

- 1) délègue au Conseil d'Administration sa compétence pour procéder à l'émission, à titre gratuit ou onéreux, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, sur le marché français et/ou international, soit en euros, soit en monnaies étrangères ou en toute autre unité de compte établie par référence à un ensemble de monnaies:
 - d'actions ordinaires,
 - et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou à des titres de créance ;

Conformément à l'article L. 228-93 du code de commerce, les valeurs mobilières à émettre pourront donner accès à des actions ordinaires à émettre par toute société qui possède directement ou indirectement plus de la moitié de son capital ou dont elle possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital.
- 2) fixe à vingt-six mois la durée de validité de la présente délégation, décomptée à compter du jour de la présente Assemblée ;
- 3) décide de fixer, ainsi qu'il suit, les limites des montants des émissions autorisées en cas d'usage par le Conseil d'Administration de la présente délégation de compétence :
 - le montant nominal global des actions ordinaires susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation ne pourra être supérieur à 5 000 000 euros ;
 - à ce plafond s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal de l'augmentation de capital nécessaire pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, les droits des titulaires de droits ou valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ;

les plafonds visés ci-dessus sont indépendants de l'ensemble des plafonds prévus par les autres résolutions de la présente Assemblée ;

4) en cas d'usage par le Conseil d'Administration de la présente délégation de compétence dans le cadre des émissions visées au 1) ci-dessus :

- a. décide que la ou les émissions d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès au capital seront réservées par préférence aux actionnaires qui pourront souscrire à titre irréductible,
- b. décide que si les souscriptions à titre irréductible, et le cas échéant à titre réductible, n'ont pas absorbé la totalité d'une émission visée au 1), le Conseil d'Administration pourra utiliser les facultés suivantes :
 - limiter le montant de l'émission au montant des souscriptions, le cas échéant dans les limites prévues par la réglementation ;
 - répartir librement tout ou partie des titres non souscrits ;
 - offrir au public tout ou partie des titres non souscrits ;

5) décide que les émissions de bons de souscription d'actions de la Société pourront être réalisées par offre de souscription, mais également par attribution gratuite aux propriétaires des actions existantes, étant précisé que le Conseil d'Administration aura la faculté de décider que les droits d'attribution formant rompus ne seront pas négociables et que les titres correspondants seront vendus ;

6) décide que le Conseil d'Administration disposera, dans les limites fixées ci-dessus, des pouvoirs nécessaires notamment pour fixer les conditions de la ou des émissions et déterminer le prix d'émission, le cas échéant, constater la réalisation des augmentations de capital qui en résultent, procéder à la modification corrélative des statuts, imputer, à sa seule initiative, les frais des augmentations de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation et, plus généralement, faire le nécessaire en pareille matière ;

7) prend acte que cette délégation prive d'effet, à compter de ce jour, le cas échéant, à hauteur de la partie non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet.

Trente-deuxième résolution

Délégation de compétence à donner au Conseil d'Administration pour augmenter le capital par émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression de droit préférentiel de souscription au profit des adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise en application des articles L. 3332-18 et suivants du code du travail.

L'Assemblée Générale Extraordinaire, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, statuant en application des articles L. 225-129-6, L. 225-138-1 et L. 228-92

du code de commerce et L. 3332-18 et suivants du code du travail :

- 1) délègue sa compétence au Conseil d'Administration à l'effet d'augmenter le capital social en une ou plusieurs fois par l'émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, au profit des adhérents à un ou plusieurs plans d'épargne entreprise ou de groupe établis par la Société et/ou les entreprises françaises ou étrangères qui lui sont liées dans les conditions de l'article L. 225-180 du code de commerce et de l'article L. 3344-1 du code du travail ;
- 2) supprime en faveur de ces personnes le droit préférentiel de souscription aux actions et aux valeurs mobilières qui pourront être émises en vertu de la présente délégation ;
- 3) fixe à vingt-six mois à compter de la présente Assemblée la durée de validité de cette délégation ;
- 4) limite le montant nominal maximum de la ou des augmentations pouvant être réalisées par utilisation de la présente délégation à 3 % du capital social au jour de la décision d'émission, ce montant étant indépendant de tout autre plafond prévu en matière de délégation d'augmentation de capital. A ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal de l'augmentation de capital nécessaire pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres modalités de préservation, les droits des titulaires de droits ou valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ;
- 5) décide que le prix des actions à émettre, en application du 1) de la présente délégation, ne pourra être ni inférieur de plus de 30 %, ou de 40 % lorsque la durée d'indisponibilité prévue par le plan en application des articles L. 3332-25 et L. 3332-26 du code du travail est supérieure ou égale à dix ans, à la moyenne des cours cotés de l'action lors des 20 séances de Bourse précédant la décision fixant la date d'ouverture de la souscription, ni supérieur à cette moyenne ;
- 6) donne tous pouvoirs au Conseil d'Administration pour dans les limites ci-dessus fixées, arrêter toutes les modalités et conditions de cette ou de ces opérations en se conformant à la loi et aux statuts ;
- 7) prend acte que cette délégation prive d'effet, à compter de ce jour, à hauteur, le cas échéant, de la partie non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet.

Le Conseil d'Administration pourra ou non mettre en œuvre la présente délégation, prendre toutes mesures et procéder à toutes formalités nécessaires.

Trente-troisième résolution

Autorisation à donner au Conseil d'Administration en vue d'attribuer gratuitement des actions aux membres du personnel salarié et/ou certains mandataires sociaux.

L'Assemblée Générale Extraordinaire, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des

commissaires aux comptes, autorise le Conseil d'Administration, à procéder, en une ou plusieurs fois, conformément aux articles L. 225-197-1, L. 225-197-2, L. 22-10-59 et L. 22-10-60 du code de commerce, à l'attribution d'actions ordinaires de la société, existantes ou à émettre, au profit :

- des membres du personnel salarié de la société ou des membres du personnel salarié des sociétés ou groupements d'intérêt économique qui lui sont liés directement ou indirectement au sens de l'article L. 225-197-2 du code de commerce ;
- et/ou des mandataires sociaux qui répondent aux conditions fixées par l'article L. 225-197-1 du code de commerce.

Le nombre total d'actions attribuées gratuitement au titre de la présente autorisation ne pourra dépasser 3 % du capital au jour de la présente Assemblée Générale, étant précisé qu'il ne pourra dépasser le pourcentage maximum prévu au jour de la décision d'attribution. Ce plafond est indépendant. À ce plafond s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal de l'augmentation de capital nécessaire pour préserver les droits des bénéficiaires d'attributions gratuites d'actions en cas d'opérations sur le capital de la Société pendant la période d'acquisition.

L'attribution des actions aux bénéficiaires sera définitive au terme d'une période d'acquisition dont la durée sera fixée par le Conseil d'Administration, celle-ci ne pouvant être inférieure à un an.

Les bénéficiaires devront, le cas échéant, conserver ces actions pendant une durée, fixée par le Conseil d'Administration, au moins égale à celle nécessaire pour que la durée cumulée des périodes d'acquisition et, le cas échéant, de conservation ne puisse être inférieure à deux ans.

Par exception, l'attribution définitive interviendra avant le terme de la période d'acquisition en cas d'invalidité du bénéficiaire correspondant au classement dans la deuxième et la troisième des catégories prévues à l'article L. 341-4 du code de la sécurité sociale.

Tous pouvoirs sont conférés au Conseil d'Administration à l'effet de :

- fixer la durée de la période d'acquisition ;
- décider de fixer ou non une obligation de conservation à l'issue de la période d'acquisition et le cas échéant en déterminer la durée et prendre toutes mesures utiles pour assurer son respect par les bénéficiaires ;
- fixer les conditions et, le cas échéant, les critères d'attribution définitive des actions ;
- déterminer l'identité des bénéficiaires ainsi que le nombre d'actions attribuées à chacun d'eux ;
- le cas échéant :
 - constater l'existence de réserves suffisantes et procéder lors de chaque attribution au virement à un compte de réserve indisponible des sommes nécessaires à la libération des actions nouvelles à attribuer ;
 - décider, le moment venu, la ou les augmentations de capital par incorporation de réserves, primes ou bénéfices corrélative(s) à l'émission des actions nouvelles attribuées gratuitement ;
 - procéder aux acquisitions des actions nécessaires dans le cadre du programme de rachat d'actions et les affecter au plan d'attribution ;
 - déterminer les incidences sur les droits des bénéficiaires, des opérations modifiant le capital ou susceptibles d'affecter la valeur des actions attribuées et réalisées pendant la période d'acquisition et, en conséquence, modifier ou ajuster, si nécessaire, le nombre des actions attribuées pour préserver les droits des bénéficiaires ;
 - et, généralement, faire dans le cadre de la législation en vigueur tout ce que la mise en œuvre de la présente autorisation rendra nécessaire.

La présente autorisation emporte de plein droit renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions nouvelles émises par incorporation de réserves, primes et bénéfices.

Elle est donnée pour une durée de trente-huit mois à compter du jour de la présente assemblée.

4.3. De la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire :

Trente-quatrième résolution

Pouvoirs pour les formalités

L'Assemblée Générale Ordinaire donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.

SAVENCIA SA
Société Anonyme au capital de 14 032 930 €
Siège social : « L'Alliance » - 42, rue Rieussec - 78223 Viroflay Cedex (France)
Tél : +33 (0) 1 34 58 63 00 - RCS Versailles B 847 120 185

